N° 495 — Tome CXXXI 1er Février 1919

MERCVRE

DE

FRANCE

Trentième Année

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois

HENRI ALBERT, GABRIEL BRUNET, R. DE BURY, JULES CHOPIN,
FRANCISCO CONTRERAS, HENRY-D. DAVRAY, JULES DUHEM,
G. FUSS-AMORÉ, COMMANDANT G. GLÜCK, CHARLES-HENRY HIRSCH,
DOCTEUR A. KAKIA, JEAN MARNOLD, HENRI MAZEL,
CHARLES MERKI, ALICE MICHEL, PAUL MORISSE, GEORGES PALANTE, A. PIERRE,
RACHILDE, CARL SIGER, CHARLES TILLAC.

PRIX DU NUMÉRO

France : 1 fr. 50 *net.* | **Étranger : 1 fr. 75.**

DIRECTEUR

ALFRED VALLETTE

—

PARIS

MERCVRE DE FRANCE

XXVI, RVE DE CONDÉ, XXVI

—

MCMXIX

SOMMAIRE

—

N° 495. — 1er FÉVRIER 1919

Gabriel Brunet	*Une Énigme : Nietzsche et la Guerre*	385
Jules Duhem	*La Frontière de l'Est et les Traités de 1815*	407
Charles Tillac	*Une Nuit de Téléphonie aux Eparges*	414
Carl Siger	*La Leçon de la Guerre*	423
Commandant G. Glück	*L'Artillerie lourde pendant la Guerre*	444
Alice Michel	*Degas et son Modèle*	457

REVUE DE LA QUINZAINE

Georges Palante	*Philosophie*	479
Henri Mazel	*Science sociale*	485
Charles Merki	*Archéologie. Voyages*	491
Charles-Henry Hirsch	*Les Revues*	496
R. de Bury	*Les Journaux*	503
Jean Marnold	*Musique*	507
Henry-D. Davray	*Lettres anglaises*	512
Francisco Contreras	*Lettres hispano-américaines*	518
Divers	*Ouvrages sur la guerre actuelle*	522
Divers	*A l'Etranger :*	
	Allemagne (Henri Albert)	534
	Autriche-Hongrie (Jules Chopin)	539
	Belgique (Gustave Fuss-Amoré)	542
	Bulgarie (A. Pierre)	547
	Espagne (C. Pitollet)	549
	Russie (Dr A. Kakia)	556
	A travers la Presse (Paul Morisse)	559
Rachilde	*Variétés : Yvette Guilbert en Amérique*	564
Mercure	*Publications récentes*	566
—	*Échos*	568

La reproduction et la traduction des matières publiées par le « Mercure de France » sont interdites.

MANUSCRITS

Les auteurs non avisés dans le délai de DEUX MOIS de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la Revue, où ils restent à leur disposition pendant un an.

COMPTES RENDUS. — Les ouvrages doivent être adressés **impersonnellement** *à la revue. — Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages* **personnels** *et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.*

Les avis de changement d'adresse doivent nous parvenir, accompagnés de 0.50 en timbres-poste, au plus tard le 10 pour le numéro du 16, le 25 pour le numéro du 1er du mois suivant.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

Viennent de paraître :

FRÉDÉRIC ECCARD
Avocat à Strasbourg

L'ALSACE
SOUS LA DOMINATION ALLEMANDE

Un vol. in-18, couverture illustrée de LÉON HORNECKER, broché ..... 4 fr.

HAROLD SPENDER

DAVID
LLOYD GEORGE
ÉTUDE BIOGRAPHIQUE

Traduction de ROBERT L. CRU

Un volume in-18, broché..... 4 fr.

K. WALISZEWSKI

LA
POLOGNE INCONNUE
PAGES D'HISTOIRE ET D'ACTUALITÉ

Un volume in-18, broché ..... 3 fr. 50

ALBERT MATHIEZ
Professeur à l'Université de Besançon

ÉTUDES ROBESPIERRISTES

***
LA CONSPIRATION DE L'ÉTRANGER

Un volume in-18, broché..... 3 fr. 50

Précédemment paru : ÉTUDES ROBESPIERRISTES : * **La Corruption parlementaire sous la Terreur.** Un vol. in-18, broché..... 3 fr. 50

Majoration temporaire : sur les volumes à 3.50 : **30 0/0**; sur les autres volumes : **20 0/0**

Arthème FAYARD et Cie Editeurs,
rue du Saint Gothard, 18-20, Paris (14e)

Vient de paraître la 9e édition

EUGÈNE MONTFORT

LA BELLE-ENFANT

ou

l'Amour à 40 ans

Ce roman se passe à Marseille et sur le Vieux-Port

Un volume in-18 jésus. Prix..... **4 fr. 50**

Vient de paraître :

JANE CALS

ROSE

Rose est le premier roman de Mme Jane Cals dont le nom, hier inconnu, est sur toutes les lèvres. C'est un roman étrangement ingénu et attirant qui laisse l'impression d'une œuvre qu'on n'oubliera plus.

Un volume in-18 jésus. Prix..... **4 fr. 50**

UNE ÉNIGME

NIETZSCHE ET LA GUERRE [1]

—

L'âpre visionnaire de Sils-Maria, qui, dans l'air glacé des hauteurs, à « six mille pieds au-dessus des choses humaines », contemplait toutes les traditionnelles appréciations avec « une indépendance d'oiseau », eût été fort étonné en voyant la manière dont ses idées ont été souvent interprétées sur cette terre de France qui lui semblait, en notre époque érudite et grossière, le dernier refuge de la finesse et de la vraie culture.

Lui qui parlait de Bismarck avec une ironie cinglante, de Treitschke avec un sourire de mépris, de la formule « Deutschland über alles » avec une nausée, du nouvel empire allemand avec dédain et du grossier patriotisme germain avec colère ; lui qui voyait dans l'Etat militaire allemand moderne un monstre qui annihile l'individu, seule réalité, il eût été fort étonné de se voir rangé parmi les artisans responsables de cette folie belliqueuse allemande que le monde, à l'heure actuelle, si tragiquement expie.

Nietzsche, artiste incomparable, a le don des formules saisissantes, qui dans un raccourci puissant, semblent exprimer toute sa pensée. Quand vous lisez des phrases comme celles-ci : « L'homme doit être élevé pour la guerre et la femme pour le délassement du guerrier (2) », « la guerre est la mère de toutes les bonnes choses (3) », « c'est la bonne guerre

(1) Nos citations sont empruntées à la belle traduction de M. Henri Albert, *Mercure de France*.
(2) *Ainsi parlait Zarathoustra*, p. 91.
(3) *Le Gai Savoir*, p. 136.

qui sanctifie toute cause (1) », « je ne vous conseille pas la Paix, mais la Victoire (2) », ne vous semble-t-il pas qu'en ces quelques mots, l'auteur se livre à vous, jusqu'en son fond, franchement et absolument ?

Et cependant, une longue intimité avec les œuvres de Nietzsche fait apparaître une pensée qui, en dépit des formules tranchantes, se révèle riche en nuances.

La voix de Nietzsche vous fait d'abord l'impression d'un bruit de tempête qui déferle sans trêve avec une âpre violence. Mais lorsque vous êtes familiarisé avec cette force et cette violence, vous êtes étonné, dans cette farouche symphonie, de sentir des attendrissements, des tiédeurs, des douceurs étranges et insoupçonnées. Cet homme a vécu de longues et dures années dans une absolue solitude, où les idées se présentaient à lui comme les seuls êtres réellement vivants. Aussi, avait-il pour elles ces puissants élans d'amour ou ces brusques mouvements de colère qui se reflètent nécessairement dans son style et lui donnent ce quelque chose d'intensément vivant, mais parfois aussi ce ton outré qui va jusqu'à l'exaspération.

Il serait intéressant de montrer comment la même remarque, passant de l'ironique impassibilité d'un Stendhal ou de la sérénité transcendante d'un Emerson en l'âme farouche de Nietzsche, immédiatement revêt l'aspect d'une machine de guerre formidable contre toutes nos habitudes de pensée et d'action. Une intimité prolongée avec Nietszche vous apprend à faire une sorte de transposition de sa pensée. Sous des formules sans ménagements, vous discernez souvent ces idées pleines de bons sens et de mesure qui permettaient à Remy de Gourmont de déclarer son œuvre « saine et logique ». En rapprochant ces formules qui, prises à part, vous semblent outrageusement tranchantes, vous les voyez se corriger et s'atténuer les unes les autres.

D'ailleurs, Nietzsche n'est pas un de ces constructeurs de systèmes dont l'harmonieuse structure, si reposante pour notre pensée, n'étreint jamais la complexité fuyante d'un monde aux aspects multiformes. Nietzsche, dont les idées jaillissent sous l'empire des vives réactions de sa sensibilité,

(1) *Ainsi parlait Zarathoustra*, p. 65.
(2) *Ainsi parlait Zarathoustra*, p. 64.

considère le même problème sous des angles très différents. Il en résulte, malgré la persistance des mêmes tendances, des appréciations qui, sur le même sujet, vont parfois jusqu'à la contradiction.

Un problème posé par Nietzsche dans l'abstrait, puis sous l'aspect des réalités concrètes, n'appelle pas toujours chez lui la même solution. C'est là le cas pour le problème de la Guerre, avec les questions connexes, patriotisme, nationalisme, militarisme, qui en sont inséparables. Nous nous trouverons en face de deux attitudes fort différentes de Nietzsche et, dans les deux cas, nous aurons la surprise de discerner, à travers les formules outrées, une foule de nuances curieuses et inattendues. Et il se peut que la guerre, dont Nietzsche fait l'apologie, n'ait que de très lointains rapports avec ces guerres de peuple à peuple que, depuis des millièrs d'années, les diplomates savent préparer « en toute innocence » !

§

L'attitude de Nietzsche considérant dans l'abstrait le problème de la guerre est intimement liée à la tendance générale de sa philosophie.

Nietzsche nous répète souvent que sa philosophie est l'expression d'une victoire : l'expression de sa victoire sur le Pessimisme. Après avoir quelque temps suivi les systèmes des négateurs de la vie qui, à travers les *mirages* d'un monde d'apparences et d'illusions, voient se dresser la Douleur comme seule réalité et jettent l'anathème sur l'existence, Nietzsche qui sentait en lui, malgré ses doctrines, un formidable enivrement pour la vie, Nietzsche se détourna de ceux que Zarathoustra qualifie de « phtisiques de l'âme ». Il renia délibérément les âmes mortes pour les âmes vivantes. Devint-il optimiste ? Nullement. L'optimiste béat, qui se bouche les yeux pour ne pas voir les tableaux horribles que la réalité présente à profusion, n'est qu'un sot. Nietzsche, au-dessus des philosophies optimistes et pessimistes, conçut une *philosophie tragique*. Le monde est ce qu'il est. La vie est ce qu'elle est. Les qualificatifs de bien et de mal n'ont qu'une humaine, une trop humaine signification. Ils ne font qu'exprimer les méprisables réactions d'un être infinitésimal exilé dans un petit cachot de l'Univers infini. Ils correspondent,

en réalité, à une plus ou moins grande plénitude de vie. L'homme épuisé, l'homme mal venu, ne peuvent voir dans l'existence qu'une souffrance et une souffrance absurde. Le pessimiste est un inapte ou un vaincu et en tous cas un décadent. Mais à côté des vaincus de la vie et des optimistes niais, il existe un troisième type humain : *l'homme tragique*, l'homme qui perçoit en lui un excédent de force, l'homme qui sent en lui déferler la vie comme un flot puissant, l'homme si enivré de vivre qu'à toutes les situations il fait face bravement et joyeusement, même dans les circonstances les plus problématiques, les plus terribles, les plus étranges, les plus dangereuses. Un tel homme, loin de gémir dans le péril, au contraire s'y complaît, parce qu'il y voit une occasion de déployer sa force, d'affirmer sa puissance. Un tel homme, loin de chercher la vie calme, aspire au contraire à « vivre dangereusement ». Il veut la vie avec la même force dans ses plaisirs et ses peines. Sa volonté n'est pas une volonté de négation, mais une volonté d'acceptation ou mieux encore une volonté d' « *affirmation* », qui dit « oui en face de la souffrance la plus dure (1) ». Un semblable type humain a fleuri au temps de la Renaissance. Un Benvenuto Cellini qui, le jour où sa sœur a perdu son père, son mari et un enfant, festoie en sa compagnie et si joyeusement qu'au lieu de parler de mort, ils s'entretiennent de « mille choses gaies ou folles », représente une de ces fortes plantes humaines si riches de vie que, dans les circonstances les plus terribles, elles sont encore dans leur élément.

Eh bien, qu'est-ce que la guerre ? Tout simplement un de ces cas terribles et problématiques de l'existence où l'homme doit affronter l'inconnu et le péril. Quelle sera l'attitude de l'homme tragique ? La même que devant la douleur et le danger dont la trame de la vie est tissée. Face à la guerre, l'homme tragique continue à affirmer la vie, il dit encore oui, il se prépare à lutter et à triompher. Plus encore, il voit dans la guerre l'occasion de choix pour affirmer superbement sa force. L'homme qui tremble à l'idée de la guerre est déjà un homme en qui la puissance de vie chancelle, il est mûr pour le repos et le sommeil : il est un décadent !

1) *Volonté de Puissance, T. II*, p. 284.

La guerre, d'ailleurs, n'est pas un phénomène accidentel, hors nature. Elle est un fait qui tient à l'essence même de la vie. « La vie est essentiellement l'aspiration à un surplus de puissance (1) » ; par suite, elle est tendance à l'extension, volonté de conquête, volonté de domination. Cette tendance de tout ce qui vit vers la puissance heurte nécessairement les volontés antagonistes en une lutte sans merci. La guerre est éternelle parce que là où il y a la Force, vous ne l'empêcherez pas de « se manifester comme telle », d'être une « volonté de terrasser et d'assujettir, une soif d'ennemis, de résistance et de triomphe (2) ».

Ainsi le raisonnement est fort logique ; si vous êtes plein de vie, vous dites oui à l'existence dans sa totalité, *oui à la douleur, oui au danger, oui à la guerre.*

La base de la philosophie de Nietzsche étant « l'affirmation et la justification de la vie », il en résulte que les choses bonnes sont celles qui « stimulent la vie », qui contribuent à la fortifier.

Or, n'est-ce pas là le cas pour la Guerre ?

Lorsque les hommes sont indolents, amollis, la guerre est la « cure de brutalité (3) », elle retrempe les âmes, elle est la fournaise qui les recuit, pour employer une expression à la Rabelais. Pour que la Vie reste vigoureuse, il lui faut des obstacles à surmonter, car « l'entrave est le stimulant de la volonté de puissance (4) ». La guerre oblige l'individu à déployer une force peu commune pour l'affronter. Par là, elle le fait plus riche de vie, elle le rend encore plus fort. Il en est d'elle comme de la douleur : ou elle vous tue, ou vous lui résistez, et, dans ce dernier cas, votre victoire fait votre force. « *Ce qui ne fait pas périr rend plus fort* (5) ».

Il faut bien convenir aussi que la guerre produit un énorme déchaînement de ces grandes passions et de ces violents instincts où palpite intensément la vie. Passion de la gloire, passion de vaincre, passion de dévouement pour une cause, haine farouche pour l'adversaire, la guerre a pour conséquence un « ébranlement des âmes comparable aux tremble-

(1) *Volonté de Puissance*, T. II, p. 70.
(2) *Généalogie de la Morale*, p. 64.
(3) *Le Voyageur et son Ombre*, p. 330.
(4) *Volonté de Puissance*, T. II, p. 85.
(5) *Volonté de Puissance*, T. II, p. 258.

ments de terre (1) ». Alors l'homme n'est plus retenu par la contrainte sociale. Contre l'ennemi, il peut aller jusqu'au bout de sa haine, il tue « avec une bonne conscience », il redevient la « superbe brute blonde (2) » de jadis, le fauve d'antan dont les instincts farouches sont libérés. Il s'habitue aux actes les plus extrêmes et renie les demi-mesures de la vie habituelle. « Plus fort pour le Bien et pour le Mal (3) », il garde toujours quelque chose de « la rude énergie des champs de bataille » (4). Qu'on le sache bien, la plus grande force du type humain, sa plus grande plénitude de vie ne s'acquièrent pas par le mol abandon sur la mer lisse d'une existence unie. La grandeur de la personnalité humaine se forme de la grandeur de ses victoires sur les circonstances contraires. « Un arbre qui doit fièrement s'élever dans les airs ne peut se passer du mauvais temps et des tempêtes (5). » A ce point de vue, la guerre représente un *optimum pour le développement des grandes individualités*. Et Nietzsche ne cesse de le répéter, le but de l'humanité n'est pas tant dans l'avènement de ce futur âge d'or que promettent les théoriciens naïfs du progrès, que dans l'achèvement complet, en une époque donnée, des types humains les plus éminents.

En voilà, je crois, suffisamment pour faire traiter Nietzsche d'apologiste de la guerre et lui attribuer une mentalité assez proche de celle de Bernhardi ou des junkers prussiens. Pourtant, quel ricanement de sa part en apprenant qu'un journal allemand voyait dans ses œuvres la « véritable philosophie des hobereaux (6) ! »

C'est qu'en effet, même lorsque Nietzsche pose le problème dans l'abstrait, sa pensée comporte des retouches, des atténuations que beaucoup n'ont pas voulu voir.

Tout d'abord, ce qui différencie nettement Nietzsche de tous les partis chauvins qui préconisent la guerre, c'est qu'il ne se place jamais au point de vue national, jamais au point de vue politique. La philosophie de Nietzsche est faite pour *l'individu* et ne veut connaître que l'individu. L'Etat ne repré-

(1) *Humain, trop humain*, p. 411.
(2) *Généalogie de la Morale*, p. 57-58.
(3) *Humain, trop humain*, p. 380.
(4) *Humain, trop humain*, p. 411.
(5) *Gai Savoir*, p. 61.
(6) *Ecce Homo*, p. 76.

sente que le pouvoir contraignant vis-à-vis des individus. Ceux qui veulent réaliser pleinement leur humanité doivent fuir, selon le conseil de Zarathoustra, les places publiques pour les « mers silencieuses ». « L'Etat est le plus froid de tous les monstres froids (1). » Il est le « Colosse nouveau (2) » qui entrave le développement des êtres exceptionnels. Nietzsche ne songe donc jamais à se demander où réside l'intérêt de l'Etat. Il va même jusqu'à accorder sa sympathie aux époques d'anarchie et de décomposition, parce qu'alors la faiblesse de l'Etat donne libre carrière aux hommes d'audace et d'énergie (3). Ainsi la Renaissance italienne.

Si Nietzsche fait l'apologie de la guerre, c'est donc uniquement parce qu'elle est capable de tremper les caractères individuels. Qu'importent les combinaisons territoriales ? Qu'importe que la patrie soit amputée d'un lambeau de son territoire ou qu'elle s'agrandisse ? Questions sans intérêt ! Si la guerre fait apparaître de fermes caractères, de grandioses individualités, elle est par là même fructueuse. Ainsi l'œuvre de Napoléon a été éminemment féconde. Non point pour des questions de remaniements de frontières. Mais, dans un monde qui s'affadissait et se féminisait, il a fait reparaître l'héroïsme antique avec sa « *face de granit* ». Pour des siècles, il a été un « agent de virilisation de l'Europe (4) ». Au seuil des temps modernes, il dresse la géante stature du Surhomme qui, grandi à travers les orages et les cataclysmes, réalise en lui le type humain dans la plénitude de sa splendeur et de sa force. Que nous voilà loin des apologies de la guerre présentées par les nationalistes des divers pays !

Et une conséquence extrêmement intéressante jaillit immédiatement des idées de Nietzsche. La guerre ne peut se justifier qu'en tant qu'elle retrempe les énergies des individus. Mais alors si nous vivons en une période où les hommes sont vigoureux, entreprenants, braves combattants du combat de la vie, la guerre est totalement superflue, elle est à éviter. La guerre, légitime en une époque de décadence, est sans objet en une époque de vigueur.

(1) *Ainsi parlait Zarathoustra*, p. 66.
(2) *Humain, trop humain*, p. 416.
(3) *Gai Savoir*, p. 68
(4) *id.* p. 349,

Quand un peuple vit « avec ampleur et supériorité », nous dit Nietzsche, « *il n'a pas besoin de guerres* (1) » !

La restriction nous semble importante.

Enfin et surtout, il nous faut remarquer le sens particulier que le mot guerre revêt souvent chez Nietzsche. A sa prédilection pour l'énergie sous toutes ses formes, correspond chez lui un goût pour les expressions brutales. Il se recommandait à lui-même de donner un relief violent à ses idées en employant l'expression « la plus corporelle », « la plus sanglante », et de préférence « les termes militaires (2) ». Aussi les mots militaires ne doivent pas toujours être pris chez lui avec leur sens littéral. Le mot guerre a souvent chez Nietzsche un sens beaucoup plus large que le sens habituel. La guerre, pour Nietzsche, c'est la lutte pour la puissance, lutte qui se déroule sans trêve et sous une infinité d'aspects partout où jaillit la poussée de l'Etre vers la Vie. Le fait d'affronter le danger quel qu'il soit est un fait de guerre. L'homme qui s'est fixé un but aspire à briser les obstacles sur son chemin : il est un guerrier. L'homme qui croit tenir une vérité veut s'affirmer sa puissance en la faisant triompher : il est un guerrier. L'homme qui veut conquérir la femme veut par là même s'affirmer sa puissance et l'amour devient « une guerre mortelle entre les deux sexes ». L'ascète lui-même, qui semble renoncer à tous les biens, reste un guerrier : l'ennemi contre lequel il combat et contre lequel il veut s'affirmer sa puissance, c'est « l'ennemi intérieur », ses passions. Dès que vous faites acte d'être vivant, votre geste est un geste qui détruit ou subjugue. Si vous prenez conscience de cette loi de la vie et désirez ardemment vous conformer à elle dans votre conduite, vous êtes un guerrier dans la plus forte acception du mot. « La guerre et le courage ont fait plus de grandes choses que l'amour du prochain », dit Zarathoustra, mais dans le Commentaire qu'il préparait pour cette œuvre, Nietzsche écrivait : « La guerre (*mais sans poudre*) entre les idées différentes et les maîtres de ces idées (3) » ! N'est-ce pas là une phrase d'un intérêt capital pour éclairer le sens du mot guerre chez Nietzsche ?

Par suite, il se peut que dans l'esprit de Nietzsche, son apo-

(1) *Le Voyageur et son Ombre*, p. 330.
(2) *La Volonté de Puissance*, Tome I, p. 19.
(3) *Ainsi parlait Zarathoustra*, p. 489.

logie de la guerre ait eu surtout la valeur d'un *symbole*, par lequel il présentait d'une manière frappante l'affirmation de la vie dans son fait le plus général : la lutte pour la puissance, lutte éternelle aux multiformes tableaux,— dont les guerres entre peuples ne sont peut-être qu'un aspect transitoire, mais entre tous le plus saisissant.

Il nous semble que ce point de vue va se confirmer lorsque, montrant la pensée de Nietzsche face aux réalités concrètes, nous constaterons que toutes ses idées particulières sont diamétralement opposées à celles qu'on attendrait d'un apologiste allemand de la guerre entre les nations.

Si Nietzsche est un apologiste de la guerre au sens propre du mot, il a une belle occasion de s'extasier en considérant la guerre de 1870 avec son étincelant tissu de victoires dont le peuple allemand à jamais s'enorgueillit. Tout le monde en Allemagne crie hosannah ! La victoire allemande prouve la vigueur du peuple allemand, elle prouve la supériorité de sa culture sur le peuple dégénéré qu'elle a vaincu. Plus fortes encore en sortent les âmes allemandes ! La victorieuse guerre ouvre au « peuple élu » les éblouissantes perspectives d'un avenir merveilleux. Il ne manque qu'une voix au concert et cette voix est celle de Nietzsche ! Loin de faire chorus, cette voix s'élève âpre et mordante : « Allemands, dit-elle, votre triomphe prouve la discipline et la bonne organisation de votre armée, il ne prouve nullement la supériorité de votre culture. Malgré sa défaite, le Français est et reste un peuple cultivé, tandis que vous, Allemands présomptueux, vous n'êtes en fait de civilisation que des « barbares savants », de vrais « philistins de la culture » (1) ».

L'issue de la guerre n'a donc pas fourni le critérium de la supériorité d'un peuple sur un autre, tel qu'on aurait dû le penser d'après les théories de Nietzsche. Et les résultats de la glorieuse victoire n'excitent nullement l'admiration de Nietzsche. La vie allemande a-t-elle été grandie et ardemment stimulée par l'effort heureux vers la victoire ? D'après les théories abstraites de Nietzsche, on devrait le penser à priori. Il n'en est cependant pas ainsi, nous dit Nietzsche. Le fruit de la guerre

(1) Voir *Considérations inactuelles*, David Strauss.

est ce nouvel empire allemand, dont tout « le plat pays de l'Europe » est hautement fier. Hélas, ce fruit merveilleux de la guerre n'est en réalité qu'un instrument de décadence. Avant la guerre, il y avait en Allemagne un goût pour la méditation, un goût pour les amples systèmes philosophiques et pour toutes les créations désintéressées de l'esprit, sinon une vraie culture, du moins un goût sincère pour les choses de la culture. Maintenant, Bismarck a « retourné la conscience de l'Allemagne (1) ». Ce qui fleurit en Allemagne, c'est la grande politique. L'activité des riches individualités, au lieu de se porter vers les problèmes de la culture, se porte vers ces questions mesquines de « grande politique ». « La politique dévore tout le sérieux qu'on pourrait mettre aux choses spirituelles », constate tristement Nietzsche. « L'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout, ajoute-t-il, je crains bien que ce ne fût là la fin de la philosophie allemande. » Bref, la guerre de 70 a donné le pouvoir à l'Allemagne, mais, par malheur, « le pouvoir abêtit (2) » !

Avec le nouvel empire allemand, c'est une forme toute puissante de l'Etat qui apparaît. L'Etat absorbe toutes les activités. L'individu ne vit plus pour son développement propre, il n'existe plus que pour l'Etat. Chaque individu doit être dressé, c'est-à-dire déformé, en vue de tenir une place assignée dans la grande machine et donner le maximum de rendement pour les fins communes. C'est en cela que consiste maintenant l'éducation donnée par les écoles supérieures allemandes. Leur but n'est « que le dressage brutal pour rendre utilisable, exploitable pour le service de l'Etat, une légion de jeunes gens avec une perte de temps aussi minime que possible (3) ». De telles méthodes ramènent un pays vers la barbarie. L'absorption de l'individu par l'Etat, conséquence de la guerre de 70, a tué la culture en Allemagne. Car « la culture et l'Etat sont antagonistes, qu'on ne s'y trompe pas (4) ! »

Ainsi Nietzsche, apologiste de la guerre, raisonnant dans le domaine des faits, ne voit pas dans les victoires de 1870 un critérium de la plus grande valeur du peuple vainqueur. D'autre part, l'avènement du nouvel empire allemand, fruit immédiat

(1) *Par delà le Bien et le Mal*, p. 256.
(2) *Crépuscule des Idoles*, p. 163.
(3) *Crépuscule des Idoles*, p. 168.
(4) *Crépuscule des Idoles*, p. 166.

de la guerre, se traduit par une substitution à l'ancienne culture de la « folie politique et nationale (1) ». Et quelle tristesse de Nietzsche lorsqu'il voit le peuple allemand échanger « sa vieille réputation de peuple profond contre le prussianisme tranchant et contre l'esprit et les sables de Berlin (2) ! »

Après avoir considéré l'attitude de Nietzsche vis-à-vis de la guerre d'hier, essayons de discerner ses opinions vis-à-vis de tout ce qui touche à cette guerre de demain (dont nous venons d'être aujourd'hui témoins) et que le parti national allemand si longtemps réclama.

Nietzsche ne partage aucune des manières de voir de ce parti national allemand. Rien chez lui de ce sentiment d'adoration que le « peuple élu » se porte vis-à-vis de lui-même. Le chauvin allemand est en extase devant le passé allemand, devant la culture allemande, devant la science allemande, devant le caractère allemand et c'est au nom de l'immense supériorité allemande qu'il se confère le droit de subjuguer les autres peuples « par le fer et par le feu ». Le monde n'est qu'une terre à coloniser par la race supérieure et le canon est le légitime instrument de cette colonisation qui doit initier les races inférieures à la vraie culture.

Il est aisé de voir que de tous points, Nietzsche s'oppose à ces champions de la « guerre allemande ».

Nul enthousiasme chez lui pour le *passé allemand*. Bien au contraire, s'il examine les grands faits de l'histoire allemande, il constate que ces grands faits ne sont en réalité que des attentats contre le développement de la culture dans le monde. C'est Luther qui a arrêté la merveilleuse floraison de la Renaissance italienne et qui a « enseveli sous la neige » ce radieux et « premier printemps (3) » où l'individu libéré réalisait en lui la forte beauté du type humain sans contrainte épanoui.

C'est le grand effort de la philosophie allemande qui a entravé le développement d'un mode de penser scientifique tout près de triompher. Tous ces « faiseurs de voiles » de la philosophie allemande furent tout autre chose que des émancipa-

(1) *Aurore*, p. 203.
(2) *Par delà le Bien et le Mal*, p. 264.
(3) *Humain, trop humain*, p. 152. — *Crépuscule des Idoles*, p. 344. — *Ecce Homo*, p. 154.

teurs de l'esprit. Leur effort n'eut pour but que de trouver « des voies détournées » pour revenir à un « idéal ancien » et périmé, — pour entraver l'œuvre de science et restituer, sous le nom de « droit à l'idéal », le « droit au mensonge ». Leibniz et Kant (qu'il nomme de cul-de-jatte des idées), « ce sont les deux plus grands entraveurs de la véracité intellectuelle en Europe (1) ».

Enfin les fameuses guerres d'indépendance déchaînées par la Prusse ont « frustré l'Europe de la signification merveilleuse que recélait l'existence de Napoléon (2) ». Napoléon représentait l'avenir en marche. Napoléon représentait l'aspiration profonde de l'Europe à devenir *une*. Evénement qui eût été merveilleux pour le développement de la culture, mais que les Allemands ont fait avorter; ressuscitant pour le plus grand malheur de l'humanité la misérable « névrose nationale (3) », éternisant le compartimentage de l'Europe en petits Etats rivaux dont les haines sont une entrave pour la grande œuvre de culture, impérieux devoir de l'humanité.

Quant au droit pour l'Allemagne d'imposer au monde une culture supérieure par une nouvelle guerre, Nietzsche ne pouvait d'aucune manière approuver un tel dessein, tout simplement par le fait qu'il ne croit pas à la *culture allemande !*

Qu'est-ce que la culture? se demande Nietzsche. C'est « l'unité de style dans toutes les manifestations vitales » de l'activité d'un peuple (4). C'est une manière originale, bien à lui, de voir les choses et de les exprimer. Or, l'Allemand qui prétend posséder une culture supérieure n'est en réalité qu'un compilateur et un imitateur. Grand érudit, il connaît tous les styles possibles, mais il n'en possède pas un qui lui soit personnel. L'Allemand, tout imprégné de la fameuse culture historique, « amoncelle autour de lui les curiosités de tous les temps et de toutes les régions ». Il vit dans le « pêle-mêle chaotique de tous les styles » (5). Aussi la culture allemande donne-t-elle l'impression d'un « champ de foire » où s'étale un amas incohérent des choses les plus diverses. La culture allemande n'est

(1) *Ecce Homo*, pp. 154-155.
(2) *Ecce Homo*, pp. 154-155.
(3) *Ecce Homo*, p. 155.
(4) *Considérations inactuelles*, David Strauss, p. 13.
(5) *Considérations inactuelles*, David Strauss, p. 13.

pas l'expression profonde de l'âme nationale, mais un placage sur la vie allemande des formes trouvées par d'autres peuples. Cette culture d'emprunt, l'Allemand la dépose sur sa vie comme « une couche de sucre (1) ».

Et l'Allemand est et restera l'éternel et maladroit imitateur. Veut-il se créer un costume original, il emprunte un modèle à l'étranger, le copie « avec autant de négligence que possible », et il appelle cela une « contribution au costume germanique (2) ».

Et la célèbre *profondeur allemande*, il faut voir combien Nietzsche s'en gausse bruyamment! La profondeur de l'Allemand dans le domaine des idées correspond à ces longues digestions des dyspepsiques qui n'en « finissent avec rien (3) ». « L'Allemand n'est pas, il devient ! » Aussi quelle ironie de Nietzsche pour la fameuse trouvaille allemande : la philosophie du devenir (4) ! Qu'on ne s'y trompe pas, la profondeur de l'Allemand est exactement celle de l'éternel Féminin : « on n'arrive jamais à en atteindre le fond, parce qu'il n'y en a pas, voilà tout (5)! » Ne demandez donc pas à l'Allemand de véritable profondeur telle que vous la trouvez dans les écrits des moralistes français, par exemple chez un La Rochefoucauld ou chez un Stendhal. Ne lui demandez pas davantage ce « doigté pour les nuances », critérium d'une culture fine. Et Nietzsche de conclure durement : « Partout où atteint l'Allemagne, elle corrompt la culture (6). »

Mais, dira-t-on, il reste la *science allemande*, et Dieu sait si les savants germains la placent au-dessus des autres! Défiez-vous, dit Nietzsche. Cette science allemande, faite d'indigeste savoir, qui spécialise hâtivement l'homme avant qu'il ait atteint son plein développement, manque d'ampleur. Elle est un obstacle au développement des « dons plus profonds » des talents richement doués, elle les stérilise (7). Quant à la loyauté scientifique des Allemands, qu'on regarde leur manière d'écrire l'histoire pour la plus grande gloire de l'Allemagne en faus-

(1) *Considérations inactuelles*, David Strauss, p. 243.
(2) *Considérations inactuelles*, David Strauss, p. 244.
(3) *Ecce Homo*, p. 44.
(4) *Par delà le Bien et le Mal*, p. 262.
(5) *Ecce Homo*, p. 157.
(6) *Ecce Homo*, p. 53.
(7) *Crépuscule des Idoles*, p. 165.

sant systématiquement les faits. « Il y a une façon d'écrire l'histoire conforme à l'Allemagne de l'Empire (1). » Un Treitschke devrait se cacher de honte!

Nietzsche contempteur de la fausse culture allemande n'est pas tendre non plus pour le *caractère allemand*. Si les Germains se proclament « l'ordre moral » de l'histoire, Nietzsche leur attribue comme trait essentiel le manque de droiture. Ce que les Allemands appellent leur idéalisme et dont ils sont si fiers, Nietzsche n'y voit « qu'un manque de franchise », « une profonde lâcheté en face de la réalité qui est aussi la vérité » (2). Que de fois leur reproche-t-il cette tournure de pensée qui, fuyant les solutions claires à la française, se complaît aux solutions bâtardes, aux compromis mensongers et qui n'est en réalité que « lâcheté devant la probité de chaque oui et de chaque non (3) » !

Il est donc bien certain que Nietzsche ne se serait jamais fait l'apôtre d'une guerre allemande, au nom du droit du peuple le plus cultivé à imposer sa culture aux autres peuples. Et en particulier, Nietzsche n'eût jamais souhaité un écrasement de la France par l'Allemagne, car, il ne cessait de le répéter, la France représente la vraie patrie de la culture. Elle a donné au monde les « meilleurs hommes et les meilleurs livres » et de nos jours encore elle reste la « grande école du goût », tout le reste en Europe semblant à Nietzsche « un malentendu » (4).

Il conseille donc aux Allemands d'étudier la France au lieu de la dénigrer. Il leur rappelle que tout ce qu'ils ont de bon dans leur culture leur vient de la France et que même la célèbre vertu allemande procède de Rousseau par l'intermédiaire de Kant et de Schiller (5). Et, à la *Gazette de l'Allemagne du Nord* qui qualifiait les Français de barbares, il répond d'une manière mordante : « Pour ma part, j'ai cherché le continent noir où l'on devrait affranchir les esclaves dans le voisinage de l'Allemagne du Nord (6). »

(1) *Ecce Homo*, p. 152.
(2) *Ecce Homo*, pp. 153-154.
(3) *Crépuscule des Idoles*, p. 346.
(4) *Voir notamment : Ecce Homo*, p. 52, et *Par delà le Bien et le Mal* (Peuples et Patries).
(5) *Voyageur et son Ombre*, p. 353.
(6) *Crépuscule des Idoles*, p. 83.

Ainsi, n'est-il pas singulier de voir cet Allemand qu'on donne comme un grand apologiste de la guerre, n'est-il pas singulier de le voir s'opposer de tous points aux partis belliqueux allemands pour qui la supériorité allemande en tous les domaines est le premier article de leur Credo?

§

Ou nous nous trompons fort, ou un apologiste de la guerre doit estimer l'agent de la guerre, à savoir l'armée. Or, l'attitude de Nietzsche en face du *militarisme à l'allemande* va nous sembler vraiment étrange.

Quel tableau railleur nous trace-t-il de ces Etats bardés de fer et écrasés sous le faix de leurs armées permanentes! Quelle ironie lorsqu'il peint cette multitude d'hommes « au costume voyant, souvent de couleurs variées comme s'il venait d'une mascarade » et qu'on appelle une armée! Ces hommes consument leurs journées en exercices et en déplacements inutiles. Multitude qui ne produit pas et que le reste de la nation par un travail sans relâche doit « habiller et nourrir ». Organisme monstrueux où l'individu est transformé en rouage stupide! Anachronisme vivant, — image d'un passé qui se survit bizarrement et qui donne à nos sociétés modernes, éprises de culture, l'aspect de « sociétés barbares menacées de dangers » (1)!

Le militarisme moderne, création allemande, représente une entrave pour la culture. C'est d'abord un gaspillage de forces précieuses. Les hommes les plus vigoureux doivent perdre leurs meilleures années en travaux stériles, au lieu de consacrer leur activité à des œuvres utiles pour la culture de l'humanité (2). Mais surtout, en se plaçant à un point de vue cher à Nietzsche, le militarisme à l'allemande représente un gaspillage fou des meilleures individualités faites pour une destinée plus haute que celle des armes. Ils sont rares et d'une valeur inestimable, ces cerveaux d'élite dont la formation est le but de la culture. Il faut un merveilleux accord de circonstances favorables pour les élaborer. Cependant, dans une guerre moderne, ils seront les plus sacrifiés. Car « ils sont au

(1) *Voyageur et son Ombre*, p. 380.
(2) *Humain, trop humain*, p. 416.

premier rang dans la lutte, chargés du commandement, et, de plus, ce sont eux qui par leur ambition plus grande s'exposent le plus au danger (1) ».

On dira : les armées permanentes que l'Allemagne a instituées et a contraint l'Europe à adopter à sa suite sont nécessaires pour la défense de la patrie. Mensonge ! dit Nietzsche. L'armée organisée à l'allemande est en réalité un moyen de gouvernement pour ceux qui détiennent le pouvoir. Tout d'abord, elle attache au gouvernement les hommes des hautes classes par l'appât des grades, des décorations et de la considération. De même, elle attire à elle les hommes « d'aptitude et de culture supérieures ». On leur donne un commandement, on les lie au drapeau, on leur insuffle l'esprit militaire et voici des hommes dangereux dont les griffes sont coupées ! Enfin, l'armée permanente annihile pour le pouvoir le danger de l'immense force des foules. Embrigadée dans les cadres militaires, la force populaire est au contraire utilisée à l'avantage du gouvernement (2).

Enfin, mais on se garde bien de le dire, il faut de grandioses armées pour légitimer l'existence des souverains modernes. L'évolution politique des derniers siècles réduit peu à peu les monarques à l'état de rouages inutiles dans la machine gouvernementale. Mais il leur reste le titre de « chefs suprêmes de l'armée ». Les rois dont l'autorité chancelle se cramponnent désespérément à cette dignité. Et, bien entendu, « pour mettre cette dignité en relief, ils ont besoin de guerres » (3) ! Des motifs pour déclancher la guerre ? Mais il existe pour les trouver un corps de diplomates, lesquels savent exercer leurs fonctions « en toute innocence » !

Ainsi ce singulier apologiste allemand de la guerre dresse le plus formidable réquisitoire contre le militarisme allemand, en tant qu'il est un gaspillage des plus précieuses énergies, un moyen hypocrite de domestication des masses et de justification de l'existence des monarques, bref, en tant qu'obstacle à l'acquisition d'un haut degré de culture.

(1) *Humain, trop humain*, p. 379.
(2) *Voyageur et son Ombre*, pp. 177-179.
(3) *id.* p. 383.

§

Mais voici encore plus déconcertant. Cet étrange apologiste de la guerre est, avant la lettre, un apôtre de la *Société des Nations*, non pas d'une société des nations fondée sur l'assujettissement des peuples à une race dominatrice, mais d'une union des nations reposant sur une entente commune en vue de poursuivre un but grandiose.

Ce but se peut dès maintenant préciser. L'humanité, qui pendant des millénaires allait au hasard, a pris enfin conscience d'elle-même et de ses moyens. Les hommes « peuvent maintenant créer des conditions meilleures pour la production des hommes, leur alimentation, leur éducation, leur instruction; organiser économiquement l'ensemble de la terre (1) ».

Le but est donc clair : unir toutes les forces humaines pour « l'organisation économique » du monde. Avec les moyens dont dispose l'actuelle humanité, l'avenir apparaît riche de possibilités immenses. « L'humanité peut dès maintenant faire d'elle-même tout ce qu'elle veut (2). »

Que les « esprits libres » renoncent donc à leur nationalisme étroit, qu'ils deviennent des citoyens de l'humanité et que, fièrement, ils arborent le titre de « *bons Européens* (3) ». Alors ils briseront les entraves dernières et, la main dans la main, ils se donneront à leur sublime tâche : « la direction et la surveillance de la civilisation universelle sur la terre (4) ». Le terme de « moderne » doit devenir l'exact synonyme « d'Européen », et, par Européens, n'entendons pas seulement les habitants de l'Europe, mais encore les Américains et dans le monde entier tous les soldats de la culture qui, par delà les points de vue nationaux, veulent se consacrer aux « fins œcuméniques » du genre humain (5).

Les esprits libres, les esprits modernes doivent donc ardemment renier la haine entre les races. Rejetons la lèpre du militarisme à l'allemande, rejetons cette hypocrisie de la paix armée instaurée par l'Allemagne et qui, derrière des apparences défensives, cache le dessein d'odieuses agressions. Au

(1) *Humain, trop humain*, p. 50.
(2) *Le Voyageur et son Ombre*, pp. 113-114.
(3) *Le Gai Savoir*, p. 277.
(4) *Voyageur et son Ombre*, p. 280.
(5) id. p. 351.

sentiment de défiance mutuelle des nations vis-à-vis les unes des autres, substituons enfin la confiance totale. « Plutôt périr que de haïr et craindre, et plutôt périr deux fois que de se laisser haïr et craindre : il faudra que cela devienne un jour la maxime supérieure de toute société établie (1). »

Toutes ces choses bien allemandes : le militarisme moderne, la paix armée, la haine entre nations, il faut les rejeter d'un geste définitif. « Il faut renier la doctrine de l'armée comme moyen de défense tout aussi catégoriquement que les désirs de conquête (2). » Et pour s'unir, que les « bons Européens » n'attendent pas que les armées s'entrechoquent en un irrémédiable cataclysme. Qu'un peuple fort, dressé vers le monde, dès maintenant se lève et s'écrie : « Nous brisons l'épée, détruisant ainsi toute son organisation militaire jusqu'en ses fondements (3). » Et Nietzsche laisse clairement entendre que ce serait là la tâche du peuple allemand qui, étant le plus fort, ne pourrait voir imputer son geste à la crainte et à la faiblesse. Que ce geste soit fait magnifiquement, car « il faut que l'humanité soit un jour l'arbre qui ombragera la terre tout entière avec plusieurs milliards de fleurs qui toutes deviendront des fruits (4) ».

Et qu'on ne vienne traiter ces idées d'utopie. Celui qui sait voir le sens de l'évolution humaine constate qu'à travers les misères et les étroitesses de notre époque, s'élabore un « phénomène de création de l'Européen ». On sent déjà se lever « une espèce d'hommes essentiellement surnationale (5) ». Et Nietzsche ne cesse de le dire : « *L'Europe veut devenir une* (6). » Les politiques nationalistes sont de vivants anachronismes qui n'arrêteront pas l'inéluctable évolution des peuples. Cette idée d'ailleurs a failli déjà passer dans l'ordre des réalités. C'est par là que la surhumaine physionomie de Napoléon revêt une prodigieuse signification. Grâce à lui, il fut un instant dans le monde où, à travers les vestiges des vieilles frontières dispersées à tous les vents, l'Europe se sentait devenir « une

(1) *Le Vogageur et son Ombre*, p. 385.
(2) id. p. 385.
(3) id. p. 386.
(4) id. p. 332.
(5) *Par delà le Bien et le Mal*, p. 258.
(6) id. p. 285.

unité politique et économique » (1). La réussite de Napoléon fut presque totale. Sublime aurore, hélas avortée ! Que serait déjà notre vieille terre si l'Europe, unie par l'effort napoléonien, avait consacré un siècle de son activité à l'œuvre de mondiale civilisation ? De cette grande tentative d'unification restent deux figures symboliques : Napoléon et Gœthe, le premier homme supranational dans le domaine politique, le second homme supranational dans le domaine de l'art (2).

Et c'est l'irrémissible crime allemand d'avoir fait perdre à l'humanité par les fameuses guerres d'indépendance cette unité qu'allait lui donner Napoléon pour son plus grand bonheur.

Dans son désir d'une Europe unie pour la poursuite de vastes fins, Nietzsche en vient à trouver une réelle utilité à ce moderne avènement de la démocratie qui lui répugne par plus d'un point. Nietzsche est souvent dur pour ces théoriciens envieux qui prêchent le grand nivelage et dont les rêves d'abstraite égalité n'iraient rien moins qu'à détruire les grandes individualités, buts suprêmes de la culture. Sous les théories séduisantes de la démocratie, Nietzsche voit surtout la haine pour tout ce qui sort du commun. Georges Brandès avec raison qualifia de « radicalisme aristocratique » la doctrine nietzschéenne. Et cependant Nietzsche considère comme nécessaire l'avènement de la Démocratie, non point comme état définitif, mais comme étape qui apportera la fin des particularismes nationaux (3). Alors s'établira « une union des peuples européens où chaque pays, délimité selon des opportunités géographiques, occupera la situation d'un canton et possédera ses droits particuliers » (4). N'est-ce pas déjà là une esquisse de cette *Société des Nations* dont on parle tant de nos jours ? Sous l'aspect d'un mouvement démocratique, nous dit Nietzsche, s'accomplit en Europe « un énorme processus physiologique » qui n'est rien moins que cette « création de l'Européen », cette formation d'une « espèce d'hommes essentiellement surnationale » (5) que nous avons déjà signalée.

Mais pourquoi cette union des nations européennes ne se réalise-t-elle point ? C'est qu'il est un obstacle et cet obsta-

(1) *Gai Savoir*, p. 349. *Ecce Homo*, p. 155.
(2) *Volonté de Puissance*, tome I^er^, p. 82.
(3) *Le Voyageur et son Ombre*, pp. 392-394.
(4) *Voyageur et son Ombre*, p. 393.
(5) *Par delà le Bien et le Mal*, pp. 257-58.

cle, c'est l'Allemagne de l'Empire, l'Allemagne asservie par la Prusse. La caste militaire allemande fait tout ce qu'il est en son pouvoir pour retarder l'invincible évolution. L'Allemagne est responsable de la « névrose nationale » (1), du chauvinisme agressif qui fleurit en tous pays. Aussi Nietzsche met sa gloire à renier ce titre d'Allemand devenu synonyme de « porte-parole du nationalisme et de la haine des races », ce qui représente pour les peuples modernes un véritable « empoisonnement du sang » (2). La politique du nouvel empire allemand est à la fois mesquine et criminelle, en ce sens que, barrant la voie à la légitime évolution de l'esprit humain, elle a pour conséquence « l'éternisation du système des petits Etats en Europe » (3). L'Europe est donc mûre pour une unité fondée sur l'accord et sur la confiance mutuelle. La force rétrograde de l'Empire allemand représente la seule entrave. Est-ce donc une erreur de voir en Nietzsche, en cet apologiste allemand de la guerre, un précurseur de la wilsonienne conception de la « Société des Nations » ?

§

L'étude des opinions de Nietzsche sur les problèmes de la guerre et les questions connexes du nationalisme et du militarisme nous a montré chez lui deux points de vue qui semblent constituer une évidente antinomie.

S'il considère le problème de la guerre dans l'abstrait, il semble un des apologistes les plus ardents de la guerre conçue comme virilisatrice, régénératrice et capable d'exalter d'une manière incomparable les grands instincts de la vie.

Nietzsche au contraire, raisonnant sur les réalités concrètes, nous apparaît avec un ensemble d'idées absolument contradictoires à sa thèse générale sur la guerre. Cet apologiste allemand de la guerre refuse de chanter l'hymne à la grande victoire allemande de 70. Les conséquences de cette victorieuse guerre pour l'Allemagne et notamment la fondation du nouvel empire ne sont pour lui que sujets de railleries ou d'acerbes critiques. Cet Allemand aux belliqueuses théories ne partage aucun des points de vue du parti national germain. Il

(1) *Ecce Homo*, p. 155.
(2) *Gai Savoir*, p. 376.
(3) *id.* *ib.*

dénigre le passé allemand, la culture allemande, la science allemande et le caractère allemand lui-même. Il va jusqu'à considérer la France, la vaincue de 70, comme infiniment supérieure à ses vainqueurs. Le militarisme à l'allemande lui répugne totalement. La politique nationaliste à courtes vues lui semble un non-sens. Au nom des intérêts supérieurs de la culture, il demande instamment la fin des particularismes nationaux, la fin du monstrueux militarisme à l'allemande, l'union volontaire des peuples européens (en y comprenant l'Amérique), associés pour l'œuvre commune de civilisation humaine.

Que conclure ? Vous pouvez admettre que Nietzsche, dont les idées résultent des vives réactions de sa sensibilité, modifie ses points de vue lorsqu'il quitte l'ordre théorique pour examiner des faits concrets.

Quant à nous, nous pensons qu'il n'y a pas contradiction dans la pensée de Nietzsche. Ce grand remueur d'idées nous apparaît en même temps comme un visionnaire. Cet âpre penseur est aussi un merveilleux poète. Nous dirions même qu'il est un grand poète symboliste, sinon le plus grand. Chez lui, l'idée se fait vision, l'abstrait se revêt d'apparences sensibles et prend la vie du symbole. Nous voyons dans l'apologie nietzschéenne de la guerre un symbole pour affirmer la vie dans ce qu'elle a de plus terrible, de plus tragique, de plus aventureux. La guerre avec son cortège terrifiant de douleurs et d'atrocités est le symbole le plus impressionnant de cette « face de granit » de l'existence qu'il faut bien accepter et vouloir, si l'on ne consent pas à renier la vie. La glorification de la guerre chez Nietzsche n'a rien à voir avec les apologies coutumières ; elle ne procède d'aucun point de vue national ni politique, et le mot guerre pour Nietzsche n'est que le mot de choix exprimant le mieux l'idée de cette lutte sans merci pour la puissance, qui est l'essence de la vie, et que l'individu dans la plénitude de sa vitalité non seulement accepte, mais encore âprement désire afin d'affirmer sa force. La philosophie de Nietzsche n'est pas autre chose qu'une tentative pour mettre l'individu à la hauteur de l'existence, même dans ce qu'elle a de plus dur et de plus implacable. Elle n'est pas autre chose que l'expression d'un caractère qui, suivant la belle maxime d'Emerson, a vu « le Tragique de la vie et s'est virilisé pour

l'affronter ». Et ce que nous avons tenu à montrer chez ce penseur inspiré, et entre tous calomnié, c'est l'apôtre d'un idéal héroïquement viril et en un sens largement humain; c'est le génie supranational qui, par delà tous les préjugés de sa race, rendait hommage au génie français, se proclamait « bon Européen » et, voyant dans l'Allemagne moderne la véritable entrave à la grande œuvre de culture humaine, n'hésitait pas à déclarer : « Ces Allemands, ce sont mes ennemis (1). »

GABRIEL BRUNET.

(1) *Crépuscule des idoles*, p. 346.

LA FRONTIÈRE DE L'EST

ET LES TRAITÉS DE 1815

C'est un point fort important que de savoir si l'Alsace-Lorraine irrédente se borne aux frontières de 1815, à celles de 1814 ou à celles de 1792. L'office allemand des Affaires étrangères a cherché là, avec insistance, un débat propre à diviser les Alliés. Il y a réussi en partie par une note de propagande dont le fond était que les prétentions françaises vont bien au delà du traité de Francfort, et en suscitant au Parlement britannique, au mois de mai 1918, une question de M. Runciman à M. Balfour, ministre des Affaires étrangères. Quelque sincère et loyalement présentée qu'elle fût, l'interpellation Runciman était une flèche dangereuse. La question n'est pas close aujourd'hui et c'est par la clarté franche que le danger peut être écarté. Aussi bien, les négociations de Vienne et les accords qui en sont issus éclairent pleinement la fausse doctrine allemande d'une restauration partielle et légitime de l'Etat allemand, restauration prétendument juridique à raison des deux traités de Paris.

Il faut revenir sur ces négociations de Vienne, parce qu'elles sont à la base de la question d'Alsace ; mais on n'en comprend point le sens si on ne connaît exactement la matière qu'elles travaillaient, ces provinces de l'Est léguées par la vieille Monarchie, unifiées par la Révolution, démesurément étendues par la paix de Bâle, en 1795, et par le traité de

Lunéville, en 1801. La province d'Alsace, unie à la France en 1648, n'était pas homogène. Louis XIV avait annexé directement l'Alsace impériale, mais il avait reçu des droits fort vagues sur les terres médiatisées. Sa réserve à l'égard des privilèges des princes possessionnés, ses alliés traditionnels, avait été suivie par ses successeurs. A la veille de la Révolution, l'Alsace et la Lorraine comptaient beaucoup d'enclaves. Il y avait Mulhouse, ville libre, la principauté de Salm, Sarre-Union, fief allemand, Sarrebrück, à la maison de Nassau, et quatre enclaves ressortissant des Pays-Bas autrichiens. En Alsace seulement, huit groupements distincts, dont la vieille Décapole, les villes royales comme Strasbourg, les terres ecclésiastiques et les domaines féodaux, tous plus ou moins embarrassés de liens étrangers, subsistaient à côté de l'Intendance d'Alsace. Mais le roi de France possédait aussi des terres hors la frontière, Landau, Madenbourg, Castel, outre Philippeville et Marienbourg dans les Ardennes belges.

Or, ces enclaves différaient peu de la province française. L'assimilation des habitants s'était faite sans violence, par des relations constantes avec leurs voisins français. Certes, les pays alsaciens semblaient allemands par certains traits comme le langage, le commerce avec les pays allemands, les lignes de douane, la dispersion politique et les détails de l'administration locale, en sorte que le voyageur étranger, point initié aux vraies sources du sentiment national, leur trouvait un air germanique. C'était l'avis de l'Anglais Arthur Young, qui visitait la province en 1789. Mais le témoin sédentaire ne s'y trompait pas.

Quand on procéda aux élections pour les Etats Généraux, en 1789, Louis XVI décida de partager l'Alsace en six districts électoraux sans égards pour les enclaves et pour les terres qu'il gouvernait médiatement. Les habitants acclamèrent la réforme. Il faut noter aussi que la consultation se fit dans les limites naturelles de la province. Dès 1789, l'Alsace représentée à l'Assemblée Nationale est l'Alsace délimitée par la frontière officielle de 1792, unifiée intérieurement, hors Mulhouse, et rattachée aux enclaves françaises de Landau et Madenbourg. Nul tracé diplomatique ne vaut cette frontière issue de l'instinct national. Ce n'est pas une ligne rigoureusement exacte, et l'on voit bien qu'elle laisse hors de France

des villes françaises comme Deux-Ponts et Sarrebrück. Mais c'est une base sûre, dont le sens est marqué par l'adhésion spontanée des habitants. Nulle part, d'ailleurs, la Révolution n'est plus féconde. Elle détruit les petites tyrannies, les antiques servitudes, elle installe une administration régulière, conforme à la loi commune. Dans l'ordre civil, une œuvre difficile, la pacification religieuse, s'achève sous le Consulat et l'Empire. Le spectacle de l'égalité civile séduit les populations de l'Est, et spécialement celles des anciennes enclaves, au point de les attacher pour jamais au régime républicain.

Tel est le pays que le Congrès de Vienne va morceler. Pourtant, une première remarque s'impose. Il y a une preuve capitale à recueillir du fait que les coalisés, victorieux, restituent l'Alsace et la Lorraine, hors quelques accrocs de détails, dans leurs limites naturelles et légitimes, conformément au principe posé par l'armistice du 23 avril 1814 et consacré le 30 mai par le premier traité de Paris. En 1814, les provinces sont si nettement françaises que les patriotes allemands les réclament à la fois contre le droit des anciens traités et contre la volonté des habitants, si bien qu'un de ces germanistes demande que le pays soit pillé et Strasbourg rasée, sauf la cathédrale. Les négociateurs de Vienne, Alexandre de Russie et Nesselrode, Castlereagh et Aberdeen, Metternich même, mûs par le souci de la légitimité dynastique, renoncent à les détacher de la France. Fait riche de sens, si l'on songe aux efforts calculés des ministres prussiens, Humboldt, Stein et Hardenberg, pour entamer jusqu'aux limites du possible le territoire français.

Deux tendances partageaient les plénipotentiaires. Il y avait les pangermanistes prussiens, conquérants frénétiques, exigeant, outre l'Alsace et la Lorraine, lot prussien, la rétrocession de toutes les provinces qui avaient jadis relevé du Saint-Empire, la Champagne, la Franche-Comté, la Flandre, l'Artois. Les autres étaient mûs par des soucis contradictoires. Désireux de morceler le plus possible le territoire, de rompre le front militaire français sans paraître abuser des annexions, ils prétendaient ramener la France à ses frontières de 1789. L'avidité de la Prusse, marquée déjà au traité secret du 30 mai, paraît dès l'ouverture des négociations, le 1er octobre 1814. Talleyrand ayant proposé de déclarer le Congrès ouvert au nom du droit public, le plus modéré des représentants prus-

siens, un savant, Guillaume de Humboldt, proteste et crie : « Que vient faire ici le droit public ? » Le but avoué de la Prusse est d'absorber la majeure partie des terres rhénanes, d'enlever à la France le plus possible de l'Alsace et de la Lorraine, de la rejeter au delà de ses frontières du XVII[e] siècle, de créer un Etat dérisoire avec les terres ecclésiastiques du Rhin et d'y installer le roi de Saxe, lui-même dépossédé. Elle a aussi d'autres combinaisons, toutes néfastes à la France. Mais ses appétits ne sont pas acceptés. Leur excès même les annule. Talleyrand les combat habilement. Alexandre de Russie, Castlereagh, Metternich les rejettent. En février 1815, la Prusse est contrainte de respecter les limites naturelles de la France, telles qu'elles ont été reconnues par les alliés au premier traité de Paris, le 30 mai 1814. La frontière de 1792 est même améliorée par l'union des cantons de Sarrebrück et d'Arneval et des territoires isolant Madenbourg et la forteresse française de Landau, enclavée dans le Palatinat, outre l'adjonction d'une zone importante des Ardennes belges, avec Marienbourg, Philippeville et Bouillon. Il faut retenir que les coalisés, victorieux, ont sanctionné eux-mêmes ces rectifications.

Mais après le retour de Napoléon, la Prusse montre plus d'audace. Par la déclaration du 9 juin, les Alliés ne s'engagent à respecter l'intégrité de la France que là « où elle ne serait pas incompatible avec leur propre sûreté et avec la tranquillité générale de l'Europe ». La situation est retournée. Aussi, les deux mémoires que le chancellier Hardenberg adresse au prince de Metternich, le 4 août et le 28 août, sont véritablement insatiables. On se demande si l'auteur est bien ce même baron de Hardenberg qui négocia la paix de Bâle et accepta sans effort, après Harnier et le comte de Goltz, l'union de la rive gauche du Rhin à la France. Les prétentions prussiennes sont marquées par ses soins sur un document fameux, la carte au liséré bleu, connue trois ans plus tard par une confidence du tsar Alexandre au duc de Richelieu. Ce tracé dépasse amplement la carte au liseré vert de 1871. La Prusse est résolue à mutiler la France jusqu'à une ligne joignant Calais à Chambéry. Mais le Congrès ne tolère pas un pareil attentat au principe de la légitimité. Malgré son désir d'affaiblir la France, Castlereagh le combat énergiquement. Il veut que les cessions

soient appuyées sur des « principes généraux », non sur le droit manuel du Moyen-Age. Wellington écrit dans le même sens au roi de Hollande, le 1er août. Quant au tsar Alexandre, il repousse un projet qui renforce dangereusement la Prusse et l'Autriche. L'amitié qu'il témoigne au successeur de Talleyrand, le duc de Richelieu, ancien gouverneur de la Russie méridionale, l'incite à défendre la France. Hardenberg, cependant, revient à la charge. Appuyé par le comte Wintzingerode, ministre de Würtemberg, il insiste en vain pour que « l'Alsace et les forteresses des Pays-Bas, de la Meuse, de la Moselle et de la Sarre » soient annexées aux Etats allemands. Il n'obtient qu'une mutilation partielle au bénéfice du Palatinat, de la Prusse rhénane et des Pays-Bas. Le Palatinat reçoit le territoire compris entre la Lauter et la Queich, avec Landau et Madenbourg. La Prusse rhénane acquiert Sarrebrück et Sarrelouis. Les Pays-Bas occupent un important canton des Ardennes, avec Marienbourg, Philippeville et Bouillon. Le second traité de Paris, signé le 20 novembre 1815, rétablit la France dans les limites qu'elle possédait avant la Révolution, hors quelques lambeaux de son ancien territoire. Mais les mobiles qui animent le gouvernement prussien paraissent même dans ces petites annexions. Par souci stratégique, il exige la reddition des places fortes de Landau, de Philippeville et de Marienbourg ; par intérêt économique, il saisit le bassin houiller de la Sarre.

Ce sont des témoins allemands qui fournissent les meilleures preuves des faux arguments de la Prusse et des droits français sur les terres annexées d'Alsace et de Lorraine. Hardenberg et Stein pensaient si peu à les réclamer comme terres allemandes qu'avant la chute de Napoléon, avant d'être assez forts pour les conquérir, ils proposaient par raison européenne de joindre les pays de la rive gauche du Rhin à l'Etat néerlandais. Treitschke en témoigne précisément dans son *Histoire allemande*. Bien plus, Metternich même, dans ses *Mémoires*, a sévèrement jugé cet esprit de conquête. Il montre l'Etat prussien cherchant à s'accroître aux dépens de tout le monde, au mépris de tout principe, sans égards et sans mesure. La légitimité dynastique intervient peu dans les compensations qui lui sont réservées. Il s'accommode d'un butin morcelé, considérable à vrai dire et fort avantageux.

C'est un marché fondé sur le calcul des âmes et marqué par de longs débats entre Metternich, Castlereagh et Hardenberg, qui finit par lui accorder un million quatre cent mille sujets nouveaux sur la rive gauche du Rhin. Or, dans les zones les plus allemandes de ces territoires, le régime français avait ses partisans. Le système continental avait fait naître dans le pays une industrie extrêmement prospère, qui vivait du marché français. Accoutumées à l'égalité civile, les populations redoutaient la rigueur militaire des Prussiens, et Treitschke atteste que la bonne société, mue par des raisons élevées, ne cachait pas ses préférences pour les mœurs françaises.

Le traité du 20 novembre 1815, bonnement accueilli par Louis XVIII, était dur au peuple français. Loin de se réduire, de s'effacer, la blessure saigna longtemps. Acceptée d'abord avec indifférence, elle suscita un sentiment d'amertume et nourrit bientôt l'opposition, qui parlait toujours de la frontière du Rhin, conquise par la Révolution. Le nouveau gouvernement, pacifique par destination et par esprit, supportait impatiemment la mutilation. C'est là un trait à mettre en relief. Ses mandataires tendaient ardemment vers un royaume de France intégral, comme si la restauration de la dynastie eût comporté nécessairement celle de la France dans ses frontières naturelles. Ils voulaient un royaume conforme aux traditions millénaires, de la Gaule à la Révolution. Les témoins de l'ancien régime, les vieux émigrés, sentaient confusément que la mutilation ruinait le prestige de la monarchie restaurée. Cette idée hantait le duc de Richelieu, Chateaubriand, Talleyrand surtout. Le prince de Bénévent ne renonça jamais à l'espoir de reconquérir la ligne du Rhin. Au congrès de la Sainte-Alliance, à Vérone, en 1822, Chateaubriand, ministre de France, s'en ouvrit au Tsar Alexandre, qui l'approuva et promit son appui. Certes, il ne parlait pas au nom du principe national et du droit des gens. Mais le mobile qui l'animait n'était pas moins sérieux. Il était mû par ce principe profond et plein de sens qu'on appelait la raison d'Etat.

Ces événements séculaires contiennent une forte leçon. Ils éclairent le double problème de la frontière nationale légitime et de la frontière militaire à établir pour assurer la paix. La nature et la forme des annexions imposées en 1815 par le gouvernement prussien enseignent que l'Alsace et la Lorraine ir-

rédentes ne sont point comprises intégralement dans les territoires visés par le traité de Francfort. Les deux provinces atteignent la limite marquée par la vieille frontière de 1792, élargie vers Sarrebrück, Arneval, Madenbourg et Landau, conformément au traité du 30 mai 1814. La frontière légitime remonte aux sources de la Nahe et comprend, outre les territoires annexés en 1871, le bassin de la Sarre moyenne et la région comprise entre la Lauter et la Queich, avec Landau, Deux-Ponts, Sarrebrück, Sarrelouis.

Mais cette frontière n'est point un front militaire. C'est à quoi il faut songer aujourd'hui. Supposé que le désarmement fût imposé à la Prusse, on se demande quel point de pénétration devrait atteindre un contrôle propre à ruiner, chez un peuple de soixante-dix millions d'habitants, les moyens obliques de la préparation militaire. Napoléon ne put désarmer effectivement la Prusse à une époque où subsistait encore la vieille et encombrante machine de Frédéric II. A voir quel génie âpre la Prusse de Stein, de Hardenberg et de Scharnhorst mit dans ses armements silencieux, on craint que tout contrôle soit illusoire. Aussi longtemps que la paix ne sera pas assurée autrement que par l'équilibre des armes et par la défense préventive, la France et la Belgique auront le devoir de tenir militairement la seule ligne facile à défendre contre un effectif supérieur, la ligne du Rhin. Telle doit être la frontière militaire, non préjudiciable d'ailleurs à la frontière politique, qui reste conforme aux nationalités.

JULES DUHEM.

UNE NUIT DE « TÉLÉPHONIE »
AUX ÉPARGES

—

A Pierre Toutain
Affectueusement
C. T.

1

Le sergent dit : Il n'est pas l'heure, non,
De traverser la route, elle est trop blanche...
Nous attendrons....

2

Oh ! mon Rêve, attendons...

3

Le jour a fui, déjà, de ce dimanche!
Sur le ravin, qui fut une forêt,
Vesper s'élève, et l'Ourse...

4

Je suis prêt.

5

Oui, je suis prêt, car j'enfle ma poitrine,
A respirer en ce ravin tondu ;
Petite voix dans le soir confondue :
Soldat qu'accroche à son flanc la colline
Comme un genêt, comme un caillou perdu,
Comme un soldat de plus à sa têtine,
Comme un Amour à la France rendu
Par la ferveur de ma foi limousine !...

6

Le Soir, maté par les envols d'acier,
S'est renfrogné, front las, capote morne,

Dans sa cagna que l'horizon seul borne...
Abandonnant la route aux terrassiers...

7

Et nous emportons, tout le long du soir,
Nos outils, le fil, la grosse bobine
Qui balance et grince entre deux brancards,
Et notre bidon sans vin, ni bibine...

8

Ah! maintenant, des pelotons de laine
Ont émoussé les réseaux barbelés :
L'immensité de fureurs se fait pleine,
Et de survols et de périls ailés...

Des ronflements sondent l'ombre plus large,
Des trous sont là qu'on devine béants :
Tout doux, tout doux, le moulin des Eparges
Paraît un port brisé par l'Océan...

9

Et puis voilà de la musique :
Bobine, caillou, pelle et trique,
Et les calembours, sous la peur
Des sapeurs !...

La musique de la pelle,
Des souliers qui nous révèlent,
Et du sac et du marteau,
Sur le dos...

La musique des capotes,
Où le câble dur se frotte,
Et la musique d'un choc,
Sur le roc...

La musique des poitrines,
Buvant la nuit ivoirine,
Et la musique des vents,
Sur les dents !

La musique aussi tranquille
D'un char ou d'un Decauville
Traînant des cailloux, je crois,
Ou du bois...

La musique de la route,
Où l'heure au fossé glougloute,
En mouillant les bas côtés,
Marmités...

La musique de l'attente,
Quand la minute suivante
Promet la « danse »... et, souvent,
Meurt avant !...

La musique du silence,
Quand les monts boches s'avancent,
Les poilus allant vers eux,
Deux par deux !

10

Et nous ne savons pas où nous marchons sans voir.
Vague vallonnement gluant aux pieds, sol noir,
Sources d'argile et d'ocre où les Ombres vont boire...

Nous voyons dans le ciel se profiler nos piques ;
Et quand nous trébuchons sur les boyaux à pic,

Les pas glissent de deux, comme en la danse antique !
Puis : « Planquez-vous ! » Chacun s'annihile, vraiment,
Pendant qu'une fusée crève le firmament,
Et retombe sur nous, vite morte, en fumant...

Et sous cette clarté qui nous immole à vif,
Le ravin semble peint par un Dieu primitif
Ignorant des forêts, des sapins et des ifs !

Oh ! squelette d'un mont ! Oh ! plaines décharnées !
Des guerres de cet an d'autres terres sont nées !
... Voici l'Art-sans-contour des « Premières Journées » !

O railleurs ! Venez donc, cubistes ! Venez là !...
En les formes sans nom que votre art dévoila,
Voici du futurisme, et du cubisme, hélas !

Antre grondant où le bruit naît quand il s'achève !
Fureur, élancement de ces crêtes de glaise !
Croulantes lignes d'eau d'une folle falaise !...

Voici l'amas nouveau des terres « quinquénaires » !
Pas un pouce d'argile ou de glaise n'adhère
Aux monts bouleversés qu'émiette le tonnerre !

De ce qui fut broussaille et ronce, et faune, et flore,
De ce qui fut un bois où la source aime éclore,

Rien, plus rien. — Si, l'horreur d'une eau qu'on mêle au chlore !
L'horreur d'une eau mauvaise en un tonnelet, — Puis,
Pour sonder les sous-sols décomposés, un puits
Remontant l'eau filtrée sur les corps enfouis !...

Oh ! la pâleur de ceux qui vont boire à cette eau,
Et « savent » ! — Boire ainsi l'eau d'un « campo-santo »,
Conformément aux volontés d'un écriteau !

II

En un coin — montueux — sous la crique,
Gît le câble téléphonique !

Recoupé — resoudé — recoupé —
Et dans le plomb enveloppé !

Petit trou — sillon triste — humble fosse —
Où tiendrait le cercueil d'un gosse !

Ruban plat — serpent seul — en replis, —
Au flanc des chemins démolis !

Puis courant — sous la butte — ou sous terre,
Et blanc comme un ver solitaire !

Dans la nuit — qui reluit — sans la lune —
Comme la fosse paraît brune !

Si la pioche — au bruit mou — fend les mottes —
La pelle se colle à la crotte !

Aux relents — que l'outil — nous ramène —
L'odeur de ce sol est humaine !...

12

Qu'importe l'odeur,
Nocturne rôdeur
Taraudeur !

Le fossoyeur laid
Murmure un couplet
Dans Hamlet !

Tous les ventres ont,
Morts, le même son ;
Avançons !

Que la boue chrétienne
A ta pelle tienne ;
Elle est tienne ;
C'est pourquoi, gamin,
Creuse ce chemin,
A la main !

Ta main sait mieux faire :
Elle a plus souffert
Que ton fer !...

. . . . . .

Et l'odeur nous hante
Dans la nuit puante
Et gluante.

La nuit sans rayons
Bouche les sillons ;
Nous fouillons !

13

Oui, nous fouillons à la main, dans l'éboulée
D'un cimetière-charnier, d'une boue humaine ;

Pendant que les fusées des boches sillent sur la plaine,
Nous nous accotons à la crête, dos collés...

Soudain les lance-bombes, courts, trapus et vomissants,
Versent leur charge mathématique de feu,
Et l'orbe lumineuse raie bas les cieux,
Et les brancardiers charrient des poilus en sang...

Des poilus plats et jaunes, avec la tête
Dans les linges hâtivement déroulés...
(Oui ! ce sont des bonnets de nuit, si vous voulez) !
Avec, sur le sein, une petite étiquette...

En théorie, civière drue et cahots sur les mottes
(Et je te cogne, et je te relève, et je poursuis !)
Les blessés et les morts ont traversé la nuit
Rapidement, comme une faible femme qui trotte...

14

Nous sommes demeurés (oh ! la terminerai-je),
Après un an de souvenirs,
Ma pauvre poésie, abandonnée aux neiges
De cet hiver qui va finir ?)

(Oui, ton nom est magique, et le Passé frissonne,
Eparge, à relire mes vers :
Qu'ils soient continués en cette nuit qui sonne,
Devant la Marne aux regards verts !)

15

Nous sommes demeurés en la fange qui poisse,
Au dos de la montagne en mouvement de nuit,
A tâter des cailloux dans l'ornière d'angoisse !

Hallucinés par tout le mal et tout le bruit,
Nous touchions le sol froid comme un os de squelette
Qui serait tour à tour la rotule ou la tête !...

Et, dans le cimetière où se creusaient nos trous,
Les boules du sol gras, en dévalant, collantes
S'agglutinaient aux pieds et calaient les genoux !

Dans le Noir, ébloui par les clartés volantes,
Mystérieusement s'allongeait le circuit
D'un câble, fait de boue et d'eau puante enduit...

(Jusqu'à la basse côte ou roulait la bobine
Filant de main en main de l'un à l'autre) froid
Peloton de sorcière, étiré dans l'effroi...

16

Chemin de ronde, belvédère
Du poilu qui cherche ses poux,
Gourbis que la mine repère ;
Sentes croulant en casse-cou ;
Trottoirs de glu, bosses de trous !

Réseaux des fils qui s'entortillent
Dans le dédale des boyaux,
Promontoire où fredonne et vrille
L'essaim des balles ; vent frio
Du vombrissement des torpilles :

Marais traîtreusement couverts
De longues plantes parasites
Qui cousent un peu de drap vert
En arrière des fils de fer,
Sur les rosaces des marmites...

Route si droite et sans fossés
Que dominait « leur » mitrailleuse ;
Route des cuisiniers blessés
Falote comme un trépassé,
Et soudaine comme une gueuse !

Route des ombres grandissantes
Au clair de lune des fusées
Quand les soldats, blottis, ressentent
L'éternité de ta descente,
Etoile verte aux cieux vissée !

Carrefour ! Dernier carrefour
Où l'on s'attroupe, où l'on s'affale

Et d'où l'on part, au petit jour !...
Bois de pins où l'on rit toujours
D'avoir eu peur et d'être sale...

Et vous, les lointains roulements,
Abois des artilleurs, tapage
Du 220 sous ses branchages
Et du 150 éclatant
Et des petits canons plus sages !

Obstination de l'obscure
Et vivante côte des Hures
A vomir le feu sans compter
Par-dessus les pruniers où pleurent
Tous les obus des trois étés !

Asile des forêts !... Clairières !
Arbres cassés ! Bouts de balais !
Clairières des mille sorcières
Dont les éclairs sont les lumières !
Mousse sèche où je m'affalai !

Puis, croisement des routes bleues
Sous leurs 130 ! les derniers
En reculant vers Sommedieue !
Baraque sainte à quatre lieues,
O Baraque du Cantonnier !

17

Depuis vous, j'ai vécu le morbide frisson
D'autres douleurs intérieures !
J'ai vu les pays plats où les montagnes sont
De languissants plateaux qui meurent,

Et le bled incertain, Proyart, Berny, Dompierre,
Le sol qui vomit ses entrailles,
Les trous des camouflets béants à la lumière,
Le cancer crevé des pierrailles...

18

Mais... tout mon Souvenir repose en cette Terre
Où l'eau coulait sans bruit sur l'argile avachie :
Eparges ! pointe, pique au flanc de la Bochie,
Banderille tremblante, aiguillon de misère !

. . . . . .

. . . . . .

19

Au petit jour, rentrés tels des loups en nos gîtes,
Nous gardions ce Mystère immense dans les yeux,
Et l'orbe et la brisure, et l'éclat des marmites,
Comme un visionnaire en son âme tient Dieu.

Mai 1916-avril-juin 1917.

CHARLES TILLAC.

LA LEÇON DE LA GUERRE

Et nunc erudimini...
Vieille et chrétienne façon de parler.

Pour gouverner les peuples, lorsqu'il y a tant d'esprit, il faut plus que de l'esprit.
DE BONALD.

Des erreurs ont été commises. Elles n'ont pas empêché la victoire. C'est qu'en effet, *nous ne pouvions pas ne pas gagner la guerre.*

En affirmant ceci, je ne me range pas délibérément dans le bataillon des optimistes qui, aux pires heures, déclaraient d'un air têtu :

« Nous serons victorieux ! »

Je ne crois pas davantage que nous devions gagner la guerre parce que nous avions, selon l'admirable formule, « le droit pour nous ».

Ceci est trop puéril et ne mérite même pas discussion. Non, nous devions gagner la guerre parce que nous étions *les plus forts.*

Cela, c'est un axiome pour les esprits bien faits. Abandonnons aux autres le passe-temps qui consiste à donner le pas sur la réalité à de vaines idées morales. De notre force, de la force de « l'Entente », même au temps où « on s'entendait mal », je n'ai jamais douté. Contre les Empires centraux, même assistés de la Turquie et de la Bulgarie, nous représentions, en effet, une formidable coalition, le monde entier ligué contre une tribu de brigands révoltée. Et à qui s'étonnerait de la longue durée de la résistance des brigands germains,

qu'il suffise de rappeler l'invraisemblable histoire de la bande à Bonnot tenant tête durant des jours à toutes les forces de la police de Paris, capitale du Monde! C'est qu'en effet, lorsque *quelques-uns* sont bien résolus à violer délibérément toutes les règles que *les autres* continuent à observer, il y a là une rupture brusque d'équilibre qui permet, pendant un certain temps, à *quelques-uns* de brimer *tous les autres*, si nombreux et si forts qu'ils soient.

Ce « certain temps » se mesure au nombre d'heures, de jours ou d'années nécessaires pour ruiner tels ou tels préjugés chevaleresques dont les Français sont jaloux à ce point qu'après quatre ans d'un dur martyre, ils n'en sont pas encore guéris!

Etant les plus forts, nous possédions une *supériorité d'effectifs* certaine. Du jour où, grâce à l'héroïsme, à l'abnégation totale et au sacrifice de nos armées, nous avions paré l'attaque brusquée et porté le coup d'arrêt de la bataille de la Marne, c'en était fait : la balance avait penché de notre côté. L'entreprise germanique était l'audacieuse aventure *ratée* qui ne peut plus se recommencer, parce que, précisément, « aventure » et « ratée ». Tous les joueurs de poker me comprendront. Et le Kronprinz lui-même, avec son crâne de lévrier poméranien, a compris cela. Mais la partie était « engrenée » et il fallait continuer, sous peine de « déshonneur ». Or, nul n'est plus sensible que les bandits à ce déshonneur spécial qui consiste à reconnaître que « le beau coup est manqué ».

Toutes les nations de l'Entente unies, formant un seul bloc, étaient plus fortes en hommes que les Empires centraux et devaient également à bref délai être plus fortes en armement et en munitions. Sans doute, la défection russe put inspirer des inquiétudes. Elle ne les inspira pourtant qu'aux gens mal informés qui ignoraient que la Russie était en décomposition et que ses troupes ne seraient jamais le « rouleau compresseur » rêvé par certains illusionnistes de la Grande Presse. Quand les Allemands attaquèrent Verdun (autre ratage, eût dit Stendhal), ils considéraient déjà la Russie comme hors de combat et ils mirent en action dès ce moment contre nous tout ce qu'ils avaient de troupes possédant une valeur combative. En face de leur ennemi de l'Est, dont ils connaissaient l'incurable impuissance, les Allemands n'ont pas immobilisé des forces considérables. Les millions d'Allemands du front

oriental n'ont existé que dans l'imagination des journalistes et les troupes proprement allemandes sur le front russe, au plus fort de l'action, n'ont jamais dépassé 350.000 hommes.

La défection russe, encore qu'elle eût entraîné l'écrasement de la Serbie et des Roumains, fut largement compensée par l'accession des Etats-Unis à l'Entente, et ceux qui niaient la supériorité d'effectifs de celle-ci furent enfin convaincus quand 300.000 Américains débarquèrent chaque mois en France et en Angleterre.

Supériorité absolue d'effectifs et bientôt d'armement, c'était là le meilleur facteur de la Victoire. Le blocus constituait par ailleurs, pour l'Entente, une arme formidable. Malgré les fissures nombreuses dues à l'esprit mercantile des neutres, les empires centraux éprouvèrent bientôt de sérieuses difficultés à se ravitailler et les *ersatz* multiples inventés ne suffirent pas à satisfaire les robustes appétits de leurs populations.

La *guerre sous-marine* qui fut, à certaines périodes, terriblement efficace, ne parvint cependant pas à annuler complètement les effets du blocus. A la guerre sous-marine nous sommes, du reste, redevables de l'intervention américaine et ceci compensa largement cela. En l'occurrence, la stupidité des Allemands, leur défaut naturel *d'esprit de finesse* jouèrent un grand rôle : de même qu'ils n'avaient pas prévu ni compris que la violation de la Belgique provoquerait fatalement l'intervention anglaise, de même ils ne purent prévoir ni comprendre qu'ils lasseraient la patience du Président Wilson et du peuple américain dégoûtés de l'espionnage allemand cyniquement pratiqué au grand jour aux Etats-Unis. La lourde sottise de *Michel*, encore un atout pour l'Entente. Enfin, dernier fait qui militait fortement en faveur des Alliés : il était fatal que l'effort allemand, par *son excès même*, aboutît à une catastrophe. Cet effort, il faut bien l'avouer et le reconnaître, fut, en effet, *kolossal* et *surhumain*. Pendant quatre ans, l'Allemagne tint tête au monde, et si le résultat n'avait pas été si lamentable, elle aurait le droit d'en concevoir un légitime orgueil. Mais c'est précisément de la tension et de l'exagération de cet effort que devait sourdre un jour la dirimante faiblesse. L'arc trop tendu se brise. L'arc allemand devait se briser. Mais il eût pu, *il eût dû* se briser *plus tôt*... si...

§

Si... Oui, non seulement nous devions gagner la guerre, mais encore nous devions la gagner *plus tôt*. Et c'est ici que les fâcheuses fautes interviennent.

Alors que je me prépare à établir le bilan d'incapacité et de faiblesse et à fixer les éléments du plus terrible meâ culpâ que consciences humaines aient jamais eu à prononcer, — car que de morts ! que de ruines ! et quels maux soufferts et irréparables ! — avant cela, je dois hautement déclarer que les fautes commises de notre côté tiennent beaucoup plus à la fatalité de l'homme qu'à sa volonté, aux institutions qu'aux individus.

Les individus, en effet, d'une manière générale, firent tout leur devoir et nos soldats furent tout simplement prodigieux.

Dans les premières semaines de la guerre, ils résistent sans faiblir à un ennemi supérieur en nombre alors et fort du bénéfice de la surprise et d'un armement longuement préparé à l'avance. Ils font à la France envahie un rempart de leurs corps et, en permettant à nos alliés de se rassembler et de donner tout leur effort, ils paient de leur vie la liberté du monde. La France, à ce moment sublime de son histoire, apparaît vraiment comme le Christ des Nations et il n'est pas de plus belle leçon d'abnégation et de renoncement. Cela fut si beau, en réalité, que cela dépasse toute littérature, tout lyrisme à priori. Un héroïsme nouveau est alors inventé, l'héroïsme anonyme de milliers de chevaliers sans peur et sans reproche qui souffrent, qui tombent et qui meurent, — les plus jeunes, les meilleurs, les plus beaux, — obscurément, sans gloire.

Puis, après la première résistance au coup de traîtrise, c'est la dure et ingrate lutte de positions qui, trois années durant, apparaît douteuse et sans issue. Ce sont les longs hivers dans les tranchées, la douleur, la mort attendues sur place sans même la consolation des charges brillantes en pleine lumière chères à l'âme guerrière de la race. Et nos héros se résignent et attendent. La patience s'allie au courage.

Les chefs ne sont pas, quant aux vertus individuelles, inférieurs aux soldats. Ils ne désespèrent pas, ils encouragent « leurs enfants ». Leur tâche, d'ailleurs, n'est pas limitée au sol national. Anglais, Russes, Roumains, Grecs, Américains manquent d'officiers d'état-major et d'intendance. Aux mo-

ments les plus critiques, après des pertes terribles dans le commandement, nous trouvons encore des techniciens pour faire, dans toutes les armes spéciales, l'éducation militaire de nos alliés. Les missions françaises rayonnent partout, vont apporter partout la leçon de l'expérience à la fois et de l'intuition de la race, et, sur tous les points du vaste front, notre génie improvisateur combat allègrement la lourde organisation germanique.

Cela, il ne faut pas l'oublier, non plus que la parfaite tenue des « civils », qui « tiennent » avec beaucoup moins de mérite sans doute, mais qui font encore bonne figure quand le danger, sous forme de Berthas ou de Gothas, atteint l'arrière. L'« Union Sacrée » demeure dans l'ensemble une réalité qui, à son tour, à la confusion de nos ennemis, devient facteur de victoire.

Le peuple français, dans son attitude collective, n'a rien à se reprocher... Oui, sans doute, il y a des gens qui doutent et qui, ceci est plus grave, tentent de faire partager leur doute; puis, il y a plus de marchands que n'en comporte le temple. Mais ce sont là scories noyées dans le grand courant de flamme et d'enthousiasme. *L'effort unanime* persiste, d'une qualité rare, d'une spontanéité et d'une générosité inouïes. La France de Verdun, en un mot, est toujours la France, et son exemple galvanise le monde, anime la coalition liguée contre les Barbares.

Tel est le tableau dans son ensemble, superbe et lumineux. Ainsi s'explique, ainsi s'imposa la victoire finale.

Mais, il est malheureusement des ombres. Il faut en parler. Cette victoire tant attendue et enfin réalisée n'aurait-elle pas pu *coûter moins cher*, n'aurait-elle pas pu être *moins douloureuse?*

L'hommage nécessaire une fois rendu au grand sacrifice, au plus grand sacrifice qui ait jamais existé de mémoire d'homme, peut-on taire les fautes? Il en est qui furent *publiques* et que tous virent et sentirent plus ou moins clairement et profondément. Il en est qui demeurèrent *secrètes*, que, seuls, connaissent quelques initiés, et ces dernières surtout doivent être dévoilées, beaucoup plus pour l'utilité d'aujourd'hui et de demain que pour le dénigrement d'hier...

§

Celles que tout le monde connaît!

Celles qui, selon l'expression populaire, « crèvent les yeux » et qui, pour cela, *empêchent de voir!*

Avant la guerre d'abord :

Faut-il rappeler sinon le défaut de préparation (il convient de ne rien exagérer, car, si nous n'avions rien préparé, comme l'avancent certains dans un esprit de parti et de haine pour le régime, nous n'aurions jamais pu gagner la partie), du moins *la mauvaise préparation.*

Cette mauvaise préparation, les caractéristiques saillantes en ont été souvent signalées. Je les indique rapidement pour mémoire : insuffisance des troupes de couverture, vote trop tardif de la loi de trois ans, petit nombre des mitrailleuses (ces mitrailleuses dont les régiments allemands possédaient une quantité énorme et qui retardèrent si longtemps leur refoulement), défaut presque absolu d'artillerie lourde de campagne, tout ce qui, en un mot, justifie, quels qu'en fussent les dessous et que son auteur ait été ou non un traître, la célèbre campagne de Charles Humbert : « des canons, des munitions »!

A ces faits, qu'on ajoute encore l'indifférence de nos états-majors pour les leçons des guerres précédentes, l'enseignement perdu de la guerre de Mandchourie qui avait révélé aux Allemands l'utilisation des tranchées; enfin, et surtout, la méconnaissance du véritable plan allemand dénoncé cependant en temps utile par le général Maitrot qui écrivait en 1913 (1) :

Il n'y aura sur le front de Lorraine qu'une attaque démonstrative. L'effort principal des Allemands se fera sur la Meuse, de Maestricht à Givet, et la Belgique toute entière deviendra le champ clos où la France et l'Allemagne videront leur querelle. Les armées françaises devront, elles aussi, changer leur concentration pour faire face aux Allemands. Elles appuieront donc leur droite à Verdun, leur gauche à Lille et à Dunkerque, ne laissant plus en Lorraine que des corps d'observation : Hirson qui bouche la trouée de l'Oise; Maubeuge qui ferme la porte de la Sambre; Lille qui couvre la Flandre, Dunkerque qui tient la mer joueront sur « le front des Flandres » le rôle que Toul, Epinal et Belfort jouent sur le front de la Lor-

(1) Général Maitrot : *Nos frontières de l'Est et du Nord*, Berger-Levrault éditeur, Paris, Nancy, 1913.

raine... C'est là ma conclusion, le camp retranché de Lille est indispensable : les Flandres sans Lille, c'est la frontière de l'Est sans Belfort. Si la place de Lille n'existait pas, il faudrait la créer....

Or, personne n'écouta le général Maitrot et la place de Lille fut déclassée.

Ce sont là faits d'ordre technique militaire auxquels, profane, je ne veux pas longtemps m'arrêter. Si je les cite, c'est qu'ils sont patents, et c'est surtout parce que leur observation m'amène à constater que la plus grande faute commise avant la guerre fut précisément *de ne pas croire à la possibilité de la guerre.*

On la prépara mal en France, on ne la prépara pas du tout en Angleterre, parce que la majorité des gens « n'y croyaient pas ». Or, pour bien faire les choses, il faut y croire, ou, suivant la méthode de Newton, faire « comme si on y croyait ».

Et pourtant la guerre était *fatale*. J'ai conservé dans mes archives personnelles un article écrit à la fin de 1905, article qui est demeuré inédit et dont la conclusion était la suivante :

La Fatalité qui veut que la France soit peu ardente et se veuille plus faible et désunie qu'elle ne l'est en réalité, la fatalité veut encore que le maître absolu de l'Allemagne, syphilitique héréditaire, se croie Alexandre ou César et ait le désir, avant de mourir, de voir couler du sang.

La vie du monde est un échange de suggestions s'élargissant d'onde en onde. Dans l'océan des forces obscures, la suggestion « guerre » est lancée.

En 1906, je récidivai et, au même moment où Léon Daudet et Gustave Téry, d'accord sur ce point, dénonçaient les « Prussiens masqués », je publiai un roman d'anticipation consacré à la guerre. Je le feuillette et j'en détache cet alinéa :

Ils se tromperaient étrangement ceux qui, souhaitant et voulant la France condamnée à perpétuité, la croiraient incapable d'un acte d'énergie et vouée à un éternel sommeil. Son réveil pourrait bien étonner le Monde !

La guerre, je le répète, était *fatale*.

Je me reporte à mon article de 1905 et j'y trouve encore ces lignes significatives :

La guerre sera parce qu'elle sera. La Palisse, direz-vous ? Peut-être, mais je m'explique. Depuis trente-cinq ans, les États européens, ou plutôt les organismes humains qui servent de substrat à ces fic-

tions, sont la proie d'une fébrile activité, dévorés tous par une *volonté de puissance* dont Nietzsche constata, sans l'inventer, la formule individuelle. Les Etats, écrasés par des impôts progresssifs et ruineux, vivent une prospérité qui, pour un particulier, serait la banqueroute, et les valeurs politiques et économiques n'ont qu'une base, le « *Crédit* », le crédit, notion étrange, d'ordre quasi-métaphysique, hypothèque illimitée prise sur des biens finis, formidable acte de foi en une activité humaine sans bornes, le crédit, axiome, dieu, pivot de la Société capitaliste.

Parallèlement, le désir des jouissances sans frein est exacerbé, et l'homme veut connaître toutes les voluptés, posséder tous les biens.

La possession et la garde et encore la conquête des biens deviennent le souci majeur et, garantie des biens possédés ou à conquérir, voici l'armement général. Les Etats arment ; canons, baïonnettes et casernes surgissent innombrables; les Etats qui, au plus profond de leurs entrailles, désirent la paix, la paix lâche et profitable qui permet la jouissance effrénée et les trafics somptueux, les Etats de proie comme l'Allemagne ne songent qu'à la guerre, la guerre, la fin du spasme, le réveil, le bilan déposé et la ruine!

Une atmosphère angoissante s'est créée : celle de l'hystérique à la veille de l'*aura*, qui sent la boule s'arrêter à la gorge et qu'une chaise heurtée, la chute d'un caillou fera tout à l'heure se tordre éperdument sur le sol, l'atmosphère des catastrophes haïes et redoutées.

L'Europe sent la poudre sèche et elle veut la paix. Elle est le fou furieux qui a soif de calme et qui va tout briser, car, après la colère et le meurtre, ce sera la détente et, surtout, ce sera *autre chose*.

L'Europe a soif d'autre chose, — c'est de l'idéalisme encore et porté à la suprême puissance, par suite, effroyable moteur!

Qu'on excuse ces « citations d'auteur ». Si je les fais, ce n'est nullement pour prouver que je fus un bon prophète, — je ne suis pas si orgueilleux ni si vain, — mais simplement pour établir qu'il était possible de « prévoir ». Bien peu cependant ont prévu et cette imprévoyance générale, disons le mot, cette insouciance du péril menaçant — (l'homme ici fut inférieur aux bêtes qui *sentent*, qui *flairent* les catastrophes) — suffisent à expliquer la mauvaise préparation.

Pourtant, les armements croissants devaient amener la guerre. M. Lloyd George le comprend bien *aujourd'hui*, M. Lloyd George qui préconisait, il y a quelque temps, la suppression générale du service militaire obligatoire, sans toutefois, — ô naïf égoïsme! — que la flotte britannique doive être diminuée d'une seule unité!

On ne prévoyait pas.

A qui la faute? au Gouvernement? au Parlement?

Non pas; il y eut là un aveuglement collectif plutôt qu'individuel, aveuglement qui traduisait un état d'esprit général que fortifiait singulièrement, d'ailleurs, la vogue des idées pacifistes.

Car, tout de même, les pacifistes ont une lourde responsabilité dans la mauvaise préparation de la guerre.

Les socialistes, formidable marée montante, affirmaient : « Tous les hommes sont frères. Ils ne se battront plus! » Et, plongés dans les sophismes spécieux du marxisme, les militants français et anglais croyaient au sincère désir de paix des social-démocrates allemands. Hélas! encore, les socialistes étaient-ils excusables : la paix universelle faisait partie de leur programme politique, c'était un article de foi, un des piliers de leur Eglise, un des dogmes de leur religion! Mais les autres, pacifistes bourgeois à la Frédéric Passy et à la d'Estournelles de Constant, sur quoi pouvaient-ils bien baser leur croyance saugrenue à la mort de la guerre?

Les idées pacifistes avant 1914 constituèrent un formidable dissolvant. Des hommes dont c'était le métier et le devoir, au gouvernement, au Parlement, dans l'armée, préparaient la défense du pays, et tout un chœur de mauvais prophètes irresponsables chantait autour d'eux :

« A quoi bon tout cela? on ne se battra plus! »

Cette erreur-là, n'est-ce pas? capitale, énorme, a crevé longtemps tous les yeux.

A elle seule, *avant la guerre*, elle suffit à tout expliquer.

Pendant la guerre, ensuite, nombreuses furent les fautes commises et qui ont été étalées au grand jour des diurnales, lorsque la Censure le permit, et des discussions parlementaires, lorsque la responsabilité du Gouvernement fut mise en cause dans les divers pays de l'Entente. Chacun, à cet égard, n'a qu'à interroger sa mémoire ou consulter ses archives (1). Notons, cependant, pour ceux qui auraient déjà oublié, le défaut général d'entente qui régna trop longtemps entre les

(1) Volontairement, mon incompétence se gardera bien de parler ici des fautes stratégiques ou tactiques. Je laisse décemment le soin de les relever aux techniciens qui fixeront dans les jours à venir « la vérité militaire » de la Grande Guerre.

peuples de l'Entente. Remarquons, en passant, pour les gens enclins à la critique facile, que ce n'était pas une œuvre aisée à réaliser que celle qui consistait à assurer le fonctionnement sans heurts et sans frictions d'une aussi formidable coalition de peuples de tempéraments divers et dont les intérêts particuliers pouvaient parfois se trouver en opposition.

Ce défaut d'entente pesa cependant lourdement sur les premières années de la guerre. Il retarda certainement l'heure de la victoire. Celle-ci put justement être considérée comme prochaine le jour où, les particularismes désarmant, *l'unité de commandement* sur tout le front fut enfin *vraiment réalisée*, le jour où, sous l'impulsion du généralissime Foch, la pression, conformément à la prédiction de Jean Norel, (1) « se fit sentir presque simultanément sous la forme d'une suite d'offensives échelonnées, dans une période de temps très courte, sur tous les points du front ».

Si cette unité de commandement n'avait pas été obtenue, la victoire des Alliés, la victoire nécessaire dans l'ordre logique des faits, eût pu être compromise et c'eût été le recommencement des lourdes erreurs de la guerre de Sept ans où la mésentente des ennemis de Frédéric II donne le succès final à celui-ci.

Tout ceci, c'est ce que tout le monde sait. Toutes ces erreurs ont été publiées. Passons maintenant à celles que j'ai qualifiées *secrètes*, parce que connues seulement de quelques initiés...

§

Secrètes ?... Certains vont rire et s'écrieront : « Secret de Polichinelle ! » puisqu'au fond il s'agit de fautes tenant au fonctionnement fâcheux de la machine politique et qu'à cet égard tout Français qui lit chaque matin « son journal » se prétend aussi bien, sinon mieux informé que son voisin. J'admets volontiers que le secret ne soit que relatif — au reste, tous les secrets en sont là ! Mais les Français sont-ils aussi bien renseignés qu'ils croient l'être sur les choses du Gouvernement ? Je ne le pense pas. Leur ignorance, à cet égard, est souvent d'autant plus grande qu'elle est basée sur leur insouciance et leur désintéressement. Le sujet cependant est d'importance et les erreurs commises en l'espèce d'autant plus

(1) *Mercure de France* du 16 août 1916.

utiles à signaler que, pour sceptique qu'on soit, on doit voir la possibilité d'y remédier dans la mesure même où les institutions, à défaut des hommes, peuvent être amendées.

« Faites un roi, sinon faites la paix », écrivit, il y a quelques années et non sans ironie Marcel Sembat, plus riche en bons conseils qu'en... charbon. De ce titre, on pouvait conclure qu'une démocratie est, en principe, mal armée pour la Guerre. C'était là, à mon sens, une conclusion erronée et qui ne pouvait provenir que de ce fait que le régime républicain a été toujours considéré en France comme devant être *un régime dépourvu d'autorité*.

Déjà, en 1912 (1), j'ai signalé, dans cette revue même, le danger d'une semblable conception.

A cette époque, j'écrivais :

Aucun régime, plus que le régime républicain, n'aurait besoin, pour vivre et non pas végéter, pour s'épanouir et réaliser un programme social, vaste et généreux et non pas piétiner sur place, de cette force indispensable au maintien de l'ordre et qui réside dans une autorité ferme et incontestée. Or, depuis plus de quarante années qu'il est installé en France, le régime républicain ne doit son maintien précaire qu'à l'imbécillité et aussi au manque de discipline de ses adversaires. Toutes les concessions possibles, la République les a faites à ses ennemis. Aux hommes d'Etat républicains, les chefs de l'opposition, appliquant la jésuitique formule de Veuillot, ont perpétuellement réclamé, au nom des principes de 1789, des licences et une tolérance qu'ils n'auraient jamais accordées s'ils avaient été les maîtres. La République, comme si elle n'eût été le résultat que d'un compromis provisoire, n'a jamais « ordonné » et a subi docilement cet éternel chantage. Elle a vécu au jour le jour et chacune de ses œuvres, même les moins contestables, porte la tare de ces tractations et de cette veulerie. Dès que le Gouvernement prenait l'initiative d'une réforme fondamentale, ses adversaires l'accusaient de faire preuve « d'autoritarisme », comme si, vraiment, une loi supérieure interdisait à la République toute action, tout commandement. Cette attitude, fort habile de la part d'adversaires intraitables, n'avait d'autre but que de paralyser l'action gouvernementale du régime, de l'énerver au nom de ce principe qui n'est, pourtant, inscrit nulle part dans le droit révolutionnaire et qui ferait de « république » le synonyme d' « anarchie ». Ces adversaires, de plus, bons psychologues, ont su flatter certains hommes d'Etat en faisant

(1) La politique indigène en Algérie ou une crise de domination. *Mercure de France* du 16 octobre 1912.

appel à leur libéralisme. L'appel fut entendu et c'est ainsi qu'à l'heure où se produisait la pire recrudescence de l'esprit confessionnel, il fut parlé d'« apaisement » et de mares stagnantes. Singulière duperie ! Fait plus significatif aujourd'hui, les partis d'opposition coalisés sont parvenus à persuader aux chefs républicains qu'ils détenaient indûment le pouvoir, que la majorité qu'ils représentaient n'était pas une vraie majorité, que la part faite aux ennemis du régime n'était pas suffisante. De là, le paradoxe admirable de la représentation proportionnelle qui, fait sans précédent dans l'histoire, constituera le suicide par persuasion d'un parti au pouvoir et ceci, uniquement, parce que ce parti, qui n'a commis qu'une faute, réaliser loyalement son programme, aura manqué à une heure donnée de l'autorité nécessaire pour commander et s'affirmer ! Et je ne sais ce qu'il convient le plus d'admirer de la faiblesse des radicaux tendant le cou à la cangue avec un stupide aveuglement et se révoltant trop tard, ou de l'aveu dépouillé d'artifice du chef du Gouvernement (1) par lequel il déclare que, pour accomplir la réforme électorale, « il se contentera d'avoir avec lui le plus grand nombre possible de républicains » !

Evidemment, la République peut sombrer dans cette aventure et ce serait là la meilleure illustration d'une crise de l'autorité dans un Etat européen, au début du xx^e^ siècle.

« République sans autorité », c'est, je le répète, une conception fausse et qui fut une des plus lourdes erreurs de la guerre. Très justement, dans un article intitulé : *Pourquoi la guerre a tant duré*, et d'inspiration évidemment sœur de celui-ci, M. Marius Leblond, a constaté (2) :

Ce qui nous manque le plus, et ce qu'il nous serait cependant si facile d'affirmer, c'est de l'autorité.

Prenant l'exemple du Président Wilson, il montre celui-ci, lorsque la guerre européenne éclate, commençant par « commander à son peuple divisé le silence de ses passions, la discipline de ses actes... Il prophétise, il édicte avec une majesté menaçante : « Malheur, dit-il, à celui ou à ceux qui se mettront en travers de notre route. Nous paierons de notre vie et de nos biens la victoire de la grande foi qui nous a vus naître ! » Cet apôtre de la *Liberté nouvelle* (3) réunit aujourd'hui dans sa main tous les pouvoirs. Parce qu'il sut rester un intellectuel, il exerce la *dictature* ! L'autorité de

(1) Aveu éloquemment souligné par M. Clemenceau. Lettre ouverte au Président du Conseil du 24 juillet 1912.

(2) *La Vie*, novembre 1918.

(3) Livre traduit chez l'éditeur Crès.

l'Amérique est acclamés par l'Entente. Et la voici reconnue même par les Maximalistes, la C. G. T., la Suisse, et nos universitaires les plus susceptibles envers toute aspiration de nos Présidents de la République à quelque responsabilité.

Dès que la guerre fut déclarée, il fallait, en France, proclamer le règne de l'autorité. Quelques-uns de nos homme d'Etat, non suspects de mauvais républicanisme, sentirent obscurément cette nécessité. Mais, prisonniers de conceptions étroites de parti, « ils n'osèrent pas ce qu'il fallait oser ». Les Chambres s'étaient ajournées *sine die*, ce qui constituait une grande simplification des rouages politiques, le Gouvernement étant autorisé par la loi à prendre toutes les initiatives par décret. Mais le Gouvernement osait peu ou osait mal et la réouverture de la session parlementaire apparut, après quelque semaines, comme une mesure de salut public. Les Chambres se réunirent et le régime des interpellations recommença. Je reviendrai tout à l'heure sur cette question du contrôle parlementaire, une des plus graves questions qui aient agité pendant la guerre l'ordre intérieur et l'agiteront longtemps encore pendant la paix.

On se bat. Il s'agit d'assurer à la fois la vie des armées et la vie de la nation. Ne parlons pas des armées où, par bonheur, l'autorité est assurée et ne peut se discuter sous peine, comme en Russie, de désagrégation immédiate.

La vie de la nation, en temps de guerre, avec ou sans état de siège, dépend d'un nombre formidable de lois ou de décrets, arsenal touffu qui paralyse toutes les initiatives et donne toute excuses valables à qui « ne veut pas faire ». Un exemple : dans les premières semaines de la guerre, on s'aperçut que l'esprit dans lequel avait été conçue la loi sur les réquisitions (défense de la propriété privée) ne permettrait pas à l'Etat de s'en servir aisément. L'abrogation immédiate s'imposait. On préféra s'en accommoder au mieux ou au plus mal des intérêts publics.

Lois et décrets, je le répète, permirent tous les ajournements, toutes les évasions de responsabilité. Dès qu'une mesure s'imposait, on cherchait *les précédents* et c'est ainsi qu'en Indochine l'autorité locale laissa s'enfuir les bateaux allemands en s'appuyant sur le *précédent* de 1870!

Par une fortune rare, n'y avait-il pas de texte impératif,

comme en matière de séquestres, par exemple? Alors, magistrats et administrateurs se montraient *timides*, assujettis à l'idéologie du droit et maintenaient le principe *conservatoire*, alors que les Allemands liquidaient, en Alsace, tous les intérêts français engagés dans les affaires industrielles.

Des représailles? Jamais! c'était contraire aux conventions de la Haye!

Plutôt que d'abattre résolument l'arsenal inactuel de textes trop rigides, on préféra ruser avec eux et alors ce furent la finasserie et la paperasserie organisées, le régime du formalisme, alors que s'imposaient la table rase et les reconstructions hardies, le triomphe de la forme défendue par les pontifes du Conseil d'Etat et les comptables du Ministère des Finances.

Les vieux textes étaient respectés. Les vieux hommes le furent également. Non seulement, on ne chassa pas impitoyablement tous ceux qui encombraient les bureaux et les services de l'arrière, mais encore on rappela tous ceux qu'on put utiliser pour remplacer les jeunes fonctionnaires qui avaient été mobilisés. Géronte est roi, Géronte qui n'était plus *à la page* et qui rapportait de la retraite des habitudes de timidité et toutes les pusillanimités du *defunctus!* Bien plus, sous prétexte d'économies, une circulaire du Ministre des Finances, en décembre 1917, après trois ans de guerre et alors que les vieux avaient donné toute la mesure de leur incapacité, prescrivit de ne mettre les fonctionnaires à la retraite « que pour invalidité physique et morale ». Pour quitter le service de l'Etat, il fallut désormais un certificat de gâtisme!

Pour peu qu'on creuse l'esprit, — si j'ose dire, — qui inspirait ces pratiques, on y trouverait le grand principe égalitaire abhorré par Gobineau et qui veut que, dans une démocratie bien réglée, *tous les hommes se valent*. Or, rien de plus faux, au sentiment même du Président Wilson, partisan résolu des élites intellectuelles nécessaires surtout dans les démocraties! Partant de ce principe égalitaire, — il ne fallait pas d'embusqués! — tous les intellectuels, furent enlevés aux postes où ils pouvaient servir utilement la vie nationale, et les quelques « indispensables » maintenus à l'arrière après le vote des lois Dalbiez et Mourier le furent honteusement et comme à regret. Tandis que l'Allemagne conservait ses ingénieurs, ses

techniciens jeunes, la France rappelait tous ses nationaux de l'étranger où la propagande boche pouvait dès lors s'exercer librement et sans entraves. Elle rappelait également les colons et les commerçants de ses colonies dont les affaires passaient immédiatement aux mains des neutres ou — ironie singulière ! — de sujets alliés et concurrents.

Même curée égalitaire dans les services publics où les vieux rengagés remplaçaient les jeunes et apportaient à la tâche, en guise de méthode, l'hésitation, le manque d'initiative et le défaut de caractère.

Or, cet apport d'*inactivités* se produisait au moment précis où les services publics prenaient en mains le contrôle de la vie économique nationale, intervenaient dans toutes ses manifestations. C'était le grand sommeil de la mort s'abattant brusquement dans les bureaux de l'Etat à l'heure où celui-ci se substituait aux initiatives privées désorganisées.

Le Gouvernement, le Parlement virent bien le danger. Mais, ni le Gouvernement, ni le Parlement n'osèrent faire preuve d'autorité. Songez : il aurait fallu remonter un formidable courant d'opinion. Il eût fallu expliquer au peuple que, dans l'intérêt même du pays, certains devaient demeurer à leur poste, lui dire que la dénonciation est infâme. La crise des effectifs fut un superbe prétexte pour paralyser toutes velléités courageuses.

Ainsi, partout les vieillards installés, partout les vieillards contrôlant, dirigeant, alors qu'il eût fallu briser les hiérarchies, recourir au seul vrai génie : la jeunesse ! Pendant ces quatre longues années de guerre, pendant cet horrible cauchemar, pas une heure où chacun de nous n'ait profondément souhaité la brusque venue, la révélation soudaine d'un homme, de ce qu'il est convenu d'appeler « l'homme de génie », « l'homme providentiel » qui dénouerait heureusement le drame.

L'homme est venu en qui s'incarna l'âme de la France à l'heure la plus critique : qu'on approuve ou non ses actes du passé, il faut le proclamer bien haut, ce fut Clemenceau et, plaisante ironie du sort, ce fut un vieillard ! Mais, prodigieuse et miraculeuse exception, le cas Clemenceau ne pourrait servir à réhabiliter la gérontocratie, car Clemenceau, vieux par l'âge, était demeuré jeune d'esprit, plein d'enthousiasme et

de foi, et, à la fin de 1917, il prit le pouvoir avec la même ardeur qu'il s'était installé, près de cinquante ans plus tôt, à la Mairie de Montmartre.

Mais que pouvait cette ardeur contre la règle partout suivie et voulue de l'ancienneté souveraine ? Qu'on médite ce simple fait : plus de quatre ans de guerre avec des combats quotidiens et pas un seul capitaine de 1914 devenu général en 1918 ! Qu'on note également l'avancement considéré comme *exceptionnel* de Pétain, vieux colonel en 1914 et maréchal en 1918 !

Géronte donc était et demeura roi dans les bureaux qui restaient en proie à la routine, à la paperasse du temps de paix avec, en moins, — circonstance aggravante ! — les éléments jeunes qui eussent pu les galvaniser.

Et encore, non. Eussent-ils même été maintenus à leurs postes, ces éléments jeunes auraient été impuissants à réagir contre la règle d'ancienneté chère déjà à notre Administration d'ancien régime et renforcée encore par l'action du syndicalisme professionnel, action hostile à l'avancement rapide des meilleurs, action qui nie l'utilité et l'existence même des élites et que satisfait pleinement, plutôt que la progression de quelques-uns, la stagnation de tous.

Ils auraient été impuissants aussi à secouer les vétustes habitudes d'une bureaucratie *qui croit* à la pérennité des textes qu'elle a forgés et qui, par suite, poursuit dans la rédaction de ces textes une chimérique perfection, alors qu'un empirisme ingénieux et pratique suffirait à l'établissement des mesures opportunes. N'est-ce pas folie que de s'encombrer de décrets « organiques » et « définitifs », alors que le corps social est en perpétuelle évolution, que chaque jour appelle de nouvelles règles, que chaque heure apporte de nouvelles exigences ? La France envahie, les meilleurs de ses enfants sous les drapeaux, était-ce l'heure d'écrire la loi sur des tables d'airain ?

Les bureaux demeurèrent ceux du temps de paix. Persista également en s'aggravant encore la méfiance du temps de paix, la méfiance, tare majeure des démocraties : méfiance à l'égard des hommes d'affaires, commerçants ou industriels, appelés à la tête de quelques services publics : hommes d'affaires, donc, *à priori*, déclarés suspects, cependant que le chœur de l'opinion publique réclamait : « Des compétences ! » Méfiance à

l'égard des rares hommes d'Etat qui, pour agir vite, s'étaient abstenus de quelque formalisme. C'est ainsi que M. Georges Leygues dut sinon s'excuser, du moins se justifier devant la Chambre pour avoir engagé une dépense de 600.000 francs nécessaire à l'approvisionnement en eau potable des Américains débarquant à Brest.

Ici, nous touchons au grand problème du contrôle parlementaire.

Ce contrôle est nécessaire et excellent en principe. En fait, il est regrettable qu'il ne s'exerce qu'*à posteriori* et, le plus souvent, à l'égard de ministres dont la responsabilité ne peut plus être utilement recherchée, puisqu'ils sont « partis » lorsque leur gestion est critiquée.

Pendant la guerre, son fonctionnement, souvent critiqué d'un point de vue de parti, a présenté cependant cette utilité de secouer certaines résistances bureaucratiques civiles et militaires, et les historiens de l'avenir, lorsqu'ils dépouilleront les procès-verbaux de la Commission de l'armée, tant à la Chambre qu'au Sénat, pourront constater le rôle capital qu'elle joua dans la défense nationale : à l'action de cette commission nous sommes incontestablement redevables de notre artillerie lourde d'abord, de nos avions de combat ensuite et enfin des *tanks* qui précipitèrent la décision finale.

Mais ce contrôle parlementaire, qui inspira, parfois, d'heureuses initiatives, fut trop souvent vicié dans la pratique, d'abord, par des préoccupations continuelles de surenchère électorale et, surtout, par l'extension abusive des pouvoirs de la Commission du budget qui a tendu de plus en plus depuis quatre ans à substituer son autorité à celle du Gouvernement, tout en laissant à celui-ci la responsabilité.

Composée d'aspirants-ministres, la Commission du Budget est, par principe, *antigouvernementale*. Ses membres critiquent comme ils respirent et cette critique est d'autant plus aisée que c'est une critique irresponsable dont les auteurs s'abstiennent soigneusement d'indiquer les remèdes possibles aux fautes amèrement dénoncées.

Les Commissions parlementaires, en général, et la Commission du budget, en particulier, c'est Zoïle, juge permanent, blâmant, coupant, tranchant, et n'admettant ni excuses, ni défense.

A cette attitude sévère, l'intérêt public, la patrie en danger, servent d'ailleurs de prétexte, mais l'inspirent en réalité de mesquines préoccupations personnelles, de basses ambitions ou, simplement et toujours, le souci de la réélection (1).

Résultat : alors que le Gouvernement aurait besoin de toute son autorité, cette autorité est chaque jour discutée, battue en brèche, — l'exécutif responsable est débordé au profit du législatif irresponsable. En un mot, c'est le règne de la hideuse politique. Cependant, suivant un mot fameux, l'ennemi est à Noyon !

Exemples :

A la fin de 1916, c'est la sourde campagne contre le Cabinet Briand, alors que son chef avait véritablement placé la France à la tête de la coalition. Il fallut l'arrivée du Gouvernement de M. Clemenceau, après la lamentable carence de ses deux prédécesseurs, pour restituer à la France son rang et ses droits.

En juin 1918, lors de l'avance allemande sur Château-Thierry, le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, brisé par les émotions et les veilles, dut venir s'expliquer devant une Chambre houleuse, nullement maîtresse de ses nerfs, dépourvue de tout « self control ».

L'histoire dira — ou ne dira pas — si, à ce moment-là, le moment le plus tragique peut-être de la guerre, la Chambre ne laissa pas M. Clemenceau au pouvoir parce que nul ne se souciait de le lui ravir alors que régnait une atmosphère de désastre, alors que, par ordre gouvernemental, on feignait une prochaine évacuation de Paris qui abusa peut-être les Allemands et rendit sûrement inoffensifs nos parlementaires, en les dégoûtant, pour un temps, des responsabilités gouvernementales.

Les conséquences de tout cela? Mauvaise utilisation des valeurs, gaspillage des talents et des énergies, absence d'unité, d'action, autorité défaillante..... autant de fautes, autant de manquements qui paralysèrent la machine gouvernementale, qui eurent leur répercussion aux armées, partant, qui firent durer la guerre et ne permirent pas de bien préparer la paix,

(1) Voir, notamment, les débats de la Chambre des députés en décembre 1918, quand fut discutée la question de la démobilisation, débat que domina l'idée du droit égal de tous les mobilisés à être renvoyés dans leurs foyers sans tenir compte des nécessités de la reprise de la vie économique.

autant de fautes, sinon secrètes, du moins mal ou insuffisamment connues et qui eurent pour résultat de laisser plus longtemps la guerre sévir *au-dessus des hommes* et de retarder l'heure où l'Esprit aurait enfin raison de la Bête!

§

Les remarques qui précèdent sembleront peut-être constituer une amère critique du régime politique actuel qui aurait une lourde part de responsabilité dans tous les maux soufferts, dans toutes les larmes versées. Cette responsabilité est un fait et ne saurait être niée. Si cependant nous voulons être impartial et objectif, il faut bien reconnaître que plus on s'avança dans la guerre, plus il devint difficile, alors que l'ennemi occupait notre sol, de briser les cadres administratifs et d'en renouveler tous les rouages. La France est une démocratie : c'est pour elle une source de grande force et de faiblesse. Une révolution intégrale en de pareilles circonstances, qui eût pu oser la réaliser ou seulement y penser ?

— « Je fais la guerre! » — déclara nettement le Président du Conseil à qui l'interrogeait sur son programme de politique intérieure. Toutes questions d'ordre civil étaient, en effet, primées par cette considération : vaincre l'ennemi d'abord et à cette tâche consacrer toutes ses forces.

Aujourd'hui, le cauchemar de meurtre et de sang a pris fin. Avant que le mauvais rêve ne commençât et tant qu'il dura, bien des fautes ont été commises tenant à notre mauvaise organisation. Le mauvais rêve évanoui, les fautes vont-elles se continuer ?

Dans la France victorieuse, assisterons-nous toujours au même spectacle de désordre et d'anarchie? Telle est la question qui se pose, qui doit être posée, que tout homme aimant son pays doit se poser. Qu'on veuille bien considérer, en effet, — et cela, on l'oublie trop souvent, — que nous nous dégagerons difficilement de l'intervention de l'Etat, intervention dont les circonstances de la guerre ont fait souvent une nécessité. Cette intervention, dans une mesure que je n'ai ici ni à étudier ni à fixer, se continuera en raison des mêmes nécessités et de nécessités nouvelles, et notamment, pour n'en citer qu'une, en raison du contingentement interallié des matières premières. Qu'on le veuille ou non, dans nos complexes so-

ciétés modernes, l'ingérence administrative dans le domaine économique grandira d'autant plus que les particuliers, uniquement préoccupés de leur intérêt personnel, seront impuissants à s'élever aux efforts d'ensemble que réclame l'intérêt général. C'est là un fait dont je ne me plains ni ne me félicite. Je le constate et sa constatation suffit à établir l'importance que prend désormais pour la nation une bonne administration, active, intelligente, animée d'esprit de réalisation, éprise de conceptions modernes.

Cette Administration, la France victorieuse y a droit. Serait-il donc plus difficile de réduire quelques abus, de refréner quelques préjugés que de forcer la ligne Hindenburg ?

Personne ne peut le penser sérieusement.

Si, dans les pages qui précèdent, j'ai relevé les erreurs commises, si je me suis attardé sur l'esprit qui les a engendrées, ce n'est nullement avec le dessein de médire systématiquement du passé. La tâche vraiment est trop facile pour être tentante, et pessimisme et optimisme exagérés sont également injustes. Non, si j'ai noté ces erreurs aussi exactement que j'ai pu les observer pendant quatre ans de guerre et que je les observe encore aujourd'hui que la guerre a pris fin, et si je les publie ici avec la sévérité qui convient, mais aussi sans passion, c'est que j'estime en toute conscience que notation et publication présentent quelque intérêt.

La leçon de la guerre ! Evidemment, ce titre, à beaucoup, paraîtra vain et prétentieux. Qu'ils ne m'accablent pas ! Je l'ai choisi en toute humilité. Je ne me pose nullement en réformateur de mon pays. Je sais trop par expérience tout ce qui lui manque pour oser vouloir le lui fournir sans délai. Je ne possède ni remède secret, ni dictame souverain.

L'autre jour, Georges Duhamel, avec sa foi profonde dans l'homme, souhaitait que vînt enfin *le règne du cœur*. Moi, qui ne suis pas poète, je suis moins ambitieux et je me borne simplement à désirer l'avènement du sens pratique et de l'ordre.

Est-il donc si difficile pour le Gouvernement et le Parlement de renoncer, vis-à-vis du Peuple, à ces habitudes de flatterie, de courtisanerie qui déshonorent aujourd'hui l'excès du pouvoir? A ce peuple qui s'est sacrifié si héroïquement et si virilement, continuera-t-on de parler comme à un enfant gâté

dont des maîtres sans maîtrise réelle « redoutent les colères » ?

Osera-t-on lui prêcher l'union nécessaire, l'union qui doit être plus sacrée encore après le guerre que pendant ?

Osera-t-on lui dire la stupidité profonde de la lutte de classes, l'inanité du dogme de l'égalité des hommes, égalité qui n'existe en réalité que devant la mort, et encore... car tout le monde ne sait pas mourir ?

Si l'on ose ceci, qu'on aille plus loin. Qu'on abatte enfin la ruineuse gérontocratie et qu'on fasse partout sa place à la jeunesse, dieu rayonnant de l'avenir ; qu'on réorganise les méthodes de travail du Parlement et de l'Administration, qu'on instaure partout la responsabilité mais sans perdre de vue qu'il ne peut y avoir vraie responsabilité, là où il n'y a pas autorité.

Enfin, et surtout, qu'on ne s'endorme pas sur la victoire remportée, sur les lauriers si péniblement conquis ; qu'on ne s'abandonne pas à nouveau aux « idéologies » et à la plus redoutable de toutes, celle du Droit !

Qu'on se pénètre bien de cette réalité : c'est que nous avons été vainqueurs, non pas parce que nous avions le droit pour nous, *mais parce que nous avons été les plus forts*. Anglais, Italiens, Américains sont intervenus à nos côtés et nous ont aidés à forger « la plus grande force » nécessaire au succès, pour des motifs concrets, tangibles et certains qui n'ont rien à voir avec la métaphysique. Ce serait une suite bien illogique et bien dangereuse de la victoire s'il en résultait l'affermissement de la puérile conception de la « justice immanente », conception débilitante, contraire au fait et qui conduit à la ruine les peuples trop naïfs et trop confiants. Nous avons vaincu parce que « les plus forts ». Mères, veuves, fiancées en deuil savent le prix de cette victoire.

La guerre terminée, il faut que, sur le terrain de la production et du développement économiques, nous demeurions également dans le groupe « des plus forts ». Ceci ne sera obtenu que si, sans nous halluciner sur les fautes d'autrefois, nous avons le souci constant, l'intelligence et, je dirai même, l'élégance de n'y plus retomber.

Qu'il en soit ainsi et la leçon de la guerre ne sera pas perdue !

CARL SIGER.

L'ARTILLERIE LOURDE
PENDANT LA GUERRE

—

La question de savoir s'il était opportun de doter nos armées en campagne d'une artillerie lourde mobile a fait l'objet avant la guerre de discussions passionnées, en France comme en Allemagne. Il peut être intéressant de rechercher, après quatre ans de campagne, si les rudes leçons de l'expérience ont réussi à départager partisans et adversaires d'une arme dont l'utilité a été si âprement contestée par quelques-uns de nos plus grands chefs, et quel rôle exact l'artillerie lourde a joué pendant la guerre, d'un côté comme de l'autre.

Examinant quel était au mois d'août 1914 l'effectif des pièces d'artillerie françaises et allemandes, l'auteur anonyme d'un article paru dans la *Nouvelle Revue* du 15 avril 1917 conclut :

> En tout, plus de 700 pièces lourdes prêtes en Allemagne pour la guerre de campagne s'opposent aux 84 pièces lourdes françaises de même destination. Rien ne saurait être plus impressionnant que cette terrible éloquence des chiffres. Par elle sont expliquées clairement nos premières défaites, que seul empêcha d'être irréparables l'héroïsme surhumain de nos soldats.

C'est là une opinion généralement admise depuis bientôt quatre ans, et il est devenu classique de voir dans notre infériorité en artillerie lourde la cause principale, sinon unique, de nos revers du mois d'août 1914. A mon sens, cette opinion est entachée d'erreur, à tout le moins d'une exagération sensible.

J'ai personnellement avant la guerre, dans quelques articles de revue et dans deux brochures publiées en 1913 et 1914 (1) (sans parler de plusieurs conférences de garnisons), rompu des lances en faveur de l'artillerie lourde qui n'avait, à ce moment-là encore, à peu près que des adversaires en France. J'avais étudié d'assez près l'organisation de l'artillerie lourde allemande et montré combien notre infériorité manifeste à son égard pouvait être désastreuse.

Je n'en suis que plus à l'aise pour entreprendre de démontrer aujourd'hui que cette infériorité est loin d'avoir été en 1914 la seule cause de nos défaites et que même, à mon avis, l'artillerie lourde a joué au début de la guerre un rôle infiniment plus modeste que je ne le supposais devoir être lorsque je l'étudiais en temps de paix et que, un peu impressionné par l'appareil colossal de l'organisation allemande, je m'essayais à pronostiquer l'avenir.

Il ne m'appartient pas d'évoquer ici les trop grosses erreurs commises, du côté français, dans le domaine de la stratégie et de la tactique, et qui certes ont eu pour nous des conséquences au moins aussi fâcheuses que notre faiblesse en artillerie lourde. Mais, pour m'en tenir au seul domaine du matériel et de l'armement, je crois que la maigre dotation en mitrailleuses des unités d'infanterie a été pour le moins aussi néfaste que l'absence de pièces lourdes dans nos unités d'artillerie.

Eussions-nous eu par ailleurs la plus belle et la plus puissante artillerie lourde, que nous n'aurions pu ni su, en 1914, nous en servir, et cela par suite de notre pénurie d'avions. La question de l'artillerie lourde était intimement liée à celle de l'aviation ; pas d'yeux, pas d'objectifs, pas de réglage possible. Tout se tient, et l'artillerie lourde pendant la guerre n'a pu produire un rendement utile que par le concours de l'aviation. Il faut déplorer en 1914 l'insuffisance de pièces lourdes et celle d'avions, mais il n'y a pas lieu de déplorer davantage l'absence des unes que celle des autres. Il n'y a pas eu, hélas ! qu'une cause unique à nos revers.

Mais il y a plus. J'estime que l'artillerie lourde allemande elle-même, si puissante, d'apparence si formidable, n'a pas

(1) *Obusiers de campagne et Artillerie lourde* (1913) et *L'Artillerie Française en face de l'Artillerie lourde allemande* (1914), Chapelot.

répondu, au mois d'août 1914, aux espérances que ses adeptes d'au delà du Rhin avaient fondées sur elle. Je ne parle, bien entendu, que de l'artillerie lourde de campagne; je laisse de côté les grosses pièces employées pour réduire les places fortes : Liége, Maubeuge, Anvers.

Certes, je ne méconnais pas l'effet moral produit sur nos fantassins, là où ils se croyaient souvent le mieux abrités, par l'éclatement des « gros noirs », comme on appelait alors les projectiles de l'artillerie lourde allemande, effet moral plus sérieux que ne l'était leur effet matériel, car les projectiles de 15 de l'artillerie ennemie étaient loin d'avoir, en 1914, l'efficacité qu'ils ont malheureusement acquise depuis lors et à laquelle, d'ailleurs, nos obus de 155 ne le cèdent en rien, au contraire.

Je ne méconnais pas non plus le sentiment de rage impuissante que nous éprouvions à cette époque de ne pouvoir riposter aux batteries lourdes allemandes avec notre seul canon de 75, par suite d'une insuffisance de portée d'à peine un ou deux kilomètres, à laquelle au surplus il n'eût peut-être pas été difficile de remédier avant la guerre (des études étaient entreprises dans ce sens). Je n'oublie pas l'amertume des réflexions faites en ma présence devant Sarrebourg, au mois d'août 1914, par les camarades fantassins qui se plaignaient de ce que nous les laissions « copieusement arroser » sans leur venir en aide et s'étonnaient de notre réponse : « Impossible, ils sont trop loin ! »

J'apprécie comme il convient l'action déjà sensible exercée dès cette époque par l'artillerie lourde allemande sur nos arrières, échelons de batterie, convois, états-majors, cantonnements, etc...

Mais enfin, l'artillerie lourde allemande n'a à peu près nulle part réalisé la destruction systématique et complète de notre artillerie de campagne, destruction qu'elle escomptait avant la guerre et qui était pour le commandement la condition essentielle du succès, « elle seule, disaient les règlements militaires de nos ennemis, permettant d'acquérir la supériorité sur l'adversaire par la lutte à deux armes contre une ». Sur ce point capital, l'artillerie lourde allemande a nettement fait faillite et manqué à sa mission principale. Sans parler de ce que j'ai vu par moi-même et entendu raconter

par d'autres témoins, je m'en réfère uniquement à l'article de M. Gabriel Hanotaux paru dans la *Revue des Deux Mondes* le 15 février 1917 et consacré à la bataille des frontières, article dans lequel le fait que j'avance est parfaitement mis en lumière et appuyé sur le témoignage autorisé de généraux et d'officiers compétents ayant participé à ce début de la campagne.

Aussi notre merveilleux canon de 75 a-t-il pu garder toute sa maîtrise et toute sa puissance. Je crois qu'on n'a pas eu tort de lui attribuer la gloire d'avoir, avec le Poilu, sauvé la France, et celle d'avoir joué le premier rôle à la bataille de la Marne, gagnée, celle-là, sans le concours d'aucune artillerie lourde (1).

Encore le canon de 75 n'a-t-il pas produit tout le rendement dont il était susceptible et qu'auraient dû lui assurer les études concernant un certain nombre de problèmes déjà à l'ordre du jour avant la guerre : tir sur objectifs invisibles ou visibles seulement d'observatoires éloignés, occupation de positions de batteries à très grand défilement, tir en arrière de pentes escarpées et dans les angles morts du terrain, tir fusant des obus explosifs, liaison intime avec l'infanterie et, encore une fois, mode d'emploi de l'aviation et recherche des meilleurs procédés d'observation aérienne, etc...

Malheureusement ces études n'avaient pas été poussées à fond en temps utile, et surtout on marchandait aux artilleurs de campagne le matériel nécessaire à la réalisation des solutions auxquelles elles avaient conduit. Quel officier d'artillerie n'a pas maudit, par exemple, le ridicule appareil téléphonique dont étaient dotées à cette époque les batteries de 75, téléphone qu'avait fait adopter le particularisme étroit de l'arme en vertu duquel tout ce qui était en service dans l'artillerie devait avoir été construit par elle : comme si un industriel achetait des chaussures ailleurs que chez le bottier !

(1) Bien entendu, pour n'avoir pas été aussi désastreuse qu'on l'a imaginé et dit communément depuis quatre ans, notre faiblesse en artillerie lourde n'en fut pas moins regrettable. L'infanterie n'ignorait pas cette infériorité et en était fâcheusement impressionnée. Cet effet moral, d'ordre negatif, produit sur une troupe par l'absence d'une arme qu'elle sait être possédée par l'ennemi, avait été pressenti, dès avant la guerre, par quelques officiers et ceux-ci pensaient, avec raison, que la seule existence de l'artillerie lourde allemande nous créait une obligation d'en avoir une semblable, ne dût-elle même servir matériellement à rien.

Malgré tout, le 75 a été un merveilleux instrument de combat, il a magnifiquement fauché les colonnes d'assaut ennemies ; l'on comprend la terreur qu'il inspirait aux Allemands et qui valait de leur part aux artilleurs français le surnom de « bouchers noirs », et je suis convaincu pour ma part que si nous nous étions tenus sur une sage et prudente défensive, pas un Boche n'aurait mis le pied sur la terre de France.

Mais après les batailles de la Marne et de l'Yser, la stabilisation du front et l'extension des tranchées ont posé à l'artilleur un nouveau problème. Force était bien d'attaquer l'ennemi pour le mettre à la porte de ses taupinières.

On sait quelle était la doctrine de combat en honneur en France avant la guerre et comment, à l'école du général Langlois, était conçu dans l'offensive le rôle de l'artillerie. Le général Langlois, adversaire résolu de l'artillerie lourde, ne méconnaissait pas l'importance de la fortification du champ de bataille. Certes, il n'avait pas prévu le front continu et je crois bien que, seul en France, et même en Allemagne, le lieutenant-colonel d'artillerie Emile Mayer (en littérature militaire Manceau) (1), peut revendiquer l'honneur d'avoir formulé une telle prédiction. Mais les leçons des guerres sud-africaine et russo-japonaise n'avaient pas échappé au général Langlois ; elles étaient à la source de son enseignement. Il savait que le champ de bataille de l'avenir se hérisserait de tranchées, de trous, de fortins, voire même de fils de fer. Seulement il pensait que la plus puissante artillerie du monde ne saurait avoir raison d'une telle organisation sans une dépense inadmissible de munitions, une débauche irréalisable de projectiles. C'est le calcul qui l'amenait à cette conclusion, le calcul appuyé sur l'implacable loi de l'écart probable et des expériences de polygone consciencieuses.

Aussi ne demandait-il pas au canon de détruire le retranchement. Il lui suffisait que l'artillerie appuyât la progression de l'infanterie, de manière à empêcher le défenseur tapi dans sa tranchée de tirer pendant cette progression. L'infanterie ainsi amenée à distance d'assaut n'avait plus qu'à sauter dans la tranchée, cependant que l'artillerie, allongeant son tir, empêchait les réserves d'affluer et s'opposait aux contre-attaques et aux retours offensifs de l'adversaire. (C'étaient

(1) *Revue Militaire Suisse*, 1902

déjà les tirs de barrage et d'encagement). Seuls, quelques points particulièrement solides du champ de bataille étaient justiciables du gros calibre, et sur ces quelques points seulement on consentait, pour les écraser et les réduire, la dépense nécessaire de munitions.

Telle était en substance la théorie française d'avant-guerre.

L'artillerie ne préparait pas une attaque, elle l'appuyait, comme le disait encore expressément notre plus récent règlement sur le Service des Armées en campagne, paru à la veille de la guerre.

Mais voilà que les choses ne se passent pas tout à fait comme l'avait prévu le général Langlois. De la mer aux Vosges, sur un front de 800 kilomètres, l'infanterie est arrivée à distance d'assaut. Malheureusement elle ne peut pas aller plus loin, et toutes les tentatives infructueuses de la fin de 1914 et du début de 1915 ne lui valent que des pertes sanglantes et inutiles. Le fil de fer et la mitrailleuse, sans parler dn barrage d'artillerie, arrêtent son élan partout. L'axiome suivant lequel une infanterie ne peut plus aborder l'obstacle intact finit par s'imposer à l'esprit de nos chefs. Par ailleurs, la manœuvre perd ses droits ; l'obstacle est continu, impossible de le tourner. L'infanterie demande qu'il soit détruit pour lui permettre de le traverser.

Alors, en dépit des théories du général Langlois que rien cependant n'avait infirmées sur ce point (et il ne pouvait en être autrement, puisqu'elles étaient étayées sur la précision du calcul), on va essayer de réaliser cette destruction.

Que dis-je ? de nouveaux, mais imprudents calculateurs s'emploient à démontrer qu'elle est possible, et cela par le moyen de cette artillerie lourde elle-même tant décriée avant la guerre. C'est à ce moment que jaillit l'appel fameux : des canons ! des munitions ! On veut avoir, on construit des canons de plus en plus gros, de plus en plus gigantesques, on en utilise de tous les modèles et de tous les calibres (ce qui conduit à une diversité et à une complication qui ne vont pas sans de sérieux inconvénients ; il est vrai qu'il en est de même dans l'armée allemande). Les usines de munitions surgissent sur tous les points du territoire et font la fortune de nombreux industriels, jeunes et vieux (beaucoup de jeunes, beaucoup trop de jeunes). On ne s'effraie plus de la débauche de pro-

jectiles nécessaire pour détruire le retranchement, projectiles d'artillerie lourde d'abord, accompagnés plus tard (beaucoup trop tard) de « crapouillots ». La méthode est appliquée en petit en Artois, en plus grand en Champagne, elle doit donner son plein effet sur la Somme. Entre temps, l'ennemi lui-même est entré dans cette voie et s'essaie à Verdun dans le nouveau genre.

Tout cela, d'un côté comme de l'autre, aboutit à un lamentable fiasco (1) et chacun en fin de compte se retrouve en 1917 Gros-Jean comme devant. Il n'y a malheureusement que des milliers de victimes en plus et beaucoup de temps perdu.

Des esprits avisés ne manquent pas d'analyser la cause de tels déboires et l'on s'aperçoit que, pour avoir oublié une loi élémentaire de calcul, on a posé à l'artillerie lourde un problème insoluble et voulu lui faire jouer dans la bataille un rôle auquel aucun de ses plus fervents adeptes d'avant-guerre, de part et d'autre du Rhin, ne la jugeait destinée, et pour cause!

Le général Percin, qui s'était toujours montré irréductible vis-à-vis de l'artillerie lourde, n'a pas de peine à démontrer, dans plusieurs articles de presse, qu'à persister dans la voie où l'on s'était engagé, les usines d'acier de France, d'Angleterre et d'Amérique n'y suffiraient pas. Pour que la percée fût possible, la brèche devait être infiniment plus large qu'il n'avait été possible jusque-là de la réaliser avec le matériel dont on disposait. En eût-on construit davantage qu'on ne pouvait guère espérer mieux : une fois la première position détruite, l'infanterie se trouvait en présence d'une deuxième, puis d'une troisième position, quand il n'y en avait pas une quatrième. Des îlots de résistance subsistaient en arrière de sa progression, souvent entravée aussi par le bouleversement du terrain. Au fur et à mesure qu'augmentait la puissance de destruction des engins d'attaque, le défenseur perfectionnait ses moyens, rendait ses abris plus solides et plus résistants, multipliait le béton et les casemates blindées, s'enfonçait davantage dans le sol, ou bien il se portait en avant de sa première ligne dans des trous d'obus où le tir de l'artillerie ne pouvait l'atteindre sans danger pour notre propre infanterie. Parfois une destruction locale des retranchements, trop parfaitement réalisée, offrait l'inconvénient de ne plus laisser au

(1) C'est à dessein que je ne mentionne pas l'offensive du 16 avril.

fantassin, qui venait s'installer sur la position conquise, mais dévastée, le moindre abri contre le bombardement ennemi. Toujours enfin, la longue durée des bruyantes et intensives préparations d'artillerie faisait perdre à l'assaillant le bénéfice de la surprise.

Il fallait trouver autre chose. L'axiome suivant lequel l'artillerie conquiert par son feu le terrain que l'infanterie n'a plus qu'à occuper sans pertes ne s'était pas trouvé justifié.

D'aucuns songent à l'aviation pour suppléer à l'artillerie lourde, et je crois qu'à cet égard l'aviation était loin d'avoir dit son dernier mot au moment où la guerre a brusquement pris fin.

Le tank fait une apparition audacieuse et brillante, pleine de promesses que l'avenir a justifiées.

Certains préconisent l'emploi exclusif des mortiers de tranchée, quelques-uns celui des gaz.

D'autres enfin font ressortir le besoin urgent et immédiat de doter l'infanterie de canons d'accompagnement légers, déjà pressentis et réclamés d'ailleurs avant la guerre par de nombreux officiers.

Bien entendu, comme toujours en France, on perd un temps précieux en discussions stériles, favorisées par l'inertie et l'esprit de routine des bureaux. Les inventeurs sont légion, chacun veut placer son ours..... et le temps passe, ce fameux temps qui travaille pour nous, ce qui nous dispense de l'imiter !

Là-dessus, la défection russe aidant, les Allemands déclanchent leurs offensives de 1918. Et chacun de crier au miracle devant la brièveté de leur préparation d'artillerie, le mode d'emploi de leurs obus toxiques, et.... la multiplicité de leurs engins d'accompagnement grâce auxquels le fantassin peut progresser sans le secours de l'artillerie lourde, ni même parfois de l'artillerie de campagne.

Naturellement aussi, nos stratèges en chambre et nos tacticiens en retraite ne manquent pas de disséquer après coup les méthodes d'attaque inédites de nos ennemis, pour lesquels la leçon de Verdun n'avait pas été perdue, et une fois encore aussi, avec l'aide du 75, l'héroïsme tenace du Poilu rétablit la situation.

J'étais trop mal informé, au printemps 1918, là où le sort me faisait jouer ma modeste partie du grand concert, pour

savoir où en était en France la question du canon d'accompagnement, et d'ailleurs si j'avais su quelque chose, je me serais bien gardé de le révéler. Mais certains articles de presse parvenus à ma connaissance vers cette époque me causèrent une réelle inquiétude et me donnèrent lieu de penser qu'il était décidément bien difficile en notre pays de conserver le sens de la mesure.

En effet, les anciens et irréductibles adversaires de l'artillerie lourde, ceux d'avant-guerre, n'ont pas manqué de se réveiller et de triompher bruyamment de la prétendue faillite de l'arme.

Nous voilà bien avancés, écrivait en substance l'un d'eux (et non des moindres), d'avoir suivi les Allemands dans la voie des grandes portées. Il y a longtemps que ceux-ci en sont revenus. Ce qu'il nous faut, c'est le canon d'accompagnement, sans plus ! Assez de gros, faisons du petit !

On aurait pu lui répondre que « faire du petit » ne suffisait pas, qu'il fallait encore le ravitailler sous le feu, et dans quelles conditions ! Et de fait nous avons connu par la suite à quelles difficultés se sont heurtés de ce chef les Allemands.

Fort heureusement nous avons su pour une fois demeurer dans un juste milieu et, après avoir lâché le petit pour le gros, nous ne lâchâmes pas le gros pour le petit. Nous avons enfin compris qu'il fallait avoir du petit et du gros, que là seulement était la saine vérité, que l'heure n'était plus à l'économie et qu'il n'y avait pas à choisir : il n'y avait qu'à faire des deux. C'est à quoi l'on s'est résolu sagement.

Et puis, où l'écrivain militaire que je cite plus haut a-t-il vu que les Allemands fussent jamais revenus de leur engouement pour les longues portées ? Le peu que je sais et que j'ai vu, ce que m'ont appris aussi les documents officiels que j'ai eus entre les mains, tout cela me démontre le contraire, et il me semble que nos ennemis ont eu constamment le souci, jusqu'à la fin de la guerre, d'augmenter la portée de leurs canons. Demandez donc aux fantassins « marmités » dans leurs cantonnements, aux convoyeurs des ravitaillements, aux travailleurs de l'arrière-front, aux troupes en réserve ou en renfort, aux états-majors trop souvent troublés dans leur labeur et leurs méditations par les obus allemands, ce qu'ils ont pensé des longues portées ! Et c'est à dessein que je ne

parle pas du fameux superkanon qui tira sur Paris et dont je n'exagère certes pas les effets matériels, ni l'influence morale. Tout de même, pour des gens qui étaient revenus des longues portées, les Allemands n'avaient pas mal réussi et j'ai su à l'époque beaucoup de bons esprits qui demandaient qu'on ne tardât pas trop longtemps à les devancer dans cette voie, témoins les articles de Ch. Nordmann dans le *Matin* et la *Revue des Deux Mondes* préconisant à cette fin le frettage des canons en fil d'acier.

De plus, sans connaître en détail les procédés soi-disant inédits d'attaque qui ont failli réussir à nos ennemis (leur méthode n'a pas eu longtemps de secrets pour notre Haut-Commandement et celui-ci n'a pas tardé à nous enseigner la meilleure riposte, en attendant de passer à l'offensive de concert avec nos Alliés), je suis sûr que les Allemands n'auraient pas obtenu leur succès initial sans le concours de leur artillerie lourde. Ils n'étaient pas gens à lésiner sur le choix et la mise en œuvre des moyens; sans parler de l'effet de surprise soigneusement recherché et acquis, tout ce qu'ils possédaient comme matériel, petit, moyen et gros, a certainement été utilisé par eux dans la bataille. Ce que j'avance là a tout l'air d'une vérité naïve, d'une lapalissade, et pourtant il y a eu longtemps chez nous des gens pour préconiser un dosage soi-disant savant de nos moyens.

Enfin, quels que soient les procédés d'attaque réalisés par l'ennemi, l'offensive allemande aurait été vouée à un échec certain, s'il n'avait pas réussi à aveugler nos batteries de barrage. Le même problème s'est imposé à nous d'une façon inéluctable, et ce problème posait *ipso facto* celui de la portée et de la puissance (1). La question de l'artillerie lourde à ce point de vue n'a pas changé d'aspect depuis que je la traitais dans mes brochures d'avant-guerre; je dirai même que cela a toujours été et est encore presque toute la question de l'artillerie lourde.

Nous avons donc eu nous aussi, quoique un peu tard, des

(1) C'est ainsi que, pour permettre au tank de remplir son office, il a fallu prendre sur l'artillerie ennemie une supériorité manifeste. L'Etat-Major allemand ne doutait pas que le canon ne triomphât du tank. Ses prévisions à cet égard ont été heureusement déjouées, grâce en grande partie à l'excellence de notre contre-batterie, et le char d'assaut a pu devenir, dans les dernières offensives, le facteur décisif et brillant de la victoire.

milliers de canons d'accompagnement, nous avons eu surtout ces merveilleux tanks légers qui, portant avec eux leur approvisionnement, offraient au problème du ravitaillement une élégante solution. Mais heureusement, nous n'avons pas découvert Pierre pour couvrir Paul, nous n'avons pas cessé de perfectionner chaque jour notre artillerie et de lui demander une portée de plus en plus grande, dans la limite bien entendu des exigences techniques. Chaque arme a son rôle à jouer dans la bataille ; le canon d'accompagnement est destiné à une chose, le canon lourd à une autre. L'un ne doit pas faire tort à l'autre ; l'économie mal comprise nous avait déjà coûté trop cher pour qu'au moment décisif elle nous valût de nouveaux déboires.

Qu'aucun de nous non plus ne triomphe trop bruyamment de ce qu'il a dit ou écrit avant la guerre. Nous avons tous commis de lourdes erreurs, nous les avons réparées de notre mieux ; l'abnégation et l'héroïsme indomptables de nos poilus ont fait le reste.

Mais il n'y a pas eu, pas plus en France qu'en Allemagne, de prestigieux devin, car vraiment il y avait trop de choses impossibles à prévoir. Les conditions et la technique de la guerre changeaient encore jusqu'à la fin tous les trois mois et bien imprudent eût été le présomptueux qui se serait hasardé dans ce domaine à de savantes, mais téméraires prédictions.

Nul exemple dans cet ordre d'idées n'est plus frappant que celui que nous offre le général Percin et n'illustre mieux, je crois, la thèse que je soutiens. Le nom du général est suffisamment entré dans l'histoire militaire, et particulièrement dans celle de l'artillerie, pour qu'il soit permis d'esquisser dès maintenant un jugement sur son œuvre. Voilà un chef éminent à tous points de vue, devant lequel tout artilleur digne de ce nom a le devoir de s'incliner avec déférence, sans souci de ses opinions personnelles, politiques et autres. Le général Percin a joué un rôle de premier plan dans la préparation à la guerre. La situation de Grand Maître de l'artillerie, qu'il a occupée pendant de longues années, lui a permis de former toute la génération d'artilleurs qui ont tenu au cours de la campagne l'emploi le plus actif, en particulier l'admirable légion de commandants de groupe et de commandants de batterie que l'Allemagne devait certes nous envier en 1914. La ténacité avec

laquelle il a gagné, comme on l'a dit, « la bataille du 75 » lui ouvre un droit incontestable à notre reconnaissance. A lui plus qu'à tout autre, nous sommes redevables de la merveilleuse souplesse, de la capacité manœuvrière de notre canon de campagne au début de la guerre, insoupçonnées même de ses premiers inventeurs (1).

Il nous avait tous littéralement « gymnastiqués », il nous avait inculqué à fond la théorie et la pratique du défilement et du tir masqué. Nul n'ignore enfin l'âpre combat qu'il a mené inlassablement en faveur de la liaison des armes; il n'a pas dépendu de lui que le problème ne reçût avant la guerre une solution définitive et sur ce point, malheureusement pour nous, la passion qu'il a déployée n'a pas trouvé son prix.

Et cependant cet artilleur hors de pair, digne des plus grands noms de l'arme, a commis de lourdes erreurs qui ont compromis son œuvre à l'heure critique de l'agression allemande! Il a fait en 1908 et en 1909 une opposition incompréhensible à l'augmentation de l'artillerie, et l'autorité qui s'attachait à son nom a eu raison sur ce point des préférences personnelles d'un grand nombre de parlementaires. Par sa faute, nous n'avons pu avoir dans le corps d'armée, contre le vœu de l'opinion publique et malgré les efforts des Langlois et des Reinach, un nombre de canons égal à celui des Allemands (2). Il s'est effrayé à tort, l'expérience de la guerre l'a surabondamment montré depuis lors, des inconvénients que devait entraîner cet accroissement de l'arme. Il a craint que des canons en nombre supérieur à celui qu'il préconisait ne trouvassent pas place sur le front du corps d'armée. Il a poussé le cri malheureux : « Assez de canons! Nous en avons plutôt trop. » (*Grande Revue*, 25 janvier 1913) (3).

Il a douté de l'aviation d'artillerie, comme en témoigne son

(1) Il est permis de déplorer à ce point de vue la tendance fâcheuse que semblent traduire aujourd'hui certains règlements de l'arme, à traiter trop absolument et dans tous les cas le 75 comme un canon de position et à lui faire perdre ainsi le plus clair de sa souplesse et de sa capacité manœuvrière. Il ne semble pas exagéré de dire d'un de ces règlements récents qu'il paraît avoir été rédigé plutôt par des topographes que par des artilleurs de campagne. Il y a là, à mon avis, un effet regrettable de la guerre de tranchées et de la stabilisation des fronts. Une heureuse réaction n'a d'ailleurs pas tardé à se manifester dans l'artillerie à l'égard de ce règlement et la reprise de la guerre de mouvement a rendu nécessaire le retour à quelques saines pratiques d'avant-guerre.

(2) *L'Armée toujours prête*, par Joseph Reinach.

(3) Cf. aussi l'ouvrage du général Percin, *Le Combat* (Alcan).

article intitulé : « La question de l'Obusier de campagne. » (*La Vie Militaire*, chez Alcan, 1911-1912.) Enfin avec une implacable obstination, il a nié l'utilité d'une artillerie lourde dont la nécessité finissait cependant par devenir impérieuse peu de temps avant la guerre (1).

Rien ne montre mieux, à mon humble avis, combien il est difficile aux esprits les plus élevés de réaliser la perfection, combien difficile aussi de sérier les questions convenablement et de voir clair dans chacune d'elles sans que la solution de l'une fasse tort à celle de l'autre. Si la difficulté d'y parvenir était déjà grande en temps de paix, quelle ne devait-elle pas être en temps de guerre, alors que, sous la pression des événements, tant de problèmes nouveaux se posaient, chaque jour plus nombreux et variés, auxquels il a bien fallu souvent apporter une solution hâtive. Et si, en fin de compte, au bout de quatre années d'efforts prodigieux, mais trop longtemps décousus, la victoire a souri à nos armes et récompensé les sacrifices de nos soldats, cela n'a pu arriver, je le répète, que le jour où nous nous sommes décidés à mettre en œuvre tous nos moyens, à faire en somme, comme l'on dit vulgairement, flèche de tout bois, sans chercher midi à quatorze heures et sans attendre, pour réagir, que le mieux fût devenu l'ennemi du bien.

COMMANDANT G. GLÜCK.

(1) C'est à dessein que je ne fais aucune allusion, ni dans un sens ni dans l'autre, aux idées exprimées et défendues par le général Percin lors de la discussion de la loi de 3 ans, notamment celles concernant la manière dont nous serions attaqués par l'ennemi, le rôle que devaient jouer nos troupes de couverture et la meilleure utilisation des réserves. L'heure n'est pas venue de traiter ces questions du point de vue historique.

DEGAS ET SON MODÈLE

— Nom de Dieu ! que vous posez mal aujourd'hui ! cria Degas à son modèle, en accompagnant ses paroles d'un furieux coup de poing sur la selle. Si vous êtes fatiguée, dites-le.

— Oui, je suis fatiguée, avoua Pauline qui, depuis un moment, faisait un dernier effort pour rester en équilibre sur sa jambe gauche, tandis que sa main droite retenait avec peine son pied droit soulevé en arrière.

— Eh bien, reposez-vous. Vous tâcherez ensuite de mieux donner le mouvement.

La mine renfrognée, la jeune fille glissa ses pieds nus dans les savates placées à côté d'elle et descendit sans mot dire de la table à modèle pour aller auprès du poêle. Elle frotta sa jambe engourdie par la pose difficile et jeta de temps à autre un regard irrité vers le vieil artiste qui continuait à modeler sa statuette.

Qu'avait-il donc à ronchonner après elle toute la matinée ? « Tenez-vous mieux que ça ! » « Relevez le pied ! » « Le torse plus droit ! » « Ne vous avachissez pas ! » Ne faisait-elle pas de son mieux pour bien donner la pose ?... Et pourquoi ne parlait-il pas, lui, d'habitude si bavard ? Chaque fois qu'elle essayait d'entamer la conversation, il ne répondait que par monosyllabes... Et sa pauvre vieille bonne qu'il avait rabrouée ce matin de façon si grossière qu'elle en avait pleuré, sous prétexte que le feu n'était pas bien allumé...

Elle continua à observer Degas qui examinait sa figurine de si près que ses longs cheveux blancs la touchaient. Comme il avait l'air méchant avec son front bombé et son nez aux larges narines retroussées qui semblait respirer la fureur ! Sa grande

bouche était fermée obstinément et sous sa courte barbe blanche peu fournie on apercevait un menton volontaire.

D'un mouvement brusque qui lui était habituel, il se leva subitement, renversant presque la chaise sur laquelle il était assis et, le corps raide, la tête rejetée en arrière, il se dirigea à pas rapides, les pans de sa longue blouse grise flottants, vers la petite pièce d'à côté. Pauline mit son absence à profit pour courir consulter sa montre posée sur un chevalet, là-bas, derrière le paravent. Elle ne marquait que onze heures et demie : encore une longue demi-heure à passer avec ce vieillard maussade !

Sans se presser, la jeune fille revint auprès du petit poêle. Avec un ennui profond, ses yeux parcoururent l'atelier. Quoique très vaste, il était sombre, car les hautes vitres orientées au nord et qui tenaient tout un côté se trouvaient presque complètement obstruées par un rideau de toile, descendu très bas ; il n'y filtrait qu'un jour terne qui pénétrait difficilement jusqu'au fond de l'atelier. Cette faible clarté était interceptée de toutes parts par des armoires, de nombreux chevalets enchevêtrés les uns dans les autres, des selles de sculpteur, des tables, des fauteuils, des tabourets, plusieurs paravents et jusqu'à une baignoire qui servait à faire poser les modèles pour quelque baigneuse.

Les coins n'étaient pas moins encombrés ; une quantité de cadres y étaient rangés à côté de châssis vides, de rouleaux de toile, de rouleaux de papier. Pour travailler, il ne restait à Degas qu'un espace fort restreint, sur le devant de l'atelier, juste sous les vitres. C'est là, entre la table à modèle entourée du paravent, entre la selle de sculpteur et le poêle, que l'on passait les matinées.

Mais la chose la plus déplaisante, aux yeux de Pauline, c'était la poussière qui couvrait tous les meubles. La vieille Zoé avait juste la permission d'allumer le feu, de donner un coup de balai autour de la selle, du poêle et le long du passage qui conduisait à la porte de sortie, placée au milieu de l'atelier. Pour tout le reste, défense absolue d'enlever la saleté qui s'y accumulait depuis des années. Degas, qui craignait peut-être aussi quelque maladresse, prétendait que le balayage ne faisait que déplacer la poussière, qu'il abîmait les cadres et encore plus les toiles. Les modèles avaient beau prier Zoé de nettoyer

au moins la banquette qui se trouvait derrière le paravent et sur laquelle ils déposaient leurs vêtements, elle leur opposait toujours la défense de Monsieur.

Rien, pas le moindre bibelot ou tenture ne venait égayer cet intérieur sombre. Les portes et les hauts murs couleur marron étaient nus, sans aucun dessin ou peintures. Degas rangeait toutes ses œuvres dans des cartons et des armoires ou bien les empilait dans la petite pièce au fond de l'atelier.

Exception unique, sur un chevalet placé près de la banquette des modèles, se trouvait une grande toile d'environ deux mètres de long sur un et demi de haut qui représentait un groupe de danseuses évoluant sur la scène sous l'éclairage cru des lampes électriques. Le grand foyer lumineux, les costumes aux couleurs éclatantes, les visages violemment maquillés des danseuses faisaient des taches blanches, rouges, vertes, violettes que l'on apercevait dès la porte, malgré la pénombre qui entourait la toile. De tout temps, Pauline l'avait vue à cet endroit et s'était toujours étonnée qu'elle fît exception à la règle.

Lasse de contempler ces meubles, ces murs, ce parquet sale, le modèle ne songea plus qu'à se chauffer. Pour attirer l'attention du vieil artiste sur le feu qui commençait à baisser, elle ouvrit et ferma la porte du poêle. Il lui cria de laisser ça tranquille.

Quand il eut mis quelques bonnes pelletées de boulets, il alla vers son fauteuil qui était adossé au mur, à côté de la baie. Les jambes croisées, une main sur les yeux, il resta immobile, semblant méditer profondément.

Or, quelques minutes se passèrent dans un silence profond ; puis il se leva d'un bond et s'installa devant la statuette, pendant que le modèle montait sur le plateau pour donner la pose.

Debout sur le pied gauche, le genou légèrement fléchi, elle releva d'un mouvement vigoureux son autre pied en arrière, en attrapa de sa main droite la pointe, puis tourna la tête de façon à regarder la plante du pied, tandis que son coude gauche se levait très haut pour rétablir l'équilibre. L'espace d'une minute, elle resta presque immobile, tous les muscles raidis ; mais tout à coup sa jambe gauche oscilla et, pour ne pas tomber, elle dut lâcher la pose. Une main appuyée sur le paravent, elle reposa quelques instants pour donner à nouveau le mouvement jusqu'à ne plus pouvoir se maintenir.

Tant qu'elle posait, Degas, les yeux presque fermés derrière ses binocles, suivait les contours du corps nu pour les comparer à ceux de sa statuette. Mais quoiqu'il fût assis très près de Pauline, il ne distinguait que vaguement ses formes et se levait à tout instant pour suivre de la main la ligne de la hanche ou l'insertion d'un muscle que son pouce modelait ensuite dans la pâte plastique.

Le modèle posait, se reprenait sans plus entendre d'observations. Elle croyait l'humeur du vieil artiste radoucie, lorsqu'il lui décocha un coup de poing dans le dos qui la fit presque tomber.

La voix sifflante, il dit :

— Vous posez si mal que vous me ferez mourir de colère!

— Il n'y a que vous, monsieur Degas, qui trouviez que je ne pose pas bien!

Pendant un moment, le regard furibond de Pauline croisa le regard non moins irrité que Degas leva vers elle. Il serra les dents; puis, après avoir regardé sa grosse montre en nickel, il supplia presque :

— Posez-moi comme il faut pendant cinq minutes pour que je puisse prendre quelques mesures. Ensuite, je vous lâcherai.

Pauline fit la moue. Voilà qu'il voulait se servir du compas, de cet instrument qu'il maniait d'une façon si maladroite et avec des mouvements si brusques que c'était miracle qu'il n'eût jamais éborgné l'un ou l'autre de ses modèles! Quant aux éraflures, malgré toute l'adresse déployée à les éviter, on n'y échappait pas toujours et, plus d'une fois, on quittait l'atelier avec une rouge estafilade le long d'une jambe ou d'un bras.

Elle se mit sur ses gardes quand elle vit Degas s'approcher tenant le grand compas à réduction dont il venait de vérifier les points sur le mur, d'après les mesures inscrites à la craie. Pour cette fois, ses craintes étaient inutiles. Il ne lui fit pas mal, mais une pointe du compas s'accrocha dans une boutonnière de sa blouse et l'instrument s'ouvrit tout grand. Avec des jurons après ces « vêtements idiots », il arracha la blouse et la jeta sur le fauteuil, puis il recommença l'opération. Pauline ne le quitta pas des yeux et ne respira que lorsqu'il lui dit après avoir pris quelques autres mesures :

— Allez-vous-en!

Vite, elle courut derrière le paravent. Ses vêtements qu'elle

trouva glacés la firent ronchonner après ce vieux maniaque qui obligeait ses modèles à s'habiller dans un coin noir, froid et sale, au lieu de les laisser venir auprès du poêle, comme cela se pratiquait dans tous les ateliers. Sa mauvaise humeur augmenta quand elle vit que sa jupe, tombée derrière la banquette, était pleine de poussière.

Il ne fallait pas songer à demander la brosse ; Degas ne voulait pas convenir que l'on pût se salir dans son atelier. Un jour qu'elle demandait à laver ses mains toutes noires, il l'avait rabrouée de belle façon, disant que c'était une manie ridicule de toujours barboter dans l'eau.

A l'idée que demain et encore le lendemain il lui faudrait recommencer une matinée aussi fatigante et interminable, en compagnie de ce vieillard exigeant, bougon, Pauline eut presque envie de pleurer. Elle aurait bien voulu lâcher Degas et sa statuette, mais on ne remplace pas du jour au lendemain un artiste qui vous retient quatre ou cinq séances par semaines...

Sa coiffure arrangée et le chapeau ajusté à l'aide de sa petite glace à main, elle retourna de l'autre côté du paravent prendre congé du vieil artiste.

Il travaillait toujours après sa statuette. Avec une molle poignée de main il dit, bourru :

— A demain. Allez demander vos cent sous à Zoé.

La jeune fille descendit un étage et frappa à la porte de droite, où se trouvait la cuisine. Aussitôt, la petite bonne, une jeune paysanne à l'air naïvement curieuse, vint ouvrir. A la vue de Pauline, elle cria vers le fond de la cuisine :

— Ma tante, c'est le modèle.

Des pas traînants se firent entendre et la vieille gouvernante, une personne corpulente d'environ soixante ans, aux cheveux gris, apparut.

— C'est déjà vous, mademoiselle Pauline? fit-elle, et sa bonne figure aux grosses joues pendantes devint inquiète. Est-ce que Monsieur serait malade?

— Non. Il m'a laissée partir un peu plus tôt parce que j'étais trop fatiguée. Mais qu'a-t-il donc aujourd'hui pour être si méchant ?

— C'est sa maladie de vessie qui le travaille. Vous savez bien que cela le rend toujours de mauvaise humeur.

Avec des larmes dans la voix, elle ajouta :

— Avez-vous vu comme il m'a traitée ce matin parce que le feu ne marchait pas bien?

— Vrai! fit Pauline, il n'était pas gentil. Surtout avec une personne comme vous qui êtes depuis si longtemps à son service.

— Depuis près de vingt ans, mademoiselle. Et je fais tout ce que je peux pour le contenter, ce qui n'est pas toujours facile... Tenez, ce matin, il ne voulait même pas me donner mes cinq francs pour la journée. Je crois vous avoir déjà dit qu'il me donne tous les jours cinq francs pour la nourriture de nous trois: lui, moi et ma nièce. Vous qui connaissez le prix des vivres, vous devez vous rendre compte combien c'est juste, même s'il paye le vin, le charbon, le pétrole à part. Eh bien, ce matin, il ne voulait rien me donner, sous prétexte que le poulet que nous allons manger à midi lui a été envoyé par un de ses amis.

— Oh! s'exclama la jeune fille, qu'il est pingre!

— Oui, quand il s'agit de manger. Mais pour acheter des tableaux ou des dessins, il en trouve de l'argent, allez! Mais il me faut préparer le déjeuner. Voilà vos cinq francs, mademoiselle.

— Merci, madame Zoé, à demain.

★

Le lendemain matin, un peu avant neuf heures, Pauline arriva au 37 de la rue Victor-Massé, au cœur le vague espoir de trouver Degas alité. Comme les fois précédentes, quand il avait été souffrant, elle serait attendue par Zoé sur la porte du deuxième étage et conduite vers la chambre à coucher. Degas lui parlerait quelques minutes et, après avoir payé la séance, il la laisserait partir, libre de sa matinée...

Mais elle eut beau s'arrêter sur le palier du deuxième étage, les deux portes de l'appartement restèrent closes et, désappointée, elle monta encore un étage et sonna à la porte de face.

Comme d'habitude, ce fut la vieille gouvernante qui vint ouvrir pour la faire passer, à travers un couloir étroit et sombre, dans la salle à manger. Dès le seuil, Pauline aperçut le visage de Degas tourné vers elle, l'air interrogateur. Sachant qu'il ne pouvait reconnaître ses traits, elle cria :

— Bonjour, monsieur Degas! Comment allez-vous?

— Ah, c'est vous, Pauline, dit-il avec un gai sourire en lui tendant la main. Bonjour. Asseyez-vous dans le fauteuil.

Elle s'installa dans le fauteuil en cuir noir, placé auprès de la cheminée, et, scrutant le visage de Degas, elle fut toute contente de voir que sa mine hargneuse de la veille avait disparu. Une expression sereine était répandue sur ses traits et ses yeux paraissaient très doux.

Il était en train de déjeuner et mangeait sans se presser; de temps à autre il jetait un coup d'œil vers Zoé qui, rentrée derrière le modèle, avait repris sa place près de la fenêtre. Quand elle eut ajusté ses lunettes, la vieille gouvernante reprit la lecture interrompue d'un article de la *Libre Parole* que Degas écouta, la mine attentive, approuvant parfois par un hochement de tête.

La jeune fille se lassa vite de suivre le débit rapide et monotone de Zoé et, distraite, elle regarda la petite pièce qu'elle connaissait si bien.

Elle n'était guère plus gaie que l'atelier. Quelques chaises, un fauteuil, des buffets très simples, peints en marron, étaient placés le long des murs au ton sombre; une longue table en bois blanc que la petite bonne sablonnait tous les matins se trouvait au milieu de la chambre et, près de la fenêtre aux rideaux épais qui donnait sur la rue, on voyait une machine à coudre, la propriété de Zoé. Une série de lampes à pétroles de toutes dimensions et pourvues d'abat-jour garnissait la cheminée.

Seul objet luxueux, un dessin, représentant une tête de jeune fille coiffée d'un turban, était posé sur l'un des buffets.

Pauline se souvenait encore de l'étonnement que cet intérieur modeste lui avait fait éprouver la première fois. Elle avait appris par la suite que cette pièce était pour ainsi dire l'office, car les deux bonnes, dont la chambre à coucher y était contiguë, s'y tenaient toute la journée, sauf aux heures où Degas venait y prendre ses repas.

Ce n'est que pendant l'été que le vieil artiste reprenait possession de sa véritable salle à manger, une jolie pièce située à l'autre bout de l'appartement et donnant sur un petit jardin. Pour y aller, il fallait traverser le couloir et un grand salon tout rempli de peintures et de dessins. On entrait dans une petite salle où il y avait des chaises au dossier marqué d'un

grand D, des tables et un bureau de forme originale, et une grande vitrine contenant toutes sortes de bibelots charmants, ainsi que plusieurs statuettes en plâtre que Degas avait modelées lui-même.

Les dessins et tableautins qui garnissaient les murs avaient vivement intéressé Pauline. Mais le vieil artiste n'étant pas d'avis que les modèles dussent regarder ces sortes de choses, elle n'avait jamais osé les examiner de près. Tant que la température permettait de se passer de feu, Degas prenait ses repas dans la salle à manger pour retourner à l'office dès les premiers jours de froid. Et comme on était en décembre, exactement le 10 décembre 1910, Pauline se dit qu'elle reverrait encore bien souvent la pièce simple où elle se trouvait avant d'avoir le plaisir d'entrer dans l'autre salle...

— Tatatata, cria soudain Degas, furibond. Mon Dieu, Zoé, que vous lisez mal! Arrêtez-vous, on ne comprend pas un mot!

Accoutumée à être ainsi interrompue, la vieille gouvernante s'arrêta net, sans achever la phrase commencée, puis ôta ses lunettes. Après un petit silence général, elle dit de sa voix ordinaire, en articulant chaque syllabe :

— Monsieur, je vous ai arrangé votre veston.

— C'est bien, fit Degas, je le mettrai cette après-midi, pour sortir.

Il expliqua à Pauline :

— Zoé m'a raccourci les manches d'un veston que j'ai acheté l'autre jour à la Place Clichy, au prix de dix-huit francs. Est-ce cher ?

— Ma foi, non, répondit la jeune fille, et son regard fixait involontairement le veston crasseux et usé que portait Degas. Je croyais même qu'un veston coûtait plus que cela.

— Mais vous savez, monsieur, reprit Zoé, vous n'avez plus ni chemises, ni chaussettes. Il faudrait aller au Bon Marché en acheter.

Il eut l'air de ne pas entendre et se tourna vers Pauline :

— Chez qui posez-vous cette après-midi ?

Elle dit qu'elle posait chez M. Blondin.

Mais il ne l'écouta point et se dépêcha d'avaler sa dernière gorgée de café. Ayant jeté la serviette sur la table, il se leva

vivement, ramassa son chapeau de feutre posé sur un buffet, sortit de l'appartement et monta si vite l'escalier qui conduisait au quatrième étage que le modèle eut de la peine à le suivre.

Quand ils furent presque arrivés en haut, ils entendirent la voix essoufflée de Zoé :

— Monsieur, monsieur, vous ne m'avez pas laissé d'argent !

Avec un sourire fripon, Degas souffla à Pauline :

— Et moi qui croyais qu'elle allait oublier de m'en demander !

Il attendit que Zoé l'eût rejoint pour lui tendre une pièce d'or :

— Voilà dix francs, cinq francs pour Pauline et cinq francs pour notre nourriture... Pourtant, hier, il y avait un poulet fourni par l'étranger !

★

Ils entrèrent dans l'atelier.

La jeune fille ne fut pas longue à quitter ses vêtements et à aller auprès du poêle. Elle trouva Degas occupé à enlever les derniers chiffons qui recouvraient sa statuette, pour la tourner ensuite dans tous les sens en la regardant de près, la tête drôlement penchée, selon son habitude. Après avoir bourré le feu, il s'arrêta devant Pauline et demanda inopinément :

— Combien de fois vous levez-vous la nuit pour pisser ?

— Moi, monsieur Degas ? Mais jamais.

— Ah ! que c'est beau, la jeunesse ! Ne pas se lever pour pisser, et moi qui me lève au moins six fois ! — Il s'assit dans son fauteuil et répéta : Oui, six fois. Mais cette nuit, j'ai tout de même moins souffert. Zoé va m'apporter de la tisane de queue de cerises ; elle me fera du bien, j'espère.

— C'est toujours votre maladie de vessie qui vous tourmente ? demanda le modèle.

— Mais oui ! Pourvu qu'il ne faille pas me faire de sondage ! C'est si douloureux et j'en ai une peur terrible.

Il se tut quelques instants. D'un ton excédé, il reprit :

— Croyez-vous que Zoé est embêtante avec ses chemises et ses chaussettes ? Voilà quinze jours qu'elle m'en parle à tous les repas... Je viens pourtant d'acheter un veston.

— Elle est si économe, madame Zoé ! Je suis sûre qu'elle ne vous ferait pas acheter des choses inutiles.

— Je le sais bien, fit Degas avec son sourire fripon de tout à l'heure. Mais j'attends tout de même jusqu'au dernier moment, tant cela m'embête de dépenser de l'argent pour ces choses-là... Et puis, il me faut aller dans les magasins, où il y toujours une foule de femmes.

— Vous n'avez qu'à y envoyer Zoé, dit Pauline.

— Heu, j'aime autant y aller moi-même, pour occuper une après-midi... Mais dites, Pauline, qu'ont donc les femmes à envahir les magasins, à tripoter d'un air d'extase les dentelles, les soieries, à courir d'un comptoir à l'autre, se bousculant, s'arrachant les coupons d'étoffe? Et ces regards d'envie ou de dédain qu'elles se jettent parce que celle-ci est mieux mise que sa voisine! Que les femmes sont donc méchantes entre elles, et d'une coquetterie à négliger tout, le mari, les enfants, le ménage!... Etes-vous aussi coquette que cela, Pauline?

— Je n'ai guère le temps de courir les magasins. Pourtant, il me faudra y aller acheter un coupon de soie, pour ma mère, pour sa fête.

Degas se renfrogna aussitôt :

— Pourquoi faire, un coupon de soie? Votre mère a donc besoin d'être habillée de soie, vous ne pouvez pas faire comme moi? Pour les étrennes de ma sœur et de mes nièces, je leur achète du pilou, de quoi faire des robes de chambre. Voilà un cadeau utile!

Dépitée, Pauline se mordilla les lèvres. Pourquoi raconter ses affaires à ce vieillard qui, lui, n'achetait des vêtements que lorsque les siens étaient si sales et si ravaudés que ses amis lui en faisaient discrètement la remarque?

Elle chercha vite un autre sujet de conversation :

— Avez-vous fait une bonne promenade hier, monsieur Degas?

— Oui, assez bonne. J'ai pris le tram à la place Pigalle jusqu'à la porte de Vincennes. Arrivé là-bas, je me suis promené un peu aux fortifications, puis, j'ai repris un autre tram qui m'a conduit à Saint-Augustin. De là, je suis rentré à pied, tout doucement.

— Oh! quelle grande ballade! C'est autrement loin que vos promenades à Montmartre.

— Je crois bien!... Cette après-midi, j'irai peut-être à Mont-

rouge et demain à Auteuil ou autre part. Il m'arrive aussi de monter dans le premier tram qui passe et de demander au receveur où nous allons... Quand j'aurai fait tous les quartiers de Paris, je reprendrai mes pérégrinations à travers Montmartre, ce que j'aime encore le mieux. Là, je connais au moins toutes les rues et n'ai pas besoin de demander mon chemin... Mais, au fond, cela n'a aucune importance que je me promène là ou ailleurs, puisque mes pauvres yeux ne distinguent plus rien.

— Ce n'est pas très prudent de vous promener comme ça, tout seul, dit Pauline. Les rues sont si encombrées avec toutes ces autos, ces trams, ces voitures !

— Zoé me répète ça tout les jours. Elle me croit tout de suite écrasé dès que je tarde un peu. Pourtant, je ne puis rester éternellement à la maison ; j'ai besoin de prendre l'air comme tout le monde.

— Et vous trottez comme un lapin ! Dernièrement, je vous ai vu près du Moulin Rouge ; vous montiez si vite la rue Lepic que j'avais de la peine à vous rattraper.

— Oui, j'ai encore de bonnes jambes, dit-il en riant. Mais malgré cela, je n'aime pas sortir le soir ; les rues sont trop mal éclairées. Il est rare que j'accepte une invitation à dîner.

— D'ailleurs, cela vous ferait coucher tard. D'habitude, vous vous mettez au lit à neuf heures, n'est-ce pas ?

Il ne répondit pas. Enfoncé dans son fauteuil, une main sur les yeux, il soupira profondément.

— Ah ! ma fille, que c'est donc affreux de ne plus voir clair ! Voilà des années que j'ai dû renoncer à dessiner ou à peindre et à me contenter de faire de la sculpture... Mais si ma vue continue à baisser, je ne pourrai même plus modeler. Alors, que faire de mes journées ? Je mourrai d'ennui et de dégoût !... Ah ! Seigneur, que vous ai-je fait pour que vous me punissiez ainsi ? Toute ma vie a été consacrée à mon travail et, jamais, je n'ai recherché ni honneurs, ni argent... Ah ! mon Dieu, ne m'infligez pas le supplice de devenir aveugle !

Il y avait tant de douleur dans ses paroles que la jeune fille en fut toute remuée bien que ces plaintes ne fussent point nouvelles pour elle. Elle essaya de le consoler :

— Mais non, monsieur Degas, vous n'allez pas devenir aveugle, ne croyez pas cela. Vous avez la vue fatiguée, à cause du froid ;

dès que les beaux jours reviendront, vous vous sentirez certainement mieux.

— Croyez-vous, Pauline ?

— Certainement, monsieur Degas. Et vous verrez que votre médecin dira comme moi. Il vous dira encore que vous êtes joliment solide pour vos soixante-seize ans. Pensez donc, vous travaillez tous les matins, sans prendre de repos ni les dimanches ou jours de fête. Bien des artistes plus jeunes que vous n'en font pas autant... Puis, vous avez bon appétit, vous digérez bien, vous dormez bien, vous n'avez pas de rhumatismes comme votre vieil ami, M. Rouart.

— Mais, Pauline, vous oubliez ma maladie de vessie.

— Voilà ce que c'est que de n'avoir pas été sage dans sa jeunesse, plaisanta le modèle.

— Ah ! la mâtine, qui se rappelle mes confidences...

Il rit ; puis, d'un bond, il fut debout, quitta son veston pour la grande blouse et alla s'asseoir devant sa statuette.

Pauline ne s'étonna point de sa brusque décision, car, presque tous les matins, il en était ainsi. Pendant plus ou moins longtemps, certains jours durant une demi-heure, assis dans son fauteuil, il bavardait de choses et autres ou bien interrogeait le modèle sur les artistes chez lesquels elle posait, paraissant vouloir reculer le plus possible le moment où il faudrait se mettre au travail.

Tout d'un coup, l'envie l'en prenait, il s'installait devant sa figurine et, comme ce matin, il attendait avec impatience que le modèle eût pris la pose.

Pauline s'empressa de le satisfaire. Ayant grimpé lestement sur le plateau, elle donna le mouvement. A l'encontre de la veille, Degas montra une grande patience et indiqua gentiment les rectifications dans la pose. Il allait et venait, comme de coutume, du modèle à sa statuette pour suivre de son pouce quelque détail du corps nu qu'il modelait ensuite dans la plastiline.

Signe de bonne humeur, il chantonna en italien un air de *Don Juan* et Pauline écouta avec plaisir sa voix douce et expressive. Il savait par cœur un grand nombre d'opéras italiens, et, certains jours, il passait la matinée à chanter toutes sortes d'airs dont il traduisait le texte à Pauline en s'écriant : « N'est-ce pas que c'est délicieux ? »

Mais, ce matin, le travail l'absorba bientôt. Ainsi que cela lui arrivait souvent, il se mit à prononcer des phrases incohérentes qui amusèrent d'autant plus le modèle qu'il les proféra d'un ton grave, doctrinal, en scandant chaque mot.

Il parla d'une princesse verte et tendre, dévorée d'amour et de puces, qui se promenait dans les ruines de l'art ; puis d'un tigre, orné d'un suspensoir, qui pissait le long des remparts de l'art ; d'un serpent rouge, voluptueux, amateur d'épicerie et d'art, qui dévorait ses enfants ; et ainsi de suite. Ça se terminait toujours par : Ah ! le chameau d'art !

Après avoir récité toutes les phrases que la jeune fille connaissait déjà, il assembla tout à coup des mots si grossiers et d'une crudité si excessive que Pauline, que le métier de modèle n'avait cependant point rendue bégueule, poussa un oh scandalisé.

Il s'arrêta surpris.

— Qu'est-ce que vous avez ?

Elle ne voulut pas répéter les gros mots et dit :

— Vous en avez raconté des choses, monsieur Degas, de quoi faire rougir un troupier !

— Pauvre fille ! fit-il, railleur. J'ai offusqué vos chastes oreilles ? Vous n'aviez qu'à ne pas m'écouter. Je parle sans savoir ce que je dis, tellement je suis absorbé par le travail... Allons, donnez-moi la pose.

La séance se poursuivit dans le silence, jusqu'à ce que Pauline, lasse de faire de la gymnastique sur une jambe, demandat à se reposer.

Pendant qu'elle tournait autour du poêle, elle essaya de se rappeler l'air du menuet. N'y parvenant pas, elle dit :

— Monsieur Degas, vous ne voudriez pas m'apprendre l'air si joli que vous chantiez tout à l'heure ?

— Mais si, ma fille. Je vais vous le chanter.

Il se plaça devant Pauline et, tout en chantant l'air du menuet, il lui fit des révérences que la jeune fille lui rendit en riant, amusée de l'aspect comique qu'ils offraient : elle, toute nue, ayant juste une paire de sandales aux pieds, et lui, vieillard aux cheveux blancs, vêtu de sa longue blouse de sculpteur.

Degas paraissait tout heureux. Le menuet terminé, il saisit les deux mains du modèle et la fit tourner en rond pendant qu'il entonnait une vieille chanson française.

Un peu étourdi, il s'assit dans son fauteuil, puis dit :

— Quoi de plus joli et de plus gracieux que ces vieilles rondes françaises, n'est-ce pas ?

Pauline approuva. Elle était contente de le voir d'humeur si joyeuse et l'atelier lui semblait moins morose que la veille. Même la pose, qu'elle avait reprise au bout de quelques minutes, lui paraissait presque supportable. Il fallait pourtaut faire un grand effort, car Degas se tenait en face d'elle pour vérifier avec son fil à plomb si le mouvement du modèle et celui de la statuette étaient absolument identiques.

On travaillait dans un grand calme quand Zoé vint interrompre la séance. Elle posa un petit pot en grès sur la table à côté du fauteuil, et après un : « Monsieur, voilà votre tisane », elle se retira aussitôt.

— Ah ! voilà ma tisane, cria Degas dès qu'elle eut refermé la porte.

Il la flaira, but un bon coup, puis tendit la boisson au modèle :

— Elle est bonne, goûtez-la.

Taquine, Pauline fit semblant de vider le pot. Il la supplia de lui en laisser un peu et, après avoir bu à nouveau, il dit :

— Alors, vous croyez que ma maladie de vessie provient de ce que j'ai trop fait la noce dans ma jeunesse ?

— Tiens, c'est vous-même qui me l'avez dit.

Il rit :

— C'est vrai, j'ai eu la maladie comme tous les jeunes gens, mais je n'ai jamais fait beaucoup la noce.

— Je ne vous crois pas trop, plaisanta Pauline. Qui sait si vous ne courez pas encore aujourd'hui ! Pendant que Zoé vous croit couché tranquillement, vous êtes peut-être en face, au Bal Tabarin, en train de danser la gigue !

— Hé, hé, vous me croyez donc si gaillard que cela ? Eh bien, détrompez-vous. Apprenez que moi, qui habite en face de ce bastringue, je n'y ai pas mis les pieds une seule fois, à cause de ces flots de lumière que j'y entrevois quand on ouvre la porte... J'aime pourtant beaucoup ces éclairages violents. Mais, aujourd'hui, mes pauvres yeux ne peuvent plus les supporter et je les fuis le plus possible... C'est pour cela que je tiens toujours les rideaux de l'atelier baissés ; la lumière crue me fait trop mal.

Sa voix était devenue dolente. Pour chasser ses idées tristes, Pauline continua son badinage :

— Allez, monsieur Degas, je vous connais et ne me fie pas à votre air candide. Avec vous, je suis toujours sur mes gardes.

— Vous avez bien raison, ma fille! Je suis terrible quand ça me prend. Et vous verrez qu'un de ces jours, j'imiterai Puvis de Chavannes qui disait à ses modèles : « Veux-tu voir la... d'un grand homme ? »

— Quel dégoûtant ! s'écria la jeune fille. Et moi qui le croyais un homme si distingué !

— L'un n'empêche pas l'autre, répliqua Degas.

Il s'approcha d'elle et lui dit à l'oreille :

— Écoutez-moi, Pauline. Je voudrais que vous fassiez croire aux artistes que je suis encore tout ce qu'il y a de plus vert. Vous allez leur raconter que j'ai essayé de vous faire subir les derniers outrages, comme on dit si élégamment, et que vous avez dû employer toutes vos forces pour me repousser.

— Entendu, monsieur Degas. Je vous ferai une de ces réputations que Chavannes sera un petit saint à côté de vous.

Tout content, il se frottait les mains.

Pauline le regardait avec un sourire. C'était si drôle de voir combien il désirait passer pour un vieux débauché, alors que, à part son langage très libre, il était d'une grande correction envers ses modèles et ne se permettait jamais la moindre privauté ou attouchement licencieux.

Le travail avait repris et le silence n'était coupé que par de brèves observations de Degas.

Quand la fatigue commença à nouveau à peser sur le modèle, elle demanda à descendre du plateau. Pendant qu'elle frottait ses jambes et ses reins, elle examina la statuette et soupira en constatant que celle-ci ne paraissait pas plus avancée aujourd'hui qu'il y avait trois mois. Elle se dit qu'à ce train-là, il lui faudrait donner encore souvent cette pose fatigante, si toutefois Degas avait assez de persévérance pour pousser beaucoup sa statuette.

Mais, c'était chose peu probable. Il ferait ce qu'il faisait si souvent : un beau jour, il cesserait d'y travailler pour la ranger sur la longue table au fond de l'atelier. La statuette y reposerait en compagnie d'une demi-douzaine d'autres figurines, toutes de même taille, un quart grandeur nature, les

unes montées en plastiline, les autres en terre glaise, et qui avaient été lâchées par Degas après des mois de labeur acharné.

Cependant, il les entretenait avec soin, ayant la ferme intention de les reprendre plus tard, quand il serait fatigué de son nouveau travail. De longs mois, parfois un an, se passaient avant qu'il ne fût pris d'envie de continuer l'une ou l'autre de ces figures.

Mais que de surprises désagréables! Dès la première séance, il arrivait qu'un bras ou une jambe se décollât. On le réparaît, pour s'apercevoir quelques jours après d'un nouvel accident survenu à un autre endroit.

Tant qu'il s'agissait de figures en plastiline, on parvenait à remettre la statuette d'aplomb, mais celles en terre glaise ne résistaient jamais à ces raccommodages. Elles s'effondraient tout d'un coup. Il n'y avait plus qu'à ramasser les morceaux et les jeter au baquet.

Avec mélancolie, Pauline évoquait la fin lamentable de « sa statuette ».

« Sa » statuette était une figurine en glaise, au mouvement identique à celui qu'elle posait en ce moment. Degas l'avait commencée un an auparavant. Pendant des mois, Pauline venait poser presque sans interruption, parfois même deux séances par jour.

Elle était toute heureuse de voir la statuette avancer ; le dessin s'affermissait et les modelés devenaient vigoureux. A l'idée que « sa » statuette serait moulée, puis exposée dans la vitrine en bas, elle se sentit très fière, car il y avait des années que Degas n'avait fait mouler de figure. Mais elle tremblait d'inquiétude quand elle voyait le vieil artiste, jamais satisfait, chercher à améliorer le mouvement en écartant le coude, remontant le genou, tournant le torse... Comment la statuette, montée peu solidement par ces mains maladroites de peintre, résisterait-elle à ces secousses continuelles ?

Elle n'y résista pas.

Un matin, Degas la trouva écroulée sur la planchette ; seules la tête et une partie du torse étaient restées accrochées après les fils de fer. Les bras ballants, le vieil artiste contempla le désastre, pendant que le modèle poussait des exclamations désolées.

Il eut le courage de plaisanter :

— J'en ferai une femme assise.

Mais bientôt il prit un air de défi :

— Je vais la recommencer.

Sur-le-champ, il monta une nouvelle statuette, en plastiline. Mais il n'y apporta plus le même zèle, et, deux mois plus tard, il la lâcha subitement pour commencer une figure tout autre. La nouvelle pose en était aussi fatigante et c'est sans regret que Pauline la vit, après quelques semaines, reléguée au fond de l'atelier, pendant que la femme qui regarde son pied faisait une deuxième apparition.

Voilà plusieurs mois que l'on retravaillait à cette figure, quatre séances par semaine, sans y apercevoir un progrès correspondant à tant d'effort.

C'est que Degas continuait à pratiquer ses méthodes de peintre et, en voulant modifier la pose, il démolissait au fur et à mesure le bras ou la jambe qui commençait à se modeler. Sa manie de bourrer la statuette de rondelles de bouchon lui causait encore pas mal de désagréments et, de plus, sa mauvaise vue était une autre grande entrave à un travail rapide...

Toute à ses réflexions, Pauline n'avait pris garde au vieil artiste. Elle eut un brusque sursaut en le voyant s'approcher d'elle et lui dire à l'oreille :

— Je pense toujours à la mort. Que ce soit le jour ou la nuit, toujours je l'ai devant les yeux..... Ah ! que c'est triste d'être vieux ! Vous ne savez ce que c'est, ma fille, vous qui n'avez que vingt-cinq ans.

Il s'affala dans le fauteuil et se couvrit les yeux.

Mi-fâchée, mi-apitoyée, la jeune fille le contempla. Sa robuste jeunesse s'offusquait et s'étonnait de ces lamentations qui revenaient presque chaque jour dans des termes qui ne variaient guère. Elle dit pourtant, sachant qu'il aimait à être consolé :

— Mais voyons, monsieur Degas, pourquoi toujours parler de la mort ? Vous n'avez que soixante-seize ans ; vous avez bien le temps d'y songer... Je parie que vous vivrez plus longtemps qu'Harpignies qui a aujourd'hui dans les quatre-vingt-dix ans.

— Hé, hé ! ce vieux Harpignies ! C'est vrai, il est toujours là et n'a pas envie de claquer.

Il eut un petit rire et resta un moment plongé dans des rêveries.

— J'aime bien votre nom, Pauline, dit-il tout à coup, c'est un nom simple. Connaissez-vous le mien?

— Parce que vous me l'avez dit, monsieur Degas. Ne vous souvenez-vous pas comme je l'ai cherché un temps infini?

— Dame, vous ne pouviez pas deviner que je m'appelle Edgar!... Edgar!... Est-il permis que des parents vous affublent d'un nom pareil?... Quand je suis né, c'était en 1834, c'était l'époque des noms romantiques; alors mes parents ont fait comme tout le monde.... Ah! vous ai-je déjà parlé de mes grands-parents? C'étaient d'anciens émigrés qui avaient quitté Paris sous la Révolution, pour s'établir banquiers à Naples.... J'ai encore de la famille là-bas.

— Ah! oui, fit Pauline, vous allez quelquefois leur rendre visite.

— Plus maintenant, s'écria Degas. Je ne vois plus assez clair pour m'aventurer aussi loin. Dans ma jeunesse, j'y allais très souvent. Pendant un moment, j'y étais en compagnie de Gustave Moreau. Un jour, je lui demande ce que pouvaient bien signifier les démangeaisons que j'avais par tout le corps. Il me répond : « On a des morpions ou on n'en a pas. »

Le modèle rit, par politesse. Mais cette anecdote, elle la connaissait à satiété, de même que quelques autres, surtout celle sur son séjour en Amérique. Il y avait une trentaine d'années, Degas était allé passer de longs mois dans les plantations d'un de ses oncles. Se trouvant un jour sur un bateau, il entendit un ouvrier s'exprimer dans l'argot parisien le plus pur. Il fut tellement ému de réentendre cet accent familier dont il était privé depuis si longtemps, qu'il en avait les larmes aux yeux.

Au lieu de ces histoires, répétées pour la vingtième fois, Pauline aurait préféré quelques détails sur les personnes célèbres que Degas avait connues. Mais le vieil artiste se méfiait, et dès qu'elle essayait, par une question insidieuse, de savoir s'il avait fréquenté telle personne, comment elle était, il la regardait bien en face et, l'œil malicieux, il disait :

— Je vous vois venir avec vos petits pieds d'éléphant. Eh bien! non, je ne vous répondrai pas.....

Ce matin, il se contentait de cette seule anecdote et passa à un autre sujet.

— Alors, vous posez cette après-midi chez M. Blondin, qui n'est pas blond du tout, n'est-ce pas ?

— Pas le moins du monde, il a les cheveux et la barbe tout noirs et frisés.

— Est-ce un juif?

— Je ne pense pas, monsieur Degas.

D'un ton violent, Degas dit :

— Je les déteste, ces juifs ! C'est une race abominable qu'on devrait enfermer dans des ghettos ou détruire tout à fait. Pendant les guerres, ces misérables rôdent sur les champs de bataille pour détrousser les cadavres et achever les blessés, comme des hyènes qu'ils sont.... Ces gens, qui n'ont pas de patrie, ont envahi toute la France ; ils se sont faufilés partout, ont pris toutes les bonnes places.

Il haussa les épaules et continua :

— Ils s'imaginent qu'ils sont propres, parce qu'ils prennent des bains, se parfument, s'habillent à la dernière mode, comme si la propreté consistait à se laver les mains et non à être propre de caractère et de mœurs.

S'animant de plus en plus, il saisit le poignet de Pauline et le serra de toutes ses forces :

— Jamais je ne vais dans un magasin que je sais tenu par un juif. Et si Zoé m'apportait des objets achetés par exemple aux ....., je les jetterais immédiatement par la fenêtre !

Avec rage, il secoua le bras du modèle, comme si elle eût été un de ces israélites détestés, puis il allait et venait dans l'atelier, le visage enflammé. Pauline se taisait, n'ayant aucune envie d'avouer qu'en effet M. Blondin était juif. Degas était capable de la renvoyer pour avoir consenti à poser chez cet homme.

Redevenu calme, le vieil artiste interrogea :

— Est-il convenable avec vous, ce monsieur Blondin ?

— Mais oui, il est comme tous les artistes. Dame, il ne se gêne pas pour dire de grosses blagues. Mais c'est tout.

— Ah ! il est comme tous les artistes, répéta Degas. Mais n'est-ce pas, Pauline, les gens s'imaginent que les artistes et leurs modèles passent leur temps à faire des cochonneries. Quant au travail, eh bien, on peint ou on sculpte quand on est fati-

gué de s'amuser..... Et quand on parle des danseuses, on les voit richement entretenues, couvertes de bijoux, ayant hôtel, voiture, domestiques, comme dans les romans. En réalité, la plupart sont de pauvres filles qui exercent un métier très dur et qui ont bien du mal à gagner leur vie.... Je les connais, les petits rats, depuis le temps qu'elles viennent poser chez moi....

— Combien cela doit être difficile de rester sur la pointe du pied! dit Pauline qui regardait depuis un moment la figurine de danseuse qui se trouvait sur une selle. Comment fait Yvonne pour vous donner une pose pareille? Moi, je ne resterais pas une seconde!

— Est-ce que je vous le demande? riposta Degas, bourru. Ce n'est pas votre métier.... Allons travailler, mais ne montez pas sur la table. Mettez-vous à côté de moi. Je ferai la tête.

Le modèle était maintenant si près du vieil artiste qu'il n'avait qu'à étendre la main pour la toucher. Chaque fois qu'il tâtait son visage ou son cou, ses doigts remplis de plastiline verdâtre laissaient des traces, au grand ennui de Pauline. Elle s'en serait consolée, si Degas avait copié ses traits, qu'elle savait fins et jolis ; mais il donnait au visage de sa statuette la même expression vulgaire et presque canaille qui l'avait choquée déjà autrefois dans ses dessins...

Comme Degas venait de tourner sa figurine, la jeune fille y distingua une légère bosse au milieu du dos.

C'était une de ces rondelles de bouchon qu'il enfonçait dans sa statuette, et qui revenaient fréquemment à la surface.

Un instant, elle songea à l'avertir de l'accident, mais n'en fit rien. Degas n'aimait point sentir que l'on suivait son travail. Elle continua à poser en écoutant Degas débiter ses phrases sur la princesse verte et tendre qui pisse dans le domaine de l'art...

Au bout d'une demi-heure, l'on se reposa.

On parla de la pluie, du beau temps. Pauline se frotta la jambe engourdie par la pose et Degas remarqua :

— Vous faites comme les danseuses ; elles sont toujours à se frotter les mollets, Yvonne surtout.... Vous ai-je dit que la pauvre fille est au lit avec une fièvre typhoïde? Plusieurs fois, je suis allé chez elle prendre de ses nouvelles. Mais je n'ose plus y retourner, de crainte de faire jaser la concierge. Que

doit-elle penser d'un vieux bonhomme comme moi qui vient s'informer de la santé d'une danseuse !

Pour la dernière fois, on avait repris la séance. Pauline, de plus en plus lasse, dressait constamment l'oreille pour entendre la cloche du Sacré-Cœur sonner l'heure de la délivrance. Enfin, sa grosse basse, à peine perceptible au milieu du roulement continuel des voitures dans la rue, se fit entendre et la jeune fille dit vivement :

— Monsieur Degas, il doit être près de midi.

— Pas possible, et moi qui commence seulement à travailler ! Allons, tenez-vous bien, je vais prendre quelques mesures.

Pendant quelques minutes, les pointes aiguës du compas dansèrent devant le visage du modèle, la faisant trembler plus d'une fois pour ses yeux. Puis Degas dit :

— Allez-vous-en ! et Pauline courut vers sa banquette.

Quand elle eut pris congé du vieil artiste, elle descendit frapper à la porte de la cuisine. Zoé vint ouvrir et, en remettant l'argent, elle demanda :

— Monsieur est-il de bonne humeur ?

— Oui, oui, répondit Pauline. Il a trouvé votre tisane excellente.

— Croyez-vous qu'il est embêtant de ne pas vouloir acheter le linge dont il a tant besoin ?

— Insistez, madame Zoé, il finira par vous écouter. Au revoir, je suis pressée.

★

Le lendemain matin, quand la jeune bonne l'eut introduite dans la salle à manger, Pauline fut étonnée de trouver Zoé en compagnie de sa camarade Juliette.

— Tiens, fit la gouvernante, voilà deux modèles pour une séance.

— Vous venez poser aussi, Juliette ? demanda Pauline.

— Mais oui. Il y a trois jours, j'ai reçu une lettre de M. Degas dans laquelle il me demande de venir ce matin. Tenez, la voilà.

Elle tendit la lettre à Pauline qui lut :

Juliette, pouvez-vous venir samedi? Répondez-moi de suite si vous ne pouvez pas.

Bonjour.

DEGAS.

En riant, elle rendit la lettre :

— J'en ai reçu de toutes pareilles, sans un mot de plus. Tout de même, dans une lettre, il pourrait nous appeler Mademoiselle. Il est bien forcé de le mettre sur l'enveloppe!... Mais quant à la séance, je suis sûre qu'il m'a retenue pour ce matin.

— Ne vous faites pas de mauvais sang, mesdemoiselles, intervint Zoé. Monsieur gardera l'une de vous pour la faire poser et il laissera partir l'autre avec ses cinq francs. C'est arrivé plus d'une fois que sa matinée lui a coûté dix francs. Pour son travail, il ne regarde pas à la dépense. Mais chut, le voilà...

Le chapeau en arrière, Degas apparut sur le seuil. Il serra les mains des modèles et dit à Juliette, la mine légèrement embarrassée :

— Ma fille, je vous avais écrit de venir ce matin, ne sachant pas que Pauline était libre. Mais puisqu'elle peut me poser, je vais travailler avec elle, pour avancer ma statuette... Vous reviendrez d'aujourd'hui en quinze. C'est entendu?... Voilà vos cinq francs. Au revoir, Juliette...

Comme elle était déjà près de la porte, il la rappela :

— Ah! dites donc, posez-vous toujours chez ce c..... de M.....?

— Non, non, je n'y pose plus.

— Ah! bon!

ALICE MICHEL.

(*A suivre.*)

REVUE DE LA QUINZAINE

—

PHILOSOPHIE

J. Segond : *La Guerre mondiale et la Vie spirituelle*, vol. in-16, 2 fr. 50, Alcan, 1918. — R. Anthony : *La Force et le Droit*, 1 vol. in-16, 2 fr. 50, Alcan, 1918 — E. Seillière : *Le Péril mystique dans l'inspiration des Démocraties contemporaines*, 1 vol. in-16, 2 fr. 50, « La Renaissance du Livre ». — E. Seillière : *Madame Guyon et Fénelon, précurseurs de J.-J. Rousseau*, 1 vol. in-8, 10 fr., Alcan, 1918. — J. Finot : *Saints, Initiés et Possédés modernes*, 1 vol., 3 fr. 50, Bibliothèque Charpentier, 1918.

Il est probable que ce genre de circonstance et quelque peu artificiel, la philosophie de guerre, ne survivra pas beaucoup aux événements qui l'ont fait naître. La guerre finie, il mourra de sa bonne mort, sans avoir jeté un bien vif éclat. Avant qu'il ne tombe définitivement dans l'oubli, signalons un de ses derniers échantillons : **La Guerre mondiale et la Vie Spirituelle**, de M. J. Segond, exégèse bergsonienne de la guerre. — Les thèmes bergsoniens : éloge de la force qui ne s'use pas, de l'intuition improvisatrice, de la spiritualité française opposée au mécanisme boche, etc., peuvent passer et même figurer assez agréablement comme canevas d'une homélie scolaire ou d'une harangue académique... Mais cette fois, c'est le grand jeu ; c'est la série complète des bergsonades, adaptées à la guerre, transposées dans un style encore plus hyperphysique que celui du maître, concentrées en 166 pages de texte et administrées au lecteur en une solution digne d'allonger la liste des remèdes contre l'insomnie ! Il est douteux que les historiens de l'avenir, voire les philosophes de l'histoire, trouvent beaucoup d'éclaircissements dans cette dialectique invertébrée, noyée dans une prose brumeuse où l'on désespère de s'accrocher à un concept ferme et résistant. On songe involontairement aux plaisanteries irrévérencieuses, mais assez méritées, de Taine (1) à propos de la Force biranienne, aïeule du bienheureux Elan vital...

Le livre de M. R. Anthony : **La Force et le Droit**, est un modèle de dissociation des idées, de précision dans les définitions et de rigueur dans les déductions. Ces idées de force, de droit, etc., qui sont d'ordinaire un thème d'insipides blagologies, sont ici mises au point avec une rare sûreté critique. Un des problèmes élucidés par l'auteur, c'est un problème historique : celui de la signification véritable de la théorie de Hobbes. Textes en mains, l'auteur rectifie l'opinion cou-

(1) *Les Philosophes Classiques du XIXe siècle en France*, pp. 71. 72.

rante qui voit dans Hobbes le protagoniste de la philosophie qui identifie la force et le droit, le précurseur des théories de Nietzsche. Hobbes est ici la victime d'un jeu de mots résultant soit de l'incompréhension, soit de la malveillance de quelques-uns de ceux qui l'ont jadis commenté. On a cru ou feint de croire qu'il entendait lorsqu'il parlait du droit du plus fort, le mot *droit* dans le sens qu'on lui donne dans les expressions de « bon droit », de « droit idéal », etc., alors qu'il entend par là « la liberté matérielle de faire une chose » ; toute son œuvre proteste contre la susdite mésinterprétation. « Si, remplaçant le mot *droit* par celui de *liberté matérielle* ou celui d'*absence d'empêchement*, on dit : « Dans l'état de nature, celui à la force duquel on ne peut résister n'a aucun empêchement matériel de faire ce que bon lui semble », on se trouve en présence d'une vérité incontestable et qui ne peut scandaliser personne... » (C'est vrai ; mais n'est ce pas un truisme ?). « Il faut bien se persuader, continue M. Anthony, que l'idée directrice des spéculations de Hobbes fut la suivante : étant donnée la force et ses dangers, comment y résister ?... On sait assez que l'objectif de Nietzsche a été tout différent » (p. 48). — Autre différence avec Nietzsche : Hobbes soutient non seulement qu'une inégalité de force (absolue, globale et fondamentale) entre des individus n'est jamais manifeste à l'état de nature, mais encore que les individus y sont toujours plutôt égaux qu'inégaux, ce qui en d'autres termes veut dire que « rien ne peut à l'avance (tant est fragile la vie humaine) permettre d'escompter l'issue d'un combat ». (p. 45) qu'on pense à l'histoire de Goliath et de David. « Il serait au surplus facile de démontrer, ajoute M. Anthony, que l'inégalité globale fondamentale des moyens de nuire est en fait une chose impossible si, à un moment donné, une telle inégalité avait pu exister, la lutte aurait, en éliminant les faibles peu à peu, amené l'égalité, ou du moins une égalité relative (p. 46). » — Au fond, l'idéal de Hobbes est la paix. Il nous fait saisir à quel point l'état de guerre est inconciliable avec la sécurité de l'existence que l'homme peut atteindre au contraire, en suivant les préceptes de la raison. Ces préceptes de la raison sont désignés, chez Hobbes, sous le nom de « lois de nature ». Ce sont celles qui conduisent à la constitution des sociétés organisées, « soit par le moyen d'un accord commun et spontané entre tous les hommes devant les constituer chacune en particulier, soit, ce qui est plus probable, par l'ascendant d'hommes plus clairvoyant que les autres qui surent les faire admettre et probablement même les imposer » (p. 51). Cette raison à laquelle il est fait appel chez Hobbes et chez l'auteur n'est nullement la raison raisonnante, mais la faculté de réfléchir et de prévoir, de se rendre compte de ce qu'est pour chacun « le bien véritable » : c'est ce que M. Seillière

appellera « l'expérience accumulée et synthétisée de l'individu et de l'espèce ». Bref, voilà Hobbes érigé en théoricien d'un rationalisme juridique assez inattendu ; rationalisme auquel l'auteur déclare se rallier, en disciple authentique du philosophe anglais trop décrié.

Un autre point intéressant est la position prise par l'auteur en face de cette notion du « bon droit » ou du droit idéal dont il constate simplement la présence et l'action dans la conscience humaine, sans entreprendre de la justifier métaphysiquement ni même scientifiquement. Les deux problèmes sont soigneusement distingués : « Si chercher l'origine de la *conception du bon droit* est, au premier chef, un problème scientifique, chercher l'origine et le fondement du *bon droit* n'en est pas un (p. 75). » Formule heureuse ; bon exemple de cette méthode de dissociation des idées et des problèmes trop peu pratiquée. Ces vues rappellent celles de M. Jules de Gaultier (1) sur la morale entendue comme un simple état de fait exprimant le vœu d'une physiologie individuelle ou ethnique et échappant à toute justification théorique. Elles sont d'une intelligence libérée de l'empire des idéologies dogmatiques. Forme de pensée trop rare pour qu'on ne la signale pas avec faveur.

La deuxième partie du livre de M. Anthony est consacrée à la discussion du prétendu « droit biologique » soutenu par les darwiniens allemands, Treitschke, von Bernhardi, etc. L'heureuse formule que nous avons citée plus haut condamne par avance la tentative pseudo-scientifique de ces théoriciens. Mais prenant la théorie en elle-même, l'auteur discute les deux propositions suivantes sur lesquelles elle repose : 1° l'évolution est une marche dans le sens du progrès ; 2° la sélection qui résulte des luttes est le facteur essentiel de l'évolution. — Sur le premier point, il établit que considérer l'évolution comme étant une marche dans le sens du progrès est contraire non seulement aux faits, mais à l'esprit même de la science ; sur le second point il établit que la concurrence vitale entendue au sens de bataille ne joue dans l'évolution qu'un rôle accessoire et que si, d'autre part, on entend la sélection dans le sens de simple concurrence vitale sans bataille, ce n'est pas, comme dans la bataille, la supériorité des moyens de nuire, c'est-à-dire la force, qui donne la victoire, mais bien celle de profiter des ressources de la vie. Toute cette discussion, extrêmement riche en documents biologiques et zoologiques, conclut à l'inanité scientifique des thèses guerrières du *Zarathoustra*.

Aussi bien, ajouterons-nous, à l'heure qu'il est, cette théorie de

(1) *La Dépendance de la morale et l'indépendance des mœurs* (Société du *Mercure de France*).

la Force triomphante, l'Allemagne n'a plus qu'en faire, ou plutôt elle doit en faire son deuil. Elle invoquerait plutôt, en guise de consolation, ou pour sauver la face, cette autre théorie de la Force, contre-partie de la précédente, que M. Anthony ne mentionne pas expressément, encore que certaines de ses remarques sur le caractère instable de l'inégalité des forces soient susceptibles de s'y appliquer. Je veux parler de cette idée gobinienne, puis nietzschéenne, selon laquelle la Force, loin d'être destinée à triompher, est fatalement vouée à la défaite. *Væ fortibus !* Pourquoi ? — Parce que toute force prééminente à un moment donné ou menaçant de l'être finit par réunir contre elle les forces moins puissantes qu'elle, prises isolément. La force, dit Gobineau et après lui Nietzsche, est finalement vaincue par le nombre. Doctrine d'allure aristocratique qui se prête au drapé romantique et aux chutes en beauté. On pouvait s'attendre à voir l'Allemagne la ramasser parmi les oripeaux du bric-à-brac nietzschéen et s'en affubler au jour de la défaite. Mais non ! Il ne semble pas qu'elle songe à s'en prévaloir. L'Allemagne ne serait-elle plus l'Allemagne ? Aurait-elle rejeté tout de bon sa défroque romantique et son armure de Walkyrie pour le tablier prolétarien, voire peut-être la souquenille du moujik bolchévik ?

Tout cela est bien incertain et il faut attendre. En tout cas, on peut se demander si l'Allemagne démocratisée, voire bolchévisée, échapperait à l'emprise romantique. — A cette question, M. Seillière répondrait négativement. Elle ne ferait que changer son romantisme féodal et médiéval contre le moderne romantisme rousseauiste et jacobin. Démocratie et bolchévisme plus ou moins tolstoïen ne sont en effet, selon l'auteur du **Péril mystique dans l'inspiration des démocraties contemporaines**, que l'épanouissement, sous des cieux divers et des climats animiques différents, de l'hérésie chrétienne que constitue au fond le rousseauisme. L'œuvre de Jean-Jacques n'a-t-elle pas été le livre de chevet de Tolstoï ? Celui-ci, pendant son adolescence, ne portait-il pas à son cou le portrait du prophète genevois comme les dévots chrétiens quelque pieuse image ? En France, c'est de Rousseau que procède l'esprit jacobin et nullement de l'esprit classique. Taine a erré sur ce point. M. Seillière le montre au cours d'une intéressante discussion où il critique la conception tainienne (trop purement formelle) de l'esprit classique et relève diverses incompatibilités entre l'esprit classique tel que l'entend Taine, c'est-à-dire la raison oratoire, l'esprit de salon et d'académie, d'une part, et d'autre part cette révolution d'aspect « écumant », cette vague de mysticisme conquérant et fanatique qui allait déferler sur l'ancien monde. Poursuivant sa démonstration, M. Seillière entreprend de caractériser l'hérésie rousseauiste dans ses antécédents et de la formuler en quelque sorte avant la lettre ; c'est

ce qu'il fait au cours d'une série d'études sur Shaftesbury et la conscience naturelle ; Ramsay et la religion naturelle ; l'abbé Prévost et la droiture naturelle ; Diderot et la moralité naturelle, enfin Rousseau et la bonté naturelle, Rousseau, synthèse et apothéose de tous ces naturismes exubérants. — Au centre de ce groupe d'anté-rousseauistes, d'adeptes plus ou moins conscients de l'hérésie chrétienne, voici que se détache la séduisante figure du plus persuasif peut-être de nos maîtres en sociologie et psychologie mystiques au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle ; esquisse qui va se préciser et prendre les proportions d'un magnifique portrait en pied au cours de l'autre ouvrage consacré par M. Seillière à la genèse du rousseauisme : **Madame Guyon et Fénelon, Précurseurs de J.-J. Rousseau.** Etude singulièrement captivante de la mystique française, plus spécialement de cette mysticité féminine qui, issue de l'inspiration de sainte Catherine de Gênes et de sainte Thérèse, s'est poursuivie au XVII^e^ siècle par Madame Guyon et Fénelon, pour aboutir à Rousseau et s'épanouir enfin dans ce groupe d'épigones, adeptes du « romantisme féminin » pour parler comme M. Maurras, et que Proudhon appellera les *femmelins* de l'intelligence. La monographie de M. Seillière met au point toutes les questions relatives à ce mouvement complexe, en relate tous les incidents pittoresques, et l'éclaire au moyen d'anecdotes inédites. Coordonnée à cette vaste synthèse historique et critique qu'est la « Philosophie de l'Impérialisme », cette œuvre d'érudition ingénieuse et vivante offre le charme d'un roman psychologique ou de Mémoires écrits d'une plume alerte. Elle y joint même l'attrait du paradoxe en prenant au pied de la lettre le mot de Ballanche sur Fénelon : « le véritable fondateur de l'ère moderne ».

Qu'il me soit permis de contester une solution donnée par M. Seillière à un problème important. C'est, à propos de la mysticité féminine, le problème de la différenciation de la psychologie féminine et de la psychologie masculine. M. Seillière explique la différence des deux mentalités non par une différenciation organique, mais par une différenciation sociale qui a agi au cours des siècles : « La division du travail social, dit-il, telle que l'ont pratiquée depuis tant de siècles la plupart des races humaines, a rendu l'esprit féminin moins capable que le masculin de ces synthèses mentales vigoureuses qui sont le prélude obligé de la création ou de l'invention en matière intellectuelle. » Au risque de m'attirer les foudres des féministes, je dirai l'insuffisance de cette explication. D'abord elle suppose l'hypothèse contestée de l'hérédité des caractères acquis. Ensuite, en admettant cette hypothèse, elle passe à côté du problème. En effet, chaque individu (masculin ou féminin) est le point d'aboutissement d'une double ligne masculine et féminine ; et donc ren-

ferme dans son hérédité globale autant de traits acquis, au cours de l'évolution, par sa lignée masculine que par sa lignée féminine. Il n'y a pas de raison pour qu'une fille n'hérite pas d'autant de dispositions intellectuelles et morales acquises par sa lignée masculine que de dispositions acquises par sa mère, sa grand-mère, etc..

La vraie cause de la différenciation mentale est une cause organique, constitutionnelle ; la physiologie du sexe avec tous ses concomitants physio-psychologiques (cerveau féminin plus petit en moyenne, prédominance de l'affectivité organique interne, etc.) : différence qui n'est plus d'origine sociale et donc à laquelle il ne peut être remédié par des moyens éducatifs, politiques ou sociaux... Tout ceci ne veut pas dire le moins du monde que je sois d'humeur à refuser aux femmes des droits politiques (cela a si peu d'importance et les choix masculins ne sont déjà pas si reluisants), ni des avantages économiques égaux à ceux des hommes... je soulève seulement un problème de psycho-physiologie.

C'est toute la mystique mondiale contemporaine, c'est toute la foule hallucinée des **Saints, Initiés et Possédés modernes**, que M. J. Finot fait défiler devant nous, comme sur l'écran d'un cinématographe, au cours de scènes burlesques, pittoresques, touchantes, amusantes ou terribles... Autant la lignée mystique française, telle qu'elle s'esquisse dans l'œuvre de M. Seillière, apparaît une, rectiligne et en quelque sorte logique dans son évolution, autant la mysticité russe apparaît éparpillée, pullulante et grouillante, sporadique et polymorphe au possible... La mystique française et rousseauiste, c'est un vaste bois sacré, avec de larges avenues, avec des temples majestueux et réguliers... La mystique russe, c'est la forêt vierge, la steppe et la sylve sauvages.

Autre différence avec M. Seillière : tandis que ce dernier rattache toute mystique à l'idée impérialiste, M. Finot en cherche l'origine, du moins en ce qui concerne la mystique russe, dans les souffrances inouïes d'âmes désemparées et cherchant à s'évader, à tout prix, du réel ; aussi le sentiment qui domine dans ces pages est une sympathie attendrie pour cette foule souffrante et égarée... et c'est là encore un sentiment tolstoïen. Si M. Seillière se montre constamment préoccupé de tracer une ligne de démarcation ferme et sûre entre la mystique saine (c'est-à-dire corrigée et mise au point par la raison, c'est-à-dire l'expérience accumulée et synthétisée de l'individu et de l'espèce) et ses déviations ou aberrations, chez M. Finot, cette ligne de démarcation est beaucoup plus flottante, encore qu'il distingue, lui aussi, une mysticité saine qui se rattache à l'inspiration morale judéo-chrétienne et une mysticité morbide. M. Finot attend de conditions politiques et sociales nouvelles une atténuation de la

mysticité morbide en Russie et une évolution vers une religiosité normale. Notons cette confiance sans trop la partager.

GEORGES PALANTE.

SCIENCE SOCIALE

Maurice Herbette et autres : *L'Avenir de la France, réformes nécessaires*, Alcan, 10 fr. — M. de Roux : *L'Etat et la natalité*, Nouvelle librairie nationale, 3 fr. 50. — Henry Fayol : *L'Eveil de l'esprit public*, Dunod et Pinat, 4 fr. — Jules Laborde : *Il y a toujours des Pyrénées*, Payot, 4 fr. 50. — Louis Tréguiz : *L'Irlande dans la crise universelle*, Alcan, 6 fr. — Memento.

Voici un livre tout à fait utile à l'heure présente : **l'Avenir de la France, réformes nécessaires**. Il est dû à 25 spécialistes dont chacun a traité sa partie dans le grand ensemble national, et je recule devant l'énumération de ces 25 chapitres que le lecteur reconstituera facilement si besoin est, depuis la Diplomatie, qui ouvre la marche, jusqu'à la Politique coloniale, qui la ferme, en passant par toutes les branches de notre activité politique, sociale, économique et même intellectuelle, puisqu'il y a un chapitre de M. Berger sur la Science et un autre de M. Camille Mauclair sur la Littérature et les Beaux-Arts. Je n'ai pas besoin de dire que chacun de ces chapitres est plein d'observations intéressantes, et que ceux qui entreprendront demain la grande œuvre de reconstitution nationale trouveront là les idées les plus variées et souvent les plus précieuses ; et sans doute, les livres polycéphales de ce genre n'ont pas la méthode et l'harmonie de ceux qui émanent d'un seul auteur (je plaide un peu pour ma *Nouvelle Cité de France*), mais ils compensent ceci par une technicité supérieure.

Ne pouvant entrer dans la discussion de toutes les réformes proposées (il y faudrait un volume plus compact encore que celui-ci), je me contenterai de quelques réflexions sur la Diplomatie dont traite le premier chapitre. Son auteur, M. Maurice Herbette, qui est de la Carrière, bien entendu, a sur celle-ci des idées fort judicieuses : un recrutement très sérieux à l'origine, des avancements uniquement au choix, et ce choix exercé par un secrétaire général présentant toutes garanties d'impartialité, des séjours à l'étranger ni trop longs ni trop courts, des traitements décents, tout cela est approuvable ; l'auteur me semble, en particulier, avoir raison de demander que le représentant ne reste pas trop longtemps dans le même poste ; sans excuser les abus que M. Louis Marin a justement condamnés dans son rapport budgétaire, on peut même aller jusqu'à penser qu'à tomber dans un excès il vaudrait mieux celui de la fugacité ; la « lune de miel » diplomatique, comme dit M. Herbette, ne dure pas plus longtemps que l'autre ; la seule précaution à prendre dans ces changements assez fréquents, les séjours d'ailleurs devant être

en moyenne de 4 ou 5 ans, serait de ne pas envoyer le consul ou le secrétaire d'ambassade dans un pays dont il ignorerait la langue, et à ce point de vue on pourrait répartir tout le personnel de la Carrière en quatre ou cinq groupes suivant les langues, latines, germaniques, slaves ou asiatiques, et ne faire les mutations que dans l'intérieur du groupe. Quant au concours d'origine, M. Herbette a raison de s'y tenir, mais il faut bien reconnaître que souvent nos meilleurs diplomates ne sont pas venus de cette source ; c'est ainsi que MM. Jules et Paul Cambon proviennent de l'administration préfectorale.

On voit que si je suivais pas à pas ce gros volume, j'abuserais de la patience du lecteur (car même sur la Diplomatie je n'ai parlé que du recrutement et il y aurait encore beaucoup à dire sur le fonctionnement) ; je passe donc à d'autres volumes qui me font signe.

§

Et d'abord à celui du Marquis de Roux : **l'Etat et la Natalité**, car aucune question ne prime celle de la repopulation pour l'Avenir de la France, et aucune réforme n'est plus nécessaire que celle de nos mœurs et de nos lois en cette matière. L'auteur, tout en donnant ici la première place aux mœurs, ne néglige pas les lois, et ce qu'il dit sur la répression des avortements, par exemple, est tout à fait louable ; avec une chasse bien conduite aux faiseuses d'anges, on pourrait récupérer par an sinon un demi-million de naissances, comme il le dit, du moins plusieurs dizaines de milliers, ce qui est déjà appréciable. Pour d'autres mesures législatives, M. de Roux est moins décidé ; il ne semble pas avoir une foi bien vive dans l'efficacité des primes à la naissance et il se prononce carrément contre toutes les lois caducaires, surtout celles où l'Etat est appelé à concourir avec les héritiers de familles insuffisamment nombreuses ; par contre il s'imagine que la liberté testamentaire aurait les conséquences les plus fécondantes, ce qui est faire preuve d'une bien grande confiance dans le *paterfamilias*. Si l'on veut agir sérieusement sur la courbe de la natalité, il faut laisser de côté toutes préoccupations antidémocratiques ou antirépublicaines et s'attacher au problème de façon réaliste, comme disent volontiers les amis de l'auteur. Quand le déficit des naissances vient de manœuvres abortives, qu'on prévienne ou punisse celles-ci, et quand il vient de fraudes volontaires, qu'on sache la raison de cette volonté ; si c'est une raison pécuniaire, le remède sera pécuniaire aussi, de toute évidence, et ceci légitime les primes à la naissance et les taxes successorales frappant même durement les familles peu nombreuses. MM. Bertillon et Leroy-Beaulieu, qui font autorité en la matière, se sont nettement prononcés en leur faveur. Ces procédés financiers d'ailleurs ne s'opposent pas aux autres moyens de relèvement, et notamment à ceux qui concernent les mœurs. M. de Roux fait remarquer que la victoire a toujours un

contre-coup décisif sur la natalité, et il espère que nous allons connaître une hausse de nos naissances comparable à celle du Japon après la guerre de Mandchourie et de l'Allemagne après la guerre de 1870 ; acceptons l'augure ; mais cette question de la repopulation est si importante, si terrible, qu'il serait imprudent de se contenter de cet augure-là, et qu'il faut accepter de bon cœur tous les remèdes ordonnés par les maîtres-mires de l'affaire, dût-on faire un peu la grimace pour les avaler.

§

Après la repopulation, il n'y a pas de question plus importante pour nous que **l'Eveil de l'Esprit public**, auquel M. Henri Fayol consacre un volume plein de sagesse et d'expérience. Par esprit public, l'auteur n'entend pas la direction politique, mais la gestion administrative, qui prendra de plus en plus le pas sur l'ancien politicianisme décidément discrédité, qu'il se camoufle en blanc ou en rouge. On sait que M. Fayol, grand industriel, s'est spécialisé dans cette question de l'analyse psychologique de l'Administration et j'ai déjà rendu compte ici (15 mars 1918) d'un ouvrage de lui qui devrait être le livre de chevet de tous les grands directeurs d'affaires. Celui-ci sera lu avec le même fruit. Il est précédé d'une *Introduction théorique et pratique à l'étude de l'Administration expérimentale*, de M. Paul Vanuxem, qui met bien en relief la valeur administrative comme facteur fondamental du rendement collectif, et contient trois études de M. Fayol, sur l'importance de la fonction administrative dans le gouvernement des affaires, sur l'enseignement de l'Administration dans les écoles techniques supérieures, et sur la réforme administrative des services publics, que suivent un certain nombre d'articles de divers publicistes sur les idées de M. Henri Fayol. Tout cela est à lire et à « profiter », comme disent nos voisins, mais on ne « profitera » que si on a la compétence et l'intelligence de l'auteur. Ce mot d'ordre : Industrialisons les services publics ! est en train de faire faire bien des niaiseries à certains ministres : ces bonnes gens se figurent qu'ils auront sauvé la patrie s'ils installent leurs services à la façons des bureaux de poste, et le fait d'entasser tous ensemble chefs, sous-chefs, employés et public dans de petites pièces exiguës, obscures et encombrées leur semble le dernier mot de l'esprit moderne. M. Fayol n'est certainement pas responsable de ces sottises, mais à ses principes si judicieux et si utiles il devrait en ajouter un préalable : que ses idées soient appliquées par des gens intelligents.

§

Si M. Jules Laborde a intitulé son livre : **Il y a toujours des Pyrénées**, c'est, on le devine, qu'il n'a pas trouvé chez les Espagnols une sympathie bien vive pour nous au cours de ces dernières

années. Ce nous fut, en effet, une déception bien pénible de voir la noble Espagne se prononcer en si grande majorité contre l'Entente et garder jusqu'à la fin le parti de l'Allemagne en dépit de ses propres bateaux torpillés et de ses équipages noyés comme de simples passagers du *Lusitania*. Comment expliquer de pareilles erreurs? Avant tout, comme pour l'Allemagne, par une forme haineuse et étroite du patriotisme, l'Espagne ne pouvant pardonner ni à nous notre installation au Maroc, ni aux Etats-Unis leur intervention à Cuba et aux Philippines, ni à la Belgique et à l'Angleterre ses déboires du temps de Philippe II, sans oublier Gibraltar et le *Dos-de-mayo*. Et ensuite par une conception des choses politiques et sociales qui la rapproche malheureusement plus de nos ennemis que de nous, l'Espagne ayant toujours donné dans l'autoritarisme monarchique et clérical, dans la police inquisitoriale et dans le culte du sabre et du fouet ; aucune domination n'a été plus dure que celle des Castillans, et c'est à cela qu'il faut attribuer la sécession de toutes leurs colonies, jusqu'à Cuba en dernier lieu. Enfin il faudrait faire intervenir l'action corruptrice de l'Allemagne au cours de cette guerre et la façon dont certaine presse famélique de *tra losmontes* a été continument soudoyée par l'argent de la Wilhelmstrasse.

Heureusement toute l'Espagne n'a pas emboîté le pas à ses germanolâtres sincères ou intéressés, et l'on peut même dire que presque tout ce qui compte dans l'élite intellectuelle du royaume a été, comme ils disent là-bas, alliadophile ; pour un Benavente qu'on rencontre dans le clan ennemi, on citerait dix de ses pairs dans le nôtre, Ibanez, Galdos, Valdes, Azorin, Melgar, Unamuno, et on aurait tort de croire que tout le clergé a marché contre nous comme un seul homme, puisque l'archevêque de Tarragone, entre autres, s'est prononcé en notre faveur. De même dans le milieu de la cour très autrichien, il y eu au moins un francophile, le roi en personne, et M. Laborde va jusqu'à dire que le devoir des Français en Espagne était d'être les amis du trône, quelque républicains qu'ils fussent. Néanmoins on peut penser que l'action du monarque, si louable dans l'aide fournie aux prisonniers de guerre, aurait pu être plus décisive dans le domaine international public. Si Alphonse XIII avait, dès le premier jour, exprimé sa chaleureuse indignation contre les atrocités commises par les Allemands, croit-on que la chevaleresque Espagne n'eût pas suivi son roi, comme la Belgique suivit le sien ?

§

Du moins l'Espagne n'a-t-elle pas à résoudre, avec la question de la Catalogne, un problème aussi difficile que l'Angleterre avec la question d'Irlande. Voyons, avec M. Louis Tréguiz, l'auteur de **L'Irlande dans la crise universelle**, comment cette question se pose. Comme on le sait, l'Irlande a été, à partir du XVI^e^ siècle,

soumise par l'Angleterre à un régime d'oppression véritablement effroyable ; le livre de M. Paul Dubois, *l'Irlande contemporaine*, (*1907*), que M. Tréguiz aurait bien pu citer, donne sur l'histoire de ces quatre siècles des détails navrants. La Réforme, ici, a été non un facteur de civilisation, mais une cause de régression et de barbarie, en implantant dans un coin de l'île une population anglaise et protestante qui n'a pour les indigènes catholiques que haine et mépris, et qui continue à s'opposer, même par la force, à tout essai de *home rule*. Toute la gravité du problème irlandais vient de là, et à la veille de la guerre les deux partis étaient près de s'entr'égorger. Mais si les gens de l'Ulster, qui n'occupent d'ailleurs que la moitié de l'Ulster (16 unionistes contre 17 homerulers aux élections d'avant 1914), ne sont que des intrus, ce serait à eux de s'incliner devant la volonté générale et de se contenter d'une autonomie locale ; or il n'en est rien, et ces ulstériens sont plus intransigeants que jamais, ce qui, par contre coup, provoque l'intransigeance opposée des Irlandais. Le grand ébranlement patriotique d'août 1914 aurait dû tout purifier et, en effet, l'attitude du parti nationaliste irlandais à la Chambre des Communes fut d'un loyalisme parfait ; son leader, John Redmond, parla en termes chaleureux de l'union de tous les Irlandais tant catholiques que protestants contre l'Allemagne, et l'Irlande donna à l'armée britannique, en 1914 et 1915, un nombre de volontaires proportionnellement égal à celui des autres pays de l'empire ; « Ireland has done magnificently », a pu dire Kitchener.

Malheureusement, les jingoes anglais gâtèrent tout ; le 14 septembre 1914, le ministère Asquith subordonne le home-rule à diverses conditions, et en effet, trois jours avant la signature (18 septembre) du home-rule bill, une ordonnance suspend son application pendant un an ! Avant que cette année soit expirée, en mai 1915, c'est sir Edward Carson qui entre au ministère, lui l'homme de l'Ulster le plus fanatique, le promoteur de la guerre civile ! On reste stupéfait devant la folle idée des gouvernants anglais de faire appel à un tel homme à un pareil moment. Les Irlandais, déjà méfiants, s'irritent ; le parti loyaliste de John Redmond perd la moitié de sa popularité, et les violents, les Sinn-Feiners, prennent le dessus ; la haine de l'Angleterre ne connaît plus de bornes, et ce sont les déplorables journées des 24 au 28 avril 1916 pendant lesquelles le sang coule à flots à Dublin. Déplorables parce que les insurgés, en dépit de la légitimité de leurs revendications, font le jeu de l'Allemagne, que certains, comme sir Roger Casement, sont de purs agents du kaiser, et que le plus ou moins d'indépendance de l'Irlande ne compte guère en comparaison du sort qui se joue de la civilisation et de la liberté mondiales ; déplorables aussi parce qu'y éclate l'étroitesse d'esprit haineux des gens de l'Ulster et de leurs alliés de la grande île. Ici

presque tout le monde a eu tort, même peut-être nous aussi Français de n'avoir pas donné quelques conseils à nos amis anglais et à nos frères irlandais. Les seuls dont l'attitude ait été pleinement louable, les redmondistes, ont été abandonnés par tous les autres, ce qui est le sort habituel des sages en temps de révolution. Malgré tout, on peut espérer que les germes semés finiront par lever; le problème irlandais, comme le polonais, comme tous les autres, est devenu un problème international. L'Irlande demande une autonomie comparable à celle du Canada et de l'Australie, elle l'aura. L'Angleterre demande, de son côté, que sa sécurité ne soit pas compromise par le nouveau « dominion » ; on lui donnera toutes garanties, et elle comprendra vite elle-même que la meilleure de ces garanties est le loyalisme cordial des Irlandais qu'il ne dépend que d'elle d'obtenir. Quant à sir Edward Carson et à ses amis, qu'ils deviennent de bons Irlandais comme était Parnell, lui aussi protestant et anglais d'origine, sinon qu'ils abandonnent ce pays où ils ne sont que des « implantés » et ces compatriotes qu'ils affectent tant de mépriser, et qu'ils aillent vivre en Angleterre! Tout le monde leur criera : Bon voyage!

Memento. — Ernest Lémonon : *Les Chemins de fer interalliés*, Grasset, 1 franc. Pour combattre les lignes du Saint-Gothard et de l'Orient-express que l'Allemagne dominait jusqu'ici, l'auteur propose deux lignes passant par les pays alliés, la ligne du 45e parallèle, allant de Bordeaux à Odessa par l'Italie, et la ligne Londres-Brindisi, passant par le Lötschberg et le Simplon. Les lignes existent d'ailleurs déjà ; il suffit de les organiser pratiquement. — Francis Lebrun : *La Dobroudja*, Alcan. Avec une carte coloriée, mais dont les couleurs sont bien pâles, il est à peu près impossible de distinguer les cantons bulgares des cantons turcs. En réalité, la Dobroudja est peuplée en majorité, au nord de Roumains, au sud de Turcs ou Tartares, en sorte que les annexions roumaines du traité de Bucarest en 1913 n'avaient pas porté sur des pays bulgares comme ceux-ci le disaient. — Dgeric : *Ethnographie des Slaves de Macédoine*, Edition de la Yougoslavie, 118, rue d'Assas. Si la Macédoine ethnographique a donné son nom à la Macédoine gastronomique, ce n'a été que justice; les races y sont aussi variées qu'en celle-ci les légumes ou les fruits; c'est pour cela qu'au lieu de partager ce pays entre Grecs, Serbes et Bulgares, il eût peut-être mieux valu en faire un pays à part de population mixte, comme la Suisse ; l'élément grec, dominant à Salonique, n'y eût eu qu'une place d'honneur et il se serait formé une nationalité macédonienne à la fois slave, hellénique, albanaise, volaque, turque et juive. — Vouk Primorac : *Trieste et l'Istrie*, avec préface d'Ernest Denis. Même éditeur. L'Istrie aussi slavo-italienne aurait pu former un Etat à part, mais les Italiens tenaient trop pour cela à Trieste, qui est d'ailleurs plus italienne encore que Salonique n'est grecque ; le partage de cette petite péninsule se fera donc à l'amiable entre Italie et Yougoslavie, et avec un peu de bon vouloir des deux côtés des relations sincèrement cordiales s'établiront entre les deux royaumes, du

moment surtout qu'il n'y aura plus d'Allemands pour les envenimer. — Evans Lewins : *Le Régime allemand en Afrique* (traduit de l'anglais). Comité de l'Afrique française, 21, rue Cassette. Les citations de Dernburg et de Von Liebert mises en épigraphe : « On demande à l'Etat d'avoir toujours le fouet à la main ; » et « en Afrique il est impossible de réussir sans cruauté », résument fort bien ce régime allemand surlequel M. Lewins donne des détails atroces. — Georges Deherme : *La Culture sociale de la Race*, Groupe Auguste Comte, 6, boulevard de la Madeleine. Ce tract fortement charpenté fait suite à la *France Militante* et précède l'*Idéologie délétère et les superstitions matérialistes* qui va paraître. Tout cela est à lire avec soin. — Fenelon Gibon : *Le Fléau du taudis*, 14 *bis*, rue d'Assas. Les ennemis de l'idéologie devraient s'adonner à des buts précis comme celui-ci. La Ligue française, 237, boulevard Saint-Germain, va justement entreprendre une grande campagne, dans tout le pays, contre le taudis, pourvoyeur de la tuberculose, de la prostitution, de l'alcoolisme et de presque tous les fléaux sociaux ; qu'on vienne à elle ! — Georges Hennequin : *Suppression de la Dette de France, constitution de ressources nouvelles ; diminution des impôts.* Edition artistique, 34, rue Saint-Ouen. Je crois que l'auteur se fait des illusions sur les services que peut rendre le papier monnaie. — Du Mesnil Thoret : *Le Controle interallié de la Dette Allemande.* Société d'Economie sociale, 54, rue de Seine. Ceci est plus pratique ; il s'agit d'organiser un contrôle analogue à celui de la Dette ottomane. Les Allemands s'étant conduits comme des bachibouzouks, ce n'est que justice ; ne pourrait même aller jusqu'à leur imposer une gendarmerie internationale, comme en Crète et en Macédoine du temps du Sultan Rouge.

HENRI MAZEL.

ARCHÉOLOGIE, VOYAGES

Arsène Alexandre : *Les Monuments français détruits par l'Allemagne*, Berger-Levrault, 20 fr. — Jean de Ligne : *Ypres*, Payot, 2 fr. — D'Estournelles de Constant : *Les Etats-Unis d'Amérique*, Armand Colin, 5 fr. — Memento.

A la librairie Berger-Levrault, M. Arsène Alexandre a publié un ouvrage abondant, aux illustrations nombreuses, sur **les Monuments français détruits par l'Allemagne**, — enquête entreprise par ordre de M. Albert Dalimier, sous-sécrétaire d'Etat. Ce travail documentaire et état récapitulatif est précédé d'une longue introduction qui constitue la première partie du volume sur les théories allemandes, les « arguments de la kultur » et même ses « raisons de derrière la tête », si l'on peut ainsi parler, — les raisons par lesquelles on a prétendu excuser et même justifier les ravages de la guerre. L'inventaire et l'historique des destructions commence ensuite, — abondant, on peut le croire. Partout où sont parvenus les Allemands, dans tous les endroits qu'ils ont tenus sous le feu de leurs pièces, on peut compter des édifices atteints, ruinés, détruits, — quand ce n'est pas le lieu lui-même. Les départements de Seine-et-Marne, de la Seine et de la Marne fournissent quatre-

vingt-quinze endroits à cette statistique funèbre; la Meuse en compte soixante-deux; la Meurthe-et-Moselle quarante-cinq; le Pas-de-Calais soixante-quinze; les Vosges vingt-trois; le Nord seize; la Somme cent quarante-cinq; l'Oise cinquante-quatre et l'Aisne, cent dix-sept; — soit un total de cinq cent quarante-cinq villes ou villages dont les monuments et surtout les églises sont abîmés ou même complètement détruits. Parmi les notices les plus remarquables qui accompagnent l'énumération des édifices et lieux massacrés, on peut citer d'abord celle de Reims, dont la cathédrale historique a servi de cible aux artilleurs allemands; où l'on a détruit ou tout au moins ruiné des constructions précieuses, tenant une place dans l'histoire du pays ou de la ville, comme l'ancien évêché avec sa curieuse salle du Tau, et à côté, dans les bâtiments, les collections archéologiques de la ville; l'église et une grande partie des constructions de Saint-Remi; Saint-Jacques, entre la rue de Vesle et la place Drouet d'Erlon; plus haut, la Cour du chapitre avec sa curieuse porte féodale; l'Hôtel de Ville et les précieuses maisons de la rue de Tambour et de la place des Marchés, — sans parler des immeubles précieux répartis dans la ville devenue inhabitable et dont la population, d'abord refugiée dans les vastes caves et abris du sous-sol, avait fini par être évacuée. — Le sort de Reims, ville ouverte, a été à peu près celui de Verdun, bombardé au cours de la longue bataille livrée sous ses murs et où l'on ne compte plus les constructions endommagées, sinon complètement détruites. La notice de M. Arsène Alexandre mentionne la cathédrale et, en arrière, son cloître du xv^e^ siècle; les églises Saint-Sauveur, Saint-Victor (xv^e^ siècle), Saint-Jean Baptiste au Faubourg pavé, la chapelle du Glorieux; mais on ne compte plus les maisons atteintes et, en somme, la ville, de même que Reims, peut être considérée comme à peu près détruite. — Nancy, qui se trouve également sur la liste, a relativement peu souffert, si le Palais Ducal, la place Stanislas, plusieurs églises et édifices civils ont été atteints par les bombes. Pont-à-Mousson, Lunéville de même ont reçu des projectiles; Gerbervillor n'est plus que décombres. Arras est encore une des victimes les plus remarquables de la méchanceté allemande; l'Hôtel de Ville et son Beffroi, les deux places si curieuses qui en constituaient le décor; la cathédrale, les églises, l'ancien palais épiscopal, des centaines d'immeubles enfin ont été terriblement endommagés, sinon complètement détruits. — Dans la Somme, on peut encore mentionner Roye, où ont été détruites les églises Saint-Gilles et Saint-Pierre; Tilloloy, dont la jolie église de briques et pierres a été terriblement meurtrie, tandis que croulait le château voisin; Péronne, dont on peut indiquer l'église (xvi^e^ s.), le petit Hôtel de Ville de la Renaissance, les restes du château où se trouva enfermé Louis XI. — Dans l'Aisne, c'est encore Soissons, où furent

criblés de projectiles et à peu près détruits des édifices remarquables comme la cathédrale, Saint-Léger, Saint-Pierre, les ruines de Saint-Jean des Vignes, l'Hôtel de Ville et son précieux musée. C'est encore Coucy, ville et château, dont l'ensemble admirable était un lieu de pèlerinage pour tous ceux qui s'intéressaient aux choses du passé et qui a été volontairement détruit, incendié, ruiné par les explosifs dont on a fait sauter le donjon ; Saint-Quentin, enfin, où la collégiale a été incendiée, — et toute la ville depuis quasiment détruite.

A cette première liste on pourrait ajouter bien d'autres noms de lieux remarquables, de villages même dont les églises étaient de précieux joyaux, — comme, dans la Marne, celle d'Hermonville et de Cauroy-les-Hermonville, dont la galerie d'avant-nef ou porche se retrouve près de Paris à l'église de Saint-Maur ; la pittoresque église de Cormicy. Dans la Meuse, il faudrait mentionner celle de Bauzie-sur-Aire, la remarquable église de Rambercourt-aux-Pots ; dans le Pas-de-Calais, celles de Bapaume, d'Ablain Saint-Nazaire ; dans la Somme, le curieux château historique de Ham, dont il est à peine resté des décombres ; Thiercourt dans l'Oise ; dans l'Aisne, Verneuil-Courtoune.

Mais il faut savoir se borner, car cet obituaire deviendrait fastidieux. On peut dire cependant que M. Arsène Alexandre a fait œuvre utile en traçant le tableau d'ensemble des ruines accumulées par l'ennemi. Mais à l'époque où il dressait cet inventaire, nul ne prévoyait la ruée ultime qui devait le conduire presque jusqu'à Compiègne et Crépy-en-Valois, qui furent à leur tour copieusemen bombardés, — complétant ainsi son œuvre de destruction dans l'Est et le Nord de la France, — et pour laquelle un volume de complément sera nécessaire.

§

Une curieuse plaquette sur **Ypres**, *essai sur sa formation et sa reconstruction*, a été publiée par M. Jean de Ligne. C'est un historique rapide de ses premiers âges, de l'établissement de la vieille commune, de l'époque périe qui vit l'incroyable fortune de sa population de drapiers, — du fourmillement de ses ruches ouvrières, qui expliquent pourquoi l'on avait construit des édifices importants comme les Halles et le Beffroi, des monuments fastueux comme l'Hôtel de ville, — et l'abondance encore de ses œuvres charitables. Nous trouvons encore dans le volume des indications précieuses sur le cours de l'Yperlée, qui traversait Ypres, mais en souterrain depuis longtemps déjà, et autrefois passait librement devant la cathédrale, — où se trouvait un bassin comblé ensuite, tant que les maisons de ce côté, — les maisons des corporations, — offraient une double rangée de façades ; ensuite au pied des Halles et devant la Boucherie, pour suivre la rue de Lille en passant le long de l'Hospice Belle, du Steen, — devenu

peut-être la maison des Templiers, — de l'église Saint-Pierre, de l'Hospice Saint-Jean et de la maison de bois qui subsistait près de la porte de Lille. Mais la couverture de la rivière avait procuré à Ypres des rues beaucoup plus larges en général qu'on n'en trouve dans les villes du moyen-âge, et le fait frappait d'autant plus qu'hormis la petite animation du quartier de la gare, — peut-être de la rue de Lille! — il y avait là une ville beaucoup plus morte, peut-être, qu'aucune autre de Belgique, — plus morte que Bruges même, Malines, Louvain ou Termonde. L'aspect de la Grande Place était même remarquable à ce propos : quelque bonnes femmes qui travaillaient devant leur porte, à leur carreau de dentelles; de loin en loin un passant, traversant la place avec un bruit de galoches qui paraissait formidable dans le silence, c'était à peu près tout. — L'artillerie allemande, on le sait, s'est acharnée contre ce reliquaire désuet, — ces restes d'un passé fastueux qui s'étaient conservés jusqu'ici par miracle. Toutefois, M. Jean de Ligne voudrait voir une résurrection d'Ypres qui semble bien problématique, car le sol de la région a été bouleversé, — on peut même dire détruit. Il y faudrait d'abord rebâtir des fermes qui auraient charge de reconstituer la terre et la faire produire de nouveau. Ensuite, je ne crois pas beaucoup, malgré les affirmations de l'auteur, aux bienfaits de « la coopération » remplaçant la foi du Moyen-âge qui avait fait s'élever la cathédrale de Chartres. A côté « des coopératives agricoles » qui auraient charge de reconstituer le sol du pays, il préconise de même une reconstruction utilitaire de la ville avec des halles nouvelles, un beffroi « dont l'expression devra s'imprégner du caractère et des principes du nouveau groupement de constructions, comme le beffroi défunt s'était imprégné jusqu'au plus profond de sa chair de l'esprit de la commune démocratique ». — Tout cela est très joli sans doute, mais, nous sommes forcés d'en convenir, ne nous intéresse point. J'accorde qu'il est bien inutile d'essayer de reconstruire Ypres ruiné, comme certains le demandèrent; la ville ancienne et ses décors de vieilles maisons ont disparu; on n'en pourrait faire qu'une vague reconstitution et dont la dépense est inutile. Qu'on rebâtisse ailleurs la nouvelle ville, si l'on y tient absolument. Le site de l'ancienne ne présente aujourd'hui aucun avantage et il faut laisser sur place les décombres qui témoignent de la sauvagerie allemande; les en retirer serait à la fois une impiété et une sottise. — A côté de ce cimetière, qui sera sans doute un des pèlerinages de demain, MM. les architectes auront toute la place qui leur sera nécessaire.

§

M. d'Estournelles de Constant a publié une seconde édition de son voyage aux **Etats-Unis d'Amérique**, où il a voulu corriger diverses appréciations qui avaient bien passé de mode dans la pé-

riode actuelle; toutefois je ne suis pas trèssûr qu'il ait réussi, car il n'a pas eu le courage de refaire son livre et on n'en lit pas deux pages sans rencontrer des appréciations ou même des affirmations qu'il faudrait discuter, — sans parler de celles que les événements de la période présente auraient dû l'engager à reprendre. M. d'Estournelles de Constant n'a pas le don d'observation aiguë et la vision nette des choses qui permettent de renouveler un sujet. Il accepte surtout ce qu'on lui présente. Il est allé aux Etats-Unis pour faire des conférences, — pour parler, — et il parle ; en route seulement, quand il a du temps de reste, il consigne ses observations, nous dit l'accueil qu'il se trouve recevoir, ensuite de quoi il vante le Progrès, — le Progrès va si vite ! il faut intéresser l'opinion ! — note des choses qui concernent l'enseignement, le vote des femmes, la politique, le socialisme, — et même un banquet dont le menu se trouvait chargé de « symboliser à la fois l'union franco-américaine, l'arbitrage et l'aviation » ! Il montre aussi un enthousiasme consternant pour les villes improvisées, — les « villes champignons », — comme Seattle qui n'a que soixante ans d'âge, se trouve encore en construction et possédera tout à l'heure 300.000 habitants. Mais on est heureux aussi de rencontrer dans son livre des indications comme celles qui concernent des mesures prises à propos de la spéculation, — sur les terrains par exemple, achetés à des prix dérisoires et qui se trouvent représenter des millions. C'est la terre qui est frappée, mesure très simple et qui se trouve retourner à l'Etat le bénéfice du propriétaire. — A noter qu'au moment où M. d'Estournelles de Constant écrivait son livre, il traitait de « coup de folie » l'intervention américaine au Mexique ; mais il lui a bien fallu admettre ensuite l'intervention américaine en France. Aussi peut-on s'étonner qu'il ait laissé, — en 1917 ! — des appréciations de ce genre : « Le gouvernement allemand n'est plus maître de déchaîner la guerre par un oui ou non ». — Entre temps il parle de la question indienne, des affaires religieuses, du Canada, de l'armée, de la marine, des colonies, et du Panama pour finir. Tout cela fait un gros volume.

Memento. — *La Vie* a tiré à part un numéro spécial consacré aux *Etats-Unis* et à *la France*: *Comment mieux nous unir aux Etats-Unis*, où ont été recueillies quantité d'opinions plus ou moins autorisées ; une *Petite Anthologie de nos souvenirs communs* et des articles divers relatifs à l'Amérique. — La Revue catholique *Jésus-Christ*, qui paraît depuis janvier 1918, a donné des articles d'Arthur Loth sur *la Beauté du Christ* et sur *le Culte de la Sainte Face;* du chevalier P. A. Pedoux sur les vrais principes de l'archéologie chrétienne ; de José Vincent sur *les Vierges ouvertes et les Vierges ouvrantes;* de l'abbé Noguier de Malijay sur *l'Etude scientifique des empreintes du Saint-Suaire de Turin*, ainsi que l'important travail d'Emmanuel Faure sur *le Portrait authentique du*

Christ révelé par le même Saint-Suaire, etc. C'est dire que la publication doit être suivie avec intérêt. — Dans les derniers numéros de *l'Intermédiaire*, je signalerai, entre autres, des communications relatives à *la construction de Notre-Dame de Paris ;* les diverses auberges à *l'enseigne de la Femme sans tête ; la polygamie en Prusse ; une inscription de la cathédrale du Puy ; la traduction du Coran*, et, de nouveau, sur *les Cages de fer du Cardinal la Balue.*

CHARLES MERKI.

LES REVUES

L'Opinion : « la véritable place : la première, » revient à M. Poincaré, maintenant que l'Allemagne est vaincue. — *Les Cahiers idéalistes français* : remarques de M. André Charpentier, soldat et blessé de guerre. — *Mercure de France* : essai de définir le mot *peuple*, à l'intention de M. A.-Z. Cassoulet et de mes autres lecteurs. — *Revue des Deux-Mondes* et *Revue de Paris* : Edmond Rostand, jugements de MM. R. D. et Fernand Vandérem. — *Le Verbe* : Les derniers vers de Gauthier-Ferrières. — Memento.

Ce matin, la presse publie le chiffre officiel de nos morts, arrêté au 1er novembre. On s'est encore battu onze jours après. Voici la statistique terrifiante : Morts : 1.071.300. — Disparus : 314.000. On sait qu'il n'y a guère de différence entre les deux catégories. Beaucoup trop de nos prisonniers libérés survivront peu à leur retour en France, tel est leur délabrement physique. La guerre a tué, en outre, par les privations et le chagrin, beaucoup de pauvres gens. En chair humaine, le prix de la victoire est effroyable. Et il n'est question, ici, que de sang français. Nos alliés britanniques surtout, les Belges, les Serbes, les Roumains, les Italiens, ont apporté leur tribut au Moloch. Les Russes ne seraient pas sortis les premiers de l'infernale lutte, si elle ne leur avait causé tant, tant de cadavres. La victoire n'empêche qu'il n'y ait ce charnier où un million et demi de Français ont été jetés, qui étaient la jeunesse mâle du pays. La victoire permet d'imprimer aujourd'hui ce que la Censure interdit depuis quatre ans et demi.

Or, voici ce que nous lisons dans l'**Opinion** (14 décembre), signé d'un O :

Il y a dans les archives de l'*Opinion* une lettre datée de 1912, signée d'un nom connu, où l'on peut lire la phrase suivante : « Nous sommes nombreux à penser que vous vous faites de grandes illusions sur l'Alsace-Lorraine, dont je vous reproche, en ce qui me concerne, de parler beaucoup trop fréquemment. » Et l'auteur de la lettre, après quelques autres réflexions de cet ordre, menaçait de se désabonner si nous persistions à évoquer le passé, à dire le présent et à préparer l'avenir. Nous avons persisté. Notre homme ne s'est pas désabonné. Nous espérons que dans la foule qui suivait le président à Metz, à Strasbourg, à Colmar et à Mulhouse, il a fini par découvrir qu'il existait une Alsace et une Lorraine, voire même, jus

qu'à ces derniers jours, une question d'Alsace et de Lorraine — et qu'en somme André Lichtenberger n'était pas absolument un radoteur.

Peut-être aura-t-il découvert aussi M. Raymond Poincaré, sur le compte duquel il avait coutume de s'exprimer sans indulgence, — et qu'il reprochait à l'*Opinion* presque autant que l'Alsace-Lorraine. La place de Broglie, lundi dernier, était un bon endroit pour le découvrir — et pour s'incliner devant un chef d'Etat dont quatre années de guerre ont assez démontré l'intelligence, la conscience et le courage.

Car, Metz et Strasbourg retrouvés, ce n'est pas seulement l'œuvre magnifique de nos soldats, des vivants et des morts, des morts plus encore que des vivants, — c'est l'aboutissement d'une politique. Et cette politique n'a pas toujours été très facile à faire, avant et pendant la guerre.

D'abord parce qu'elle devait se frayer un chemin à travers les mille difficultés suscitées par les rivalités de parti.

Ensuite parce qu'elle se heurtait souvent, dans l'ombre, aux obstacles accumulés par une autre politique, sournoisement poursuivie.

Cependant M. Raymond Poincaré l'a faite avec une adroite persévérance qui sacrifiait, quand il le fallait, l'accessoire au principal, les moyens au but, les hommes à l'œuvre.

La victoire est venue. Elle récompense tous les efforts. Les acclamations des deux chères provinces ont déjà payé de ses peines le président de la République française. Pour qui a réalisé son rêve le reste ne compte pas. Mais l'histoire va venir. Elle redressera bien des jugements. Elle éclairera bien des mystères. Elle mettra chacun à sa véritable place et, si nous ne nous abusons, M. Poincaré à la première, — non pas seulement pour l'admirable série de ses discours, mais aussi et surtout pour l'admirable continuité de ses actes.

Gageons que, parmi les articles de Georges Clemenceau supprimés par la censure, — et Clemenceau journaliste n'a jamais été inférieur à Clemenceau président du conseil, — plus d'un accusait précisément cette politique de l'Elysée, antérieure à la guerre. « Mais l'histoire va venir. Elle redressera bien des jugements », lisons-nous plus haut. Celui de *l'Opinion* engage M. Poincaré, parce que « la victoire est venue ». On revendique pour M. Poincaré une responsabilité que, sous prétexte d'union sacrée, on ne pouvait déclarer il y a quelques mois. L'histoire montre que l'excès de zèle rend souvent l'amitié imprudente. Clemenceau est populaire parce qu'il a toujours eu le courage de ses opinions et de ses actes, parce qu'il a affirmé sa responsabilité avant la réussite de ce qu'elle engageait, enfin parce que, ministre, il a su réaliser l'unité de commandement militaire que, journaliste, il exigeait du pouvoir exécutif.

§

M. André Charpentier intitule : « Quelques remarques d'un de là-bas » et dédie « à mes camarades du 68e de ligne », « de petites remarques écrites au front, dans la tranchée, où à l'hôpital ». On les trouvera dans **les Cahiers idéalistes français** (décembre).

Nous en reproduisons certaines, sans les commenter, sauf à dire qu'elles expriment plus de vérité que les plus nombreux discours officiels :

Un article patriotique, c'est plus démoralisant pour nous qu'un tir de barrage. Nous avons l'impression très nette qu'on se f... de nous. Essayez donc de lire un article de ce genre avec de la boue jusqu'au ventre, vous m'en reparlerez !... Cet état d'esprit contradictoire entre l'autenr et le lecteur provient d'une différence de confort, simplement... Un article patriotique pour être valable ici devrait être écrit au petit poste. Alors, on verrait. J'admets que les civils aient besoin de cette pâture. Mais très peu pour nous!

Ces grands « bourreurs de crânes » sont semblables à des gardiens de phare qui, en pleine tempête, au lieu de porter secours aux naufragés, déclameraient du haut de la falaise des passages d'un manuel de natation... et, pendant qu'ils palabrent, les autres barbotent dans la « flotte ».

Mais, me direz-vous, beaucoup de ces bourreurs ont dépassé la cinquantaine. Alors, qu'ils se taisent, qu'ils n'excitent pas les autres à faire ce qu'ils savent ne pas pouvoir faire.

Il y a des civils qui s'imaginent encore que le poilu se bat avec joie !

Il y a les bons vivants. Ce sont les profiteurs de la guerre. Nous, poilus, nous ne sommes que de mauvais vivants.

Les morts crient vengeance, dit-on.

Ah ! s'ils pouvaient parler, je sais bien ce qu'ils crieraient !

Ce qu'il y a de plus étonnant dans cette guerre, c'est que le président de la Ligue des Patriotes soit encore en vie, alors que tant d'antipatriotes se sont fait tuer.

Des profiteurs de la guerre, ce sont bien les majors à qui nous avons servi de cobayes dans les hôpitaux et les ambulances. La guerre aura « dressé » d'excellents chirurgiens. C'est à nous qu'ils devront leur science.

Nous allons les revoir, après la guerre, regrimper nos escaliers pour quarante sous. Je prévois des rencontres tout à fait joyeuses entre poilus et majors redevenus civils.

Ne craignez rien, poilus : une fois rentrés chez vous, vous serez « reconnus » à chaque visite.

Jamais ils n'ont eu autant de clients.

Et pour finir, ceci, emprunté au paragraphe dénommé : « Les belles phrases » :

On les aura !

C'est entendu. Mais il y aura bien des gens et des choses qu'on n'aura plus.

§

Notre **Mercure de France** a publié, dans son numéro du 1er janvier, une lettre adressée à son directeur par un correspondant

qui signe A.-Z. Cassoulet, se donne pour « un type dans le genre de Voltaire » et me demande ce que j'entends par le mot : *peuple*.

Pour répondre à l'honorable Achille-Zéphyrin, frère d'Eusèbe Loys, d'Hilarion-Sosthène, d'Elysée-Séraphin et d'Evariste-Andoche, fils d'un honnête bineur de vignes plus simplement prénommé Jean-Pierre, je n'ai recouru à aucun dictionnaire, à aucun ouvrage de sociologie; j'ai tiré d'une très sérieuse méditation ce qui suit :

J'entends par le peuple, dans une nation, tous ceux qui produisent par un travail personnel, concourent, par lui, à l'accroissement des forces collectives, intellectuelles, morales et matérielles. Tout ce qui n'est pas le peuple ainsi spécifié est parasitaire. Ce parasitisme sera progressivement détruit par la limitation des héritages, la part attribuée à l'Etat croissant en raison directe du montant de la succession. Les ordres privilégiés de l'ancien régime, aujourd'hui fondus en un seul, constituent les oisifs, ferment de pourriture sociale par leur ignorance de l'effort et les envieux qu'ils suscitent; les gens dont on dit qu'ils *font des affaires* et qui ne sauraient avouer aucun métier ; les spéculateurs ; tous les individus qui vivent du jeu sous quelque forme que ce soit; tous ceux qui prélèvent un intérêt sur les produits du travail d'autrui sans y collaborer par un effort direct.

Le peuple, c'est, en somme, l'ensemble des forces vives et actives d'une nation. Elles incorporent un illettré aussi bien qu'un savant, un professeur de philosophie, le hautain Vigny, le tendre Verlaine, et M. Paul Bourget lui-même, qu'il l'accepte ou s'en défende, tandis qu'elles frappent d'exclusion majeure la plupart des modèles dont il a décrit les scrupules, la garde-robe et les amours.

Je souhaite que le quatrième né des fils de Jean-Pierre Cassoulet veuille bien comprendre ce que peut signifier ce vœu : « Vive la République française, la vraie République : la République du Peuple! » que j'ai exprimé sous l'influence d'une des émotions heureuses les plus fortes de ma vie, le 11 novembre dernier, en apprenant la signature de l'armistice.

§

Edmond Rostand est mort au lendemain de la victoire des troupes françaises et alliées. Il disparaît au moment que l'*Esope* ressuscite glorieusement Banville et, par l'intermédiaire de la Comédie-Française, si lente à découvrir les vrais chefs-d'œuvre, *apprend* au public le nom d'un des plus admirables poètes de notre riche XIXe siècle. On oubliait un peu Banville. On commençait l'ingratitude à l'égard de Rostand. Il agaçait un peu ses admirateurs, par les « pièces de circonstance » que les éditeurs de journaux et de revues lui défendaient, en quelque sorte, de publier sans le tapage d'un boni-

ment forain. C'était un homme de grand cœur, à l'amitié fidèle, un artiste épris de son art avant tout, d'une absolue probité, un homme chagriné profondément par l'abus que la réclame a fait, malgré lui, de son nom justement illustre. *La Princesse lointaine*, *Cyrano* et, surtout, le généreux, le très noble et très grand *Chantecler*, sont d'un poète de théâtre indiscutable, d'un lyrique étincelant, sincère, qui abonde en inventions heureuses et belles. Il n'a dû sa popularité universelle qu'à des moyens parfaitement nobles.

M. R. D. lui adresse un « douloureux adieu » dans la **Revue des Deux Mondes** (15 décembre), en attendant « un peu plus tard d'indiquer la place qui revient à son œuvre dans l'histoire de notre poésie dramatique » :

L'esprit, la tendresse, la grâce, la fantaisie, l'éloquence, c'est tout cela qui était le frisson du vers de Rostand. La générosité, la bravoure, l'esprit de sacrifice, l'humeur chevaleresque, l'amour du panache, le culte de l'idéal, voilà les sentiments dont il a fait vibrer les cœurs des milliers et des milliers d'auditeurs, sur lesquels, pendant les soirs inoubliables de *Cyrano de Bergerac* et de l'*Aiglon*, passait un vent d'héroïsme.

Aussi, il était populaire. La masse du public ne s'y était pas trompée : si délicat et raffiné que fût son art, elle l'avait adopté. Il était adoré des jeunes gens et des femmes, cortège rituel des grands poètes.

C'est lui qui, dans un temps où la littérature française s'abandonnait, envahie par la désespérance, a le premier et le plus magnifiquement réveillé notre tradition nationale. C'est lui qui, par l'ardente déclamation de Cyrano, comme par la voix grondeuse de Flambeau et par l'appel matinal du Coq gaulois, a sonné le ralliement. Il avait annoncé la victoire : nous comptions sur lui pour la chanter. C'est de lui que nous attendions le poème inspiré, où quelque émouvant symbole eût fixé les traits de la France victorieuse.

Ce regret planera sur sa mémoire et nous la rendra plus chère. Son œuvre reste interrompue. Il est de ceux qui, entrés vivants dans la gloire, sont partis avant d'avoir rempli tout leur destin.

Dans son brillant courrier de **La Revue de Paris** (15 décembre), M. Fernand Vandérem parle de « la verve torrentueuse et lumineuse qui, aux pièces de Rostand, entraîne, subjugue les plus réfractaires ». Il ajoute :

Un seul poète, sous ce rapport, l'égale peut-être : l'auteur du quatrième acte de *Ruy Blas*. Un acte sur la centaine que signa Victor Hugo !

Voici une page des mieux venues, sur la fortune de *Cyrano* :

On a qualifié *Cyrano* de grand événement. Ce fut plutôt une manière de cataclysme, de maëlstrom inopiné, une lame de fond qui bouleversa le monde des lettres jusqu'en ses extrêmes profondeurs, défonça tout le réseau des petites intrigues, des petits accords, des petites publicités, et révéla aux écrivains ahuris à quelles hauteurs pouvait atteindre ce dieu qu'ils se représentaient d'envergure si menue, de moyens si faibles, d'action si restreinte : le Succès.

Dans le camp des poètes surtout le désarroi marqua son maximum. Songez donc! Un si prodigieux résultat obtenu par cet article désuet, discrédité, éculé, dont aucun théâtre ne voulait, en qui aucun directeur ne croyait, qu'on ne jouait que par expédient ou en vertu du cahier des charges : une pièce en vers ! Et qui mieux est, une pièce comique, une pièce gaie, une pièce à recettes, — c'est-à-dire le mirage après lequel ils couraient tous depuis cinquante ans et où ils avaient tous perdu leur peine et leur souffle, les Banville, les Glatigny, la séquelle ! Un tel caprice du sort engendra les épisodes les plus drôlatiques. Des ménages de poètes faillirent divorcer tant le triomphe de *Cyrano* y avait semé d'aigreur. Ailleurs, dans les dîners, les soupers, c'étaient d'affreuses querelles, les uns soutenant hypocritement la pièce rien que pour la joie d'empoisonner les autres. Trois jours après la première, un poète venait chez moi aux nouvelles. Comme je présageais un long succès, il parut d'abord accablé. Puis se ressaisissant : « Oui, mais a-t-il la santé ? » Hélas !

Les critiques aussi battaient la breloque. Je me souviens d'un dîner avec Brunetière, où, de tout le repas, le grand critique ne déragea pas contre la pièce. Ce phénomène foudroyant de gloire spontanée, ce bolide de succès éclatant avec fracas dans son évolution des genres, incommodait Brunetière. Aussi quelle colère, quelle avalanche d'arguments hostiles ! Pièce rebattue, rafistolage romantique. Et quant au succès, combien d'autres équivalents avaient péri sans laisser de traces . Ainsi Nivelle de la Chaussée... Assimiler Rostand à ce Nivelle, à quel degré de folie ne peux-tu pas conduire, ô théorie de l'évolution !

M. Vandérem remarque très opportunément que Rostand, s'il exalte l'amour de la patrie, dans l'*Aiglon*, « voudra qu'on connaisse aussi sa haine de la guerre ».

Pour lui aussi, dans *Chantecler*, « l'ambition est plus vaste encore » :

Rostand a tenté là une épopée dramatique, dans le genre de ce *Roman de Renart* où se dresse toute la société d'une époque. Il est le maître du théâtre, notre amuseur en titre, celui dont on n'attend que la pièce divertissante, resplendissante, émouvante, enfin la pièce à la Rostand. Au lieu de donner cette pièce, au lieu de suivre ce chemin facile vers l'argent et vers le succès, nous le voyons tenter l'entreprise théâtrale la plus ingrate, la plus chimérique qui ait jamais été risquée sur les planches. *Chantecler* demeure toujours Cyrano, toujours Flambeau, — l'intrépidité, la générosité, la bonté, la gouaille. Mais son cri est devenu verbe, ses défis se lancent avec plus de majesté, d'un accent plus serein, plus grave. Ses blâmes ne vont pas à des personnages épars. Ils frappent des travers universels, des vices éternels... Malheureusement, ni le Boulevard, ni le public ne surent gré à Rostand de cette élévatioa du ton. La pièce fut pour lui un échec. Elle ne se joua que trois cents fois !

§

Le Verbe (octobre-novembre) publie ce poème, « le dernier qu'il a pu écrire », — de Gauthier-Ferrières, tué en combattant, le 17 juillet 1915, aux Dardanelles :

... Durant cette guerre affreuse et maudite,
Terré dans la nuit sans rien voir de beau,
Je vis dans les trous comme un troglodyte,
Le front sur la pierre et les pieds dans l'eau.

Suis-je pas plutôt la taupe qui rampe,
Que l'homme aspirant à l'azur qu'il voit ?
La boue est mon lit, la lune est ma lampe,
La poussière emplit ma maison sans toit.

La journée on cuit, le soir on grelotte,
La barbe vous gratte et la peau vous bout ;
Je suis devenu presque sans-culotte
Avec mes habits déchirés partout.

Pas de goutte à boire, aucun livre à lire !
A peine une lettre une fois par mois...
Moi qui, comme un maître, ai porté la lyre,
Le fusil me pèse ainsi qu'une croix.

Comme mon fusil, ma pipe est bouchée,
Je n'ai plus de feu, même en amadou,
Et j'attends la mort dans quelque tranchée
Par un coup tiré nul ne saura d'où...

§

MEMENTO. — *La Revue hebdomadaire* (décembre) commence la publication de « L'Imagier d'Epinal », un nouveau roman de M. Lucien Descaves. — M. Maurice Muret : « La métamorphose de Maximilien Harden. »

Revue France (10 décembre) : — M. E. Boutroux : « Un soldat de France. » — Jean X... : « Lettres d'un soldat. »

Le Correspondant (10 décembre) : « Celui qu'on oublie », par M. Eugène Tavernier qui entend par là : Dieu. — « Edmond Rostand », par M. Alfred Poizat. — « L'étiquette dans les « mess » de l'armée britannique », par M. Frank Levray.

Les Marges (15 décembre) : « L'Académie française », vue par Chamfort et « l'Académie Goncourt » vue par M. Léon Deffoux. — De M. Pierre Lièvre, un article très intelligent, mais très sévère sur « Henry Bataille ». — De vivants « petits tableaux de la guerre », de M. Jean Viollis. — « Lettres à une amie », deux poèmes fins et d'une verve originale de M. André Maurois, l'auteur de ce livre d'un ton, d'un art si nouveaux : *Les Silences du colonel Bramble*. — « Plus de vin », chronique rimée de M. F. Fleuret. — « Sur G. Apollinaire », par M. Jean Royère.

La Nouvelle Revue (15 décembre) : Très curieux documents produits et commentés par M. le Dr R. Benou sur l'internement de Jules Vallès à l'asile des Aliénés de Saint-Jacques, à Nantes. Le docteur conclut en propres termes à « un abus du pouvoir paternel ».

Revue bleue (7-14 décembre) : M. Paul Louis : « Les Causes de la Révolution Allemande. »

La Grande Revue (novembre) : — « Le Mystère des Vivants et des Morts », par M. Saint-Georges de Bouhélier.

Ariste (décembre) : « Féerie Intime », par M. Henri Davoust.

Les Humbles (cahiers 4 à 7, août à novembre) : fascicule consacré à M. *Philéas Lebesgue* et à son œuvre.

Les Cahiers bretons (décembre) : « André Suarès et la Bretagne. »

Le Cri du Midi (10 au 25 décembre) : M. Paul Meunier : « La Constitution française et la Diplomatie secrète. »

Les Lettres parisiennes (15 novembre) : « Lettre à Thomas-Alva Edison », adressée en décembre 1917 au grand physicien américain, par M. Saint-Pol-Roux, pour lui suggérer « la *désinvention de la poudre* ». « Problème ingénu, solution solennelle », dit le poète. — « Une danse renouvelée », par Mme Jeanne Ronsay. — « Alcyone », thème de ballet par M. H. Schilde.

CHARLES-HENRY-HIRSCH.

LES JOURNAUX

Le Vieux-Port menacé (*Le Figaro*, 7 déc. 8 janv., *Excelsior*, 12 déc., *Le Matin*, 31 déc., *Le Temps*, 27 et 30 déc.). — Le Caillou qui bique, la maison de Verhaeren (*Le XXe siècle*, 17 nov.) — Les Journaux du Front.

M. Eugène Montfort aime Marseille qui lui appartient un peu, puisqu'il l'a chantée et qu'il a noté, dans quelques-uns de ses romans, son voluptueux visage. Au retour d'une visite sentimentale qu'il vient de faire à sa ville d'élection, indigné de certains projets, qui se préparent pour l'agrandissement du Vieux-Port, pousse un cri d'alarme, cri qui a déjà résonné dans l'espace, et dans la presse, et qui a provoqué une ligue d'artistes, de littérateurs et de toutes sortes d'honnêtes gens qui n'aiment pas les destructions inutiles. On s'inscrit, 5, rue Chaptal (1), je m'inscris.

Mais laissons parler M. Montfort. Il écrit dans le **Figaro** :

Il existe à Marseille un pur joyau. C'est, sur le Vieux-Port, le quartier Saint-Jean, au pied duquel se tient, sur le quai, et comme pour le protéger, l'antique hôtel de ville, au style noble et familier, et que domine ce joli clocher des Accoules, autour duquel s'entassent, épaulées les unes contre les autres, les vieilles maisons. Le profil de ce quartier Saint-Jean avec, par devant, le bassin bleu et, à l'extrémité, le fort vénérable et sa tour carrée, c'est un des plus beaux paysages de France. C'est une estampe. Devant les maisons, s'amarrent ici les bateaux de pêche, là la flottille blanche des « plaisanciers », plus loin les balancelles des Espagnols... pour les yeux et l'esprit comme toute réalisation parfaite, comme tout paysage d'un pittoresque définitif, d'une harmonie entière. Eh bien ! cet ensemble admirable, on veut — sans nécessité absolue, sans même une réelle utilité pratique, porter la main sur lui !

(1) Voir la liste des ligueurs dans l'*Œuvre*, du 28 déc. 1918.

Voici le projet :

On agrandirait le quai qui borde Saint-Jean, et l'on y installerait un chemin de fer de marchandises, des hangars, des docks, etc... Ainsi, des grands vapeurs pourraient entrer dans le Vieux-Port et s'y faire décharger, ce qui, paraît-il, décongestionnerait le bassin de la Joliette.

La Chambre de commerce a eu l'idée de ce projet et elle l'a fait déclarer d'utilité publique, bien que le maire, M. Eugène Pierre, le Conseil municipal et tous les Marseillais qui aiment leur cité en soient révoltés.

Et M. E. Montfort nous prouve facilement que ce projet détestable est sans utilité pratique, car ce n'est pas en prenant possession de quelques centaines de mètres de quai qu'on créera un port qui réponde aux besoins de Marseille :

Si vous voulez construire enfin un port digne de Marseille, lancez carrement un gros emprunt qui vous permettra d'entreprendre les vastes travaux nécessaires. Alors, jusqu'à l'Estaque, vous pourrez établir des kilomètres de quais, édifier enfin à Marseille le port moderne qu'il lui faut, en faire la vraie capitale de la Méditerranée, lutter victorieusement avec Gênes... Mais cet expédient qui consiste à détruire Saint-Jean et à bouleverser le Vieux-Port pour récupérer quelques mètres carrés de quai est lamentable, il est indigne de Marseille et de la Chambre de commerce de Marseille... Pour bien mériter de votre ville, voyez grand et faites grand.

Dans sa séance du 27 juin 1917, le Conseil municipal de Marseille a émis un avis favorable au projet. La déclaration d'utilité publique a été faite à la légère. Si elle ne peut être rapportée, conclut M. Montfort, nous demanderons à la Commission des monuments historiques et à celles des Paysages de classer ce paysage, afin que nul désormais ne puisse y toucher.

Le Temps, **Excelsior**, **le Matin**, et toute la presse marseillaise ont épousé l'indignation de M. Eugène Montfort, et cela montre bien que l'opinion française est avec lui. On peut déjà être rassuré : on ne touchera pas au Vieux-Port.

Cependant, M. Artaud, président de la Chambre de commerce de Marseille, a répondu dans le *Temps*. J'extrais de sa lettre ce passage amusant :

Un de nos anciens rapporteurs sur cette question, vieille de trente ans, disait : « Mais si vous tenez à ce que le Vieux-Port ne serve pas au point de vue commercial, indiquez-le nettement en y mettant des cygnes!... »

Il avait raison. La vie, le mouvement vital, est une des conditions essentielles de la beauté marseillaise, et les paysages de Bruges-la-Morte ne sont pas à leur place chez nous. Les tartanes et les balancelles ne sont pas vilaines, mais le *Timgad* n'était pas vilain non plus, et il donnait une autre impression de vie et de puissance, avec ses frères en navigation : le *Duc-d'Aumale* ou le *Carthage*. L'archaïsme du décor est charmant, mais il ne peut rester *joyeusement populaire* que s'il vit ; et notre Vieux-Port, s'il n'a que les tartanes et les balancelles pour l'animer, deviendra vite aussi joyeusement populaire que votre Palais-Royal.

Certes, mais l'argument ne porte pas ici, puisque les amis de Marseille demandent justement qu'on ne détruise pas, sans nécessité pratique, un site unique et merveilleux, et qu'afin d'élargir la vie commerciale du port, on construise plutôt des bassins du côté de l'Estaque, où l'on dispose d'un espace immense. Et puis, si on mettait des cygnes dans le Vieux-Port, cela ferait très bien, le soir, au couchant, parmi des tartanes et des balancelles. Ce qui n'empêcherait pas d'ailleurs le *Carthage* de nous apporter de Bizerte ou de Tunis toute les choses voluptueuses de l'Afrique.

§

A la frontière franco-belge, à quelques kilomètres de Roisin, Verhaeren avait élu sa résidence paysanne du Caillou-qui-brique. O la plaisante petite maison que la sienne ! s'écrie M. André M. de Poncheville, qui nous évoque un des jours de promenade de son enfance où il rencontra le poète :

Je le vois toujours tel qu'il m'apparut ce jour-là dans les sentiers abrupts dévalant vers le fond de la vallée rocheuse, Verhaeren en costume de velours fauve, jeune encore, éperdu d'une ivresse sacrée, murmurant en marchant les mots de ses rythmes fougueux, apparition admirable, et je le compris bien, — d'un poète.

Et puis, ce furent les visites fréquentes au-Caillou-qui-Bique, vers ces fins d'Automne. Avant que le poète ne regagnât Saint-Cloud :

Si le poète ne promenait déjà sa pensée active dans le domaine que lui était la pittoresque vallée du *Caillou-qui-bique*, nous le trouvions dans son studio dont les fenêtres donnent, au-delà d'un étroit jardinet de fleurs, sur cette même vallée. C'était la fin de la matinée, la fin du travail. Il avait achevé le poème quotidien, — fidèle qu'il fut autant que Hugo à la devise latine, *nulla dies sine linea ;* — il se retrouvait libre, joyeux de la tâche faite, ne voulant plus que se recréer, et j'écris à dessein ce mot de la sorte pour marquer la volonté agissante du maître en vue de la réparation des forces de son esprit. Il était rare qu'il travaillât encore l'après-midi, — si ce n'est alor ssous la lampe, le soir venu, — il le consacrait à la promenade, à ses amis, à enregistrer ces complexes aspects de l'univers et de l'humanité qu'il a fixés impérissablement.

Dans leur retraite hagarde, interroge M. de Poncheville, les Allemands ont-ils respecté la maison du poète (1) ?

En 1916, si mes souvenirs sont exacts, quelques mois avant sa mort, Verhaeren me dit avoir reçu, par l'intermédiaire de je ne sais plus quel neutre, un procès-verbal émanant de la « Kommandantur » de Roisin et constatant que tout avait été respecté dans son habitation, meubles, livres, papiers, bibelots, tableaux, parmi lesquels se trouvaient des œuvres de Mme Verhaeren, et l'excellent portrait du maître par Maurice Ruffin.

(1) Cette maison a été complètement détruite lors de la retraite allemande. — N. D. L. R.

S'il est quelque part dans le monde un « genius loci » à respecter, propre à un endroit où nos rêveries veuillent pouvoir se retrouver, c'est en ce vallon du « Caillou-qui-bique » aux pentes duquel brille le toit qui abrita Verhaeren.

... Là, Verhaeren n'a pas seulement vécu, il a aimé, il a chanté son amour en strophes infiniment émues, douces et tendres, d'une ferveur pénétrante et qui fera toujours battre les cœurs.

... Il a composé là aussi ces recueils vastes, « La Multiple Splendeur » « Les Forces Tumultueuses », par lesquels il a fait entendre au monde la plus virile des voix et la plus confiante en la vie et en les hommes.

§

Avant qu'ils ne disparaissent, il faut une dernière fois saluer ces **journaux du front**, rédigés par des littérateurs et des poètes improvisés, et qui par leur gaieté ont apporté tant de réconfort aux combattants. Car la bonne humeur fut toujours la note dominante de ces feuilles éphémères dont pourtant quelques-unes portent à côté de leur enseigne, « 3e et même 4e année ». Ce seront, pour ceux qui auront vécu la vie des tranchées, de précieuses annales où ils revivront leurs émotions et leurs angoisses.

Voici le *Tord-Boyau*, avec sa guillotine en permanence, en attente du Seigneur de la guerre, le *Bochofage*, avec un beau dessin de Willette. Mais ces deux journaux traitent aussi des questions graves et pratiques : la reconstitution de la France, et le Retour du Poilu, l'Avenir du soldat français. Il faut écouter ces voix.

Voici le *Canard du Boyau*, récréatif, *Le Rire aux Eclats*, qui sait aussi être sérieux, *Le Diable au Cor*, fondé en mai 1915, par le colonel, depuis général Brissaud-Desmaillet, un des premiers journaux qui surgirent après la stabilisation de notre front. Son double but : « Distraire les chasseurs pendant les longues heures des tranchées, et celui de présenter aux Français de l'arrière une littérature vraie, sincère, réconfortante et dégagée des exagérations auxquelles se livrait alors la grande presse. » *L'Echo des Gourbis*, qui publie pour Noël, une petite piécette de Gaston Cony, le fondateur du « Guignol de la guerre », *Le Voltigeur*, spirituel, avec des dessins de qualité, *Le Tac-tac-teuf-teuf*, récréatif et anecdotique, *Le Looping*, ironique, *Le Seau à charbon*, aristocratique, *Franchise* philosophique.

J'ai reçu sans doute le suprême numéro de *l'Intermède*, journal des prisonniers du camp de Würzburg, que j'ai lu avec émotion chaque mois en pensant à ces exilés qui tentaient de réagir contre l'ennui. Je songe, en lisant, dans le no de novembre, une page signée Gaston Bastien, à ceux qui sont morts là-bas en exil : « Plus tard, écrit-il, des femmes en deuil passeront près de notre humble cimetière. En souvenir de celui qu'elles pleurent et qui repose peut-

être aussi en terre étrangère, qu'elles aient une prière ou des fleurs à déposer sur les tombes de nos compagnons. La souffrance humaine n'a pas de patrie, les mères et les épouses françaises et allemandes sont sœurs dans leur commun malheur. »

Et puis voici *l'Horizon*, qui a certes plus de tenue littéraire que la plupart des journaux parisiens et qui consacre sa dernière page à de la vraie et sincère critique littéraire. C'est très bien. Ce numéro dernier est particulièrement intéressant par une enquête sur le « Féminisme et la Guerre » que soulève auprès des Poilus un article de Mme Marthe Borely, l'auteur du livre déjà célèbre, *le Génie féminin français*, où il est dit :

L'Allemand n'aura-t-il été vaincu que pour que le Féminisme, qui est un rêve d'ennemi, détruise l'œuvre des vainqueurs?

... On parle de fortune à refaire. Oublie-t-on que la fortune d'un pays est avant tout dans sa population, et qu'il n'est pas de progrès matériel avec une natalité déclinante? Les novateurs de cette entreprise d'économie sociale sont de bien mauvais mathématiciens.

Voilà, chers combattants et amis, ce que je pense et ce que je voulais dire.

Ramener la femme au foyer, l'écarter des luttes politiques, n'est-ce pas là le programme qu'il faut suivre, si nous ne voulons pas d'ici quelque vingt ans compter des centaines de mille de Français en moins?

Cela m'amuse, en effet, d'entendre dire par de graves personnages, et M. Wilson lui-même, qu'il faut donner le bulletin de vote aux femmes, en récompense de leur belle conduite pendant la guerre. C'est d'ailleurs un bien vilain cadeau qu'on leur fait là et elles méritaient mieux que cela. Elles y perdont, en effet, toute leur force occulte et mystérieuse d'inspiratrices, elles y perdront cette puissance immense de n'être rien et de tout diriger.

Mais je crois bien qu'en réalité, les femmes françaises, à part celles qui se sont fait une carrière du féminisme, ne désirent pas ce bulletin de vote dont elles ne sauraient que faire, ou même qu'elles le dédaignent ou le méprisent. Elles nous le diront.

R. DE BURY.

MUSIQUE

THÉATRE MUSICAL MODERNE DU VIEUX COLOMBIER : *Le Dit des Jeux du Monde* de M. Paul Méral, danses et costumes de M. G.-P. Fauconnet, musique de M. A. Honegger ; *Une Education manquée*, opérette de Leterrier et Vanloo, musique d'Emmanuel Chabrier. — Memento.

Le *Théâtre du Vieux Colombier* a fait une réouverture sensationnelle. Madame Jane Bathori, sa directrice, a caressé pour cette année de grands desseins. Outre des concerts de musique pure, elle voulut, les lundis, mercredis, vendredis et dimanches soirs, offrir à ses

habitués des représentations d'œuvres lyriques avec costumes et mise en scène. Supprimant donc quelques fauteuils, elle installa l'emplacement d'un orchestre succinct, mais invisible, transformant ainsi l'élégante petite salle où M. Copeau joua jadis du Shakespeare en un Bayreuth en miniature. Enfin, pour composer un répertoire inédit, Mme Bathori s'adressa à tous les musiciens de notre école moderne sans distinction de tendances, jusqu'aux plus audacieux des plus jeunes, et le nombre des ouvrages achevés ou promis qu'elle annonce démontre avec quel empressement on répondit à son appel. Cette intéressante entreprise méritait certes tous les encouragements : elle eut l'aubaine de débuter par des séances orageuses qui lui assurèrent soudain une publicité inattendue. **Le Dit des Jeux du Monde** bénéficia d'un chahut analogue à celui qui salua naguère *le Sacre du Printemps*. Non cependant qu'on puisse assimiler les deux œuvres ; il y a entre elles une énorme distance artistique et de notables différences. Dans *le Sacre,* les mystères et symboles d'un mythe slave étaient traduits par les seuls gestes d'une chorégraphie savante et neuve, à l'exclusion de la parole. Le prétexte du *Dit des Jeux du Monde* est une sorte de poème en prose de M. Paul Méral, aux ambitions philosophiques manifestement transcendantes, et il n'est pas douteux que cette intervention du verbe n'ait sensiblement contribué à déchaîner la houle et la tempête. M. Paul Méral est, de toute évidence, rempli jusques aux bords d'intentions considérables et profondes. Pour les réaliser, il n'eût pas fallu moins que le génie d'un Gœthe en gestation de *Faust*. Malheureusement M. Méral n'a pas de génie et il serait peut-être téméraire de lui accorder du talent. Il exprime dans une langue étrange des choses singulières. On ne peut nier qu'on ne fût fréquemment interloqué. Outre des répétitions puériles et énervantes à la Péguy, il a des phrases malheureuses. On rencontre souvent dans sa prose amorphe l'équivalent du

Et le désir s'accroît quand l'effet se recule

de *Polyeucte*, ou du

Je te vois d'un autre œil que tu ne te regardes

d'*Horace*. Toutefois on y chercherait vainement une ligne qui égale en bêtise suprême à cette définition du baiser emberlificocassée par le mirlitoniste que la grippe vient d'arracher à l'éréthisme des courriéristes éplorés :

... Un baiser, mais, à tout prendre, qu'est-ce ?
Un serment fait d'un peu plus près, une promesse
Plus précise, un aveu qui veut se confirmer,
Un point rose qu'on met sur l'i du verbe aimer ;
C'est un secret qui prend la bouche pour oreille,

Un instant d'infini qui fait un bruit d'abeille,
Une communion ayant un goût de fleur,
Une façon d'un peu se respirer le cœur
Et d'un peu se goûter, au bord des lèvres, l'âme !

Non, dans tout le laïus de M. Paul Méral, il n'y a tout de même rien d'aussi prétentieusement idiot que ce couplet. M. Méral n'a certes pas non plus le sentiment du ridicule, mais il n'est pas à la hauteur de si parfaits moyens. Et on était assez déconcerté de contempler ce même public, qui frétille et se pâme aux inepties rostandriniennes, insulter rageusement à la bonne volonté du falot symbolisme de M. Paul Méral, sans compter la grossièreté du procédé. Car enfin, si chacun a le droit de proclamer son opinion en sifflant lorsque d'autres applaudissent, la moindre urbanité enjoindrait à quiconque de ne pas empêcher ses voisins d'écouter jusqu'au moment où le rideau se baisse. On fut pourtant encore plus décontenancé en constatant que ces protestations hurlantes ne visaient point que le poème. Ainsi que l'indiquait le programme, *le Dit des Jeux du Monde* était avant tout « un spectacle », et ce spectacle était charmant. Dans l'ensemble et dans la plupart de leurs détails, les costumes et la mise en scène imaginés par M. Fauconnet sont vraiment d'un goût exquis, d'une fantaisie hardie et fine dont l'art original et très complexe amalgame des souvenirs de ballet russe, de bibelot chinois, d'un exotisme à la Gauguin et de gracieux rococo dix-huitième, tandis que le village et ses maisons évoquaient l'amusante naïveté d'un réalisme futuriste. Les Jeux de l'Homme et la Femme enjuponnée de ouate rose thé, de l'Homme et son Ombre, du Rat et la Mort sont des trouvailles délicieuses. Heureusement secondé ici par la musique, le tableau de l'Homme et la Mer frisait même quelque grandeur, sans pourtant effacer tout à fait le sourire. Car parmi le fantasque de ce chatoyant kaléidoscope, il régnait, en effet, comme un humour latent, ce sourire des yeux de celui qui ne croit pas trop que c'est arrivé. Il y avait toute une philosophie entre la douce ironie infuse en cette imagerie bigarrée et l'abscons des grandiloquents symboles tonitrués par le poète. Et tout cela fut accueilli par des huées, des cris d'animaux, des vociférations hystériques. S'il est bien vrai que nous soyons le peuple le plus spirituel de la terre, il faudrait prendre en grand'pitié tout le reste de l'univers. *Le Dit des Jeux du Monde* s'achevait sur cette ultime affirmation du chœur : « Et le Monde continue à vivre ! » Elle déclencha une immense clameur de rigolade. C'était pourtant un mot profond, quoique M. Méral ne l'ait probablement pas fait exprès. Hé ! oui ; « quoi qu'il arrive ou qu'il advienne », ainsi que chantait Scribe, le monde continue à vivre, et nous l'avons bien vu depuis quatre ans. Ou, plutôt, il continue de mourir sous le soleil jaunissant dont l'agonie seule a permis

notre tardive apparition sur la croute de boue desséchée de laquelle nous ne sommes que les microbes éphémères. Il n'y avait assurément pas de quoi rire, et peut-être n'eût-on pas ri si cela n'avait pas été si drôlement élocuté. La déclamation chorale est sans doute la particularité du spectacle qui a causé le plus de tort à la prose de M. Paul Méral. Le secours de la musique aurait été précieux ici à maint égard ; d'abord on eût moins bien compris le texte, avantage, en la circonstance, inappréciable. Au contraire, ces choristes parlaient ; deux demi-chœurs de femmes se répondaient, scandant et martelant les paroles selon un rythme saccadé, heurté ou languissant tout arbitraire. Il s'ensuivait une sorte de récitation monotone, encore qu'aux allures un peu hallucinées, totalement impropre aux nuances d'expression et oscillant imperturbablement de la litanie pleurnicheuse à une espèce d'aboiement névrosé. Il y a presque quelque chose de touchant dans ces vaines recherches dont les « simultanéistes » ont poussé la loglque *usque ad absurdum*, dans cet effort stérile d'écarter à tout prix l'art sonore en en utilisant néanmoins tels éléments constitutifs : union rythmée des voix et jusqu'à contraste de timbres, car l'alternance des deux chœurs singeait l'opposition de sopranes et de contraltes. Si ces poètes veulent obstinément préserver leur inspiration de la connexité dominatrice de la musique en ses combinaisons harmoniques et contrapuntiques, du moins pourraient-ils,à la place de discours conjugués aux résonnances fatalement discordes, employer le son musical, aux vibrations isochrones, à l'intonation nette et pure, pour former de sa monodie toute nue des récits ou des psalmodies lyriques. Ils se rapprocheraient ainsi bien plus près du théâtre antique, qui les hante visiblement, et duquel justement M. Fauconnet a ici pour la première fois exploité l'un des traits distinctifs avec un rare bonheur. Tous les personnages du *Dit des Jeux du Monde*,en effet, portaient des masques expressifs, appropriés à leur caractère. Et on dut se convaincre combien la sensibilité des vieux Hellènes, infaillible en sa délicatesse artistique, avait touché juste en voilant de cette stylisation anonyme l'individualité gênante des acteurs. Car, quelle que soit l'origine de cette coutume, qu'elle remonte aux fêtes et orgies dionysiaques où les initiés se barbouillaient la face de lie de vin ou de minium, son implantation sur la scène tragique et comique fut à n'en pas douter d'ordre esthétique, et on n'est pas surpris que, bien plus tard, à partir de Térence, les poètes latins l'aient imposée à leurs histrions. Si paradoxal que ce puisse à priori paraître, on ressentait avec une force saisissante que seulement par ce moyen l'illusion est possible au théâtre, tandis qu'elle est évidemment inaccessible à visage découvert, que la physionomie trop connue d'un comédien fameux l'interdit irrémédiablement. Au fond, Œdipe ne fut

amais chez nous que Mounet-Sully déguisé et son armure de Val-
yrie ne réussit oncques pour un instant à abolir Mme Bréval dans
Brunnhilde. L'obsession est irrésistible, et c'est bien pis s'il s'agit
le MM. Delmas ou Noté. Le masque crée d'emblée l'ambiance d'il-
usion tutélaire. C'est ainsi qu'on devrait jouer non pas seulement
Eschyle, Sophocle, Aristophane, mais Shakespeare, Maeterlinck et
usqu'à Racine et Molière. Tout chef-d'œuvre complet en soi relève de
ette interprétation idéalisée. *Don Juan*, *Amphitryon*, voire *Tartufe*
t le *Misantrope* n'y gagneraient pas moins que *Phèdre*, *Tristan*,
'*Anneau* et même *Lohengrin*. M. Rouché et les auteurs en eussent
nesuré tout l'avantage à l'occasion de *Prométhée*. Rien que pour
ette expérience novatrice, de laquelle on ne saurait trop féliciter
M. Fauconnet, il aurait été grand dommage que *le Dit des Jeux*
du Monde ne fût point représenté. On doit louer hautement la pan-
omime dansée de Mlle Jeanne Ronsay et de M. Herrand, si savou-
eusement éloignée du poncif de la chorégraphie subventionnée. La
nusique de M. Honegger, par contre, est fort peu « d'avant-garde »,
demeurant wagnérienne à l'excès, quoique d'une sincérité d'effort
lont on remarqua les effets dans les Jeux du Rat et la Mort et de
'Homme et la Mer.

§

La semaine suivante, le *Théâtre du Vieux Colombier* affichait un
pectacle coupé dont **Une éducation manquée** formait la se-
onde partie. Cette opérette de Leterrier et Vanloo n'a aujourd'hui et
'eut jamais d'autre intérêt que d'avoir été mise en musique par Cha-
rier en 1879. La partition est certes infiniment supérieure au livret, ce
ui n'était d'ailleurs pas difficile, mais sans offrir d'attrait bien pal-
itant. On y découvre déjà ce mélange adultère de raffinement et
le vulgarité rondouillarde, de grosse farce et de préciosité dont l'art
u musicien garda jusqu'à la fin les stigmates indélébiles, aggravés
'un amour immodéré pour le rythme de valse. Arrivant ce soir-là
n peu tard au contrôle, je me vis adresser à un « représentant de
'Assistance Publique » auprès duquel je m'enquis du montant de
a taxe que je devais verser sur mon billet. Il me fut répondu que
ela dépendait de ma place. Je déclarai ignorer encore celle qui me
erait octroyée, venant là en service de presse. — « Ah !... mais, si
ous êtes critique, vous ne payez pas. Avez-vous votre carte de criti-
ue ? » — J'avais précisément sur moi ma carte de rédacteur au
Mercure de France, datant de janvier 1902, et sur laquelle au-des-
ous de mes nom et prénom, étaient inscrit ces mots : *Rubrique*
nusicale. Je la présentai donc à mon interlocuteur qui la reçut d'un
ir tout ébahi : « Mais, Monsieur, ce n'est pas une carte de criti-
ue. Elle n'est pas rouge... ni verte... » En effet, elle était violette,
omme la couverture du *Mercure*. Et l'honorable fonctionnaire, in-

trigué, la retournait et déchiffrait dans tous les sens. Enfin, sortan de sa contemplation : « Ce n'est pas une carte de critique... Si vou aviez une carte rouge ou verte... Du reste, il n'y a pas *critique*, il a *rubrique*... » J'allongeai mes cinquante centimes et je retiendra simplement de ce petit incident qu'il existe des « cartes rouges o vertes » conférant à qui les possède la qualité de « critique » ave les privilèges y attachés en l'occurence. Ce n'est pas pour la dignit criticale. Ma foi ! non. J'ai des goûts modestes. Seulement les con certs sont nombreux et la vie est chère. Aussi serais-je extrêmemen reconnaissant à qui pourrait et voudrait bien me tuyauter sur ce sésames, m'apprendre la manière de s'en procurer un qui permette l'humble préposé à la « rubrique musicale », que je suis depui dix-sept ans au *Mercure*, d'accomplir son devoir professionnel san payer un impôt de luxe.

Memento. — Les éditeurs Durand et Cie ont publié récemment *Farizad au Sourire de Rose*, sept poèmes de Perse d'une sensualité savoureuse d M. Roland Manuel. — Il vient de paraître, chez l'éditeur Demets, 2, rue d Louvois, trois spirituels *Interludes* de M. Georges Auric sur de non moin spirituels poèmes de M. René Chalupt, *le Pouf*, *le Gloxinia* et *le Tilbury* que M. Pierre Bertin chanta et fit applaudir un peu partout l'année der nière. Enfin le même éditeur Demets a mis en vente au prix de 3 fr. u volume intitulé *le Cas Wagner* (*la Musique pendant la guerre*) dont, s'i m'est interdit de dire du bien, je ne peux pourtant pas dire du mal, puis qu'il est de votre serviteur :

JEAN MARNOLD.

LETTRES ANGLAISES

Arthur Tilley : *The Dawn of the French Renaissance*, Cambridge University Press, 25 s. — Thomas Kettle : *The Day's Burden*, Maunsel, 5 s. — James Joyce : *Exiles*, Grant Richards, 3 s. 6 d. ; *Chamber Music*, Elkin Mathews, 2 s. 6 d. *Dubliners*, Grant Richards 3 s. 6 d. ; *A Portrait of the Artistic as a Young Man*, The Egoist Ltd, 4 s. 6 d. — Rupert Brooke : *Collected Poems, with a Memoi* Sidgwick and Jackson, 10 s 6 d. — Memento.

Mr Arthur Tilley, dont on n'a oublié ni l'ouvrage sur *The French Renaissance*, ni les pages publiées dans la *Revue des Etudes Rabelaisiennes*, a eu l'idée, excellente en soi, de présenter un tableau littéraire et artistique des règnes de Louis XII, Charles VIII et Louis XII. En érudit, il a réuni, sous le titre **The Dawn of the French Renaissance**, une quantité immense de renseignements, pour la plupart de seconde main, qui jusqu'à présent étaient dispersés dans des ouvrages spéciaux. Ses notes bibliographiques surtout sont précieuses pour l'étudiant, car le choix des livres y est consciencieux et toutes les œuvres importantes et utiles y sont indiquées. Le spécialiste, par contre, trouvera peu à glaner en fait de nouveauté. La découverte de l'influence de Jean Lemaire sur Rabe-

lais, due entièrement à Mr Tilley lui-même, avait déjà été publiée par lui dans la *Revue du XVI^e siècle*; le reste était en général connu. De plus, dans l'arrangement un peu confus des matières, les grandes personnalités ne sont pas assez mises en valeur. Par exemple : la biographie de Jean Lemaire, si exacte qu'elle soit, laisse dans l'ombre le héros lui-même, curieux, actif, remuant, ambitieux et plein d'imagination; ni l'originalité de Philippe de Commines, ni la place qu'il occupe dans la longue série des chroniqueurs bourguignons ne sont suffisamment mises en umière. Quant à Perréal, il paraît et reparaît dans différents chapitres sans qu'on puisse saisir sa physionomie. Pourtant, ce que l'on connaît le mieux de lui, c'est son tempérament et sa vie si caractéristiques de son époque et de son milieu. Quelques critiques anglais ont regretté que Mr A. Tilley n'ait point inclus Villon dans son étude, mais c'est à tort. Villon ne peut être regardé comme un précurseur de la Renaissance. Par le style et les idées, il appartient au Moyen-Age. On ne retrouve chez lui ni l'enthousiasme pour les belles-lettres, ni l'artificialité un peu mièvre qui caractérisent les premiers humanistes.

Quant au théâtre, l'auteur a-t-il eu raison de l'exclure de son tableau? Cela paraît douteux. Les satires politiques de Gringore étaient inspirées par le même esprit que la *Légende des Vénitiens* ou le *Traité des schismes et des concilles*. De plus, le rôle que remplissaient les humanistes, lors des Entrées des rois, rend certaine leur influence sur l'art dramatique. A propos de théâtre, une légère erreur s'est glissée au milieu de tant de détails : André de la Vigne n'était point Savoyard, mais Rochellois.

Ce nouveau livre de Mr Tilley est l'œuvre d'un érudit consciencieux, dont on ne peut que respecter le labeur infini et la connaissance rare d'une période encore imparfaitement étudiée dans son ensemble. Il esquisse l'armature de l'humanisme à son origine; il faut maintenant que quelqu'un nous en révèle l'âme et la vie.

§

L'Irlandais a de l'esprit, il en a même trop, et cela l'empêche de voir juste ou de raisonner avec logique. La tentation de faire une épigramme est si forte qu'il en décochera à ses ennemis, à ses amis, à lui même, à ses principes et à son idéal. Il a du brio, mais peu de stabilité et se plaît dans le paradoxe, un paradoxe futile et sans valeur constructive. Il amuse à petites doses, mais si on se trouve en contact régulier avec lui, on finit par se lasser de son intelligence de gamin précoce qui ne grandit jamais. Au fond, à quoi servent ces phrases ? A jeter de la poudre aux yeux, à faire rire à contre-temps. Quand il se moque de tout, l'Irlandais n'avance pas d'un iota le bien-être du paysan ou des pauvres de Dublin, il ne lui donne

pas de la dignité et ne le guérit pas de l'alcoolisme. Thomas Kettle avait, comme écrivain, toutes les qualités et tous les défauts de sa race. **The Day's Burden**, dont une seconde édition vient de paraître, fera comprendre pourquoi l'Irlande n'a jamais réussi à se mettre au rang des nations qu'on respecte. On la plaint quelquefois, il est difficile de la prendre au sérieux et encore moins de l'admirer. Ses défenseurs eux-mêmes ne prennent rien au sérieux. Ils contredisent généralement à la fin d'un article ou d'une conversation ce qu'ils ont essayé de prouver au commencement. *The Day's Burden* jette indirectement sur la question d'Irlande un jour que l'étranger ne voit pas souvent et c'est pourquoi la lecture en sera utile à ceux qui seraient tentés de reporter tout le blâme sur l'Angleterre.

§

Quoique conçue d'après la formule ibsénienne, devenue de nos jours quelque peu vénérable, la pièce de James Joyce : **Exiles**, captive l'attention. D'un intérêt soutenu et d'une texture très ferme, c'est l'œuvre d'un artiste et d'un écrivain. Le drame en est purement psychologique. Le romancier irlandais, Richard Rowan, veut mettre à l'épreuve la théorie que l'on ne posséde réellement que ce qu'on a donné. Il laisse donc courtiser sa femme par son ami Robert, favorise leurs entretiens, la pousse vers la tentation, l'engage à accepter ses rendez-vous en lui disant : « Tu es libre, suis ton penchant. » Pourtant, il exige d'elle et de son rival, le journaliste sensuel, une franchise absolue. Il questionne Bertha après chaque entrevue et obtient d'elle une confession complète. Il y a quelque chose de répugnant dans la torture qu'inflige ainsi Richard à lui-même et à sa femme qui l'aime et qu'il abandonne sans la défendre aux entreprises d'un homme indigne d'elle. Pour obéir à un faux idéal, il sacrifie l'instinct de sa race. Il transporte dans le domaine des relations conjugales toute la sensualité invertie et cruelle des ascètes religieux. Il va plus loin que Polyeucte donnant Pauline à Sévère, il se délecte, d'une façon maladive, de sa connaissance des caresses que Robert prodigue à sa femme et que celle-ci accepte passivement. Il se nourrit d'une souffrance intolérable à tout homme sain. Bertha ne succombe pas tout à fait, car Richard reste toujours maître de son cœur et de sa pensée. Robert s'avoue vaincu. Commun et cynique, celui-ci a moins de franchise, mais plus de pitié et d'indulgence que Richard. Faible, il a au fond toujours peur de trop se compromettre. On soupçonne son humilité même de n'être point sincère. C'est sa manière de se tirer d'une position épineuse.

Bertha, honnête, simple, avec parfois la jalousie de la femme sans instruction pour celle qui peut traiter son mari en égale intellectuelle, est la victime des idées bizarres de Richard. Seule, elle témoigne du bon sens. Le plus important des rôles secondaires est

celui de Béatrice, vieille fille qui autrefois s'imaginait aimer Robert et qui depuis correspond avec Richard. Incapable de générosité, elle prend des airs discrets de victime et se croit incomprise parce qu'elle cache sa pensée sous des phrases voilées et énigmatiques. Elle est fort bien esquissée.

Il faut féliciter James Joyce de ce qu'il vient d'accomplir. C'est la peinture des conséquences possibles d'un état d'esprit qui fait trop de progrès en Angleterre parmi les intellectuels imbus des idées de Tolstoï. Les influences russes ont formé une génération de rêveurs dépourvue du sens de la réalité et de conscience sociale, absorbée dans une casuistique purement personnelle où les notions du bien et du mal, de liberté et de justice se distillent en théories subtiles et dangereuses, car elles s'affranchissent des bases naturelles que leur fournissent les liens de la famille, de la nation et de l'Etat. Sans sermons et sans longs dithyrambes, James Joyce dévoile la plaie. *Exiles* est une œuvre forte et sincère où le doigté de l'artiste ne fait jamais défaut.

C'est l'occasion ici de signaler les précédents ouvrages de cet auteur : **Chamber Music**, **Dubliners**, et un ouvrage qui a eu plusieurs éditions en Amérique et dont on a beaucoup parlé en Angleterre. C'est un roman qui porte ce titre inattendu : **A Portrait of the Artist as a Young Man**. L'auteur s'y reflète vraiment sous tous les séduisants aspects de la jeunesse, et l'on ne saurait ainsi lui adresser que des compliments et des louanges. Il est certain qu'il faut lire ce livre pour ses qualités si brillantes comme pour ses défauts si amusants.

§

Les derniers sonnets de Rupert Brooke ont la beauté sereine de certaines statues grecques. On y trouve une simplicité, une élévation de pensée et un calme réfléchi qui faisait pressentir un grand poète. Malheureusement, au moment même où, délivré des conventions qui entourent et forment la jeunesse, il aurait pu réaliser les espérances de ses amis, la mort est venue le surprendre à Scyros, à bord du Duguay-Trouin où on l'avait transporté. Il n'avait pas vingt-huit ans. Elevé à Rugby où son père professait, sa jeunesse fut une joie continuelle jusqu'au jour où il alla à Cambridge. Sa première année fut d'abord triste. Il n'y trouvait plus la vie familiale de l'école, mais le monde, avec ses défiances, ses antipathies, ses solitudes et aussi ses franches amitiés et ses aventures. Bientôt ces dernières gagnèrent en importance. Il partagea la curiosité, l'inquiétude juvénile, les révoltes contre l'ordre établi, les enthousiasmes, les joutes intellectuelles auxquelles se livrent les étudiants travailleurs, tout ce qui fait du séjour à l'université une période agitée et féconde pour le jeune homme studieux et intelligent. Il est regrettable que son exis-

tence pendant ces années de préparation nous soit imparfaitemen connue. Trop de ses camarades ont été tués avant de pouvoir appor ter leur témoignage, et de plus, sans doute, les cendres du passé son encore trop chaudes pour qu'on puisse y toucher. Les poèmes d Rupert Brooke dévoilent un côté de son caractère et de sa vie que n les lettres publiées ni sa biographie n'expliquent.

Un ouvrage de critique remarquable : *John Webster and th Elizabeth an Drama*, qu'il termina peu après avoir obtenu se diplômes, lui valut une « fellowship » au King's College, Cambridg (1913). Pendant les grandes vacances, il voyagea, se rendit au Etats-Unis d'où il écrivit ses *Letters from America*, pour la *West minster Gazette*, puis il s'initia aux délices des tropiques, visit Fidji, Tahiti, la Nouvelle-Zélande. Ses lettres le montrent sincère e ouvert, en dépit d'une certaine affectation de snobisme. Il avait tro d'ironie, de malice et d'exubérance pour prendre sa pose au sérieux

Ses premiers poèmes parurent en 1911. Ils furent admirés et firen quelque peu scandale, mais ils créèrent sa réputation. On vit poin dre un écrivain digne de la grande tradition poétique de l'Angle terre. Son second volume consolide les espérances du début, mais le louanges exagérées de quelques amis avaient fait surgir des détrac teurs qui haussaient les épaules et faisaient la moue quand on pro nonçait le nom de Rupert Brooke.

Le retour du poète en Angleterre avait précédé de peu l'invasion d la Belgique par les Allemands. Il s'engagea dans la « Naval Bri gade », à la recherche d'aventures. Débarqué trop tard à Anvers, y eut, comme Ford Maddox Hueffer, sa première vision de l'horreu de la guerre. Se battre devint pour lui un devoir, la mort une réalit toute proche. Il la voyait comme une apothéose :

Blow out you bugles over the rich dead!
There's none of these so lonely and poor of old,
But, dying, has made us rarer gifts than gold.
These laid the world away; poured out the red
Sweet wine of youth; gave up the years to be
Of work and joy, and that unhoped serene,
That men call age; and those who would have been,
Their sons, they gave their immortality.

Il partit bientôt pour les Dardanelles, plein d'enthousiasme à l'id d'une conquête de Constantinople, mais il ne devait connaître ni l grandes batailles, ni les grandes victoires qui fortifient, ni les entré triomphales. La maladie le prit et ne le lâcha pas. Il s'endormit s le Duguay-Trouin alors que le soleil rayonnait tout autour de cabine et que la brise de mer pénétrait doucement par la porte et l interstices des volets. Il est enterré à Scyros, sous les oliviers. I

marbre blanc trouvé aux alentours couvre sa tombe. Une inscription en grec indique qu'

Ici repose le serviteur de Dieu, sous-lieutenant de la marine anglaise, qui mourut pour délivrer Constantinople des mains des Turcs.

Et l'Angleterre compte un poète de plus mort sous des climats étrangers où il avait apporté les rêves et le mysticisme du Nord.

La biographie émouvante qui précède les **Collected Poems** est l'œuvre de E. Marsh, l'un des fidèles amis de Rupert Brooke; elle complète d'une façon heureuse l'image qu'on aime à se composer du jeune poète.

§

Memento. — Les lectrices qui préfèrent commencer leurs livres par la fin se réjouiront d'apprendre qu'un ouvrage vient de paraître : *Small talk in Wreyland*, par C. Torr (Cambridge University Press, 7s. 6d.), qu'elles peuvent ouvrir à n'importe quelle page, sûres d'y trouver une enceinte amusante ou spirituelle. Ces historiettes, qui donnent un aperçu du milieu et des idées d'un gentilhomme campagnard anglais au siècle dernier, sont racontées avec ironie et bonne humeur.

Quiconque s'intéresse aux questions d'enseignement glanera quelques-unes des opinions anglaises sur le sujet, dans *Lovers of Silver* de S.-P.-B. Mais (Grant Richards, 6s.). Ce roman contient une peinture de la pauvreté dans les milieux bourgeois de l'Angleterre. Le héros, John Tregenna, à la fois maître d'école et écrivain, doit entreprendre des besognes multiples pour subvenir à ses goûts dispendieux. Mr. Mais est un bon observateur, il ne tire cependant pas tout le parti possible de ce don. Il lui manque le discernement de l'artiste. Ses personnages ne nous convainquent point de leur réalité.

Sir Arthur Quiller-Couch est expert dans l'art d'intéresser les étudiants. Ses causeries sont pleines de vie et vibrantes d'enthousiasme, mais les allusions et les plaisanteries qu'exigent la conférence sont déplacées dans une série de *Studies in Literature* (Cambridge University Press, 10 s, 6 d.).

Quoique ce soit un excellent principe de faire connaître les chefs-d'œuvre des grands écrivains avant les analyses et les explications des professeurs, on voudrait que le commentaire des ouvrages cités fût plus détaillé. Les deux derniers chapitres sur le patriotisme dans la littérature anglaise intéresseront sûrement les Français anxieux de savoir quelle forme prend l'amour du pays à l'étranger.

Mr Laurie Magnus a choisi un sujet intéressant lorsqu'il a écrit : *A General Sketch of European Literature* (Kegan Paul, Trench, Trubner et Co, 10 s. 6 d.). Malheureusement, ses devoirs militaires ne lui ont sans doute pas permis de réviser son ouvrage avec soin, car il contient de nombreuses inexactitudes qui seront corrigées, il faut l'espérer, dans une seconde édition.

Malgré sa connaissance et son admiration des œuvres d'un auteur aujourd'hui reconnu l'un des meilleurs romanciers que l'Angleterre ait produits, Mr. J.-H.-E. Crees n'apporte aucune vue originale à l'étude de *George Meredith* (B.-E. Blackwell, 6 d., Oxford). Ses citations ne sont pas tou-

jours heureuses, et ne rendent pas justice au style du prestigieux créateur de *Diana of the Crossways*.

HENRY-D. DAVRAY.

LETTRES HISPANO-AMÉRICAINES

Cornelio Hispano : *Bolivar*, Juan Casis, Bogota. — José Otero : *La Révolution argentine*, éditions Bossard, Paris. — Memento.

Comme nous l'avons dit dans notre dernière chronique (numéro du 1er juillet), de nombreux écrivains hispano-américains cultivent actuellement l'histoire en général et, en particulier, les études historiques. M. Cornelio Hispano, Colombien, est un des plus remarquables. Mais il est, avant tout, un écrivain d'imagination, un poète. Epris de la culture antique, en même temps qu'imprégné de l'amour de sa terre, il a renouvelé l'hymne du monde harmonieux des dieux souriants des jardins aux pommes d'or. En poèmes, classiques pour le nombre et la rime, mais neufs par le style nuancé et l'image impressionniste, il a modulé la chanson de la terre jeune aux fleuves gigantesques, aux crépuscules caressants, car si l'esprit de ce poète est antique, comme il le dit, sa sensibilité est moderne. Ainsi dans le *Jardin de las Hesperides*, reprenant l'inspiration des rêves antiques, il a célébré les ombres lumineuses de l'Hellade immortelle, exaltées par le Plaisir et divinisées par l'Harmonie. Dans la *Leyenda de Oro*, continuant le labeur des hagiographes anciens, il a évoqué les figures troublantes des cénobites d'autrefois, enflammés, alternativement, par le Dieu de la croix et par la déesse des Colombes. Certes, beaucoup de nos poètes actuels, à la suite des maîtres du Parnasse, ont traité ces thèmes immarcessibles, mais M. Hispano, s'inspirant directement de la poésie de l'antiquité, bien que guidé par Chénier, Maurice de Guérin, France, Flaubert, a su les remplir de vie, leur donner le parfum antique. Cependant, comprenant bientôt, sans doute, l'anomalie vivante que constitue un poète de pays neuf qui détourne la vue de la poésie ambiante pour s'émerveiller à l'enchantement des vieux livres, il célébra, dans *Elegias Caucanas*, la beauté rustique de sa terre natale, où l'opulence de la forêt et la majesté du fleuve s'allient à la mélancolie des cloches et à la douceur de la vie patriarcale ; c'est une poésie paisible, parfois familière, ternie çà et là de prosaïsmes, transcrite parfois en vers rudes, mais sincère, émouvante, animée du noble désir, dont Jammes nous a donné la norme, de fixer les choses de notre époque et de notre ambiance dans l'or doux du vers. Un écrivain aussi averti ne pouvait manquer de cultiver également la prose. Il nous a donné, par conséquent, un beau livre de voyages et d'impressions de nature : *De Paris à l'Amazone*, et a publié

un volume d'histoire et de polémique historique nationale, *Colombia en la Guerra de la Independancia*. Auparavant il avait fait paraître *El Diario de Bucaramanga*, écrit par L. Peru de la Croy, militaire français qui combattit sous les ordres de Bolivar. Cet ouvrage, qui sommeillait en manuscrit à la bibliothèque de Caracas, renferme des données curieuses sur le Libérateur.

La figure héroïque et romantique de Bolivar a toujours éveillé la sympathie des poètes. Hier, Hugo, Byron, Casimir Delavigne lui consacrèrent de fervents éloges. Aujourd'hui, de nombreux écrivains de nos pays lui rendent un culte constant. M. Hispano est de ceux-ci. Avec le nom du héros comme titre, **Bolivar**, il vient de publier sur le grand homme une étude qui, plutôt qu'une silhouette entière, est un portrait partiel fait de ce qu'il y a de plus intime dans ce personnage. Outre l'âme héroïque et le génie guerrier, Bolivar possédait d'autres qualités moins ostensibles, mais qui lui servirent pour s'imposer à ses contemporains, et contribuèrent à ses succès ininterrompus. Il avait en sa personne une séduction irrésistible : son regard d'un « éclat presque divin », sa parole chaleureuse et brillante, et même ses attitudes qui présentaient par moments la noblesse des statues antiques, en imposaient, séduisaient, entraînaient. Sa seule présence décidait, parfois, des situations ; sa parole enflammait ses fidèles jusqu'au délire, son regard confondait ses ennemis les plus acharnés. Il était d'un désintéressement, d'un point d'honneur, d'une générosité extraordinaires. Il refusa « deux fois un million de piastres que lui vota le Pérou en paiement de ses services » ; il employait sa solde en secours aux veuves de ses officiers, en cadeaux à ses camarades, et n'hésita pas à réaliser son patrimoine pour acquitter des engagements dont « il n'était pas responsable ». Son mépris de la mort allait jusqu'à la témérité, sa ténacité jusqu'au sacrifice. A l'occasion, il s'élançait le premier contre l'ennemi pour entraîner ses soldats ; trois fois trahi, poursuivi, ruiné, trois fois il reprit la lutte au sein des difficultés les plus terribles. Et cet homme héroïque était aussi de naturel tendre, presque candide, rempli de l'amour des siens et de son pays natal. Avec quelle douceur, dans ses lettres, il rappelle sa mère, sa « bonne mère », et parle de la hacienda familiale, théâtre de son « innocence », de ses « premières sensations ». C'était en outre un triste, un mélancolique, un inconsolé. Ses malheurs intimes, la perte de ses parents, la mort de sa jeune femme, et les lectures de Rousseau, son auteur favori, contribuèrent sans doute à cet état d'esprit. « Ses discours, ses messages pleurent des malheurs plutôt qu'ils ne chantent des victoires » ; ses lettres « paraissent humides de larmes ». On dirait que, comme Byron, Lamartine, Leopardi, il portait en lui le mal exquis du siècle. Cependant Bolivar a été plus d'une fois accusé d'immoralité. M. Hispano, qui nous mon-

tre avec tant de ferveur et de minutie les vertus intimes du grand homme, ne pouvait moins que le justifier. Pour cela il soutient que les « règles morales » « ne peuvent s'appliquer aux hommes supérieurs »; ceux-ci « ne sont ni bons ni mauvais », suivent « l'esthétique plutôt que la morale », et il arrive à énoncer que la place du Libérateur est parmi ces « chevaliers de la Renaissance italienne », « sans égaux en cruauté et en esprit belliqueux ». Nous ne partageons pas cette opinion. Malgré Nietzsche et tous ses disciples, aucun être humain ne peut licitement se placer « au delà du bien et du mal » et moins encore les hommes supérieurs, qui, comme idéalistes, doivent être élevés, purs. La vérité est qu'il ne faut pas juger les hommes, les grands comme les obscurs, selon les règles de la morale conventionnelle issue du fanatisme religieux ou de l'hypocrisie sociale, mais selon les données de cette morale éternelle qui se nourrit de ce qu'il y a de plus immuable dans l'esprit humain. Or, cette morale nous suggère que, pour apprécier les actions, il faut tenir compte des circonstances coadjuvantes et pour rendre la sentence, comme l'homme n'est jamais parfait, il faut mettre en balance les vertus avec les défauts. Si nous jugeons avec un tel critère Bolivar, le héros libérateur d'un monde, l'homme généreux et tendre qui, s'il usa sans pitié de la violence, le fit parce que la rigueur était indispensable à sa grande œuvre, et qui, s'il aima le plaisir, le fit parce que son cœur débordait d'amour et son corps de vie, comment ne le concevrons-nous pas vertueux, bon? Sa place n'est donc pas entre un César Borgia et un Benvenuto Cellini, dont l'attitude esthétique ou le talent artistique ne peuvent faire oublier les abominations; elle est à côté de Léonidas, de Rodrigue de Vivar, de Jeanne d'Arc.

Nous ne finirons pas sans signaler l'écrivain argentin, M. José Otero, qui vient de se révéler bon historien. Récemment, il avait publié un recueil de chroniques sur la guerre : *La Francia que sangra*, pleines de ferveur pour la cause de la civilisation. Aujourd'hui, il nous offre un volume d'histoire de son pays, **la Révolution Argentine**, œuvre de vigueur et de jugement, destinée à faire connaître, en France, le développement historique de la République de la Plata.

Memento. — M. Marquez Sterling : *Los Ultimos dias del Présidente Madero*, Imprimerie du xx^e^ siècle, La Havane. Récit intéressant de cet écrivain et diplomate cubain, à propos des tragiques événements de Mexico qui se succédèrent à la chute du grand chef de la révolution. — *Obras de la Avellaneda*, « poésies, œuvres dramatiques », Imprimerie A. Miranda, La Havane. Les deux premiers volumes des œuvres complètes de cette remarquable poétesse cubaine, la plus grande en langue espagnole, édités par le Comité constitué pour la célébration de son premier centenaire. — Rafael Pombo : *Poesias, Fabulas, Verdades, Traducciones Poeticas*, Imprimerie

nationale, Bogota. Edition officielle de l'œuvre de cet illustre poète colombien, sous l'intelligente direction de M. A. Gomez Restrepo, qui a publié (au début du premier volume) une belle « Etude préliminaire ». — D. Figarola Caneda : *Bibliografia de Luz y Caballero*, Imprimerie du XXe siècle, La Havane. Travail consciencieusement méthodique, d'une présentation splendide, suivi d'une iconographie et orné de nombreuses illustrations, qui fait honneur au distingué directeur de la Bibliothèque nationale de La Havane. — Luis José de Tegeda : *Coronas lyricas*, Imprimerie de B. Cubas, Cordoba (Argentine). Ouvrage du premier poète qui se révéla en Argentine, précédé d'une « notice historique et critique » par M. Martinez Paz, professeur de l'Université et annoté par P. Cabrera, chef de section des manuscrits de la même. — J.-F. Garnier : *Pasa el Ideal*, Imprimerie Lehmann, San José de Costa Rica. Beau poème dialogué en prose de ce jeune critique et dramaturge de Costa-Rica.

Sous le titre de *Dante*, a commencé de paraître, à Bogota (Colombie), une revue littéraire ornée de très belles illustrations, destinée à servir la culture italienne en particulier et la culture latine en général ; M. Francisco Bruno la dirige et les meilleurs écrivains colombiens y collaborent. Nous y notons une intéressante étude de M. Pio Rajna sur les « Origines de la langue italienne » (numéros d'avril et de mai) ; une excellente traduction d'Ada Negri, « les Vaincus », par M. Guillermo Valencia, et un beau sonnet, « le Baptistère de Pise », de M. A. Gomez Restrepo (numéro de mai). A Buenos-Ayres a commencé de paraître une revue de *Bibliographie* très intéressante, bien renseignée et méthodiquement disposée. Elle signale les livres nouveaux d'Amérique et d'Europe, ainsi que les meilleurs travaux des revues et des journaux nationaux et étrangers. Elle est dirigée par M. Francisco Cabello Navas. Nous en avons reçu le premier numéro (janvier). La revue *Nosotros* de Buenos Aires, qui consacra à Ruben Dario et à José E. Rodo, à l'occasion de leur mort, des numéros extraordinaires fort intéressants, vient de consacrer à C. O. Bunge et à Guido Spano décédés dernièrement des numéros de ce genre (juillet et octobre respectivement) non moins intéressants, où collaborent les écrivains argentins les plus connus et quelques-uns des autres républiques. *Revista Americana*, que dirige M. Araujo Jorge, est une publication internationale de lettres et de sciences qui voit le jour à Rio de Janeiro ; elle publie des collaborations hispano-américaines en espagnol. Après avoir été suspendue pendant quelques temps, elle vient de reparaître. Dans le numéro que nous avons reçu (juin), on remarque un discours de M. L. de Mendoça, qu'il a prononcé à son entrée à l'Académie Brésilienne, et quelques beaux sonnets de M. P. Brandao. Sous le titre de *Cultura Venezolana*, a commencé de paraître à Caracas une revue littéraire et scientifique qui sans doute contribuera à stimuler le mouvement intellectuel au Venezuela où il n'y a pas de revue de ce genre. Dirigée par M. J. Tagliaferro, elle réunit la collaboration des écrivains nationaux les plus remarquables. Nous trouvons dans le premier numéro (juin) un très bel article de M. Diaz Rodriguez, « Sangre de Hispania fecunda », et un poème délicat de M. Andrés Mata. *Athenea*, organe de l'Ateneo de Costa-Rica, est une des meilleures revues littéraires de l'Amérique Centrale ; dans ses pages écrivent les lettrés les plus remarquables des républiques de cette région. Nous y voyons

de justes notes critiques sur le romancier E. Zamacoïs, par M. Valverde Léon (avril), et un curieux petit poème, « Radiografia », de M. Ricardo Miro (avril). A Montevideo paraît une revue nouvelle, jeune, pleine d'intérêt, *Pegaso ;* dirigée par MM. P. de Grecia et J. M. Delgado, elle a comme rédacteurs MM. Saavedra, W. Pi, Ballestero. Signalons, dans le numéro d'octobre, un bon travail de M. Perez y Curis, « del concepto en Poesia » : dans celui de novembre une silhouette du poète brésilien O. Bilac, par M. Manacorda. La revue *Iberia* de Barcelone, qui a fait une si belle campagne francophile, a publié un numéro extraordinaire (23 novembre) consacré au « triomphe du Droit et de la Justice », où on trouve de beaux articles de MM. Rovira, Sanchez Rojas, etc., et de belles illustrations de Apa. *Cultura,* l'excellente publication mexicaine, dirigée par M. Loera y Chavez, a fait paraître plusieurs cahiers très intéressants, choix des œuvres de Justo Sierra, Ignacio Ramirez, Selma Lagerlöf etc., avec de belles préfaces de M. L. y Chavez. Enfin, la collection *El Convivio,* de Costa-Rica, vient de publier un beau cahier : « Quatro Sermones Liricos », par M. Diaz Rodriguez.

FRANCISCO CONTRERAS.

OUVRAGES SUR LA GUERRE ACTUELLE

Albert Bonnard : *Le Témoignage d'un citoyen,* Attinger, Paris et Neuchâtel, 4 fr. — Albert Nelson Marquis : *Who's Who in America,* Chicago, Marquis, 6 dollars. — Leslie Buswell : *Ambulance No. 10,* Boston, Houghton Mifflin, 1 dollar. — William Yorke Stevenson : *At the Front in a Flivver* et *From Poilu to Sammie,* Boston, Houghton Mifflin, 1 dollar 25 chaque. — Philip Dana Orcutt : *The White Road of Mystery,* New-York, John Lane, 1 dollar 25. — Julien H. Bryan : *Ambulance 464,* New York, Macmillan, 1 dollar 50. — Henry Sheahan : *A Volunteer Poilu,* Boston, Houghton Mifflin, 1 dollar 25. — John Iden Kautz : *Trucking to the Trenches,* Boston, Houghton Mifflin, 1 dollar 25. — Martin W. Sampson : *Camion Letters,* New York, Henry Holt, 1 dollar. — Edwin W. Morse : *The Vanguard of American Volunteers,* New York, Scribner, 1 dollar 50. — Preston Gibson : *Battering the Boche,* New York, Century, 1 dollar. — Harriet Stanton-Blatch : *Mobilizing Woman-Power,* New York, Womans Press, 1 dollar. — Dr. W. S. Sadler : *Long Heads and Round Heads,* Chicago, McClurg, 1 dollar. — Victor Basch : *L'Aube, proses de guerre,* Alcan, 3 fr. 50. — Demetra Vaka : *Les intrigues germaniques en Grèce,* Plon, 4 fr. 50. — Commandant J.-E. Henches : *A l'Ecole de la Guerre,* Hachette, 3 fr. 50. — Eugène-Louis Blanchet ; *En représailles,* Payot, 4 fr. 50.

Le nombre des hommes de courage et de bonne foi qui, en Suisse, et je ne parle pas seulement de la Suisse germanique, ont, pendant la guerre, manifesté sans restriction et avec une suffisante indépendance les sentiments d'une conscience ferme, non obnubilée par les lourds mirages d'outre-Rhin, n'aura pas été très grand. Si l'on peut en compter une vingtaine, parmi ceux qui, disposant d'une plume ou d'une tribune, pouvaient faire entendre leur voix, c'est bien tout. Parmi eux, il faut mettre au premier rang Albert Bonnard. Il a consacré pendant deux ans et demi un labeur sans égal et un admirable talent à défendre la cause de l'Entente, qu'il considérait non seulement comme celle de la justice, de la civilisation et de la liberté,

mais comme celle même de la Suisse. Que la Suisse n'en ait pas jugé de même, ce n'en est que plus à l'honneur d'Albert Bonnard, car, contrairement à tant d'autres de ses compatriotes qui pensaient comme lui, mais ne le disaient pas, couvrant, par on ne sait quel préjugé pseudo-patriotique, jusqu'aux pires défaillances des autorités fédérales, Albert Bonnard n'a jamais hésité, dans un langage aussi ferme que mesuré, à blâmer les fautes et à dénoncer les coupables.

Il ne l'a pas fait, comme bien on pense, dans le prudent *Journal de Genève*, dont il était pourtant rédacteur en chef, et où il déploya d'ailleurs une activité tout aussi utile à l'examen, moins scabreux, des questions de politique étrangère (1), mais dans un autre organe genevois, la *Semaine littéraire*, où il avait pleine liberté de penser et d'écrire. Ce sont les principales études publiées par lui dans ce périodique, qui forment la substance du volume posthume recueilli, sous le titre : **Le Témoignage d'un citoyen**, *études de politique suisse*, par les soins du directeur de la *Semaine littéraire*, M. Louis Debarge. Ce livre restera, en effet, comme un « témoignage ».

Dès 1910, Bonnard se rendait lucidement compte de l'abaissement moral et civique de son pays. A propos de la funeste convention du Gothard, il écrivait :

L'étranger, dit avec raison un publiciste de la Suisse allemande, apprendra qu'on peut tout obtenir de la Suisse quand on le demande d'une certaine façon, et il s'habituera à la considérer comme une simple « sphère d'intérêts », ainsi qu'il en use avec les pays de l'Asie centrale et orientale. » Le mot est d'une justesse frappante : par le traité du Gothard, la Suisse devient « sphère d'intérêts » pour les deux Etats qui lui en ont dicté les clauses léonines. Rien n'est frappant aujourd'hui comme les débats de l'Assemblée fédérale, quand il s'agit de ratifier le traité par lequel la Suisse acceptait les subventions de l'Allemagne et de l'Italie pour construire un chemin de fer et percer un tunnel sur son territoire. Ce jour-là, les orateurs qui s'opposaient à ce qu'ils dénonçaient comme un péril national furent de vrais prophètes. La convention que le Conseil fédéral a eu la faiblesse de signer leur donne aujourd'hui raison, dépasse même leurs prévisions les plus sombres. Le message du Conseil fédéral est écœurant d'humilité...

La guerre survint. Cette « humilité » et cette « faiblesse » que Bonnard stigmatisait quatre ans auparavant furent, pendant les hostilités, la constante attitude du gouvernement helvétique, mais désormais à l'égard de l'Allemagne seule. Ce furent alors la série des grands scandales, les pleins pouvoirs, la nomination du général, l'affaire des colonels, où Bonnard joua un rôle des plus courageux, l'affaire de Loys, etc., qui font l'objet d'autant de chroniques ma-

(1) Plusieurs articles ressortissant au domaine réservé à Albert Bonnard dans le *Journal de Genève* lui ont, au reste, été refusés par la direction et ont paru, sans signature, dans un autre quotidien genevois.

gistrales. Au sujet du militarisme suisse à l'allemande, et comme s'il prévoyait les menées bolchévistes de 1917 et 1918, Bonnard écrit en septembre 1916 :

Il faut craindre que tout cela ne nous vaille un formidable mouvement antimilitariste. Déjà les symptômes s'en multiplient. Ce n'est pas dans la Suisse française, c'est à Zurich, la cité du général Wille, de son fils l'actuel lieutenant-colonel Wille, promoteur des *Stimmen im Sturm*, et de son neveu, le lieutenant Bodmer, célèbre par la fusillade contre la gare de Delle, que trois officiers, insultés par la foule, ont eu juste le temps de se verrouiller dans une maison, afin d'échapper à des voies de fait.

Ce sont là de fâcheux symptômes. Des déclamations qui paraissaient le fait de démagogues et d'écervelés trouvent aujourd'hui crédit dans les masses. Des soldats, des sous-officiers, partis pleins de zèle, rentrent découragés et écœurés. Nous connaissons des jeunes gens qui habitaient l'étranger et ont quitté à l'appel du drapeau des positions lucratives pour venir, sans y être forcés, défendre la Suisse qu'on leur avait dit menacée. Ils jurent aujourd'hui qu'on ne les y prendra plus et qu'ils ont été traités de façon à être dégoûtés de l'armée suisse pour jamais.

Bonnard ne fut pas de ceux qui, pendant cette guerre, jugèrent inopportune ou excessive une attitude conforme au sens moral et à la dignité civique. Le « neutralisme » lui faisait horreur. Il ne crut pas devoir réprouver les indignations, parfois plus vives que les siennes mêmes, qui s'échappaient de plumes offensées ou stupéfaites par ce qui se passait dans un pays que ses enfants avaient appris, autrefois, à honorer. Il tint à me dire un jour qu'il lisait mes articles et qu'il es « approuvait pleinement ». C'est que s'ils différaien des siens par le ton, l'idée et le sentiment qui les inspiraient étaient les mêmes. Aussi n'est-il pas étonnant qu'on m'ait fait plus d'une fois l'honneur de rapprocher les deux livres nés de ces chroniques où se confrontaient sous un jour semblable les mêmes événements. C'est ainsi que M. Marcel Rouff écrivait dans la *Tribune de Genève* :

Je viens de lire — ou plutôt je viens de dévorer deux livres, frères par le cœur, par l'inspiration, par l'ardeur patriotique qui les soulève, par la sève humaine qui les gonfle... Quelles que soient les destinées de la Suisse, chacun de ces livres aura sa place dans son déclin ou dans son épanouissement. Ils auront été les annonciateurs de son trépas si, malgré leurs avertissements, notre patrie ne s'arrache pas aux dictateurs qui la conduisent vers des demains de servitude et d'abdication ; ils auront été les hérauts de sa résurrection si, à leur incite, la honte nous prend de nous renier nous-mêmes avec tant d'obstination... La noble passion qui les anime est si identique que nombre de chapitres, par exemple — et je cite au hasard — celui des Pleins pouvoirs dans Bonnard et celui des Suisses allemands dans Dumur, auraient pu sortir indifféremment de la plume de l'un ou de l'autre des écrivains.

Nul plus que Bonnard, en Suisse romande, n'a suivi d'un cœur

plus ardent, d'une attente plus anxieuse le développement dramatique des événements. Personne n'a souffert, parfois jusqu'à un véritable martyre à la fois physique et moral, l'angoisse du doute et l'incertitude de l'avenir. L'implacable lutte des peuples le tenait haletant. Le droit l'emporterait-il? La juste cause des Alliés n'allait-elle pas succomber? Albert Bonnard est mort trop tôt. Et ce n'est pas une des moindres douleurs de cette guerre que d'avoir vu disparaître en pleines ténèbres du destin des hommes qui ne vivaient que dans l'espoir lumineux du triomphe.

LOUIS DUMUR.

§

La nouvelle édition de **Who's Who in America**, celle de 1918-19, est pleine de renseignements curieux touchant la guerre et de faits intéressants et souvent inédits, concernant des Américains qui ont joué un rôle aux Etats-Unis depuis 1917. Elle nous dit, par exemple, que M. Josephus Daniels, ministre de la Marine, a montré, déjà étant adolescent, ses grandes capacités, en dirigeant un journal à dix-huit ans; qu'en août 1915, le général Pershing a perdu tragiquement sa femme et ses trois filles dans un incendie; que M. House, le confident du Président Wilson, n'est ni colonel ni même militaire, comme il le laisse voir lui-même dans les pages de ce livre; que l'amiral Sims, qui commande avec une si grande autorité la flotte américaine dans les eaux européennes, est très parisien, ayant été en permission à Paris en 1888 et attaché naval à l'ambassade américaine en 1897; et M. Roosevelt y écrit avec sa franchise habituelle: «Quand les Etats-Unis ont déclaré la guerre à l'Allemagne, j'ai proposé au gouvernement américain de former une division pour servir en France; mais l'offre fut refusée par le Président Wilson.»

L'American Field Service in France (Service Automobile Américain aux Armées Françaises), dont le quartier général est à Passy, a donné naissance à toute une collection de livres, brochures et articles de revue ayant à faire avec la guerre actuelle. Parmi ces volumes écrits sur le front ouest par ces jeunes ambulanciers transatlantiques, on peut signaler comme spécialement bien faits, **Ambulance No. 10**, par Leslie Buswell, actuellement en France en mission scientifique pour le gouvernement de Washington; **At the Front in a Flivver**, par William Yorke Stevenson, aujourd'hui lieutenant dans le service sanitaire de l'armée américaine en France et qui est sur le point de faire paraître un second ouvrage consacré à ses expériences dans le secteur de Verdun pendant les grands jours; **From Poilu to Yank**, où on apprendra que l'auteur a reçu la croix de guerre «pour son courage, son dévouement et une modestie rare»; **The White Road of Mystery**, par Philip D. Orcutt,

un lycéen de Boston, qui a aussi été ambulancier à Verdun pendant plusieurs mois ; **Ambulance 464**, par Julien H. Bryan, jeune étudiant actuellement à l'université de Princeton ; **A Volunteer Poilu**, par Henry Sheahan, dont la mère est française ; **Trucking to the Trenches**, par John Iden Kautz, conducteur américian de camion français ; et **Camion Lettters**, une série de lettres écrites par une demi-douzaine d'étudiants de l'université de Cornell et rédigées par le Professeur Sampson de cette institution.

The Vanguard of American Volunteers, par Edwin W. Morse, décrit le rôle joué en France par ces ambulanciers de l'American Field Service et les autres volontaires des Etats-Unis qui ont couru au secours de la France dès que la guerre a éclaté et, ce faisant, on montré à leurs compatriotes hésitants le chemin à suivre.

Battering the Boches, par Preston Gibson, dramaturge américain de talent, qui était aussi ambulancier sur le front français, où il a reçu la croix de guerre, a été publié le mois d'avril dernier, quand M. Gibson a prédit la défaite, arrivée quelques semaines plus tard, du « messager de Mars », comme M. Gibson appelle le Kaiser, qui est très malmené dans ce livre.

Le volume de Mrs. Stanton-Blatch, **Mobilizing Woman-Power**, nous donne l'histoire de ce qu'ont fait dans cette guerre les femmes françaises, anglaises et américaines, ce qu'en un mot, « a été le rôle de la femme en sauvant la civilisation ». Le côté américain du sujet est bien développé, et après lecture de ces pages, on comprend pourquoi le Président Wilson a fait dans son dernier message un tel éloge de ses concitoyennes qui, suivant lui, « ont bien mérité de la patrie. » La femme française est spécialement louée par Mrs Blatch, qui, cela se voit bien, connaît son Paris et sa France, et qui a choisi comme frontispice de son livre la Jeanne d'Arc de Paul Debois, « Jeanne d'Arc qui incarne le courage des femmes Alliées ». Le livre est dédié « aux femmes capables et dévouées de la Grande-Bretagne et de la France qui ont soutenu les armées des Alliés. » La préface de M. Roosevelt est un appel vigoureux en faveur de la « femme nouvelle » que cette guerre a révélée au monde.

Dans son **Long Heads and Round Heads**, Dr. W. S. Sadler éminent chirurgien de Chicago, parle « de la façon avec laquelle l'Allemagne fait la guerre et de son insouciance pour la vérité et pour tous les devoirs éthiques... Une nation, que nous avons autrefois placée si haut, reste aujourd'hui en faillite morale en face du monde. » Le Dr. Sadler se demande pourquoi et comment cela est arrivé, et puis répond à sa propre question, en nous disant que l'explication se trouve dans l'anthropologie. « L'Allemagne est peuplée aujourd'hui d'une race docile et de tête ronde, caractérisée par une tendance inhérente à la cruauté et à la criminalité et ne possédant

pas plus de moralité qu'un loup. » Il affirme que les Allemands sont de la race alpine, « source inférieure, stupide et non-progressive » ; qu'ils « ne sont pas de vrais Teutons, n'ayant rien de commun avec cette race de tête longue, si progressive et intelligente... L'Allemagne alpine d'aujourd'hui est bien représentée par von Hindenburg, la force personnifiée, dominateur, brutal, dépourvu d'idéalisme, avec nullement ou peu d'imagination, caractéristique de l'Allemand à tête ronde. » On ferait bien de faire traduire en français ce livre.

THÉODORE STANTON.

§

Sous le titre **l'Aube**, M. Victor Basch, professeur en Sorbonne, a réuni les *proses de guerre* qu'il a écrites au cours de ces dernières années ; elles plairont aux uns et déplairont aux autres, ce qui est le sort de toutes choses ici-bas. Que M. Basch aie confiance dans l'avenir de la Russie, cela se comprend, mais qu'il soit pétri d'indulgence pour le présent de ce pays, c'est ce qui surprendra les gens de simple bon sens ; en quelques phrases entortillées, mais pourtant assez claires de son avant-propos, il avance, par exemple, que si les Bolcheviks ont signé la paix de Brest-Litovsk, c'est parce qu'ils y ont été forcées par la trahison de l'Ukraine, et il ajoute que si nous ne leur avions pas refusé de participer aux négociations, l'Allemagne aurait été contrainte à une paix de justice, car si elle avait refusé, son peuple se serait soulevé d'indignation contre son gouvernement. En vérité, que répondre à de pareilles niaiseries ? D'autant que le professeur en Sorbonne insiste : « Illusion, dira-t-on, mais illusion généreuse, et qui, si elle avait pu enflammer l'esprit des gouvernements alliés ou au moins le cœur de leurs peuples, aurait peut-être renversé plus tôt le colosse sanglant du militarisme prussien. » Vraiment ! Le mensonge délayé reste du mensonge, disait Clemenceau. La niaiserie, même atténuée de peut-être, reste niaiserie. Et ce mot niaiserie est encore doux ici, car ces aspirations à la louange des Bolcheviks sont datées de septembre 1918 !

Presque tout ce volume est écrit ainsi en phrases doucereuses et suspectes, où tout ce qui vise au généreux et au magnanime vous fait dresser l'oreille. Je tourne quelques pages et je parcours le prélude qui suit l'avant-propos. C'est une lettre adressée par l'auteur à son fils, médecin auxiliaire aux armées ; il le plaint d'être loin des siens, loin de sa mère, et il lui dit : « Car ce dont vous souffrez le plus, c'est de la cohabitation forcée avec des compagnons que vous n'avez pas élus et auxquels vous finissez par en vouloir de vous imposer leur présence. » Quoi ! dans cette effroyable cyclone, au milieu des angoisses pour la patrie, des deuils pour les héros tombés, des ferveurs pour les blessés à guérir, ce dont souffre le plus cet aristo-

cratique étudiant, c'est de vivre avec des camarades qu'il n'a pas élus? Vraiment, on se frotte les yeux à lire de pareilles désolations.

Angoisses pour la patrie, viens-je de dire. M. Basch se croit très probablement un excellent patriote, parce qu'il affirme le bon droit de la France dans la lutte, mais il l'affirme d'une façon bien étrange: « J'avais la conviction inébranlable que, tout au moins en ce qui concerne les causes prochaines de la guerre, la France était innocente du crime mondial. » Donc en ce qui concerne lesc auses moins prochaines, elle ne l'était pas! Voilà une opinion qui ne fait pas honneur à « l'attention » et à « l'impartialité » que le professeur en Sorbonne se vante d'avoir apportées à l'étude de la question. Sur ce point, on pourrait le renvoyer aux Allemands eux-mêmes. Voici ce qu'écrivait M. Witting dans le *Berliner Tageblatt* du 20 novembre: « Soyons francs : l'encerclement a été la conséquence et non le point de départ de la politique suivie par l'Allemagne depuis 1890. C'est nous qui nous sommes isolés par notre attitude souvent insensée pour nous trouver ensuite encerclés par un consortium de garanties formé contre nous. » Il est triste d'avoir à reconnaître que, sur un sujet aussi grave, notre professeur en Sorbonne est moins instruit et plus allemand que le journaliste du *Berliner Tageblatt*.

Il est bien regrettable également que M. Victor Basch se permette de traiter Napoléon Ier de bandit. Ce n'est pas là un simple manque de tact, comme celui qui lui fait faire la leçon à M. Poincaré, parce que celui-ci n'est qu'un « Lorrain tenace », alors que lui, Basch, possède « le sang impétueux et violent des Sémites », c'est un manque de justice envers la patrie et l'un de ses plus glorieux enfants, lequel fut d'ailleurs, M. Basch a tort de l'oublier, un grand défenseur de la race juive. Bandit, Napoléon Ier? Quelle épithète mérite alors M. Victor Basch?

HENRI MAZEL.

§

Mme Demetra Vaka, publiciste américaine, spécialisée dans les questions de l'Orient européen, une Grecque mariée aux Etats-Unis et qui fit le voyage de son pays d'origine pour s'enquérir des faits reprochés à ses compatriotes depuis les échauffourées d'Athènes et les manigances qui amenèrent ensuite la chute du Roi Constantin, a publié une relation curieuse de son enquête, des démarches et interrogatoires par lesquels elle essaya de démêler l'écheveau confus des intrigues et manigances parmi lesquelles se débattait son pays d'origine. Mme Demetra Vaka, tout en nous parlant des choses de Grèce, avoue qu'elle était d'abord anti-nationaliste, — avant la guerre, — et que le nationalisme lui paraissait une conception étroite, « apanage de la seule ignorance ». Nous pouvons certes comprendre ces

idées; « le lieu où l'on est bien, c'est celui qu'on a choisi librement ». Mais la trahison de la Bulgarie modifia quelque peu cette conception. Le rôle équivoque joué par le roi Constantin, la situation bizarre dans laquelle se trouva le pays lui furent pénibles. Elle résolut de se rendre en Grèce malgré les difficultés de l'entreprise, pensant travailler à la réconciliation du Roi et de son ministre Venizelos. Le bruit se répandit bientôt dans le pays, où elle arriva enfin avec son mari, qu'elle était envoyée en mission par le gouvernement américain, ce qui lui facilita bien des choses. Mais l'opinion parmi les troupes, surtout les officiers et marins de l'Entente qui se trouvaient à Corfou, était peu favorable aux Grecs, — sentiment qui put choquer la voyageuse, mais s'explique aisément après les agressions des 1er et 2 décembre 1916. On était en effet tout proche encore des événements, du coup de force tenté par le parti pro-germanique, et ce fut par là, d'ailleurs, qu'elle commença son enquête. Le récit donne des faits, des témoignages assez divers, mais le plus certain c'est que l'agression contre nos troupes fut préméditée et que l'amiral Dartige du Fournet, qui commandait alors, semble n'avoir pas suffisamment tenu compte des avertissements qu'on lui donna. On sait que des coups de feu furent échangés; les Grecs, très supérieurs en nombre, écrasèrent le contingent anglo-français qui se trouva prisonnier; le total des morts, des deux côtés, fut d'environ trois cents. Le lendemain il y eut d'autres bagarres et la chasse aux Vénizélistes commença; deux cents des plus notables furent emprisonnés, — on a même dit maltraités. Sur ces événements, Mme Demetra Vaka a recueilli divers témoignages et d'ailleurs n'insiste pas. Munie de lettres d'introduction pour les principaux personnages du pays, elle frappe à diverses portes, en commençant par celle du ministre américain, qui jette d'ailleurs les hauts cris. Ensuite elle est reçue pas le prince Nicolas, frère du monarque, et dans son salon ne recueille que des paroles de haine contre Venizelos, qui est la bête noire du parti royaliste. Le couple est ensuite accueilli par le Roi lui-même, et la narratrice avoue qu'elle se trouva captivée par son charme; elle prêcha l'union, la réconciliation des deux partis hostiles; il parut consentir, mais parla des Alliés avec amertume :

— Ils me forcent à faire certaines chose parce qu'ils sont les plus forts, voilà tout! Les Français sont une race méprisable, dégénérée, et je serai bien content le jour où les Allemands jetteront Sarrail à la mer, car ils le feront!

Il montrait ainsi son parti-pris; il exaltait les Boches, les admirait, — et dominé par ses préventions oubliait qu'en somme, il jouait sa couronne. Le personnage de Constantin pouvait être séduisant, mais sa politique était au moins douteuse. En somme, il avait misé sur le mauvais cheval, comme il fut bien prouvé depuis.

L'Américaine vit encore le Dr Streit, qui lui exposa le point de vue gréco-allemand, — mais arrangea quelque peu la chose, selon sa mentalité *made in Germany*. Il traita aussi Venizelos d'homme d'Etat hystérique, à courte vue et sans valeur. Mais, on le découvrit ensuite, comme ministre des affaires étrangères il évitait de soumettre au Cabinet nombre de choses qui parvenaient à son bureau; il était de connivence avec la reine, et par suite avec le ministre d'Allemagne. Comme on cherchait à circonvenir Mme Demetra Vaka, on l'invita à un thé royaliste où divers hommes politiques du « bon parti » vinrent l'entretenir; mais, dit-elle, cette réunion organisée pour nous attacher plus solidement au parti marqua plutôt le commencement de ma défection. — Il y eut ensuite une entrevue avec Gounaris, à propos duquel se trouve exposée la politique de Venizelos, qui avait contre lui tout un monde d'intrigants, — et d'ailleurs les portraits que trace cette relation, on doit le dire en passant, sont tous curieux. Un type encore est le général Dousmanis, aide-de-camp du Roi, que l'auteur vit plus tard. Celui-là discuta avec passion, mais, lui sembla-t-il, avec la même mauvaise foi que les autres. Il était d'ailleurs, comme bien d'autres, inféodé à l'Allemagne et n'admirait que la force, — la force brutale, la force allemande. Toutefois le récit constate que l'adversaire, s'il était de parti-pris, n'était pas un sot et sa conversation demeurera un des chapitres les plus intéressants du livre. — D'autres suivirent, avec le personnage plutôt douteux, incertain, qu'est M. Zaïmis. En résumé, les Grecs ont nié qu'il y eût une convention avec la Serbie, qui les obligeait à prendre les armes à ses côtés; ils ont allégué des *distinguo* et des *mais* bien inutiles. Mme Demetra Vaka finit aussi par être forcée de comprendre que tous ceux qu'elle interrogeait, près desquels elle menait son enquête s'entendaient comme larrons en foire. Le plus clair de tout, c'est que personne ne voulait rien dire sur la question principale, qui demeurait toujours la liberté accordée aux Bulgares d'attaquer les Grecs et d'occuper une partie du pays. Nous entendons même un M. Rallis déclarer en confidence qu'en somme le roi Constantin a peur de l'Allemagne et ne fera rien qui puisse la choquer. Il y eut d'autres faits à expliquer, comme un début de travaux pour faire sauter le canal de Corinthe afin de gêner les communications des Alliés. En somme, « la Grèce et Constantin étaient empêtrés dans un fouillis de mensonges et d'inexactitudes dont ils demandaient, tantôt avec fureur, tantôt avec tristesse qu'on les fit sortir; mais chaque effort ne faisait que les empêtrer davantage ». — D'Athènes, Mme Demetra Vaka s'était embarquée pour Salonique où elle vit le gouvernement provisoire de Venizelos qui lui fournit nombre d'explications édifiantes, — entre autres sur le traité avec la Serbie, — et qui mettaient les choses en place. Elle sut ainsi comment le fort

Rupel avait été remis aux Bulgares, et d'autres faits qui démontraient surtout la fourberie des Royalistes. Après un court séjour à Salonique et quelques heures passées sur le front, où l'on continuait à échanger des coups de feu, elle se trouva revenir à Athènes pour être mêlée à de nouvelles intrigues, la formation d'un cabinet, etc. La ville était une pétaudière ; chacun y intriguait, complotait ; le Roi, qu'elle avait entretenu deux fois déjà, lui parut de plus en plus buté, et elle allait enfin boucler ses malles quand elle fut priée de retourner chez le général Dousmanis, qui espérait encore la gagner et qui finit par lui exposer le plan d'hégémonie de l'Allemagne et les avantages que la Grèce devait en retirer par sa participation ou sa connivence.—Je ne discuterai pas cette fin du livre, qui paraîtra bien romanesque ; mais il y a cependant des choses à retenir. Le grand grief du parti royaliste contre l'Entente était qu'on avait dédaigné, paraît-il, l'intervention de la Grèce au début de la guerre,—par égard pour l'Italie, — l'empêchant ainsi de profiter des événements. Il faut ajouter que Constantin, qui connaissait les plans gigantesques de l'Allemagne, pensait y avoir du bénéfice, et, déjà porté vers les Boches, ayant derrière lui toute une clique de politiciens et d'intrigants, — même de patriotes à courtes vues, — avait voulu entraîner le pays à se déclarer contre l'Entente. Tous ces complots, ces tripotages des ministres, des germanophiles, du Roi et de sa douce moitié, devaient finir brusquement quelques semaines plus tard, lorsque M. Jonnart se présenta et pria le couple de faire ses paquets.

Mais le livre de Mme Demetra Vaka, dont je n'ai indiqué, malgré l'abondance de cet article, que les lignes principales, mérite d'être lu, car il éclaire bien des choses et les met au point ; c'est un document. Peut-être indique-t-il avec un peu trop de franchise que la politique des Alliés ne fut pas toujours adroite ; mais il ne faut pas oublier que l'auteur est une femme ; que c'est une Grecque qui a fait spécialement le voyage d'Amérique pour s'enquérir de la vérité, et qu'elle devait malgré tout excuser et chercher à défendre son pays.

Du commandant d'artillerie J.-E. Henches on a publié un recueil de lettres : **A l'Ecole de la Guerre**, qui concernent les deux premières années du conflit et donnent ses impressions, ses réflexions, — parfois ses récriminations, — et restent toujours intéressantes par leur sincérité. — C'est au début de la guerre qu'elles prennent (août 1914) ; mais l'auteur comme bien d'autres paraît avoir tout ignoré des premiers événements, et le 17 seulement, il signale que le canon se rapproche. La bataille, du côté où il se trouve, commence le 22 et dure quatre jours ; puis c'est l'engagement du 6 au 9 septembre, qui est un épisode de la grande bataille de la Marne. « Les hommes couchent par terre, n'ont pas d'eau ni pour se laver ni pour boire, et demeurent sous une pluie d'obus. Nous ne savons rien de ce qui se

passe ailleurs, écrit-il ensuite; ce qu'il y a de désagréable, c'est la malpropreté et la nourriture incohérente que nous absorbons. » Le 15, il signale qu'on s'est battu depuis 4 h. du matin jusqu'à 8 h. du soir. Plus tard (3 octobre), il dit encore : « Nous vivons un peu comme les bêtes ; nous avons procédé à l'enfouissement des chevaux », — et il se plaint de ne pas entrevoir la fin de la guerre, — déjà ! — comme d'être plongé dans la paperasse sitôt la bataille finie. La paperasse est son cauchemar et il y revient nombre de fois dans ses lettres, qui s'échelonnent dès lors, pendant de longs mois, donnant les petites nouvelles, des réflexions, quelques tableautins rapides; mais en général il mentionne peu de faits, et de même il est à peine question des endroits où il se trouve dans cette correspondance. Nous savons qu'il séjourne du côté des Eparges-Troyon, jusqu'au commencement de septembre 1915; puis en Champagne jusqu'au 23 avril 1916; sous Verdun et ensuite à la montagne de Reims, avant de venir dans la Somme. — J'ai dit que ces lettres fournissaient nombre de réflexions qui méritent d'être retenues; ainsi, à propos des déclamations continuelles sur la guerre : « J'aurais malgré tout aimé moins d'assurance dans la certitude de vaincre. Je n'aime pas qu'on vende la peau de l'ours. » Ailleurs (10 janvier 1915) il parle des publications faites sur les atrocités allemandes. « Les exactions commises, les viols, les massacres surtout m'ont exaspéré. Et pourtant, il faut avouer humainement que la vie que nous menons depuis cinq mois n'est pas faite pour nous rendre sensibles.. Mais il y a la complicité des chefs, leur responsabilité complète. Beaucoup de ces actes ont été autorisés, ordonnés même sous menace de mort. Je ne pourrai de ma vie me résoudre à voir un Allemand près de moi ; ils sont tous responsables. »

Mais il s'élève contre la louange excessive du « poilu », qui dispense aux civils de « s'en faire », comme ils disent sur le front; plus loin contre l'inexactitude des journaux, et ne peut s'empêcher d'admirer le courage de nos adversaires, — « des brutes peut-être, mais véritablement extraordinaires, tenant bon sous des rafales terribles et s'acharnant à contre-attaquer ».

Cependant, les villages bombardés disparaissent les uns après les autres ; la neige vient feutrer la terre ; puis c'est le renouveau ; la fête de la nature qui reprend et trouve toujours un coin à reverdir, à couvrir de fleurs, tandis que les oiseaux recommencent leurs chansons. — Le chef d'escadron, commandant J. E. Henches, fut tué avec deux de ses officiers le 16 août 1916 en Picardie, quelques jours après son arrivée, — et repose dans le cimetière de Bray-sur-Somme.

Nous avons eu déjà diverses publications sur le traitement des prisonniers en Allemagne. Celle de M. Eugène-Louis Blanchet. **En représailles**, pour laquelle M. Benjamin Vallotton a écrit une

intéressante préface, est une des plus remarquables et les faits qu'il rapporte demeurent comme un véritable cauchemar. C'est l'organisation de la méchanceté. — L'auteur fut pris à l'hôpital de Roubaix, où il était avec d'autres blessés (10 oct. 1914), et, après quelques jours, embarqué à Lille, dans un train pour l'Allemagne. Au passage, la population, surtout féminine, poussait des hurlements, se tassait près des wagons avec des faces grimaçantes, élevant des enfants qui criaient des injures. A Crefeld, où les prisonniers furent internés durant quinze mois, l'accueil fut analogue, mais le séjour se trouva relativement agréable. L'auteur qui s'ennuyait voulut s'évader, mais ne réussit même pas à se mettre en route et fut jeté dans un réduit glacial, puis dirigé sur un camp de représailles. Nous assistons à des scènes pénibles comme le départ des prisonniers, dans la boue, pour les marais de Westphalie, où ils doivent remuer la vase tous les jours pendant dix heures. Cela dura six semaines pendant lesquelles la pluie ne cessa de tomber. Le soir, ils devaient gagner une sorte de tanière humide, en sous-sol ; les repas étaient une claire soupe d'orge, et ils n'avaient pour se venger de tels traitements que le plaisir de saboter le travail qu'on leur faisait faire, effondrant les boyaux creusés ou perdant dans la vase les bêches qu'ils devaient employer. On finit par les rembarquer et les conduire au camp de Cassel, dit camp de la mort. A côté s'étendait un cimetière où dormaient déjà des milliers de captifs et dont la forêt de croix s'étendait jusqu'à l'horizon. Du camp de Cassel où commandait un vieil officier par hasard plus humain que les autres, on fit monter de nouveau les captifs dans des wagons puants et ils furent conduits à la frontière russe, vers les lacs de Mazurie, où les moustiques pullulent, où il fallait coucher sur le sol infesté de puces. Cela dura cinq mois à peu près, — cinq mois de supplice, de fièvre, de labeur acharné, à couper et transporter des arbres. Concernant la nourriture, toujours aussi parcimonieuse, il signale des choses extraordinaires : un « mélange d'œufs de poissons et de pruneaux », ou une « soupe à l'eau avec des harengs et des pruneaux ». Pour tromper la faim, il mâchait des épluchures de betteraves et de l'herbe. On annonça enfin des provisions venues de France ; mais les Allemands avaient ouvert les paquets, percé les boîtes sous des prétextes vagues et tout était en putréfaction. L'auteur, tombé malade, fut mis dans un hôpital où il occupa le lit d'un Russe mort peu avant de la cholérine ; il eut quand même la chance d'en sortir indemne, sinon en bonne santé. Il fut alors envoyé sur le rivage de la mer Baltique, à Nidden, où les prisonniers devaient travailler, — à jeter du sable dans la mer (!). — Ensuite il dut gagner Heisberg (Prusse Orientale) et y assista à des scènes ignobles, — la mise au poteau de pauvres diables qu'on en tirait demi-morts. — Il y a

d'autres histoires sinistres encore, mais on ferme le livre. La cause était entendue déjà, mais le récit d'Eugène-Louis Blanchet apporte un témoignage de plus au répertoire de l'infamie, de la sauvagerie allemandes, — et après lequel tout commentaire serait décidément inutile.

CHARLES MERKI.

A L'ÉTRANGER

Allemagne.

« UN MONCEAU DE DÉCOMBRES ». — Tandis que les désordres et les émeutes se succèdent à Berlin et que la situation intérieure s'embrouille tous les jours davantage, l'Allemagne a fêté sans entrain le commencement de la nouvelle année. Jamais l'avenir n'a paru à tel point incertain. Aussi les réflexions rétrospectives que la presse a publiées, à l'occasion du 1er janvier, ont-elles été saturées du plus noir pessimisme. Qu'est devenu l'orgueilleux lyrisme qui, quatre années de suite, servait de fond aux articles de fin d'année dans les journaux de toutes nuances ? Il serait amusant de relire aujourd'hui tout ce galimatias. Mais la même plume qui naguère célébrait les victoires allemandes et exaltait toutes les vertus nationales, gémit aujourd'hui sur la tristesse des temps.

L'année qui finit aujourd'hui, écrit la *Gazette de Francfort* du 31 décembre, restera inscrite dans l'histoire comme l'année de la défaite allemande et de la révolution allemande. C'est l'année au cours de laquelle la vieille Allemagne s'est effondrée d'une façon si épouvantable et si complète qu'aujourd'hui encore des millions d'hommes se demandent parfois si ce n'est pas un mauvais rêve d'où ils pourraient se réveiller de nouveau. Ce n'est pas un rêve ; c'est une vérité cruelle et désespérée. Il reste à savoir si cette fin d'une chose ancienne est la *fin de tout*, la fin pour un temps très éloigné, ou si l'année de l'effondrement a été en même temps le commencement de *quelque chose* de nouveau qui doit grandir maintenant, diminué de vigueur, à vrai dire, par la perte de la guerre, resserré à l'extérieur, appauvri de biens économiques, mais pourtant indestructible dans sa volonté de vivre, confiant en les saines racines corporelles et spirituelles de l'homme allemand, appuyé sur les nouvelles bases de sa vie publique qu'il doit enfin se créer, selon son nouveau droit. C'est là la nouvelle question qui se pose. Il appartient au peuple allemand d'y répondre au cours des semaines et des mois qui vont venir.

Après ce préambule embarrassé, le rédacteur de la *Gazette* a le courage de passer en revue les principaux événements de l'année écoulée :

Encore une fois, au cours de cette année, mais d'une façon prodigieusement plus intense, nous avons vécu tout ce que trois ans et demi de guerre avaient précédemment soulevé : l'espoir de vaincre et l'épouvante de

la défaite, les dernières flammes du chauvinisme pangermanique et la sauvage révolte de ceux qu'il a trompés. Encore une fois, au commencement de l'année et jusqu'au milieu de l'été, Ludendorff a été le dieu, non seulement le chef militaire, mais aussi le chef politique des masses qui avaient confiance en lui : lorsque les traités de paix à l'est n'étaient pas conclus, mais imposés ; lorsque tout se concentrait sur la grande offensive de l'ouest ; lorsque celle-ci apportait ses premiers succès considérables. Tel un éboulement, cette illusion de la victoire ébranla encore une fois la majorité de conciliation, aussi bien dans le peuple qu'au Reichstag ; le gouvernement Hertling-Payer-Friedberg, comme paralysé, laissa passer, sans l'utiliser, le moment de l'effondrement russe et de la grande offensive ; et à l'intérieur aussi tout fut arrêté, d'autant plus que le facile écrasement de la petite grève de janvier avait détruit chez les réactionnaires la crainte des masses social-démocrates ; Valentini fut éloigné par la menace de retraite de Ludendorff ; la réforme électorale prussienne fut ajournée ; Kuhlmann tomba et rien de positif ne fut atteint. Voilà le résultat de cette période, au cours de laquelle la politique de violence, à l'extérieur comme à l'intérieur, eut encore une fois le dessus. Et lorsqu'elle fut enfin abandonnée, il était trop tard, trop tard, selon la fatalité épouvantable de la politique allemande, au cours de toute la guerre, qui voulut que des lumières arrivassent toujours trop tard.

Laissons la feuille démocratique poursuivre sa plaintive récapitulation. Si, au cours de la guerre, elle ne fut pas tout à fait aussi aveugle que les dirigeants de la politique impériale, elle feignit cependant, le plus souvent, d'approuver leurs décisions et n'eut jamais le courage de leur dire franchement qu'ils faisaient fausse route. Maintenant elle se console en vantant les charmes de la « république allemande sociale et démocratique » qui doit sortir de la révolution. Le « sentiment de fierté » que lui inspirent les événements récents ne sont pas partagés par tout le monde. Sans doute le *Vorwaerts*, qui a des raisons de faire croire à la solidité du gouvernement des « mandataires du peuple » et dont le rôle officiel commande l'optimisme, pouvait écrire le 1er janvier par la plume de M. Peter Behrens, l'architecte connu qu'il appelle « un artiste créateur qui parle aux créateurs » :

L'Allemagne a toutes les raisons, aujourd'hui comme toujours (*sic*), de lever la tête, de croire à sa mission et sa mission est une grande œuvre...

Ailleurs on fait preuve de moins de confiance. Les événements de ces derniers jours sont de nature à faire réfléchir même les moins clairvoyants. Ne mentionnons qu'à titre de curiosité l'opinion des anciens pangermanistes. Les entrepreneurs de la guerre s'efforcent de faire croire qu'ils ne sont pour rien dans la débâcle. A les entendre, ils n'auraient aucune responsabilité dans l'effondrement de l'Allemagne, et ce seraient les menées révolutionnaires qui auraient entraîné l'échec des opérations militaires. Depuis deux mois, n'ayant plus rien à ménager, ils laissent libre cours à leurs imprécations.

La *Gazette de la Croix*, organe des conservateurs prussiens, écrit, à l'occasion du 1er janvier :

C'est la plus mauvaise et la plus amère de l'histoire d'Allemagne, une année fatale. 1918 efface même le souvenir de 1806. Le désastre d'Iéna n'est rien auprès de la catastrophe qui vient de frapper le peuple allemand.

Au début de cette année 1918, nous étions fiers, tout-puissants, couronnés de lauriers. Nous voici maintenant dans la poussière, désarmés, livrés pieds et poings liés à la merci de nos ennemis. Notre invincible armée est battue. L'insécurité et les troubles désolent notre pays.

La parole de l'Ecriture qui dit : « Tu seras honni parmi les nations » est devenue une réalité pour nous.

La honte ronge notre âme, car ce qu'il y a de plus affreux pour nous, c'est que nous ne pouvons accuser ni Dieu ni le monde de ce qui nous arrive, mais seulement nous-mêmes.

Aussi n'avons-nous qu'à nous frapper la poitrine devant la fosse que nous nous sommes creusée nous-mêmes.

Nous voici loin des phrases ronflantes sur la *mission* de l'Allemagne! Tout est fini à l'heure qu'il est pour les partisans du trône et de l'autel. Un grand coup les a jetés par terre. Etourdis par le choc, ils se relèvent péniblement et se tâtent les côtes. Ils n'ont rien à espérer des bouleversements qui secouent le pays et quand la paix sera signée ce sont eux qui devront payer. Cette question de la paix, reléguée à l'arrière-plan par les querelles des partis, reste l'inconnu dans la multiplicité des problèmes qui se posent en ce moment. Si les masses semblent s'en désintéresser, les dirigeants y font sans cesse allusion, pour mettre le peuple en garde contre les dangers qui pourraient naître d'un état de désordre prolongé. La *Gazette de Cologne* qui paraît maintenant, ainsi qu'elle l'imprime en manchette, « avec la permission des autorités britanniques », mais avec les mêmes sources d'information qu'elle possédait avant l'occupation, écrivait dès le 22 décembre à propos des désordres de Berlin et d'ailleurs :

Bien que chacun se rende compte que cela ne peut et ne doit pas continuer ainsi, nous ne parvenons pas à sortir de l'état d'illégalité et d'absence de Constitution: mais il faut que nous en sortions et au plus vite, car le Congrès de la paix s'approche et les adversaires ne veulent pas négocier avec le chaos.

Le chaos ! A Cologne, où règne maintenant, grâce à un contrôle étranger, la tranquillité et l'ordre le plus parfait, quand on lit les dépêches de Berlin, on en a, plus que partout ailleurs en Allemagne, l'impression la plus vive et on se demande comment la nouvelle « République » pourra se présenter au Congrès, si ses plénipotentiaires ne représentent pas l'unanimité du pays. Car les affaires

intérieures de l'Allemagne n'intéressent pas seulement les Allemands. Ils savent qu'il n'y a de paix possible qu'avec un gouvernement stable et que l'attitude des Puissances dépendra du rôle qu'ils sauront tenir. C'est l'idée que développe M. Erich Dombrowski, qui dirige la politique intérieure du *Berliner Tageblatt*, dans un article de fin d'année (31 décembre).

L'élimination des socialistes minoritaires dans le gouvernement des mandataires du peuple fait naître dans les bureaux de l'organe radical des espérances qui ne se sont pas justifiées dans la suite. M. Dombrowski croit qu'une seule volonté, un seul but dirigera dorénavant la politique allemande. Puis il écrit :

L'horizon semble s'éclaircir. En moins de trois semaines tout le peuple allemand, des millions d'hommes et de femmes, décideront des destinées futures de l'Allemagne, dans les élections pour l'Assemblée nationale. La nouvelle année montrera-t-elle alors à l'Allemagne une voie nouvelle, un chemin plus libre et plus heureux?

Le voyageur qui, à la fin de l'année, a parcouru l'espace mouvementé de douze mois, tourne son regard en arrière. *Un monceau de décombres est amassé derrière lui.* Mais déjà la vie commence à renaître dans ce chaos. Et le voyageur regarde devant lui, dans le lointain, avec plus d'espérance. Avec plus d'espérance?

La *moira*, la destinée qui trône sur tous les hommes et tous les dieux, qui fixe le sort des peuples, ne donne pas de réponse à cette question. Le peuple allemand n'a plus à décider seul de son avenir. D'autres nations, ses adversaires, sous la force desquels il a succombé, prendront les dernières décisions. Pendant quatre ans et demi de guerre nous avons traversé bien des épreuves, mais notre chemin de croix n'est pas terminé, les plus dures nous sont encore réservées. Le peuple allemand aura encore à faire preuve d'une véritable grandeur d'âme, il lui faudra s'appuyer sur cette conscience nationale qui seule, pour un peuple civilisé, donne droit à l'existence...

Ce présomptueux langage, qui tend à faire croire que le peuple allemand a été victime de la guerre, n'est pas précisément fait pour le préparer à accepter les conditions de paix que nous lui imposerons. Mais il montre du moins qu'au *Berliner Tageblatt* on n'ignore pas que la note à payer sera beaucoup plus douloureuse pour les Allemands que la honte de la défaite. Dans ces conditions, il eût peut-être mieux valu leur parler de leur conduite ignominieuse pendant la la guerre au lieu de les flatter en louant leur grandeur d'âme. M. Th. Wolff, directeur du même journal, n'est-il pas allé l'autre jour jusqu'à affirmer que l'Allemagne avait seulement accepté les quatorze points du programme de M. Wilson, et qu'elle ne pourrait pas accorder « un atome de plus » (*Berliner Tageblatt*, 22 déc.)? On verra bien !

Nous avons toujours dit ici même que les démocrates étaient le

parti le plus chauvin de l'Allemagne, celui dont les visées étaient les plus dangereuses pour la tranquillité de l'Europe. Les voici qui s'organisent, en s'adaptant aux circonstances créées par la révolution allemande. Déjà leur influence, sinon à Berlin du moins dans le reste de l'empire, tend à contrebalancer celle des socialistes majoritaires. Ils ont recueilli tous les débris des anciens groupes bourgeois. Dans les élections aux Parlements des Etats confédérés qui ont eu lieu au commencement des mois de janvier, dans le Brunswick, dans le grand-duché de Bade, ils ont réuni un important contingent de voix qui les rend maîtres de la situation. M. Naumann, le pangermaniste masqué du *Mitteleuropa* qui, avec M. Dernburg, l'ancien ministre impérial, s'est mis à la tête du parti, a calculé que les socialistes ne réuniraient pas cinquante pour cent des voix aux élections pour l'Assemblée constituante (1), de sorte que l'avenir appartiendrait à la démocratie républicaine. Reste à savoir si cet avenir s'orientera vers les partis de l'ordre ou s'il faudra compter avec les révoltes périodiques qui rendront impossible l'organisation de la nouvelle Allemagne. Les démocrates, prenant part pour la première fois aux manifestations de la rue, avaient organisé le 29 décembre, d'accord avec les socialistes majoritaires, des « protestations populaires en faveur de l'ordre et contre la terreur des minorités ». Des réunions publiques ont eu lieu dans tous les quartiers de Berlin. A eux seuls les démocrates, agissant séparément, prétendent avoir rassemblé 80.000 à 100.000 personnes. Mais huit jour plus tard les « minorités » prenaient leur revanche et ce fut un tout autre spectacle...

La capitale allemande sera longtemps encore agitée par les menées bolchévistes, quel que soit l'effort que puisse faire le gouvernement pour rétablir une situation stable. Lors même que l'Assemblée nationale pourrait se constituer régulièrement à Berlin ou ailleurs, il paraît peu probable que les organisations des Conseils d'ouvriers et de soldats renoncent de leur plein gré au pouvoir qu'elles détiennent. Ce sont elles qui ont fait la révolution et elles voudront en tirer avantage. Qu'elles soient spartaciennes ou qu'elles se soient ralliées au gouvernement de l'ordre, elles ne considéreront pas leur rôle comme terminé quand siégera la Constituante. Le « système » qui n'a pu s'installer dans le pays qu'à la suite de la défaite, ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Des conflits de compétence ne manqueront donc pas de naître à tout propos et le plus souvent hors de propos. Alors nous verrons reparaître l'*âme de désordre* que l'Allemagne porte en elle. Mais, en face de ce chaos, quelle sera la politique des Alliés ?

HENRI ALBERT.

(1) Cette chronique a été écrite avant les élections. Celles-ci ont démontré que les prévisions de M. Naumann reposaient sur des calculs exacts.

§

Autriche-Hongrie.

LES PROBLÈMES DE LA PAIX. — En octobre 1915, François-Joseph, par un coup de tête absolutiste, unifiait ses « royaumes et pays », leur donnait un nouveau blason et décidait de remplacer la vieille devise *Viribus unitis* par une sentence plus centraliste : *Indivisibiliter ac inseparabiliter*. Il croyait qu'il suffisait de sa volonté de monarque cacochyme pour faire de divers pays plus ou moins honnêtement acquis un seul Etat, et de multiples nationalités antagonistes une seule nation. Les événements ont montré à son successeur que la volonté des peuples est plus forte que celle des monarques et que les plus belles devises ne sauraient amalgamer des peuples qui veulent se séparer. Charles Ier a perdu et ses sujets et ses couronnes. Nous devrions donc dès à présent clore cette rubrique et nous le ferions, en la remplaçant par plusieurs autres (Etat tchécoslovaque, Etat Yougoslave, etc.), si la paix avait sanctionné l'état de fait. Nous continuerons donc à parler de l'Autriche-Hongrie tant que les Conférences de paix qui vont s'ouvrir n'auront pas résolu les problèmes que pose la dissolution de la Monarchie danubienne d'hier.

Ces problèmes sont, il faut l'avouer, nombreux et souvent complexes. Il faudrait, pour les étudier en détail, consacrer à chacun d'eux un article spécial. On comprendra que nous ne puissions le faire dans le bref espace qui nous est réservé ici. Nous voudrions tout au moins, pour permettre à nos lecteurs de mieux comprendre l'œuvre ardue des plénipotentiaires, exposer les questions les plus importantes. Certains, que ces questions naguère effrayaient, s'étaient alors opposés à la défaite, c'est-à-dire au démembrement de l'Autriche-Hongrie. Ils prétendaient servir l'intérêt de la France en prêchant le maintien de cette alliée naturelle de l'Allemagne. Nous sommes heureux d'avoir eu raison contre ces austrophiles. L'Autriche-Hongrie abattue, l'Allemagne s'est effondrée; c'était dans l'ordre. Il reste à édifier sur les ruines, au moyen des éléments divers, des Etats viables. Parmi ces éléments, les uns sont nos amis, nos alliés même, Tchécoslovaques et Yougoslaves; d'autres nous sont hostiles, Allemands et Magyars. Deux questions donc se posent : Saurons-nous garder l'amitié des premiers? Que fera-t-on des seconds pour qu'ils ne puissent, en s'unissant encore à l'Allemagne, rompre la paix future?

Rien ne saurait altérer l'amitié des Tchécoslovaques à l'égard des Alliés. L'héroïque nation de Hus et de Coménius n'entre en conflit d'intérêt avec aucune des Puissances de l'Entente. Cela explique l'unanimité avec laquelle tous les Alliés ont reconnu l'indépendance de l'Etat tchécoslovaque et appuient ses justes revendications. Il est

donc certain que, de ce côté, aucun nuage ne viendra obscurcir l'horizon. Il n'en est malheureusement pas de même en ce qui concerne l'Etat yougoslave. Malgré l'héroïsme déployé sur tous les fronts alliés par les volontairss serbes, croates et slovènes, malgré la part énorme prise par Ljubljana, Zagreb et tous les pays yougoslaves à la débacle de l'Autriche-Hongrie ; malgré les multiples déclarations faites par les gouvernements alliés, l'Etat yougoslave n'a jusqu'ici été reconnu par personne. Il est pourtant, ethnographiquement, aussi homogène qu'un Etat peut l'être : il a une population comptant à peine 5 o/o d'allogènes mais il a le tort de poser la question de l'Adriatique et, par là, d'entraver la réalisation de certains accords dont la censure n'aime guère que l'on parle, mais qui n'en existent pas moins pour cela et n'en sont pas moins une source de difficultés, voire de conflits.

Quand nous disons que le problème yougoslave pose la question de l'Adriatique, nous avons tort. Nous devrions dire qu'il pose le problème de la Méditerranée. Les accords dont nous parlons font, en effet, de l'Adriatique un lac fermé en possession d'un seul pays, le *mare nostrum* d'un seul Etat. Cet Etat pourra donc, quand il le voudra, barrer la route des Balkans. Il pourra plus encore : dominant la Méditerranée centrale par cette rade immense que sera devenue l'Adriatique, il lui sera loisible de menacer toutes les communications avec l'Orient ; et la Méditerranée deviendra à son tour une mer fermée, le *mare nostrum* d'un seul Etat. Les accords qui conduisent à de tels résultats ne sauraient être valables ; ils le sont d'autant moins qu'ils n'ont, d'ailleurs, pas été ratifiés par les représentants des peuples intéressés ni même signés par tous les Alliés.

Si le grand principe du droit des nations à disposer librement d'elles-mêmes — si souvent proclamé par l'Entente — ne suffisait pas à annuler de telles tractations, l'intérêt général de l'Europe — de la France et de l'Angleterre, en particulier — et le souci de la paix future en exigeraient la dénonciation. Un publiciste français écrivait dernièrement, à propos du différend italo-yougoslave, que la France doit éviter de mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce. Il prétendait qu'on ne doit plus rappeler Mazzini et Tomaseo. Il voyait mal la question. Nous espérons que nos représentants aux Conférences de la paix la verront mieux et qu'ils se souviendront, comme le disait à Montecitorio, le 22 février 1913, le marquis de San Giuliano, alors ministre des Affaires étrangère d'Italie, que « personne n'a plus et n'aura plus désormais le droit d'appeler la Méditerranée *mare nostrum* ».

La question des Allemands de l'ancienne Autriche-Hongrie sera sans doute plus facile à résoudre que celle de l'Adriatique. L'appréhension que nourrissent certains de voir passer à l'Allemagne les

anciens sujets germains des Habsbourgs nous paraît sans fondement. Il est indéniable pourtant que certains politiciens de Vienne et de Berlin parlent d'une telle fusion nationale. C'est un moyen comme un autre de menacer l'Entente pour en obtenir des conditions plus favorables. En fait, les Allemands d'Autriche, au moins dans les grandes masses, ne semblent guère désireux de s'unir à la République allemande. Les Allemands de Bohême et de Moravie, entre autres, qui se font contre les Tchécoslovaques une arme du séparatisme, suivent dès à présent les conseils de la raison. « La Bohême allemande et le pays des Sudètes, écrivait le Dr Gustav Stolper, le 30 novembre 1918, dans la revue *Der œsterreichische Volkswirt*, dont il est directeur, ne pourront être pris en considération avant qu'un nouvel ordre politique soit établi dans l'Europe Centrale. Ils pourront, par la volonté des vainqueurs, être attribués à l'Etat tchécoslovaque ou bien être admis à faire partie de la Confédération allemande voisine. En aucun cas cependant ils ne sauraient rester d'une façon durable membres de l'Etat allemand d'Autriche. » Le publiciste viennois ajoutait plus loin que les Allemands de Bohême et de Moravie ne tiennent pas à s'incorporer à la république allemande. Il fait remarquer que, pendant la guerre, c'est parmi eux « qu'était le siège de l'opposition à une alliance économique de l'Autriche-Hongrie avec l'Empire allemand. Aujourd'hui encore l'opinion des milieux industriels s'oppose à une union avec l'Allemagne. » Le fait est que dernièrement un groupe d'industriels allemands décidait par 36 voix contre 2 de rester dans l'Etat tchécoslovaque.

L'intérêt suffit à expliquer cet état d'âme. Il suffit aussi à faire comprendre pourquoi les Allemands de la Haute et Basse-Autriche, du Tyrol, de la Styrie et du Vorarlberg préféreront former un Etat indépendant plutôt que d'aller prendre à leur charge les lourdes dettes de haine et d'argent qu'aura à acquitter l'Allemagne. Ils trouveront plus de profit à s'appuyer sur des Etats slaves soutenus par les vainqueurs que sur une Allemagne vaincue. C'est, d'ailleurs, de ces Etats que, dans l'ancienne Autriche, ils tiraient presque tous leurs moyens d'existence. C'est à eux qu'ils devront s'adresser encore à l'avenir; aussi le temps n'est-il peut-être pas si éloigné où l'on verrra l'Etat allemand d'Autriche solliciter l'alliance des Tchécoslovaques et des Yougoslaves qu'il opprimait hier. Ce sera sans doute la dernière étape vers la constitution d'une Confédération des Etats libres du Danube qu'entrevoient certains politiciens.

Dans cette confédération entreront sûrement les Magyars, si l'Entente est assez habile pour les isoler, pour leur couper toute alliance susceptible de favoriser leurs désirs d'impérialisme. Jusqu'ici maîtres par l'oppression de toute la Hongrie, ils vivaient comme les grands

seigneurs de jadis, du labeur de leurs serfs, Slovaques, Roumains ou Yougoslaves. Réduits à eux-mêmes, il leur faudra composer. Il leur faudra tout d'abord remettre à l'ordre leurs magnats et leur *gentry*. Lorsqu'ils se seront ainsi démocratisés, ils comprendront sans doute que les peuples ne supportent pas mieux la domination que les individus. Ils se rapprocheront alors de leurs anciens serfs devenus leurs voisins et, poussés par l'intérêt, comme les Allemands, concluront des alliances dont profitera la sécurité de l'Europe. Il faut, comme nous l'avons dit, pour arriver à ce but, séparer les Magyars de leurs complices allemands. Il faut que, par l'Autriche allemande, ils ne puissent plus retourner s'acoquiner avec l'Allemagne. Il convient, dans ce but, d'établir entre l'Etat tchécoslovaque et l'Etat yougoslave une jonction qui n'est pas impossible. Il y a aux confins de l'Autriche et de la Hongrie une large bande de territoire ethniquement mixte où 206.000 Slovaques et Yougoslaves se trouvent mêlés à environ 300.000 Allemands et Magyars, ou plutôt Slaves germanisés ou magyarisés. C'est là l'élément naturel qui peut servir à la fois de lien entre les deux Etats slaves et de séparation entre Magyars et Allemands.

JULES CHOPIN.

§

Belgique.

ÉCHOS DU PAYS RETROUVÉ. — Les Boches ont organisé à Bruxelles, pendant l'occupation, beaucoup de concerts et nombre d'expositions. Quelle influence ces manifestations ont-elles eues sur nos artistes ? Je sais qu'il était fort mal noté d'assister aux concerts allemands, mais que nos jeunes peintres ou sculpteurs ne se privaient pas de jeter un coup d'œil sur les toiles, les marbres et les plâtres de leurs confrères boches. Nos artistes plastiques, il faut bien que je l'avoue, sont d'une ignorance insondable, quoique merveilleusement doués. Un d'eux est venu me voir tout récemment à Paris. Comme il me parlait de ces expositions teutonnes, il avisa dans ma chambre de travail une œuvre d'un disciple de Cézanne : « C'est de l'art germanique », me déclara-t-il péremptoirement. Et comme je me montrais fort surpris, il m'expliqua tout de go que les artistes allemands avaient pour la plupart exposé à Bruxelles des œuvres inspirées par la même esthétique.

Que les artistes boches plagient Cézanne et les impressionnistes, voire les cubistes, c'est ce que les critiques, les peintres et les sculpteurs de France savent pertinemment, depuis fort longtemps : dans tous les domaines le Boche imite et suit. Mais de grâce, que les nôtres n'aillent pas confondre Cézanne avec l'art boche et que l'occupation allemande ne vienne pas ajouter ce nouveau méfait à tant d'autres.

La vie matérielle reste difficile en Belgique et le ravitaillement laisse, dans ses méthodes, à désirer ; la correspondance entre notre pays et les nations de l'Entente se poursuit avec une lenteur désespérante et qui semble être un défi lancé à notre époque d'aviation et d'automobilisme ! Si les trains ne marchent pas mieux, écrit facétieusement un journal belge, c'est que notre gouvernement déraille.

Mais tout pourrait bien ne pas finir par des chansons et des brocards si nos nouveaux ministres persistaient à heurter à la fois le bon sens et le sentiment public.

Il a cependant une qualité, ce nouveau gouvernement : il n'est pas l'émanation d'un parti, mais concentre, par fractions égales, des représentants des différents partis de la Belgique d'avant-guerre.

Seulement il y a la compétence. Celle-ci échappe à plusieurs de nos nouvelles Excellences. Elles sortent presque toutes du Barreau, ont la langue bien pendue ; mais, en vérité, ce n'est pas de plaider ni d'ergoter, c'est d'agir et d'organiser qu'il s'agit en ce moment.

Nous possédons d'excellents financiers, des hommes d'affaires dont l'influence est devenue mondiale. Or, on a placé aux Finances M. Delacroix, avocat à la Cour de Bruxelles !

A la tête de la colonie prospère du Congo, on a mis non pas un des hommes qui ont contribué à sa création et à son développement, mais M. Louis Franck, avocat près le tribunal d'Anvers !

Nos officiers ayant beaucoup appris au cours de cette longue guerre, on pouvait présumer qu'un d'entre eux serait chargé de réorganiser l'armée ; détrompez-vous, le ministre de la Guerre est M. Masson, avocat provincial, septuagénaire et lieutenant honoraire, s'il vous plaît ! de la garde civique de Mons, au demeurant le meilleur homme du monde !

Pour redonner de l'élan à l'économie nationale, les noms de grands capitaines d'industrie, universellement réputés, étaient sur toutes les lèvres : on s'est adressé à M. Henri Jaspar, avocat près la Cour de Bruxelles !

Au département, si pompeusement décoré du titre de Ministère des Arts des Sciences et des Lettres, ce n'est ni à un artiste, ni à un savant, encore moins à un écrivain, qu'on a fait appel, mais bien à M. Harmignies, personnage de peu de culture, mais inévitablement avocat !

L'ancien gouvernement possédait un avocat parmi d'autres, M. Henri Carton de Wiart, qui se trouvait être tout à fait à sa place au Ministère de la Justice : on s'est hâté de le débarquer pour le remplacer par M. Vandervelde, avocat sans doute, mais pas pratiquant et mieux désigné pour présider les Congrès socialistes internationaux que pour diriger la magistrature belge !

Du socialiste M. Wauters, qui s'occupe dans le gouvernement

des questions ouvrières, on ne sait pas grand chose, sinon qu'il est un homme de qui on attend et espère beaucoup. Les deux autres socialistes du ministère, MM. Anseele et Coppieters, respectivement ministre et sous-secrétaire d'Etat, sont tout à fait à leur place aux Travaux publics, car ce sont deux hommes de réalisation, ayant abondamment fourni leurs preuves, le premier dans les organisations ouvrières, le second dans les grandes entreprises privées et publiques. Quant aux chemins de fer qui, cependant, n'en vont ni mieux ni plus vite, leur Grand Maître, M. Jules Renkin, a beau être avocat, il s'est spécialisé dans la question, il la possède à fond et le rapport qu'il lui consacra quelques années avant la guerre, au moment de la discussion du Budget, est un des rares modèles de précision et de compétence dont puissent s'enorgueillir nos annales parlementaires pour le reste assez vides.

Notre nouveau gouvernement, sauf quelques exceptions parmi lesquelles M. Hymans, notre éminent ministre des Affaires étrangères, aurait pu être composé d'une manière plus avisée pour faire face à l'immense tâche qui s'offre à lui. Le préjugé de l'avocat, en matière politique, est un de nos défauts nationaux. Ce ne sont pourtant pas les compétences qui nous faisaient défaut; que ne s'est-on adressé à elles? Puissent nos avocats de gouvernement démontrer la théorie de l'adaptation brusque au milieu, formulée par Remy de Gourmont, à l'appui de sa loi de la constance intellectuelle. C'est mon vœu le plus ardent, mais je n'ose trop espérer; des avocats perdant l'habitude des jabotages dans le vide, se dérouillant la cervelle des étroites formules juridiques... mais ce serait proprement miraculeux. En attendant, le public belge n'est pas très satisfait, ce qui ne l'empêche toutefois de rendre hommage à l'impartialité du souverain qui a traité les différents partis avec un sentiment égal de haute justice, maintenant par son attitude cette union sacrée dont nous aurons encore si longtemps besoin.

Il est un point sur lequel la majorité des Belges est d'accord : la réparation intégrale des dommages commis par les Allemands et l'institution de garantie contre le retour de leur félonie.

C'est pour cela que le Congrès du Parti ouvrir (section belge de l'Internationale ouvrière) s'est prononcé en faveur de la collaboration socialiste au gouvernement; c'est pourquoi il a décidé de proscrire toute rencontre de délégués du parti avec des membres de la social-démocratie allemande (majoritaires ou minoritaires). J'ai lu le compte rendu des débats. « *Nous rencontrer avec ces crapules* (*sic*), *jamais !* », s'écriait-on dans la salle quand la question fut posée.

Cependant, M. Camille Huysmans, secrétaire du Bureau socialiste international et député belge, dont nos lecteurs connaissent le triste rôle, persévère dans la voie tortueuse qu'il s'est tracée. Les apologies

de sa propre personne qu'il a publiées dans l'*Humanité* et dans l'*Information* feront sourire ceux qui ont suivi de près ses faits et gestes durant la guerre, en outre qu'elles peineront ceux qui, comme moi, furent de ses amis et espéraient, contre toute vraisemblance hélas, que son égarement d'intellectuel et de sectaire marxiste ne serait que passager.

Ce qu'il nous conte dans sa défense apologétique n'est que calembredaines, contrevérités et confusions. Nous n'ignorons pas qu'il a quitté la Belgique avec le consentement et la satisfaction du gouvernement allemand pour installer à La Haye ce Bureau socialiste international où, d'accord avec le germanophile Troelstra, il s'efforçait d'organiser cette conférence ratée de Stockholm où les Boches eussent été accueillis, nonobstant l'avis contraire du Président et du chef de l'Internationale, Emile Vandervelde, et l'opposition nettement exprimée par les socialistes belges demeurés sous le joug.

Par les journaux socialistes hollandais, peu suspects de malveillance à son égard, par les comptes rendus qu'ils ont publiés de ses discours, nous avons été mis au courant de ses propos offensants pour le sentiment national belge et des arguments crispants dont il usait pour atténuer le crime boche ; nous savons aussi que ce député du prolétariat belge si cruellement meurtri, si ignominieusement déporté par les Boches, accepta de se rencontrer et de déjeuner à La Haye avec l'immonde Scheidemann.

Ce sont là des faits répugnants mais établis.

Que répond M. Camille Huysmans ?

Il répond — c'est là la confusion — que, secrétaire du bureau socialiste international, il était un simple fonctionnaire, une sorte d'automate mû par la volonté du prolétariat international. Quelle blague !

Secrétaire du bureau socialiste international, *simple fonctionnaire rémunéré*, — c'est exact, — ne possédant aucune voie délibérative, promu à cet emploi non pas à cause de sa situation politique, s'étant au contraire édifié une situation politique, sans doute par son intelligence et par ses capacités qui sont incontestables, mais aussi en se servant comme de tremplin de son poste de secrétaire du Bureau socialiste international, Camille Huysmans n'était nullement obligé d'agir comme il l'a fait.

De son propre aveu, il devait tenir le rôle d'un automate, il devait obéir passivement. Automate de quoi ? Obéir à qui ? A l'époque où il commença d'amorcer la conférence de Stockholm, la majorité du parti socialiste français y était hostile. Le parti socialiste belge avait fait connaître sa décision nettement hostile, elle aussi. Emile Vandervelde, président du bureau socialiste international, n'acceptait pas, lui non plus, cette conférence avec des gens qui avaient abdiqué

tout de l'esprit socialiste pour se faire les valets de l'ex-Kaiser; Branting, le chef du parti socialiste suédois, contrecarrait les projets de conférence avec les boches ; la majorité socialiste anglaise conspuait M. Camille Huysmans ; le prolétariat syndiqué de la marine marchande britannique allait jusqu'à refuser de transporter un passager aussi indésirable.

Alors, *de quel prolétariat* M. Camille Huysmans était-il l'instrument ? Qui manœuvrait cet automate ?

M. Camille Huysmans, pour se justifier, publie une lettre *confidentielle* du ministre belge des Affaires étrangères, encore que publier une lettre confidentielle soit, pour le moins, un procédé singulier. Mais passons... Que demande le ministre des Affaires étrangères à M. Camille Huysmans? Il lui demande tout simplement d'intervenir contre le flamingantisme activiste, M. Huysmans étant, en effet, une des personnalités marquantes du mouvement flamand. Il n'est pas activiste, c'est entendu, il n'est pas assez sot pour cela. Dans des chroniques précédentes, j'ai tenu à marquer que, du point de vue des querelles linguistiques, sa tactique fut celle de l'intérêt flamand sagement entendu. Mais il exagère quand il prétend aujourd'hui qu'il n'eût tenu qu'à lui de semer les germes d'une lutte civile dans le royaume. Non, il s'enfle. Il ne dépend pas de lui de faire régner le bon ou le mauvais temps dans un pays aussi plein de bon sens que le nôtre.

Ses amis disent aussi qu'il renseignait le gouvernement belge sur les projets militaires allemands. Cela se pourrait. Je n'en sais rien. Le double jeu n'a jamais eu rien de bien propre. Quant au gouvernement belge, c'était de sa fonction d'intervenir sur n'importe qui ou de tirer parti de n'importe quoi dans l'intérêt belge.

Camille Huysmans dit encore qu'il voulait réagir contre le chauvinisme de certains Belges et notamment contre les « catéchismes annexionnistes » de M. Pierre Nothomb. Halte-là ! ces mots « catéchisme annexionniste » peuvent faire illusion sur des personnes mal renseignées. Pierre Nothomb demandait simplement que l'Europe nouvelle nous rende les frontières que nous avait enlevées l'Europe de 1815 et de 1839 : c'est une restitution légitime que. M. Paul Hymans, notre délégué principal au congrès de la Paix, a déclaré officiellement qu'il réclamerait.

Nos lecteurs connaissent le programme sage et modéré des revendications belges. Dès nos premières chroniques, je le leur ai exposé. Je voudrais qu'ils n'oublient pas que Fernand Neuray, Pierre Nothomb, Rotsaert, Edmond Patris furent les premiers à le défendre.

D'autres Belges firent de la surenchère, c'est vrai. Ils firent je ne sais quel chauvinisme français, qui sentait du reste Bruxelles et la province et n'était malheureusement pas toujours désintéressé. Cela compliquera peut-être la solution de la question luxembourgeoise.

Mais il n'empêche pas que la « politique » de M. Camille Huysmans était une politique basée sur sa croyance en la défaite de l'Entente, une politique d'inspiration marxiste. Les événements ayant donné tort à M. Camille Huysmans, une attitude plus modeste lui conviendrait mieux.

GUSTAVE FUSS-AMORÉ.

§

Bulgarie.

DEUX APPELS AUX INTELLECTUELS DES PAYS ALLIÉS. — Dans son désir de se faire pardonner et de gagner à sa cause l'élite intellectuelle des nations de l'Entente, la Bulgarie ne cesse depuis l'armistice de multiplier vis-à-vis des Alliés les marques de sympathie qu'elle réservait naguère aux savants et écrivains allemands.

La presse bulgare a donné notamment une grande publicité à deux documents qui plaident la cause de la Bulgarie devant le tribunal de la conscience publique, en attendant que le sort de ce pays soit réglé par le Congrès de la paix. Ces deux documents, indépendamment de leur valeur intrinsèque et des réserves qu'ils ne manqueront pas de provoquer, méritent d'être connus de leurs destinataires français, et le *Mercure de France* me permettra d'en publier à leur intention les passages essentiels.

Le premier est un appel adressé aux intellectuels français par M. Nicolas Stoïlov, ex-secrétaire de la Société franco-slave de Paris (1). M. Stoïlov rappelle qu'en octobre 1912 une grande réunion fut organisée par cette Société à la Sorbonne à l'occasion de la première guerre balkanique. On y célébra les Slaves qui prenaient les armes contre la Turquie, et dans les mois qui suivirent on applaudit avec enthousiasme aux victoires des alliés serbes et bulgares. Mais la guerre interalliée ne tarda pas, à la suite du traité de Bucarest, d'éclater dans les Balkans.

Les hommes qui se trouvaient à la tête du mouvement franco-slave en France, écrit M. Stoïlov, ne tardèrent pas à réprouver cette action fratricide. Des professeurs comme MM. Boyer et Haumant disaient de la paix de Bucarest que c'était « une paix mal assise ». M. Victor Bérard parlait à haute voix de l'injustice suprême commise à l'égard de la Bulgarie par la cession du port de Cavalla à la Grèce. M. Louis Léger nous déclarait, en automne 1913, que les Serbes et les Bulgares avaient commis la plus grande faute envers eux-mêmes et envers la Slavie. Les plus jeunes, comme MM. André Mazon, Georges Bienaimé, Paul Cazin, Gaston Ch. Richard, Ludovic Naudeau, Robert Pelletier, etc., prenaient la parole ou écri-

(1) Paru dans le *Mir* du 4 novembre, et reproduit par l'*Echo de Bulgarie* du 12 et par de nombreux journaux.

vaient dans la presse pour expliquer que la faute avait été commise à la suite d'intrigues tramées à Vienne et à Berlin.

Puis la grande guerre éclata. Après avoir rappelé que les peuples slaves d'Autriche-Hongrie furent entraînés involontairement dans une guerre contre ceux qu'ils considéraient comme leurs libérateurs, M. Stoïlov affirme « qu'il en fut de même du peuple slave de Bulgarie ». Il note avec plaisir que plusieurs slavophiles français restèrent malgré la guerre des amis de la Bulgarie et il termine ainsi :

Aujourd'hui, les troupes françaises sont chez nous. Nous avons déjà vu dans leurs rangs plusieurs amis de longue date qui avant la guerre européenne brûlaient du désir de visiter la Bulgarie et de connaître de près son peuple. Ils ont maintenant la possibilité de vérifier sur place tout ce qu'ils avaient entendu, avant et au cours de la guerre, de la part de ceux qui ont été et restent encore des amis fidèles de la Bulgarie slave. A la veille de la liquidation de cette guerre des peuples, alors que les slavophiles sincères continuent à lutter en France pour les droits des autres peuples slaves, nous sommes profondément convaincus qu'ils reprendront aussi fidèlement à cœur qu'avant 1915, la défense de la juste cause nationale des Bulgares, parce qu'ils la connaissent dans son fond et qu'ils savent mieux que tout autre que les Bulgares démocrates n'ont jamais été au vrai sens du mot les ennemis de la France démocratique et républicaine. Leurs fils, officiers et soldats, qui sont maintenant parmi nous en seront les témoins et nous les entendrons bientôt prononcer à notre sujet les paroles avec lesquelles les Russes après la défaite de Napoléon en 1812 accueillirent les Français « nos amis les ennemis ».

Le second document ne s'adresse pas spécialement aux slavophiles français. C'est un appel de l'Union des savants, écrivains et artistes bulgares (1) aux représentants de la démocratie et de la littérature des pays de l'Entente. Il commence ainsi :

C'est à vous, porteurs de la conscience publique, que nous adressons notre appel, nous les gens de lettres du peuple bulgare opprimé. En ce moment où vos soldats sont parmi nous en vainqueurs, nous n'osons pas admettre que leur épée a été tirée contre l'avenir de notre peuple à peine ressuscité des ténèbres d'un esclavage plusieurs fois séculaire.

Il rappelle que des personnalités éminentes telles que Gladstone, Brailsford, Ami Boué, Victor Bérard, Laveley, Louis Léger, Niederle ont soutenu la cause de la renaissance nationale bulgare, et de son unité dans ses limites ethnographiques. Il proteste contre les « calomnies » des professeurs de l'Université d'Athènes qui « oubliant leur objectivité académique et se faisant l'écho d'informations

(1) Cet appel a été publié dans tous les journaux de Sofia entre le 14 et le 17 décembre. L'Union qui a pris l'initiative de l'appel a été fondée pendant la guerre en février 1917, sous la présidence d'honneur du poète national Ivan Vazov. Elle s'est donnée pour tâche essentielle de développer la propagande bulgare auprès des pays alliés et ennemis.

non vérifiées et partiales, nous accusent d'atrocités inouïes sans qu'il nous soit donné de nous en expliquer ». Il avoue que « des actes isolés » ont pu être commis, mais que des atrocités ont aussi été commises par des Serbes en 1913, ainsi que l'a prouvé l'enquête de Carnegie, que les troupes roumaines ont commis des excès en 1916 sur le territoire bulgare et que 25.000 otages ont été emmenés de la Dobroudja en Moldavie. Et l'appel se termine par une adjuration aux alliés :

Nous ne nous inquiétons pas au sujet de notre idéal national du moment qu'il est entre les mains de ceux qui aspirent à réaliser la justice suprême et qui ne donneront pas aux générations futures le moindre prétexte de leur reprocher que trompés par des calomnies, ils ont pu prendre une décision quelconque à l'égard du peuple le plus opprimé pendant des siècles avant d'entendre ses explications.

Nous vous prions par conséquent d'agréer notre appel et de croire que, si petit que soit le peuple bulgare, il n'est pas dépourvu de vertus qui lui donnent le droit de se croire un des facteurs par lesquels l'histoire poursuit ses buts. Ces vertus lui assignent une place modeste dans la famille des peuples qui après les effusions de sang des dernières années s'engageront dans la voie du travail pacifique pour atteindre à la perfection dont l'humanité est susceptible.

Le document est signé par Ivan Vazov, St. Mikhaïlovski, B. Anguelov, K. Christov, Elin Pelin, Mladénov, Tchilinguirov, Atanassov, Tchechmedjiev, Bojinov, Borina et Némérov, tous membres de l'Union.

L'Entente toute entière, que ce soit à des hommes politiques, à des militaires, à des diplomates ou à des intellectuels que la Bulgarie s'adresse, ne peut pas oublier aussi vite qu'on le désirerait à Sofia les fautes commises par les Ferdinand et les Radoslavov, ces maîtres qu'elle s'est librement donnés, puisqu'elle prétend être un pays tout à fait démocratique. Toutefois, il est bien entendu qu'elle ne refusera pas d'examiner la cause nationale bulgare selon le droit et la justice.

A. PIERRE.

§

Espagne

L'AUTONOMIE CATALANE. — Nos journaux ont, sommairement, informé le public français, ces derniers temps, des desiderata de la Catalogne et de la recrudescence du mouvement autonomiste en cette province. Nous n'aurons donc pas besoin, ici, de reprendre la question par le menu. Supposant connue sa récente mise en scène avec un décor et des protagonistes nouveaux, nous nous bornerons, en conséquence, à en exposer l'essence et à produire les principaux arguments que

lui opposent ses adversaires, les « castillanistes », si l'on peut se permettre un tel néologisme.

Dans le document remis le 29 novembre dernier par les délégués de la *Mancomunidad* à M. Garcia Prieto, alors chef du gouvernement central madrilègne, on lisait les graves déclarations suivantes :

Lorsqu'un problème est vital pour un peuple ; lorsqu'il n'est point seulement problème de partis ou de classes, mais expression de nécessités profondes, plongeant dans le plus intime de l'âme nationale, il se présente à diverses reprises au cours des âges de l'histoire pour, après une éclipse possible dans la conscience collective aux époques de décadence et de prostration, ressurgir avec une force nouvelle. Tel est le problème catalan : non point artificielle création de littérateurs et de politiciens, non pas effet d'exaltations passagères, d'éphémères courants qui surgissent et disparaissent dans le fleuve des Temps — comme on l'a dit parfois, — mais expression la plus fervente, la plus unanime de la volonté de la Catalogne : voix profonde, ferme et toujours claire de l'esprit catalan qui, partie des lointains de l'histoire, s'est transformée en clameur à mesure que les libertés de cette noble terre étaient réduites et rognées.

Ainsi donc, la question catalane, posée lors de la suppression de la liberté politique de la Catalogne, il y a deux siècles, se serait depuis, sous des formes diverses et une énergie inégale, constamment affirmée en protestation contre le régime unitaire et centraliste de la monarchie bourbonienne, qui règne toujours sur l'Espagne à cette heure de refonte des organisations gouvernementales européennes. Et, de fait, il est certain que, à peine soulevée la contrainte absolutiste d'un siècle entier, à l'aube de l'époque constitutionnelle, aux Cortès de Cadix, les députés catalans, parlant au nom de la *Junta Superior* de la Principauté de Catalogne, revendiquaient l'autonomie de leur province. Le retour de Ferdinand VII, consécutif à la débâcle napoléonienne, empêcha la réalisation de ces vœux, mais tout au long du xix^e^ siècle, ne retrouve-t-on pas, aussi bien dans l'orientation *faerista* du parti traditionaliste que dans la tendance fédérale du parti républicain, ce même appétit, que seules les contingences politiques contraignent de rester à l'état d'embryon, et de disperser ses énergies en entreprises divergentes et ennemies l'une de l'autre ?

Le grand courant démocratique qui, venu de France, soufflera sur l'Espagne dès les premières années du xx^e^ siècle, marquera, pour la Catalogne, le commencement d'une ère nouvelle, non plus l'ère des réclamations platoniques, des manifestes oratoires, du séparatisme en chambre, mais celle de l'action directe effective. Une suite de triomphes électoraux inéquivoques ; le grandiose mouvement solidariste, englobant les membres des partis les plus opposés ; la campagne concordante de tous les secteurs d'opinion catalane en

faveur de l'obtention de la *Mancomunidad ;* les divers vœux approuvés par ce dernier organisme et qui sont autant d'expressions palpitantes de la volonté calalane sans distinction de nuances politiques ; la fameuse Assemblée des Parlementaires à Barcelone en 1917 (1), réunissant de nouveau, avec une force accrue, les partis catalans pour une réclamation unanime d'autonomie : tels sont, en résumé, les faits saillants les plus récents dont le bloc constitue le « rocher de bronze » où l'étendard catalaniste flotte orgueilleusement : symbole du vouloir collectif d'un peuple qui veut vivre sa vie et orienter ses destins vers l'Avenir. Et, suprême consécration, est survenue cette consultation historique des conseils municipaux de Catalogne, avec, comme résultat unique dans les annales plébiscitaires des nations civilisées, le vote favorable à l'autonomie de 90 pour 100 des *Ayuntamientos*. Dès lors, la seule démarche conciliable avec les normes de la légalité constitutionelle espagnole s'imposait et c'était celle qu'acceptèrent le président et les délégués de la *Mancomunidad :* de remettre solennellement au gouvernement central à Madrid la pétition consécutive à l'issue de ce grandiose referendum municipal...

Pour les raisons indiquées au début de cet article, nous ne discuterons point ici les *Bases* du plan d'autonomie ainsi livré à la publicité. Nos journaux, encore une fois, en ont fait connaître les lignes principales et il n'entre pas dans le détail de cette brève contribution à l'histoire politique de l'Espagne contemporaire d'en exposer le bien ou le mal fondé éventuel. Outre que cette tentative nous entraînerait trop loin, les opinions, sur le problème capital des autonomies provinciales, sont à ce point divergentes que ce que nous pourrions en dire n'aurait qu'une valeur subjective, et, par suite, négligeable. Qu'il nous suffise donc de retenir, de tout le grand débat qui passionna, à la fin de novembre et au commencement de décembre, l'opinion publique de cette portion, d'ailleurs fort restreinte, de l'Espagne qui s'intéresse à autre chose qu'au problème, de plus en plus ardu, du pot-au-feu, ceci, dont l'importance historique n'échappera à personne : que la chute du ministère Garcia Prieto fut le premier triomphe des pétitions de la Catalogne. Et le ministère de M. de Romanones, que l'on a présenté comme pouvant être le dernier ministère monarchiste d'Espagne — sur la foi d'un mot, d'ailleurs mal interprété, du comte — vivra ou périra selon qu'il procédera à l'endroit de la périlleuse « question. » Cela, l'organe de M. Cambo et de la bourgeoisie capitaliste catalane, *La Veu de Catalunya*, l'a exprimé, en termes inéquivoques, le 5 décembre, et pas n'est besoin

(1) On sait que cette Assemblée déclarée séditieuse par le gouvernement de M. Dato le 10 août 1917, se réunit en octobre suivant à Madrid pour y voter un grand programme de réformes constitutionnelles.

d'user de facultés prophétiques transcendantales pour en proclamer, à l'avance, le bien fondé et s'en remettre, pour la preuve, à un prochain avenir.

Devant la brutale menace du séparatisme catalan, qu'ont fait les partisans intéressés au maintien de l'actuel état de choses centraliste en Espagne? Il serait oiseux de reproduire, même en un résumé, les polémiques de presse qui se sont, aussitôt, déchaînées. Chaque journal a développé, en articles le plus souvent non signés — selon l'habitude ancienne, mais qui tend à disparaître, de nos confrères espagnols —, articles qu'on aurait tort, aussi bien, de prendre pour autre chose que ce qu'ils représentent : le point de vue individuel d'un homme de plume professionnel, dont l'anonymat s'attribue, trop souvent, des prestiges fictifs. Les feuilles les plus sensées, comprenant la gravité du dilemme, si catégoriquement réaffirmé, de la *Patria Grande* ou de la *Patria Chica*, se sont rabattues sur le lieu commun du manque de stabilité dans les idéals politiques de l'Espagne gouvernementale. Un organe, que l'on ne cite jamais dans les sommaires et ridiculement incomplètes « Revues de Presse » confectionnée à Paris pour éclairer l'opinion publique française sur l'Espagne, le très pondéré et sérieux *Diario de la Marina*, qui compte 50 années d'existence à Madrid, écrit, par exemple, ces réflexions, dans son numéro du 5 décembre :

Il est presque criminel, en même temps qu'ignominieux de constater que, notre pays se trouvant dans les meilleures conditions de reconstitution industrielle et économique, il surgisse à peu près quotidiennement de ces perturbations révélatrices du manque de patriotisme de ceux qui, à la tête des partis dits « de gouvernement », sont incapables de consolider leur situation politique gourvernementale. Le problème de Catalogne, torche actuelle de discorde, n'a acquis sa force redoutable que par l'indécision des directeurs de cette politique, insoucieuse d'étudier et d'éviter les difficultés qui s'interposent au travers de sa route.... La grande patrie et la petite patrie, qui devraient marcher d'accord, et s'identifier, vivent dans un perpétuel manque de confiance, dans une continuelle discorde. La faute en est à ce que les hommes politiques et de gouvernement ne sont pas, en Espagne, à la hauteur de leur mission. Ils n'en occupent pas moins un lieu et une place qui correspondraient mieux à qui, le cœur fort et l'esprit sain, pourrait et devrait étudier, plein de bonne foi et de patriotisme, ces problèmes et d'autres, tout aussi ardus...

Et, de nouveau, retentit la triviale antienne : « *Hay que variar de sistema y rumbo.* » Foin des vieilles méthodes ; au diable les partis d'antan ; la voie libre aux intelligences jeunes, aux cerveaux juvéniles, *etc., etc.* ! Cette antienne-là, nous la connaissons, pour l'avoir entendue ressasser chaque jour, et par les feuilles mêmes de l'ambassade d'Allemagne à Madrid, la *Tribuna* et le *Dia* en tête, au cours de cette année climatérique de la monarchie espagnole qu'aura

été 1917. Et, si nous avons bonne mémoire, c'était M. Miguel Unamuno qui, dans ce dernier journal, — organe des frères Mannesmann, — menait le chœur. En attendant ce rajeunissement des cadres, M. de Romanones dirige l'esquif. Et tout ce que les « castillanistes » ont trouvé à opposer aux *desidarata* des Catalans, le voici. A notre connaissaace, ce document est passé inaperçu chez nous : raison de plus pour le produire ici. Il n'émane pas d'un seul individu, ce qui, quelque génial que pût être le signataire, en infirmerait la portée. C'est l'expression officielle de collectivités aussi distinguées que les *Diputaciones Provinicales*, ou *Parlements provinciaux*, d'Avila, Burgos, Logroño, Palencia, Salamanque, Santander, Ségovie, Soria, Valladolid et Zamora. Il est daté de Burgos, 2 décembre, et contresigné par MM. Salvador Represa, Joaquin Delgado, Amadeo Rilova, Elíseo Cuadrao, Rafael Dorao, Rodrigo de Sebastián (1), Juan Merino, José de la Cuesta, Manuel Pérez España, Mariano Alonso, Ramón Crespo, Miguel Díez, Ricardo Echevarria, Andrés Ibrnadarro Fortunato Gil, Luis Najera de la Guerra, César Gusano, Garcia Muñoz Jalón, Aureo Gómez Setién, Ramón Fernández Caleya, José Ruiz Zorrilla, Antonio Posadillo, Higinio Arribas Agudo, Bernardo Romero Becerril, Maximo González Bartolomé, Alfonso de Velasco, Emilio Gómez Diez, Luis Roldán, Juan Martínez Cabezas, Asterio Cadenas, Agustín González, César Alonso et Angel Casaseca. Ces MM. s'adressent au Président du Conseil et commencent ainsi leur supplique *pro pomo :*

La Castille, depuis de longues années, souffre en silence toute sorte de vexations, d'outrages et de dédains de la part d'éléments importants de la Catalogue, où des politiciens sectaires, des littérateurs, des collectivités et les journaux qui les représentent, semblent s'être conjurés pour rendre odieux le nom castillan, englobant dans ce qualificatif tout ce qui est espagnol. On a, là-bas, tourné en dérision notre belle langue, qui a donné au monde tant d'œuvres immortelles et que parlent beaucoup de millions d'êtres humains au-delà de l'Océan. On nous a dit que nous étions une race inférieure, digne d'être subjuguée par d'autres, plus capables et de plus haute mentalité. On nous a accusés d'être responsables de la décadence espagnole par suite de notre impérialisme et comme si tout cela était peu, on nous persifle chaque jour avec les notes furibondes d'un hymne insultant, hymne de haine où est commémoré comme un jour de gloire un massacre infâme de Castillans. Cependant, la Castille s'est tue, se sacrifiant sur l'autel de l'union nationale. Mais aujourd'hui, il n'est plus possible de se taire...

Cet exorde, dont on ne pourrait dire qu'il ne soit pas dans le ton, introduit un plaidoyer éloquent et touchant. Les représentants de la

(1) Professeur au lycée de Burgos, bien connu de quiconque s'intéresse au mouvement des études hispaniques. Figurait parmi les Congressistes du Congrès international des Professeurs de langues vivantes de l'enseignement public à la Sorbonne, les 14-17 avril 1909.

Castille et du Léon, ces berceaux de l'Espagne historique, y dénon-cent, avec une virulence évidemment outrancière, la « propagande corrosive qui, déguisée sous la dénomination régionaliste, autonomiste, nationaliste », recouvre, selon eux, des desseins plus noirs et vient seulement aujourd'hui de jeter le masque, en se dévoilent sous son aspect véritable. Les souvenirs du passé rendent plus sensible encore cette brutale réalité et les protestaires s'y abandonnent avec une vive amertume. Le journal *El Sol* n'allait pas tarder, malheureusement, dans une série d'articles — dont ceux de M. J. Sánchez Rojas ne devaient pas être les moins virulents — à mettre en doute le patriotisme des signataires et à démontrer que toute cette manifestation était inspirée par l'égoïsme effrayé d'un « caciquisme » réactionnaire, dont la Castille offre de si réjoussants spécimens. Ecoutons, cependant, ses porte-parole :

Il n'était pas possible de croire qu'après que la réalisation de l'unité nationale, sous l'auguste sceptre des Rois Catholiques, eut été signalée dans notre histoire comme représentant l'un des événements les plus mémorables et heureux qu'elle ait connus ; qu'après que, sous un même drapeau arboré dans des régions lointaines et inconnues, se fussent réunis ceux qui avaient donné au monde un continent nouveau ; qu'après avoir mêlé en cent combats le sang des Asturiens et des Galiciens, des Cantabres et des Basques, des Andalous et des Catalans, de ceux d'Aragon et de ceux de Navarre, de l'Extrémadure, de Valence, du Léonais et des deux Castilles pour accroître les prestiges de la patrie espagnole, une et indivisible : il n'était, disions-nous, pas possible de croire que vieudrait le jour lamentable où une portion de cette patrie, grande dans l'Histoire, et par l'Histoire immortelle, tendrait, de tous ses efforts, à déchirer le glorieux étendard et, drapée d'oripeaux voyants et proclamant une volonté de progrès et de bien-être pour toutes les provinces d'Espagne, aspirerait à en détruire l'unité nationale.

Niant que les réclamations catalanes soient justifiées, les signataires du manifeste font ainsi le procès des Catalans :

On représente, dans le projet d'autonomie, la Catologne comme une nationalité opprimée, ardente de recouvrer sa liberté et de rompre les chaînes qui l'immobilisent. Devant cette commode attitude de victime, il y a lieu de se demander quel genre d'oppression souffrent des provinces soumises à un régime semblable et à des droits identiques aux autres. Elles jouissent de tarifs protecteurs pour eurs industries et sont assurées, pour leurs produits manufacturés, d'un ample marché, ce qui les met à l'abri de la concurrence d'autres centres dont elles ne pourraient peut-être pas affronter la rivalité. Elles reçoivent de l'Etat d'incalculables privilèges, par exemple la prolongation de l'immunité fiscale pour les quartiers neufs barcelonais et la magnifique subvention de 10.000.000 de pésètes pour l'Exposition projetée des industries électriques. C'est grâce à ces avantages, et à d'autres semblables, que la Catalogne a pu devenir la région la plus prospère de l'Espagne et Barcelone une cité de premier ordre, avec de

splendeurs et un luxe dont jamais ne pourront rêver les autres villes espagnoles. Une région, donc, se glorifiant d'être la plus progressive et florissante de la péninsule et qui fonde sur ce fait sa prétendue supériorité, peut-elle sérieusement prétendre à l'oppression et à l'enchaînement ? Une telle oppression, beaucoup de pays en Europe la désireraient pour eux!

En vérité, le problème de l'autonomie catalane est double : en tant qu'il affecte le caractère de souveraineté de l'Etat centraliste — et c'est là son aspect patriotique — et en tant qu'il se présente en relations de connexité avec les aspirations d'autres régions espagnoles, et c'est là son aspect économique. Or, si les « castillanistes » font preuve d'un considérable libéralisme pour ce qui est de ce second aspect; s'ils admettent la décentralisation et l'autonomie administrative poussées à leurs extrêmes limites, ils se montrent, par contre, inflexibles en matière de souveraineté nationale :

La souveraineté (*soberanía*) est quelque chose d'intangible et de sacré. C'est un dogme qu'il faut accepter sans distingos, sans réserves, sans restrictions, si l'on veut mériter le nom d'Espagnol.

Voilà qui est catégorique. Cependant, l'examen du document catalaniste nous montre que les bases de l'autonomie catalane ne consacrent aucunement la séparation absolue de la Catalogne et de l'Espagne. M. D. Braga, peu suspect de tendresses pour M. Cambó et ses comparses (1), est d'avis, dans *l'Europe Nouvelle* du 7 décembre, que tout cela « semble donc assez modéré » (p. 2283). C'est qu'il n'est pas directement intéressé à la question. Les « castillanistes » voient les réalités sous un autre jour et affirment que ce que l'on veut obtenir, « c'est quelque chose de plus grave que l'indépendance absolue : une indépendance effective, mais en maintenant un lien tenu (*un hilo*) qui permettrait d'exploiter les avantages en évitant les inconvénients ». En conséquence, ils se refusent à considérer la demande catalane comme autre chose qu'un piège funeste et sans loyauté, à base d'intérêt particulariste et d'égoïsmes locaux, dont la contagion, s'étendant aux autres provinces, ferait du territoire espagnol une multitude « *de naciones de taifa* » (*de nations minuscules*) (2).

(1) On sait que M. Cambó possède un don merveilleux de « s'adapter ». Après avoir fait exposer, alors qu'il était ministre du cabinet Maura, son programme de réformes dans *l'Europe Nouvelle* du 27 juillet dernier, une note de M. Braga a eu le don de l'émouvoir à tel point qu'il a cru devoir envoyer, dans cet hebdomadaire, un « grand artiste » à sa défense (cf. *Europe Nouvelle* des 16 novembre, 23 et 30 novembre 1918). Mais M. Cambo ignore-t-il donc que le point de départ de cette petite polémique est déjà dans le *Mercure* du 1er mai 1915, p. 151-152? (C'est l'article si infamant pour la Belgique que le leader catalaniste écrivit en tête de *La Veu de Catalunya* le 21 (non, comme dit M. Braga, le 20) août 1914 et que le *Mercure* a partiellement traduit.)

(2) *Taifa*, vocable arabe qui signifie *détachement*, s'emploie en histoire pour désigner les roitelets des petits Etats formés à la dissolution du Califat de Cordoue.

Qui a raison, des deux conceptions antagoniques en présence? Les catalanistes (qui sont surtout des Barcelonais) abusent un peu trop, à notre humble avis, du thème facile d'une « Espagne morte », dont le poids lourd est attaché à la Catalogne comme un boulet. On l'a dit et la chose n'est que trop vraie : la Catalogne ne tranche tant, sur le reste de l'Espagne, que par simple effet de contraste négatif. Province française elle serait, et tout juste, « *una de tantas* ». Son autonomie, une fois réalisée, lui serait-elle un bien? Au fond, les plus fougueux catalanistes savent fort extractement à quoi s'en tenir sur ce que représente, pour leurs provinces, l'union avec l'Espagne et, dès le 3 décembre, la *Veu*, commentant les articles publiés la veille au soir à Madrid sur la pétition, écrivait ces déclarations caractéristiques :

La Catalogne veut résoudre son problème par l'union fraternelle de tous les peuples d'Espagne. Nous n'avons pas perdu la dignité. Nous n'avons pas, dans ces jours d'exaltation patriotique, prononcé une seule parole offensante pour quiconque. Nous ne croyons pas que la liberté de la Catalogne et l'union avec l'Espagne soient choses incompatibles. Bien plus nous les croyons consubstantielles.

Ces lignes sont à retenir. Elles forment, avec les articles du *Diario Universal*, le discours de M. Melquiades Alvarez, au Palace Hotel de Madrid, le 1er décembre, et les déclarations de certains éléments conservateurs, le point de départ d'un programme d'entente qui, loin de tout séparatisme violent et théâtral, permettrait, dans les limites d'une souveraineté nationale indispensable, à l'Espage de se décentraliser en retournant à ces vieilles traditions, modifiées et rajeunies, qui firent naguère la gloire de son histoire, quand n'existaient point encore une Espagne, mais des Espagnes. M. Puig y Cadafalch, président de la *Mancomunidad*, affirmant, au moment où nous envoyons ces pages au *Mercure*, la nécessité de « l'unité nationale dans la variété », ne faisait que ratifier définitivement le retour au bon sens du catalanisme un instant dévoyé, dans l'ivresse de la victoire française démocratique. Mais des événements sont survenus depuis, qui, en modifiant sensiblement l'aspect de la question catalaniste, l'ont orientée dans une voie « catastrophique ».

CAMILLE PITOLLET.

§

Russie.

LES JUIFS EN RUSSIE, A PROPOS D'UN MÉMOIRE DU COMTE LAMSDORF. — Dans le numéro du 16-XII-18, pp. 1716 et 19, M. André Milhé a cru devoir réfuter, en quatre pages, les dix lignes d'introduction par lesquelles j'avais présenté le Mémoire du comte Lamsdorf, dont j'ai donné une traduction dans le numéro du 1-X-18. Je suis tenu de répondre point par point selon la méthode qu'il a adoptée.

I. Les preuves tirées des coïncidences les plus lointaines sont l'accroissement du nombre et de la violence des grèves, au moment précis où le gouvernement russe tentait de conclure un emprunt à l'étranger sans la participation des juifs Rothschild ; — l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire après que les masses paysannes eurent réagi. Elles datent du mois d'octobre, et le rapport qui les relate, de janvier 1905. Sont-elles lointaines en quoi que ce soit ?

Réponse. — Il y a là deux sortes de coïncidences ; l'une extérieure à la Russie, l'autre intérieure : L'avocat du comte Lamsdorf les amalgame puis équivoque sur l'idée d'éloignement en la rapportant à la notion du temps. En réalité, pour la première de ces coïncidences, l'idée d'éloignement doit s'entendre dans sa forme la plus ordinaire, qui est celle de l'espace : ainsi la coïncidence entre redoublement des grèves de Russie et les emprunts russes en Occident restent lointains, et je demande quel est le rapport de causalité qu'il peut y avoir entre ces deux faits. Quand à la seconde coïncidence, le ralentissement des grèves à Pétersbourg et les progroms de la Russie méridionale, elle est moins lointaine (dans l'espace), mais le rapport de causalité n'apparaît pas davantage. En réalité, les grèves de Pétersbourg se sont ralenties comme toutes les grèves, faute d'argent. Sans doute, le comte Lamsdorf considère-t-il le rôle important des juifs capitalistes comme « établi avec certitude », mais il ne fait pas connaître les faits sur lesquels est basée sa certitude.

II. Suspicion criminelle de faits tout ordinaires (spéculations des juifs sur les valeurs russes.) Il n'y a pas de suspicion criminelle qui tienne, etc., etc.

Réponse. — J'ai dit : suspicion criminelle, comme on dit prévention correctionnelle, inculpation criminelle. Je regrette d'avoir à répéter que spéculer sur les valeurs russes, ou autres, n'est pas un acte criminel. Inutile de s'échauffer ici sur « la collusion existante au sein de ce peuple déraciné, parasite et cupide. »

III. Importance décisive attribuée au ridicule témoignage des journaux. « Ici ne confondons point. Plusieurs faits significatifs qui sont aussi confirmés par la presse, dit le mémoire. Ces deux petits mots « aussi confirmés » démontrent, péremptoirement, à qui n'est pas totalement dénué de sens logique, que ces faits significatifs étaient venus à la connaissance du gouvernement russe par un autre canal, plus autorisé sans doute que celui des journaux. Et si le comte Lamsdorf fait confiance aux agences... en quoi peut-il avoir tort ?

Réponse. — En effet ne confondons pas. Le mémoire dit : « aussi confirmés par la presse » ; il ne parle pas d'un canal plus autorisé. Or dans les faits recueillis dans la presse, que donne-t-il ? 1° Une communication d'un fait inexactement interprété, faite par une demoiselle Emilie Deschamps dans une feuille sans lecteurs et ne vivant

que des subventions du Pont aux Chantres, le *Journal de St-Pétersbourg;* 2° une « observation » ou pour mieux dire une « considération » de la *Deutsche Tageszeitung*, la fameuse *Deutsche Tageszeitung* de Reventlow, que nous avons vu si modérée, si digne de foi pendant la guerre. Si les bureaux du comte Lamsdorf avaient relevé d'autres faits significatifs, ils n'eussent pas manqué de les faire connaître. Les mots « aussi confirmés » ne sont qu'une redondance de rhétorique.

IV. Le juif Hervaille, dans une réunion de socialistes hollandais à la Haye, déclare que ce sont les juifs qui se sont mis à la tête du mouvement révolutionnaire en Russie. Le comte Lamsdorf le répète d'après une dépêche du ministre plénipotentiaire russe qui jugea la chose assez grave pour en faire l'objet d'une communication à un gouvernement. Le fait est-il insignifiant? Il n'est pas permis de le croire.

Réponse. — L'avocat du comte Lamsdorf n'a donc jamais lu une suite de dépêches diplomatiques? Ne sait-il pas qu'un agent tenu de faire un rapport presque quotidien à son gouvernement, est amené, surtout quand il réside dans un poste secondaire, à relater des faits qu'il juge, à part lui, sans importance? Et n'a-t-il donc jamais assisté à une réunion publique? N'a-t-il jamais entendu d'orateur, pour vanter la puissance de son parti, produire des assertions retentissantes, mais générales, vagues et incontrôlables?

L'avocat du comte Lamsdorf sent si bien la faiblesse de l'affirmation isolée d'Hervaille qu'il le corrobore par d'autres charges. Mais celles-ci ressortissent à l'article suivant.

V. « Assertions confuses et catégoriques. » S'il y a obscurité quelque part, elle n'est assurément que dans le cerveau de M. Kakia, car le mémoire est parfaitement clair.

Confusion ne veut pas dire obscurité, mais mélange. Quand le comte Lamsdorf dit, d'une part, (et d'ailleurs sans preuves) qu'il fut recueilli des fonds en Angleterre par le comité Wolf pour armer, parmi les Russes, des groupes de combat (c'est-à-dire de résistance aux progroms); quand il dit d'autre part qu'un comité fut fondé par lord Rotschild pour venir en aide aux juifs russes victimes des progroms, il est évident qu'il s'agit de deux faits distincts l'un de l'autre. Mais quand il mentionne, sur l'important témoignage d'Emilie Deschamps, des quêtes faites en Amérique « aussi bien pour assister les victimes que pour armer la jeunesse juive », quand il ajoute que les quêtes ont été faites « sans que ces deux buts fussent expressément séparés l'un de l'autre », il apparaît, par cette parenthèse négative, que ces deux buts n'étaient pas expressément inclus dans les programmes des organisateurs de ces quêtes, sans quoi il n'eût pas manqué de dire directement que ces deux buts étaient liés expressément l'un avec l'autre. Ainsi c'est dans l'esprit du rapporteur, et peut être

inconsciemment, que s'est fait l'adjonction du second but au premier. Que le produit de cette confusion soit ensuite donné d'un ton tranchant comme une réalité, c'est un artifice connu et grossier.

Certaines expressions du texte montrent bien des recherches préalables : « A l'exception de quelques cas nettement définis comme... — Le rôle important établi avec certitude... — plusieurs faits significatifs établissent... — Ces quelques petits mots sont des preuves, des marques ineffaçables.

Réponse. — M. l'avocat du comte Lamsdorf n'est pas difficile en fait de preuves. Encore une fois, que le comte Lamsdorf, s'il en avait, ne les a-t-il données.

VI. — La liaison de la révolution russe et du mouvement juif par l'intermédiaire de Marx et de Lassalle appartient certainement au domaine de la fantaisie ; mais comment oser qualifier une simple vue erronée de « généralisation abusive. » Prenons les mots pour ce qu'ils veulent dire ou alors tout moyen de nous entendre nous sera enlevé. Au reste, ce censeur imprudent devrait bien savoir qu'il n'est sage d'écrire que ce qui est dûment vérifié, et il serait sans doute plongé dans un cruel embarras si on le priait de signaler les autres généralisations abusives qu'évoque ce suggestif pluriel.

Réponse. — Oui, prenons les mots pour ce qu'ils veulent dire. Généraliser, dans toutes les langues cela veut dire conclure du particulier au général. Exemple : il y a parmi les allogènes révolutionnaires des juifs : donc tous les révolutionnaires sont juifs. Ou bien : il y a des juifs russes révolutionnaires ; donc, tous les juifs russes sont révolutionnaires. Et ensuite : ces juifs russes, comme victimes des progroms, ont reçu des secours des capitalistes juifs à l'étranger : donc ces capitalistes juifs dirigent la révolution en Russie. Enfin ; ces capitalistes juifs ont à Paris un comité qui secourt les émigrants juifs et notamment les juifs russes fuyant devant les progroms : donc ce Comité, l'*Alliance israélite universelle* est le centre du mouvement révolutionnaire en Russie. Ce ne sont pas là des « vues » mais des raisonnements, et ils sont sophistiques. L'audace n'est pas grande d'appeler abusives ces généralisations.

Après cette réponse à chacun des points visés par la critique, je prie simplement le lecteur de se reporter au texte même du Mémoire Lamsdorf et d'apprécier avec impartialité ce document où les progroms, — c'est-à-dire le massacre systématique, maison par maison, des juifs de tout âge et de tout sexe — sont recommandés « comme des mesures traditionnelles consacrées par la jurisprudence ». Quant aux attaques et aux insinuations de M. André Milhé sur ma personne, il appartient également aux lecteurs d'apprécier à quel point elles satisfont au bon goût, à l'esprit de finesse et à la courtoisie que nous autres Français mettons d'ordinaire dans nos controverses.

Dr A. KAKIA.

§

A travers la presse.

LA PRESSE ALLIÉE. — *La Pologne libre*, qui regrette fort que notre ministre des Affaires Etrangères se refuse à considérer le gouvernement national de M. Moraczewski comme le vrai représentant de la Pologne, nous dit ce que sont les adversaires dudit gouvernement.

Le cabinet de M. Moraczewki est soutenu aujourd'hui par l'ensemble de la nation. Il ne trouve contre lui que l'extrême-gauche et l'extrême-droite.

L'extrême-gauche, les socialistes internationalistes sont représentés par quelques idéologues qui, de peur de ne point passer pour des « purs », rejettent dédaigneusement la préoccupation du « sol » comme chose ridicule, étrangère, sinon nuisible à leur cause. Autour de ces idéologues qui ont rompu tout lien avec le passé et qui voient l'avenir débarrassé des questions d'ordre national, sont groupés des gens qui ne connaissent pas le sentiment de patriotisme pour une autre raison. L'internationalisme apatriotique,qui verse parfois dans une certaine hostilité contre tout ce qui est polonais, attire vers lui la masse juive qui en forme la plus grande majorité, disproportion fort choquante, si l'on considère le pourcentage de cette population dans l'ensemble de la nation polonaise.

Persuadés de la « sainteté » de leur cause, les internationalistes ne sont pas tolérants et ils prétendent sans hésitation au droit d'imposer leurs idées par la force, bien qu'ils soient le petit nombre. Dans l'impossibilité de faire triompher autrement leur politique, ils cherchent des appuis en dehors de la Pologne dans les soviets russes et allemands. Pour juger de leur état d'esprit, il n'y a qu'à prendre connaissance de la décision prise au cours de leur premier Congrès public, à Varsovie, le 4 décembre. Dans un moment aussi solonnel que celui où la Pologne recouvre sa liberté après 150 ans d'esclavage, le Congrès ne trouve à formuler à son adresse qu'une critique : la Pologne « a commencé d'entrer en litiges au sujet de ses frontières ». En même temps, un salut fraternel est envoyé aux soviets russes et allemands, aux soviets qui ne veulent pas justement lâcher les territoires polonais et qui provoquent ces « litiges ».

Une telle aberration, heureusement, est trop évidente pour qu'on puisse redouter un développement sérieux de la « Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lithuanie ».

Passons à l'extrême-droite. Celle-ci représente les intérêts des gros propriétaires et de la bourgeoisie, autre que la bourgeoisie libérale qui forme un bloc à part et qui collabore activement avec le gouvernement actuel. L'extrême-droite est très patriote, mais à sa façon. Pendant la guerre et même avant, elle a accepté tout ce qu'on lui proposait. Le gouvernement du tsar a offert l'autonomie : elle a mis l'autonomie dans son programme ; la révolution russe a offert l'indépendance : elle a « accepté » l'indépendance, pourvu qu'il soit bien entendu que la place prépondérante en Pologne lui serait réservée.

Habitués avant la guerre à s'appuyer sur des gouvernements étrangers,

les droitiers continuent aujourd'hui à suivre cette même politique, au grand détriment de la Pologne, mais avec l'espoir de s'imposer au moins partiellement comme ses chefs de demain. La Pologne, c'est eux; et périsse la Pologne, plutôt que de vivre sans être gouvernée par eux !

Les Polonais, ayant chassé l'Allemand de la plus grande partie de la Pologne, ont constitué un Etat indépendant. L'extrême-droite a perdu depuis ce jour l'espoir de recevoir quelque chose des gouvernements étrangers à qui elle n'a rien à offrir. Que faire, en ces circonstances ? Représenter la Pologne comme un foyer de bolchévisme où il y aurait grande nécessité pour lesdits gouvernements d'intervenir; naturellement cette intervention aurait pour corollaire, une fois « l'ordre » rétabli, l'installation au pouvoir des aventuriers de la droite. Mais la mèche a été éventée, et il faut attendre une meilleure occasion de se faire « restaurer » en Pologne.

LA PRESSE ENNEMIE. — M. Hermann Fernau n'était pas ce qu'on peut appeler un pacifiste, bien au contraire, car il appelait la guerre comme un bien; il n'était non plus un de ces rêveurs internationalistes qui voudraient faire de l'altruisme la grande loi du monde. Il rêvait à la République, et son idéal ne montait pas plus haut que la chose vague que figure ce mot. C'était un bourgeois défaitiste, comme nous pouvons en juger par ces lignes publiées dans la *Friedenswarte* :

Comme Allemand républicain et comme citoyen du Monde, j'arrive à cette conclusion très simple que cette guerre n'a pas été « un meurtre vide de sens », comme l'ont toujours prétendu trop d'intellectuels par trop superficiels. Les dynasties des Hohenzollern, Habsbourg et Romanof, qui furent, par leurs armées et les intérêts de leurs maisons, les principaux obstacles à la paix universelle, n'eussent jamais abdiqué sans la guerre et la défaite. Quatre années de guerre ont déterminé ce que n'eussent pu amener mille volumes, discours et articles de journaux en cent ans, c'est-à-dire cette abdication et la liberté et l'autogouvernement des peuples qui en sont le résultat. — M'appuyant sur des preuves historiques, j'ai prouvé que la révolution prêchée par les socialistes et l'organisation juridique internationale poursuivie par les pacifistes avaient pour *condition primordiale* une guerre malheureuse pour ces messieurs de par la grâce de Dieu. On m'a reproché d'abaisser l'idée démocratique, car s'il faut une guerre perdue pour contraindre les peuples à la révolution et à l'autogouvernement, cette transformation n'est plus que dictée par le vainqueur et ne promet pas d'être durable. Ah ! je n'aime guère me griser de belles paroles. Je me réjouis sincèrement de la révolution et de la république allemandes. Mais laissons de côté tout enjolivement. Prenons en main ferme l'histoire, ce qui était hier et ce qui se retrouve aujourd'hui. Disons-le sans détours et avec la brutalité peu scientifique nécessaire aujourd'hui. Il faut que chaque peuple (je dis : chaque) reçoive d'abord une rouée de coups et souffre une misère indicible pour qu'il chasse ses Seigneurs par la grâce de Dieu et devienne démocrate. Hier c'étaient les Français qui passaient par les coups et la misère, et nous les avons bafoués d'être parvenus à la troisième

République par cette voie sans beauté. Le tour est à nous aujourd'hui. Tout ce qu'on peut nous reprocher, à nous Allemands, c'est que nous ayons été les derniers à bénéficier de ce processus à coups de marteau pour le salut des générations à venir.

Cette guerre fut à tous points de vue épouvantable. Mais c'était nécessaire. Cette nécessité effroyable n'est pas un commandement de Dieu, n'est pas le principe de je ne sais quelle philosophie diabolique. La raison de cette nécessité de la guerre, ce fut uniquement la patience moutonnière, la stupidité et la lâcheté des masses populaires qui, de tous temps et dans toutes les parties du monde, se montraient étrangement plus disposées à conquérir de nouveaux diadèmes pour leurs tyrans qu'à risquer leur sang et leur bien pour leur liberté et leur dignité propres.

Mais maintenant nous pouvons respirer. Nous sommes tous, en Europe, présentement démocratisés, c'est-à-dire guéris radicalement pour la liberté, la libre disposition de nous-mêmes et, par suite, pour la paix universelle.

Et, bien que l'avenir soit pour la nation allemande plein de soucis (car nul ne sait encore ce qu'est l'Allemand dans la liberté, et moins encore comment il réparera les dommages incroyables de cette guerre mondiale), je répète ici, plein d'espoir, la phrase finale de mon dernier livre :

Vive la république allemande, dernière pierre pour l'union pacifique des peuples et des patries libres !

— La presse viennoise envisage, sans trop d'enthousiasme, la réalisation d'une union douanière entre l'empire allemand et l'Autriche allemande. Voici ce qu'en écrit le *Neues Wiener Tageblatt* :

Les socialistes redoutent évidemment les contre-coups politiques que pourrait avoir dans l'Autriche allemande un rapprochemeet avec la Pologne, la Yougoslavie, la Hongrie, états peuplés de paysans, en majorité conservateurs ; au contraire, l'union avec la république industrielle allemande serait de nature à fortifier en Autriche le socialisme. On comprend les motifs politiques qui dictent l'attitude des chefs socialistes autrichiens, mais la question est de savoir si une orientation vers l'Allemagne servirait les intérêts économiques de l'Autriche. Le ministre Bauer a voulu le montrer. Son argumentation n'est pas heureuse. On ne voit pas, d'autre part, pourquoi des peuples dont beaucoup ont une vie économique commune, ne pourraient pas s'entendre pour continuer à commercer librement entre eux. La souveraineté politique resterait naturellement intacte. L'accord économique serait facilité par le fait que tous ces Etats n'ont pas les mêmes ressources. L'Autriche a peu de sucre, la Bohème en a beaucoup, la Galicie a du pétrole dont l'Autriche a besoin. L'industrie autrichienne permettrait d'acheter et de payer ce pétrole et ce sucre indispensables. Un jour ne suffit pas pour déchirer l'œuvre de trois siècles. Il faut tâcher de réunir dans la vie économique ce qu'a séparé la politique.

Il appartiendra à l'assemblée constituante de prendre une décision irrévocable sur tout ce qui doit l'emporter : des affinités intérieures et culturelles qui attachent l'Autriche à la nation allemande ou des liens économiques et commerciaux qui l'unissent aux états de l'ancienne Hongrie.

Voici l'opinion de la *Neue Freie Presse :*

Il est parfaitement exact que la conclusion d'une union douanière soulèvera de nombreuses difficultés, mais croit-on que la conclusion de simples traités de commerce avec les États héritiers de l'ancienne Autriche n'en soulèvera pas non plus ? La conclusion de traités avec les États qui livreront à l'Autriche allemande l'un le sel, l'autre le pétrole ou le charbon comportera la fixation de droits pour un si grand nombre d'articles qu'entre le travail qui s'imposera alors et l'élaboration d'un tarif douanier général il n'y a pas grande différence. L'établissement de régimes de libre échange entre les États de l'ancienne Autriche serait d'ailleurs justifié par l'état de choses qui existe actuellement. Il n'y a pas, depuis la dissolution de la monarchie, de douanes intérieures. L'État tchéco-slovaque est le premier intéressé au maintien du régime actuel nécessaire pour ses exportations, car il exportera en Autriche allemande plus de marchandises qu'il n'en recevra...

... Même après notre union avec l'Allemagne, nos relations commerciales avec l'État tchèque ne pourront pas être régies par les principes qui s'appliqueront à nos relations avec les Etats avec lesquels nous n'aurons pas entretenu depuis des dizaines d'années des rapports aussi étroits. Même si la solution allemande prévalait, il faudrait tenir compte du passé ; en tout état de cause, il sera nécessaire aux conférences de paix de donner satisfaction aux besoins économiques de l'Autriche allemande.

LA PRESSE NEUTRE. — Le *Verdens Gang*, de Christiania, nous apporte ces considérations sur l'entrée des Français en Alsace-Lorraine :

Les écrivains allemands ont publié des monceaux de livres pour prouver le droit de l'Allemagne sur l'Alsace-Lorraine. L'administration centrale allemande a, dans la pratique, livré des témoignages accablants du contraire. Il s'est constitué ainsi un monument démontrant le manque de faculté de l'Allemagne à gagner la sympathie chez d'autres peuples. Ce fait patent, on ne doit jamais l'oublier lorsqu'il est question du droit de gouverner.

L'Allemagne a perdu ce droit en se montrant incapable de diriger, et c'est pourquoi ce n'est pas du tout un hasard si des parties allogènes de l'Empire, comme le sont l'Alsace-Lorraine et le Jutland méridional, cherchent à se joindre à nouveau à une société politique à laquelle ils ont appartenu et à laquelle ils se sont sentis attachés étroitement par les liens de la culture et de la sympathie.

L'enthousiasme que manifeste ces jours-ci l'Asace-Lorraine en se sentant de nouveau française est en soi-même l'accusation la plus haute et la plus décisive contre le système allemand, — la condamnation à mort d'une politique qui avait tout ramené à la théorie du « sang et du fer » et en avait perpétué les représentants par la pierre et le bronze dans toutes les parties des provinces occupées. A présent les statues sont renversées à terre comme étant les représentants d'un système désuet.

L'Alsace-Lorraine recouvre ses symboles et son art comme elle a toujours eu son idéal. Un avenir brillant s'ouvre devant elle. La joie de tra-

vailler et les possibilités de se développer vont être retrouvées. La « Marseillaise », dont Strasbourg est le berceau, remplace *die Wacht am Rhein*. En d'autres termes, le plus international de tous les hymmes prend la place de la plus exclusive des marches militaires.

Il y a là aussi quelque chose d'un symbole. L'Alsace-Lorraine et la « Marseillaise » appartiennent, en effet, à la même conception historique. Ce n'est qu'à présent, alors que les anciennes provinces sont revenues à la France, que la « Marseillaise » a recouvré toute sa sonorité comme au premier jour où elle fut chantée.

C'est dans de pareils moments de l'histoire que la politique suscite de la grandeur et de l'enthousiasme. L'Alsace-Lorraine et la France n'ont éprouvé qu'un seul et même sentiment — la foi en la victoire du droit et de la justice. Elles ont attendu avec dignité, sans jamais perdre l'espoir à aucun moment, et, quand l'heure attendue a sonné, elles la réalisent avec grandeur et sans affectation, à l'admiration du monde entier.

Bien des pensées s'élancent aujourd'hui de Norvège vers la France et l'Alsace-Lorraine. Nous saluons le drapeau tricolore, dans la gloire et la victoire comme étant le symbole des mêmes principes qui animent les trois couleurs de notre propre drapeau.

PAUL MORISSE.

VARIÉTÉS

Yvette Guilbert en Amérique. — Voici le début d'une préface d'Yvette Guibert, qui a écrit, là-bas, pour le monde neuf, un livre sur la Chanson (1) :

Il ne faut jamais se décourager !
Jamais se décourager d'apprendre !
Jamais se décourager par la difficulté !
Jamais se décourager par la lenteur des progrès !
Jamais se décourager par la lenteur du succès !
Jamais se décourager par l'indifférence de la foule !
Jamais se décourager par l'incompréhension de qui que ce soit !
Jamais se décourager par la faute des autres !
Jamais se décourager par la faute de soi-même !

Tout vient à ceux qui veulent que tout vienne.
Dieu ne permet pas que de bons et beaux efforts soient faits en vain.

Pour un monde neuf, c'est-à-dire encore plein d'enthousiasme et qui ne dénigre pas systématiquement ce qui lui plaît ou ce qu'il aime, là-bas, elle a chanté les vieilles chansons de France, les vieux noëls, les rondes et tous les petits drames de gestes et de cris naïfs que les enfants se sont repassés les uns aux autres sans, paraît-il, les apprendre réellement de leurs parents. Cris de joie, cris de colère, cris

(1) *How to Sing a Song (The Art of Dramatic and Lyric interpretation)*, with an Introduction by Clayton Hamilton, and many illustrations. New-York, The Macmillan Company.

de guerre ou cris de douleur, ils savent que tout arrive en tournant, car le monde aussi danse une éternelle ronde !

Qu'est-ce que la vie d'un artiste ?
Un temps où l'on dépend des autres,
Un temps où les autres dépendent de vous !

Yvette en est arrivée à ce temps où l'on choisit sa voie, et celle qui fut obligée, par le succès même, aux concessions plus ou moins vulgaires faites à un public de beuglant, a dirigé là-bas le mouvement des foules vers les naïvetés et les beaux fabliaux de la France de jadis. Elle a montré ce que pensait notre pays quand son éducation délicate lui demeurait comme un parfum dont le souvenir traverse les âges. Elle s'est jetée dans ce monde trépidant comme on se lancerait pour un bain dangereux en pleine mer. Elle en ressort avec une fraîcheur de Jouvence, parce que les Américains, en dehors de nos néfastes subtilités, admettent et comprennent les jolies choses sans chercher à les déformer sous les ongles de la critique. « Mais, ce pays, à part des défauts qui ne sont pour nous que des manques d'habitude ou des surprises de nos faiblesses physiques, est un admirable pays, le champion du vieux monde. Tout y résonne comme sur un gong et pénètre d'un bloc en leur cerveau. Tant pis pour les détails : force, force, force, activité, activité, activité, tensions, chaos, coups de tampons, sports, bruits, usines en ébullition, visages tourmentés, mains tendues larges, yeux tout crus, bouches cuites, réduites autour des cigares gros comme des canons, mais des cœurs qui crient : Vive la France avec l'adoration jeune et puissante des premières peuplades pour le soleil. »

Loin d'une éruption volcanique on s'imagine à peine l'intensité du feu central !

Yvette Guilbert a voulu donner ou publier tous les secrets des coulisses de la chanson, et nous trouverons dans *How to Sing a Song* les différents masques de ses expressions les plus curieuses : cette très grande diseuse est arrivée à nous montrer, à nous faire toucher du doigt, en quelque sorte, la sensation de la gaîté, de la peur, de l'extase, de la pitié, de l'horreur, du mépris ou de l'amour. Son faciès, qu'elle pétrit sous la paume puissante de sa volonté, exprime tour à tour l'émoi d'une fille de quinze ans ou le dédain spirituel d'une vieille marquise, qui regrette sa *jambe bien faite* e son *bras dodu.*

L'art d'Yvette Guilbert est un art absolument voulu et travaillé, mais, de même que le clown exécutera cent fois un tour afin de l'amener à son maximum de perfection et son minimum de danger, elle ne laisse la sculpture de son impression que parfaitement achevée, conduite jusqu'au suprême degré du naturel.

A Paris, Yvette a mené le train de l'artiste qui a choisi son heure

pour essayer de s'expliquer. Elle fut très entourée par un public d'élite qui n'avait même pas le souvenir de ses triomphes (si lourds à porter) de café-concert, où pourtant elle donnait aussi dans cette chanson des faubourgs la mesure juste de ce qu'elle devait exprimer. La vie d'Yvette Guillert est au fond celle d'une enragée travailleuse qui va d'œuvres en œuvres, essayant toujours le mieux. Je crois qu'on peut seulement lui reprocher de tenter la perfection pour, souvent, des choses qui n'en valent pas la peine : « Moi, moi, je vaux la peine! » répond-elle en riant.

Elle a eu, dans les dernières années de la paix, dans une toute autre vie que celle qui naît, l'idée d'une *Maison d'art* où l'on recevrait les étrangers, les artistes passant par Paris que l'on reçoit souvent trop officiellement pour que les jeunes puissent en profiter. Elle a l'activité dévorante de cette Amérique où l'on va de l'idée à l'exécution avec une généreuse fièvre. Comme tous les artistes qui ont *du sang*, elle rêve toujours d'accoupler une pensée de moralisation à une œuvre de théâtre, de là un fiasco complet chez les barnums seulement soucieux du gain immédiat. J'ai entendu reprocher à cette Yvette si franco-américaine son idée des noëls comme un sacrilège ! Les pauvres cœurs avilis de nos hautes études musicales qui traînent derrière eux les vices les plus bas et les calculs les plus pervers... autruches solennelles qui cachent ou croient cacher autre chose que leur tête sous leurs basques d'habits, sont scandalisés par cette intervention du motif innocent dans la grande organisation d'une gloire d'ailleurs beaucoup plus nette que la leur. Où est le labeur incessant. il n'y a pas de vice cérébral : « Je suis un instrument qui s'accorde toujours! » dit-elle. Or, on oublie que très riche, ayant atteint non pas l'âge du repos, mais le droit au repos, elle travaille toujours. Je souhaite cette manière de conclure à ceux qui pensent avoir tout fait en devenant des machines à moudre l'or.

Yvette Guillert est une Française, absolument, du pays où elle apprit à tourner ses premières rondes et ses premiers couplets. Elle a l'esprit d'une Française... du temps d'avant les déformateurs, et elle a aussi le cœur des filles de notre peuple qui se souviennent d'avoir *trimé*. Je souhaite ce parchemin à beaucoup de nobles parvenues dans les arts.

RACHILDE.

PUBLICATIONS RÉCENTES

[Les ouvrages doivent être adressés *impersonnellement* à la revue. Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages *personnels* et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.]

Ethnographie

Arthur Chervin : *De Prague à l'Adriatique*. Avec 4 cartes ; Berger-Levrault. 6 »

Histoire

Arthur Chuquet : *Allemands d'hier et d'aujourd'hui ;* Boccard. 3 50

Littérature

M. Esch : *Emile Verhaeren ;* Imp. Buck, Luxembourg. 2 50

Ouvrages sur la guerre actuelle

Prince Albert de Monaco : *La guerre allemande et la conscience universelle ;* Payot. 3 »

Emmanuel Bourcier : *Dans l'Amérique en guerre ;* Berger-Levrault. 0 90

Capit. R. Christian-Frogé : *Les captifs.* Avec 8 photo h. t. ; Berger-Levrault. 3 50

Léon Gaillet : *Deux ans avec les Sénégalais ;* Berger-Levrault. 0 90

Eugène Gascoin : *Les victoires serbes de 1916 ;* Bossard. 4 80

Comm. A. Grasset : *Vingt jours de guerre aux temps héroïques ;* Berger-Levrault. 3 50

Otto H. Kahn : *Le Droit au-dessus de la race.* Trad. de l'anglais par le lieutenant Louis Thomas. Avec une préface de Theodore Roosevelt et une notice biographique ; Perrin. 3 »

Eugène Le Mouël : *Un de nos marins ;* Berger-Levrault. 0 90

Daniel Mornet : *Tranchées de Verdun ;* Berger-Levrault. 0 90

Jacques Rivière : *L'Allemand, souvenirs et réflexions d'un prisonnier de guerre ;* Nouv. Revue franç. 3 50

Un soldat de France, lettres d'un médecin auxiliaire. Préface de M. Emile Boutroux ; Plon et Berger-Levrault. 3 »

Poésie

William Aguet : *Poèmes suivis de la Cantate du matin ;* Maynial. 3 50

Adrienne Blanc-Péridier : *Le cantique de la patrie, 1917 ;* Plon. » »

Oscar Henry : *Le joug, 1914-1918 ;* Comptoir belge d'éditions, Bruxelles. 4 »

Pierre Mortier : *C'est l'amour....* Fasquelle. 5 »

Jean Nostos : *Le Joueur de Sambuque ;* Leroux. » »

Justinien Nougue : *Aux flancs du rêve ;* Jouve. 3 50

Emma Pellerin et Joseph Bollery : *L'Impossible rêve ;* Figuière. 3 50

Georges Piguet : *En regardant passer la vie.* Lettres-Préfaces de MM. Fernand Gregh et Henri Barbusse ; Cahiers du Centre. 2 »

E. Henri Verdier : *Les Rimes sanglantes* suivies de *Terre d'Alsace ;* Figuière. 4 50

Publications d'art

Ozenfant et Jeanneret : *Après le cubisme ;* Edit. des commentaires. 5 »

Questions coloniales

Henry Dugard : *Le Maroc de 1918 ;* Payot. 4 50

Questions militaires

Paul Bornet : *Le rôle constructeur de l'armée ;* Figuière. 1 »

Roman

Francis Carco : *Au coin des rues.* Avec des dessins par Maurice Barraud ; L'Eventail, Genève. 10 »

Emile Henriot : *Valentin ;* Albin Michel. 4 50

Antonin Lavergne : *Six petits contes ;* Berger-Levrault. 0 90

Alfred Machard : *Trique, gamin de Paris ;* Flammarion. 3 50

Pierre Mornand : *Patria Victrix ;* Meynial. » »

Sociologie

Charles Briand : *Le Dépeuplement de la France ;* Bossard. 2 40

Divers : *Programmes de réunions civiques et familiales pour le temps de guerre et le temps de paix.* Textes choisis et commentés par Maurice Bouchor ; Ministère de l'Instruction publique. » »

Etienne Flagey : *Comment devenir ingénieur par l'école ou par l'usine ?* Payot. 4 50

Dr Hélan Jaworski : *Le Plan Social.* I : *L'Humanité, sa croissance.* II : *Les Etapes de l'Histoire ;* Maloine, Giard et Brière. Chaque vol. 4 »

Auguste Mailloux : *Georges Clemenceau ;* Mendel. 1 50

Théâtre

Emilien Roumégous : *Le Sceptre de l'Autriche*, drame historique en 5 actes et 7 tableaux; Sansot. 2 50

Varia

Napoléon Bonaparte : *Manuel du chef*, Maximes napoléoniennes choisies par M. Jules Bertaut ; Payot. 5 »

MERCVRE.

ÉCHOS

Le 23e anniversaire de Verlaine. — M. Clemenceau en Amérique. — Une lettre de M. Henry Mazel. — Les Ambassadeurs et les femmes. — La Diplomatie et le Progrès. — Diplomatie illustrée. — L'Empereur matoïde. — Nouvelles de Russie. — Shakespeare et les classiques. — Jacques Lebaudy personnage de Roman. — Le Portrait de Berlioz par Courbet. — Du sucre au kilomètre. — Concours dramatique de *L'Europe nouvelle*. — Rachat de numéros du *Mercure de France*.

Le 23e anniversaire de Verlaine. — Le dimanche 12 janvier, les amis de Paul Verlaine se sont réunis devant le monument qui fut élevé au poète de *Sagesse*, pour célébrer le 23e anniversaire de sa mort. Des fleurs furent déposées au pied de la statue de Rodo. Puis MM. George Izambart, président du groupe, Ernest Raynaud et Félix-George glorifièrent, en prose et en vers, l'auteur de l'*Ode à Metz*.

M. Izambard a fait allusion à la cérémonie qui aura lieu prochainement à Metz, la ville natale de Verlaine, et au cours de laquelle on apposera une plaque sur le mur de sa maison natale.

Maison modeste en vérité, au 2 de la rue Hautepierre, qui comporte trois étages, où s'est installé, au rez-de-chaussée, un boutiquier et qui retentit durant toute la journée du bruit d'un tramway qui rase d'un peu près le trottoir.

On sait de quel amour Verlaine aima la cité messine. Les vers qu'il écrivit sur elle ont été fréquemment rappelés lors de l'entrée de nos troupes dans la ville libérée. Il semble que ce fut une découverte pour beaucoup.

Dans l'hommage que les poètes dédièrent à sa mémoire et qui fut publié en volume, on ne trouve pas une seule allusion à cette origine lorraine du « pauvre Lélian ».

Il est vraisemblable que, pour les fêtes qui s'organiseront en son honneur à Paris et à Metz, on voudra bien s'en souvenir.

§

M. Clemenceau en Amérique. — Dans le *Mercure* du 16 décembre dernier, M. Camille Pitollet parle du *Pays de M. Clemenceau* et déclare « qu'on se contente des on-dit, ou à peu près, sur la période qui s'étend de 1841 à 1871.... C'est ainsi... que son séjour aux Etats-Unis donne lieu à toute sorte de confusion » ; et il cite un biographe du futur Président du Conseil qui écrit que la traduction de l'étude de John Stuart Mill sur Auguste Comte « fut le principal résultat, et peut-être le seul, de ce long voyage ». M. Pitollet, au contraire, énumère plusieurs autres « résultats » de cette visite en Amérique, mais, curieusement, en oublie un qui n'est pas du tout le moindre sous divers égards. Je parle de la collaboration de M. Clemenceau au *Temps* pendant sa résidence de l'autre côté de l'Atlantique,

ainsi que pendant les mois qui suivirent son retour en France, alors qu'il continuait à écrire avec autorité sur les questions américaines (1).

Un éditeur de New-York a demandé à M. Clemenceau, après sa chute en 1909, un livre sur l'Amérique. « Il est déjà fait, a répondu M. Clemenceau ; vous n'avez qu'à feuilleter la collection du *Temps*. » C'est ce que j'ai fait pendant un mois dans le vieux bureau du boulevard des Italiens, et je fus plus d'une fois étonné de trouver dans ces « Lettres d'Amérique » d'un adolescent de vingt-quatre ans presque toutes les qualités du remarquable vieillard d'aujourd'hui, — son admirable style littéraire, ses goûts démocratiques, sa pénétration politique, ses larges idées philosophiques. En effet, *the child is father of the man*, comme dit Wordsworth.

Au cours de cette lecture, je fus spécialement frappé des observations du jeune publiciste sur la question brûlante d'alors — et peut-être encore plus brûlante actuellement, — de l'avenir de la race noire dans les Etats sud de l'Union et de ses relations avec la race blanche. M. Clemenceau fit un voyage dans ces régions et, en rentrant à Washington, il envoya au *Temps* un compte rendu de ses impressions et surtout de ses conclusions. Ce sont ces dernières qu'il faut retenir, parce qu'elles montrent déjà, d'une manière surprenante l'esprit de pénétration du futur grand homme d'Etat qui avait vu juste dans ce problème complexe avant que la plupart des Américains de la partie nord de l'Union en eussent soupçonné les difficultés et les dangers.

Quoique la librairie américaine n'ait pas trouvé là les éléments d'un livre — il y avait trop de pages sur des sujets et des faits bien connus aux Etats-Unis, — je suis convaincu qu'un éditeur français ferait bien de réunir en volume ces notes de voyage, qui ne feraient pas mauvaise figure parmi les *Œuvres Complètes* du nouveau membre de l'Académie Française. — T.S.

§

Une lettre de M. Henri Mazel.

Mon cher Vallette,

Un lecteur du *Mercure* s'est indigné en termes un peu vifs (16 janvier, p. 376) d'une de mes réflexions (1er décembre, p. 526) que le kaisérisme avait trouvé des alliés ou des complaisants dans les partis extrêmes, et il en a pris prétexte pour expliquer longuement (près de 100 lignes contre 3) qu'aucun royaliste français ne s'était armé pour le kaiser. Mais ai-je jamais dit le contraire? Je parlais du kaisérisme et non du kaiser, et kaisérisme signifie, faut-il le rappeler? un gouvernement autoritaire et autocrate, militariste et nobiliaire, antilibéral et antidémocrate, antirépublicain et antiparlementaire, bref un gouvernement qui ne déplaît pas, je crois, à notre extrême droite; c'est donc l'évidence même de dire que la cause du kaisérisme a trouvé des complaisances de ce côté-là. J'ajoute que ma réflexion ne concernait pas la France seule, mais tous les pays ; je disais : « N'est-il pas étrange que la cause du kaisérisme ait partout trouvé, etc. » Le lecteur M. André Vincent, a supprimé ce *partout*, assurément par inattention,

(1) A ce propos, relevons une coquille dans notre écho : *le Président Wilson et M. Clemenceau*, paru dans le dernier numéro du *Mercure*, p. 380, ligne 4 : c'est la date 1869 qu'il faut lire et non 1879.

mais en modifiant du coup ma pensée, et en me cherchant une querelle que je dirais d'Allemand si je ne craignais de me faire encore une fois mal comprendre ; en effet, c'est encore l'évidence que dans tous les pays neutres et même dans certains pays alliés, les hérauts du trône et de l'autel (je ne vois pas pourquoi ces mots déplaisent à mon critique) se sont montrés pleins de bienveillance non seulement pour le kaisérisme, mais quelquefois, hélas, pour le kaiser lui-même. J'aime à croire que ces explications et l'hommage que je rends au patriotisme de nos Français d'extrême-droite satisferont pleinement M. André Vincent et qu'il regrettera de m'avoir lu un peu hâtivement ; mais vraiment son étourderie lui donne-t-elle le droit de qualifier d'odieux un bout de phase qu'il n'a pas compris ?

A vous cordialement,

HENRI MAZEL.

§

Les ambassadeurs et les femmes. — Nous entrons dans la grande période diplomatique. Nous n'allons plus entendre parler que d'ambassadeurs et ministres plus ou moins plénipotentiaires. Quel chroniqueur un peu hardi aura l'audace de faire allusion aux relations féminines de ceux qui discutent du sort du monde ? Pourtant les femmes tiendront là, comme ailleurs, une place importante. Lors de la signature du traité de Bucarest, en 1917, les femmes pangermanistes ne manquèrent pas de faire remarquer que von Kuhlmann ne pouvait avoir l'esprit libre nécessaire au négociateur, parce qu'il fréquentait trop certaines personnes un peu légères de la capitale roumaine.

On l'avait vu à la sortie de bars joyeux avec une danseuse qui l'appelait « mon petit oncle » ! et nul doute que plus tard les historiens ne soient obligés de tenir compte de cette aventure sentimentale dans les études qu'ils écriront sur l'ancien secrétaire d'État aux Affaires Etrangères de l'Allemagne.

Au Congrès de Vienne, les femmes ont occupé le premier rang. Elles ont été les grandes inspiratrices des diplomates, même de la diplomatie, et le commandant Weill, quand il a publié les rapports de la police viennoise sur la vie privée de nos délégués au Congrès de 1814, a donné à ce sujet des détails particulièrement intéressants.

On lit dans ces rapports des phrases de ce genre : « La grande-duchesse d'Oldenburg marche pour la Prusse. » « Les princesses de Sagan et Bagration sont toute les deux à la solde de la Russie ; elles sont des agents d'Alexandre auquel elle rapportent tout ce qu'elles apprennent et qui fait les frais de leur train de maison. »

On cherche à profiter de la situation financière très difficile de la princesse Bagration ponr l'amener à la cause de Louis XVIII, et les policiers ne font grâce d'aucun détail sur les nuits et les ennuis de lord Stewart, ambassadeur d'Angleterre, avec la princesse de Sagan.

On a l'impression que chacune de ces grandes dames réclamait un petit eu de la Lorraine ou de l'Alsace, ou de la Pologne, en même temps qu'une olie bague, à leurs adorateurs.

Nous ne connaîtrons pas — tout de suite du moins — quelles aimables personnes auront sur le Congrès de la Paix de 1919 une influence aussi

considérable. Et il est bien possible qu'aucune n'y puisse jamais prétendre.

Ce sera une défaite du féminisme, et fort grave. Quelle victoire vaudra jamais celle que vous remportâtes, princesses de jadis, grâce à vos yeux et à vos mains légères qui confondaient la carte de l'Europe et celle du Tendre ?

§

La diplomatie et le progrès. — M. Gaston Roupnel a écrit dans un récent numéro de *la Grande Revue*, sous le titre *la Diplomatie et les inventions modernes*, un article documenté sur les modifications que le chemin de fer et le téléphone, la télégraphie sans fil, ont amené dans le caractère traditionnel de cette diplomatie.

Mais nous nous permettrons de rappeler à M. Roupnel, qui ne l'a certes pas oublié, qu'en 1883, Albert Sorel publiait, sous le titre *la Diplomatie et le Progrès*, un article singulièrement prophétique.

Ainsi il écrivait :

Maintenant quelques heures suffisent pour allumer et résoudre en guerre les querelles des Etats ; quelques jours suffisent pour précipiter l'une contre l'autre des nations armées. La victoire est aux mieux munis et aux plus alertes. Il faut donc se hâter et cette hâte devient une cause nouvelle de trouble, d'aberration et d'erreur. La gravité des intérêts engagés, la responsabilité encourue, la nécessité de n'être ni devancé ni même prévenu, l'agitation populaire au milieu de laquelle il faut agir obscurcissent les intelligences les plus claires... Le télégraphe et le téléphone mettent en rapports directs le ministre et l'ambassadeur, les homme d'Etat qui mènent, les grandes nations, les souverains qui règnent sur elles...

M. Roupnel dit la même chose :

Ainsi il ne s'agit plus de mois, de semaines. C'est en quelques jours fiévreux, en quelques heures brûlantes que se déroulent les péripéties les plus graves, et que les décisions définitives précipitent les hommes dans les épreuves suprêmes... Le télégraphe, qui détruit l'espace et le temps, met en contact direct, immédiat, brutal les diplomates et les gouvernements... Sous la pression de politiques surexcités et de foules irréfléchies les passions s'imposent, les résolutions s'improvisent, les risques s'accumulent, et l'événement décisif emporte les volontés...

M. Albert Sorel appelait un ambassadeur moderne un drogman télégraphique. M. Roupnel le qualifie porte-lettre.

Et l'on s'étonne que M. Roupnel, qui s'excuse de se citer soi-même et qui renvoie ses lecteurs à un article qu'il écrivit dans *la Dépêche de Toulouse*, n'ait pas songé à citer Albert Sorel, qui tout de même y avait bien quelque droit.

§

Diplomatie illustrée. — A défaut de renseignements très détaillés sur les délibérations de la Conférence de la Paix, les journalistes qui attendent tous les soirs le communiqué officiel, quai d'Orsay, se voient parfois gratifier, — lorsqu'ils ont la chance d'être en bons termes avec les huissiers, — de curieux croquis sur papier à en-tête de *The American commission to negociate peace.*

Ces croquis reproduisent, avec beaucoup d'exactitude et de brio, les traits du Président Wilson, de M. Clemenceau, du maréchal Foch, de M. Orlando et des principaux membres de la Conférence.

Ils sont exécutés, au cours des séances, par M. Lansing, ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, qui, en partant, les laisse sur son buvard.

Cette distraction était déjà fort appréciée de M. Lloyd George qui, l'an dernier, pendant les graves délibérations du Conseil de guerre supérieur de Versailles, d'où sortirent les décisions qui imposèrent l'Unité de commandement, se reposait, de temps à autre, en couvrant de profils et de silhouettes les feuilles du memorandum qu'il avait devant lui.

Mais les dessins de Lloyd George ne furent pas donnés aux journalistes. Le Secrétaire du Conseil les annexa au dossier avec les notes rédigées (souvent sur la même feuille) par le Premier anglais.

§

L'empereur matoïde. — Il y a vingt-cinq ans, jour pour jour, Jules Simon, dont le monument s'enfouissait naguère sous des sacs de terre protecteurs, fut envoyé en mission à Berlin, et reçu par Guillaume II.

Celui-ci affecta de le recevoir avec toute la cordialité ostentatoire et la familiarité insolente qui lui était coutumière.

J'ai beaucoup réfléchi depuis mon avènement, déclara le Kaiser. Et je pense que dans la situation où je suis, mieux vaut faire du bien aux hommes que de leur faire peur...

Et comme notre plénipotentiaire affectait une agréable surprise, l'empereur ajouta :

Parlons avec impartialité. Votre armée a travaillé. Elle a fait des progrès. Elle est prête.

Si elle est était appelée à se mesurer avec la mienne, nul ne pourrait préjuger des conséquences de la lutte. C'est pourquoi je déclare fol ou criminel quiconque poussera les deux peuples à se faire la guerre.

C'est Jules Simon qui raconte cela dans le rapport officiel sur les résultats de sa mission. Et il ajoute : « L'Empereur parlait avec une sincérité dont personne ne pourrait douter... »

En effet...

Fol ou criminel... L'ex-empereur s'est jugé lui-même.

§

Nouvelles de Russie. — Les nouvelles ci-dessous, concernant depuis quelques mois le général Korniloff, sont extraites « à titre documentaire » des dépêches d'Agences diverses.

Bâle, 14 mai. On mande de Kiew :

On annonce officiellement que le général Korniloff a été tué dans les combats de *Iekaterinodar*, *le 13 avril*, par un éclat d'obus.

Amsterdam, 23 mai.

La *Gazette de Voss* du 22 mai publie une lettre d'un soldat allemand récemment revenu de Russie où il était emprisonné. Dans cette lettre il dit qu'il fut témoin de la rencontre entre bolcheviks et cadets, *à Novotcherkass, le 25 février*, lorsque la ville fut rendue par les cadets.

Le 26 février, entre 9 et 10 heures du matin, le général Korniloff fut pris et *fusillé* dans un champ, près de la gare du chemin de fer. Peu après, le général Alexeief fut également pris et fusillé aussitôt à la gare du chemin de fer.

« J'étais présent, dit le soldat, à cette dernière exécution. »

Moscou, 25 mai.

(Retardée en transmission). — La mort de Korniloff est confirmée. Il a été remplacé par Denikine.

Huit mois de silence ; puis voici une dépêche datée de *Genève, 29 décembre.*

Dans le sud de la Russie, une armée de volontaires a été levée pour lutter contre les Allemands et leurs alliés bolcheviks, *par le général Korniloff auquel s'était joint le général Alexeief.*

Et ceci nous explique que certaines gens doutent encore de la mort de Nicolas II.

§

Shakespeare et les classiques. — Dans un article sur son centenaire, j'ai le premier attiré l'attention sur le défaut de culture classique de Shakespeare ; et cette question a eu l'honneur, certes bien imprévu, d'intéresser fortement un grand nombre de lettrés et d'érudits.

Tard venu dans la discussion, Monsieur C. P., qui n'a pas daigné se faire connaître et n'en est que plus dédaigneux pour les opinions adverses, a torturé le texte de Ben Jonson pour lui faire dire précisément le contraire de ce que tout le monde y avait compris, depuis F. Guizot jusqu'à Augustin Filon et à M. Firmin Roz.

Mais un Anglais, qui connaît sa langue et la syntaxe, s'est trouvé là immédiatement pour restaurer le témoignage traditionnel de Ben Jonson et la version correcte, dégagée des arguties et des solécismes.

D'autre part, Monsieur C. P., qui se vante de « posséder l'immense littérature shakespearienne, sait qu'il est *indubitable* que Shakespeare a utilisé des ouvrages anciens *non traduits en son temps* » (c'est lui qui souligne), et qu'il consultait volontiers l'original de préférence aux traductions. Une affirmation aussi audacieuse aurait gagné à s'appuyer d'un exemple, d'un commencement de preuve. Est-ce bien la peine de savoir, pour accaparer la science et en frustrer les philologues, copains ou rivaux, comme parle Monsieur C. P. ?

Dans la biographie de Shakespeare par sir Sidney Lee, tout récemment éditée en français par M. Firmin Roz, on trouve (page 150) une page, nouvelle pour moi, sinon pour Monsieur C. P., qui me semble jeter quelque lueur sur notre sujet. La voici :

« Très peu d'années après la mort de Shakespeare, sir Nicholas l'Estrange, zélé collectionneur d'anecdotes, en mit une par écrit, dont il attribua la responsabilité au Dr Donne et qui attestait le cours habituel des relations amicales entre Shakespeare et Jonson. Shakespeare, disait l'histoire, était le parrain d'un des enfants de Ben Jonson, et, après le baptême, le voyant en une profonde rêverie, Jonson lui demanda pourquoi il était si mélancolique.

— Ma foi non, Ben, dit-il, je ne le suis pas, mais je me suis demandé longtemps quel est le cadeau le mieux choisi que je puisse faire à mon filleul, et j'ai fini par me décider.

— A quoi, s'il te plaît ?

— Ma foi, Ben, je lui donnerai une douzaine de cuillers en fer-blanc (*latten*), et tu les lui traduiras. »

(Jeu de mots : *latten,* de fer-blanc — *lattin,* latin.)

Vraie ou fausse, cette anecdote est significative. Elle marque bien la différence entre la culture classique élémentaire et consciente du grand Will et celle de son camarade Ben Jonson tout gonflé de latinité.

Dr E. CALLAMAND.

§

Jacques Lebaudy, personnage de roman. — Ce ne sont pas seulement les revuistes et les chansonniers qui conférèrent à Jacques Lebaudy, vers 1903, une notoriété universelle. Une renommée plus durable lui fut accordée par un romancier, M. Henry Céard, qui utilisa l'aventure de *la Frasquita* et de l'éphémère empereur dans *Terrains à vendre au bord de la mer* (1906).

C'est même une des clefs du chapitre XXV de ce livre, chapitre où sont évoqués, dans la démente croisière du *Matamore*, les silhouettes du « souverain », Sédécias Cayor, « esprit aux imaginations compliquées, perverses et délirantes » ; de « l'impératrice », Mariette, dégoûtée d'un « maboul qui la gifle et qui déclare qu'il la scalpera dès la prise de possession de son empire » ; et, enfin, des sujets de Sédécias, « grands seigneurs de la police correctionnelle, bookmakers tarés sur les champs de course et habitués des maisons centrales ».

S'il avait ainsi eu l'honneur d'être pris comme personnage de romans Jacques Lebaudy n'avait, par contre, jamais pu obtenir l'insertion dans les feuilles d'agence des communications intéressant son empire ; et, devant cet ostracisme, il avait dû fonder un journal : « L'Officiel du Sahara », dont les rares numéros, imprimés chez Paul Dupont, portent le timbre de Troja (Sahara).

Or, cette gloire vient de lui être attribuée — à titre posthume, — puisque c'est une dépêche *Havas* datée de Westburg (Long Island) qui a enregistré le dernier acte du règne de Jacques Ier, en même temps que le déplorable geste de l'impératrice.

§

Le portrait de Berlioz par Courbet.

Monsieur et cher confrère,

Aujourd'hui seulement mes yeux tombent sur les lignes consacrées par le *Mercure* du 1er octobre au portrait de Berlioz par Courbet, et il me paraît intéressant de vous donner quelques détails sur le « curriculum vitæ » de ce tableau. Cette étude (de 60 × 48) avait été achetée par Roll lui-même à la vente aux enchères de l'atelier de Courbet en 1881.

Mon ami Raoul Pugno, qui en connaissait l'existence, me pria vers 1906 de demander à Roll de vouloir bien la lui céder, ce à quoi le grand peintre consentit.

Après la mort de Pugno, sa veuve, mal conseillée, au lieu de laisser figurer ce très beau portrait dans la vente de la collection de son mari, fit demander à Roll de le lui reprendre.

Et il était à peine rentré à l'atelier de celui-ci que MM. Bernheim s'empressaient de l'acquérir.

J'ai pu comparer, chez M. Joseph Reinach, cette étude au portrait plus important qui figura au Salon de 1850 ; celui-ci est plus *fait*, mais non

pas plus évocateur, et je comprends l'émotion persistante de Pugno devant cette étude où son mysticisme communiait avec le compositeur de génie.

Veuillez agréer, etc. !

RENÉ MOROT,
Expert en art ancien près les tribunaux.

§

Du sucre au kilomètre. — Le *Journal des Réfugiés du Nord* annonçait le samedi 11 janvier qu'en son quatrième envoi de denrées alimentaires dans le Nord, le Comité des réfugiés avait expédié 3.500 *kilomètres* de sucre.

C'est la première fois qu'on entend parler de sucre débité au kilomètre et la chose méritait d'être relatée.

Comment le Secrétaire général du Comité central des réfugiés a-t-il pu mesurer la longueur du sucre qu'il envoyait à ses compatriotes ? C'est certainement du sucre en carrés pour qu'on puisse le mettre bout à bout et l'aligner en kilomètres.

Or, actuellement on ne trouve plus dans le commerce que le type 120, c'est-à-dire celui dont 120 morceaux ayant chacun deux centimètres de long donnent le poids d'un kilo. Il faut *cinquante mille* de ces morceaux pour former un kilomètre, *cent soixante quinze millions* pour couvrir trois mille cinq cents kilomètres.

En tenant compte de ce que cent vingt morceaux de ce sucre pèsent un kilogramme, c'est donc *un million quatre cent cinquante-huit mille trois cent trente-trois* kilogrammes et trois cent trente-trois grammes de sucre qui auraient été expédiés.

Or, pour ravitailler le Nord on dispose, actuellement, de camions de cinq tonnes, et il en aurait fallu 292 pour transporter l'énorme provision.

Si l'on considère qu'un camion automobile a cinq mètres de long et qu'on laisse dans les convois un intervalle minimun de quarante mètres entre les voitures, le transport de sucre aurait occupé la route sur plus de treize kilomètres.

Ceci est peu vraisemblable. Il vaut mieux croire que le *Journal des Réfugiés* a voulu dire 3.500 *kilogrammes*...

§

Concours dramatique de « l'Europe Nouvelle ». — Voici le programme du concours dramatique organisé par *l'Europe Nouvelle*, 75, rue de Lille, Paris), « en faveur des écrivains qui voient dans le théâtre autre chose qu'une spéculation fructueuse sur les bas instincts d'un public que d'aucuns s'acharnent à gaver d'inepties et de gravelures, au lieu de chercher à développer en lui le goût du beau et le respect de l'idéal » :

I. — *L'Europe Nouvelle* demande une pièce en prose inédite et originale (pas d'adaptation), remplissant toute une soirée.

II. — L'auteur, de nationalité française, ne doit pas encore avoir été joué sur un grand théâtre régulier.

III. — Le manuscrit doit être très lisible et porter sur la couverture le nom et l'adresse de son auteur. Les manuscrits non classés pourront être repris à la rédaction de la revue, une fois le résultat du concours proclamé.

IV. — Les manuscrits seront envoyés sous pli recommandé au secrétaire de la

rédaction, 75, rue de Lille, avant le 28 février 1919. Aucun manuscrit ne sera accepté passé cette date.

V. — Les manuscrits seront soumis à l'examen d'un jury dont sera publiée ultérieurement la liste complète, mais dont font partie dès aujourd'hui, avec MM. Philippe Berthelot, Marcel Cachin, Léon Daudet, Gustave Hervé, Jean Longuet, Pierre Mille, Paul Painlevé, Pierre Renaudel, Edouard Herriot, Marcel Sembat, Albert Thomas et Marc Henry, comme représentants de l'*Europe Nouvelle*, MM. Emile Fabre, F. Gémier, Paul Souday, Saint-Georges de Bouhélier et Maurice Magre.

VI. — Les travaux du jury commenceront vers le 7 mars 1919 et seront terminés fin avril. Le résultat du concours sera aussitôt publié dans l'*Europe Nouvelle*.

VII. — La pièce qui aura réuni la majorité des suffrages sera mise en scène par les soins et sous les auspices de l'*Europe Nouvelle* au cours de la saison théâtrale 1919-1920. La représentation aura lieu en matinée ou en soirée au Théâtre-Antoine, avec le concours de Gémier. (*Communiqué.*)

§

Rachat de numéros du « Mercure de France ». — L'administration du *Mercure de France* rachète au prix de 2 francs les numéros suivants :

Année 1895. — Nos 62, 68.
— 1896. — Nos 73, 74, 75.
— 1897. — Nos 85, 87.
— 1898. — No 108.
— 1899. — No 117.
Année 1901. — No 144.
— 1903. — No 166.
— 1916. — Nos 421, 422.
— 1917. — No 455.
— 1918. — Nos 469, 471, 477, 481.

MERCVRE.

Le Gérant : A. VALLETTE.

Poitiers. — Imp. du MERCVRE DE FRANCE (G. ROY), 7, rue Victor-Hugo.

CAMILLE BLOCH, Libraire à Paris

146, Boulevard Saint-Germain, 146

Achète au comptant

et au plus haut prix

LES ÉDITIONS ORIGINALES OU RARES

DES

GRANDS POÈTES DU XIXe SIÈCLE

de Vigny, Ch. Baudelaire, P. Verlaine, Leconte de Lisle, A. Rimbaud, Stéphane Mallarmé, etc.

LES ÉDITIONS ORIGINALES OU RARES

DES

GRANDS PROSATEURS DU XIXe SIÈCLE

Chateaubriand, Stendhal, Balzac, Barbey d'Aurevilly, Flaubert, etc.

es éditions originales de quelques écrivains récents ou contemporains, poètes et prosateurs

. Apollinaire, Roger Allard, P. Claudel, Corbière, G. Duhamel, André Gide, Remy de Gourmont, Ch. Guérin, F. Jammes, A. Jarry, Maeterlinck, Mirbeau, Comtesse de Noailles, Ch.-L. Philippe, Rachilde, Jules Romains, A. Samain, M. Schwob, André Suarès, Jules Vallès, Colette Willy, Villiers de l'Isle-Adam, etc., etc.)

Il sera répondu immédiatement à toutes offres

TRAITÉ PRATIQUE DES

JEUX

TABLEAUX, DONNÉES, COMBINAISONS MATHÉMATIQUE

Par **Henri RATTON**, ingénieur

Livre inédit appelé à amener une révolution dans les jeux, car supprime mathématiquement le hasard dans les jeux du Baccara à deu tableaux et au Chemin de fer, la Roulette, le Trente-et-Quarante, l Boule, le Poker, les Petits Chevaux, les Courses de Chevaux.

La notice détaillée est adressée à toute demande fait à l'auteur, M. RATTON, 31, quai des Brotteaux LYON.

OUVRAGE SE TROUVANT EN LIBRAIRIE

LE LIVRE DE L'HEURE *Vient de paraître*

GEORGES DEHERME

LES DIRECTIONS POSITIVES

PENSER POUR AGIR

Notes, observations, préceptes sur les principales questions politique sociales et morales de notre temps.

Un vol. in-16 de XVI-320 pages..... 4 fr. 5

(BERNARD-GRASSET, éd.)

AVIS

Rachat de numéros du "Mercure de France"

L'administration du *Mercure de France* rachète au prix de 2 francs l' des numéros suivants :

Année 1895. — n° 62, 68.
— 1896. — n°s 73, 74, 75.
— 1897. — n°s 85, 87.
— 1898. — n° 108.
— 1899. — n° 117.
Année 1901. — n° 144.
— 1903. — n° 166.
— 1916. — n°s 421, 422.
— 1917. — n° 455.
— 1918. — n°s 469, 471, 477, 4

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Ces annonces sont exclusivement reçues par M. Claude, 6, rue Vivienne.

Adj^on ét. M^e Deraine, not. à Vanves, 13 février 19, 2 h.

Fonds de commerce à **ISSY-LES-MOULINEAUX** **MARCHAND DE VINS-LIQUEURS** avec gérance **DÉBIT TABAC.** Mise à pr. 28.000 fr. Consign^on p^r ench. 5.000 fr. Jouissance immédiate. S'adresser pour visiter sur les lieux et pour renseignements étude M^e Deraine, notaire à Vanves, dépositaire cahier charges.

Adj^on ét. M^e Deraine, not. à Vanves, 13 février 19, 2 h.

PAVILLON *avec jardin* à **VANVES,** 12, rue de Solférino. Contenance 305 mètres. **Mise à prix : 8.000 fr.** Jouissance 15 avril 1919. S'adresser pour visiter sur les lieux, et pour renseignements étude M^e Deraine, notaire à Vanves (Seine), dépositaire cahier des charges.

En raison des difficultés du moment, accrues encore par la lenteur des communications, le manque provisoire en librairie d'un certain nombre de titres et l'inégalité des majorations de prix, le Mercvre de France, *qui n'est d'ailleurs pas libraire* **détaillant**, *prie ses abonnés de ne pas lui demander présentement d'ouvrages publiés ailleurs que chez lui : il ne peut fournir que ceux de son propre fonds.*

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Depuis le 10 janvier, le train direct de toutes classes 12.059 " Paris-Marseille ", partant de Paris à 21 h. 05 et arrivant à Marseille à 15 h. 30, est prolongé de Marseille à Vintimille (arrivée à Nice à 21 h. 40).

En sens inverse, le train direct de toutes classes 12.062, quittant Marseille à 12 h. 30 et arrivant à Paris à 7 h. 40, a son point de départ reporté à Vintimille (départ de Nice à 7 h.)

Le train poste (1^e classe) 12.007, partant de Paris à 20 h. 15, est accéléré à partir de Marseille et arrive à Nice à 15 h. 50.

Le train poste (1^e classe) 12.010 est de même accéléré entre Vintimille et Marseille ; le départ de Nice a lieu à 13 h., l'arrivée à Paris restant fixée à 8 h. 45.

EDITIONS DV MERCVRE DE FRANCE
26, RUE CONDÉ, PARIS-6e

OUVRAGES PUBLIÉS PENDANT LA GUERRE

Jusqu'au 31 Décembre 1918

GUILLAUME APOLLINAIRE

Calligrammes. *Poèmes de la Paix et de la Guerre (1913-1916)*, avec un portrait de l'auteur par Pablo Picasso, gravé sur bois par S. Jaudon. Vol. in-8o ..... 5 »

LÉON BLOY

Au Seuil de l'Apocalypse, 1913-1915. Vol. in-18 3.5o

Méditations d'un Solitaire en 1916. Vol. in-18..... 3.5o

Dans les Ténèbres, avec un portrait de l'auteur dessiné par sa femme. Vol. in-18..... 3.5o

GEORGES DUHAMEL

Vie des Martyrs, 1914-1916. Vol. in-18..... ... 3.5o

Civilisation, 1914-1917 *(Prix Goncourt 1918).* Vol. in-18 3.5o

PAUL FORT

Anthologie des Ballades Françaises, 1897-1917. Vol. in-18..... 3.5o

REMY DE GOURMONT

Pendant l'Orage. Préface de Jean de Gourmont. Vol. petit in-18. 2.oo

Pendant la Guerre. *Lettres pour l'Argentine.* Vol. in-18.... 3.5o

Lettres à l'Amazone, avec un frontispice et une lettre autographe inédite. Vol. in-18..... 3.5o

FRANCIS JAMMES

Le Rosaire au Soleil, roman. Vol. in-18..... 3.5o

Monsieur le Curé d'Ozeron, roman. Vol. in-18 ..... 3.5o

RACHILDE

Dans le Puits, *ou la vie inférieure, 1915-1917*, avec un portrait de l'auteur en héliogravure. Volume in-18..... 3.5o

ERNEST RAYNAUD

Baudelaire et la Religion du Dandysme (Collection *Les Hommes et les Idées*). Vol. in-16..... 0.75

HENRI DE RÉGNIER

L'Illusion héroïque de Tito Bassi, roman. Vol. in-18. 3.5o

1914-1917, *Poésies.* Vol. petit in-18.... ..... (sans majoration) 3.oo

ÉMILE VERHAEREN

Les Ailes rouges de la Guerre, poèmes. Vol. in-18.... 3.5o

Choix de Poèmes, avec une préface d'Albert Heumann, une bibliographie et un portrait. Vol. in-18..... 3.5o

Les Flammes hautes, poèmes. Vol. in-18..... 3.5o

Majoration temporaire : 30 0/0

BANQUE DE FRANCE

Le "Journal Officiel" du 22 Décembre 1918 a publié le texte de la loi prorogeant de 5 ans, à partir du 1er Janvier 1921, le privilège d'émission de la Banque de France.

Les conventions annexées à cette loi consacrent une série d'avantages nouveaux en faveur e l'Etat et du commerce : augmentation du nombre des places bancables ; développement es facilités pour es règlements par écritures ; extension du concours de la Banque au service le caisse du Trésor ; admission à l'escompte des sociétés de caution mutuelle du petit ommerce et de la petite industrie ; modification du régime de la redevance, dont l'ac- roissement sera réparti par une loi entre des œuvres de crédit.

Enfin, des mesures ont été prises en vue de hâter le dégagement de l'actif de la Banque ui sert de contre-partie à la circulation des billets et dont le Gouvernement et le Par- ement ont eu le souci de rétablir progressivement la liquidité. On sait que, aux termes e la Convention du 21 Septembre 1914, l'intérêt des avances de la Banque de France à Etat doit être, un an après la fin des hostilités, augmenté d'un supplément de 2 o/o, equel sera porté à un compte d'amortissement destiné, après couverture des pertes sur ortefeuille moratorié, à l'atténuation de la dette sur l'Etat. A l'occasion du renouvellement u privilège, il a été stipulé que ce compte serait également crédité des prélèvements de Etat sur les bénéfices de la période de guerre.

Le compte d'amortissement a fait son apparition dès la promulgation de la loi au bilan du 6 Décembre 1918. Il y figurait déjà pour 437 millions. Depuis lors, il s'accroit régu- èrement de semaine en semaine, comme le prévoient les conventions, au fur et à mesure ue sont réalisés les produits soumis au prélèvement de l'Etat.

VILLE DE PARIS

Émission de Bons municipaux

La Ville de Paris a été autorisée, par un décret du 30 décembre dernier, à procéder à ne quatrième émission de Bons municipaux, pour une somme de 250.000.000 de francs.

Dans sa séance du lundi 13 janvier, la Commission des Emprunts du Conseil muni- pal a fait une nouvelle étude des conditions de cette émission, en vue de mettre ces nditions, suivant le désir formellement exprimé par M. le ministre des finances, en rrélation avec le nouveau taux d'intérêt des Bons de la Défense nationale à six mois et ec l'état du marché.

Conformément aux propositions qui lui ont été faites par l'administration, la Commis- on a été d'avis qu'il y a lieu d'offrir au public des Bons à six mois et des Bons à 1 an, portant intérêt, les premiers au taux de 5 o/o l'an, et les seconds au taux de 25 o/o.

En dehors de ce léger abaissement du taux de l'intérêt, nécessité par l'obligation où trouve la Ville de Paris d'agir d'accord avec l'Etat pour toutes ses opérations finan- ères, aucune autre modification n'a été apportée aux conditions habituelles d'émission s Bons municipaux. Ainsi, comme par le passé, les intérêts seront payés à l'échéance 1 Bon, net, c'est-à-dire sans aucune retenue pour impôt, et les porteurs des Bons joui- nt d'un droit de préférence pour toute souscription aux obligations à long terme émi- s par la Ville avant l'échéance de leurs Bons. Cet avantage est d'autant plus appré- able que le Conseil Municipal a voté, le 30 décembre dernier, un emprunt à long ter- e de 1.500 millions pour la consolidation de la dette de guerre.

Nous croyons savoir que l'émission des nouveaux Bons municipaux aura lieu inces- mment ; nous nous empresserons d'en faire connaître la date à nos lecteurs dès que ous en aurons été nous-mêmes informés.

MERCVRE DE FRANCE

26, rue de Condé, Paris

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois sur 224 pages et forme dans l'année six volumes

—

Littérature, Poésie, Théâtre, Beaux-Arts
Philosophie, Histoire, Sociologie, Sciences, Voyages
Bibliophilie, Sciences occultes
Critique, Littératures étrangères, Revue de la Quinzaine

La **Revue de la Quinzaine** s'alimente à l'étranger autant qu'en France. Elle offre un nombre considérable de documents et constitue une sorte « d'encyclopédie au jour le jour » du mouvement universel des idées.

ABONNEMENT

Les abonnements partent du premier des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

FRANCE		ÉTRANGER	
Un an.....	32 fr.	Un an.....	37 fr.
Six mois.....	17 »	Six mois.....	20 »
Trois mois.....	9 »	Trois mois.....	11 »

Envoi franco d'un numéro spécimen et du catalogue complet des Editions du *Mercure de France*, sur demande adressée rue de Condé, 26, Paris (6e).

Poitiers. — Imprimerie du Mercure de France, G. ROY, 7, rue Victor-Hugo.